

« L'Economie » : sauve qui peut l'Italie

Le Monde

15, rue Falgaire, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14845 - 7 F

MARDI 20 OCTOBRE 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La promotion des partisans de M. Deng Xiaoping

Les modérés ont pris le contrôle du PC chinois

Le crépuscule des gérontes

Un rythme de marche à l'ouest, dimanche 18 octobre, le XIV^e congrès du Parti communiste chinois. Symbole de la suite de plus en plus évidente de la dernière grande composition d'un empire mandarin-technocratique qui se dessine pour relever de régner sur toute la planète, mais aussi peut-être, murmurent déjà certains à Pékin, signe annonciateur de la fin des grands-messes communistes en Chine.

La capitale aux couleurs rouges - de la Chine paraît sortir vainqueur des tractations de couloir, et les derniers parangons chenus de l'orthodoxie ont perdu leurs dernières fonctions officielles, ce qui laisse espérer une accélération des réformes économiques et de l'ouverture commerciale vers le monde extérieur. Les partisans de la Chine ne peuvent que s'en réjouir, même si certains - comme les États-Unis - craignent la connaissance d'une économie dont le taux de croissance avoisine les 10 % par an, et où le revenu des salariés est dicté plus par un capitalisme sauvage que par une sollicitude sociale.

MAIS l'économie chinoise ne fait pas nécessairement bon ménage et, sur le plan de la démocratie, c'est plutôt à un pas en arrière que l'on a assisté. Faut-il regretter à la cherté des prix à l'extérieur par le XI^e congrès. Si le marxisme se retrouve de plus en plus relégué au rang d'accessoire de l'histoire, le légalisme - avec sa panoplie de centralisme démocratique, de parti unique et d'encadrement policier - reste de mise. Et le départ des consignes d'ouverture politique, comme l'archaïsme Wang Meng, sans doute souligné de quitter un appareil qui n'était pas fait pour lui. Quant aux femmes, aucune n'a été jugée digne d'occéder aux organes dirigeants.

C'est donc à une génération de technocrates, épurée par quelques militaires, que M. Deng Xiaoping a confié le sort du régime. Avec à leur tête le fils Jiang Zemin, qui manque pour le moins de charisme et d'autorité. Il était difficile à M. Deng de se donner, en moins de six ans, un quatrième dauphin, même si l'actuel n'a guère fourni de preuves de sa capacité à gouverner un parti de cinquante et un millions de membres et un pays de plus d'un milliard d'habitants. Seul l'avenir dira si le « Petit Timonier » aura plus de chances que Mao Zedong, et si l'organigramme laborieusement négocié lui survivra longtemps.

M. Deng compte sans doute sur l'arme magique qu'est sa pensée, désormais placée par le congrès au panthéon du mandarinisme au-dessus même de celle de Mao, pour assurer la pérennité d'un régime qui - débarrassé de l'encombrante incertitude d'élections démocratiques - fait déjà des plans pour les décennies à venir. « Le camarade Deng, a fait des contributions historiques », n'a pas craint d'affirmer le congrès. Mais l'histoire, tout comme la révolution, n'est pas un dîner de gala. M. Deng, qui, après avoir lancé la Chine dans l'ère de la modernité, la laisse entre les mains d'un régime sclérosé, risque à son tour d'en faire un jour les frais.

M0147 - 1020 0 - 7.00 F



Peu après qu'ait été annoncée la composition de la nouvelle direction du Parti communiste chinois, lundi 19 octobre, M. Deng Xiaoping a fait sa première apparition publique depuis janvier, dans l'enceinte du Palais du peuple où s'était déroulé le XIV^e congrès du PCC. Cette réunion, qui a abouti à la promotion de nombreux modérés, partisans de M. Deng Xiaoping, et au départ des gérontes conservateurs, s'est néanmoins achevée sur un compromis fragile.

Une victoire fragile

PÉKIN

de notre correspondant

Si la nouvelle direction chinoise doit se réunir à nouveau, en cas de crise grave comme ce fut le cas lors du drame de Tiananmen en 1989, pour prendre une décision affectant l'avenir du pays, telle la répression éventuelle de troubles provoqués par les réformes économiques, l'armée aura son mot à dire dans les délibérations, et peut-être le dernier mot.

Tel est le principal résultat du XIV^e congrès du PCC chinois (PCC), au vu de la composition de l'instance qui dirige le pays, ainsi qu'en a observé lors du « printemps de Pékin » à savoir le comité permanent du bureau politique du comité central. Pour la première fois depuis la révolution culturelle, en effet, un militaire d'active, l'amiral Lin Biao, ancien commandant de la marine, figure parmi les membres du comité, dont on sait qu'ils sont en contact permanent entre eux, surtout en période de crise. C'est lors d'une réunion de cette instance qu'en 1989 M. Zhao Ziyang, secrétaire général du parti, accusé d'avoir soutenu les troubles étudiants, perdit le pouvoir. L'armée n'y avait pas directement pris part.

De cinq qu'ils étaient à l'issue du XII^e congrès, voilà cinq ans, puis six après le remaniement de 1989, le comité central du PCC, ces dirigeants - qui forment l'équipe des successeurs des vétérans révolutionnaires de la Longue Marche - passent à sept. M. Jiang Zemin, secrétaire général, conserve naturellement son poste, de même que MM. Li Peng, Qiao Guo et Li Ruihan, respectivement premier ministre, chef des policiers et responsable de l'idéologie.

FRANÇOIS DERON
Lire la suite
et nos informations page 5

Face à la pression de M. Giscard d'Estaing

M. Bérégovoy rejette l'hypothèse d'une élection présidentielle anticipée

M. Giscard d'Estaing a demandé, dimanche 18 octobre sur TF 1, que le président de la République engage la révision de la Constitution qu'il avait annoncée en novembre 1991, afin notamment de réduire à cinq ans le mandat présidentiel. L'ancien chef de l'Etat a souligné que le calendrier politique comporte une élection présidentielle - à laquelle il envisage

d'être candidat - avant les élections législatives. M. Bérégovoy a, dès lundi matin sur Europe 1, repoussé l'idée d'une modification du calendrier entraînant une élection présidentielle anticipée, et assuré que l'opposition devrait, contrairement au souhait de M. Giscard d'Estaing, « assumer ses responsabilités » gouvernementales en cas de victoire législative.

Giscard-Chirac : le retour

par Jean-Marie Colombani

Alors que M. Jacques Chirac avait décidé de lancer la campagne législative de son mouvement, M. Valéry Giscard d'Estaing est, certes, parti, lui, au stade supérieur, celui de l'élection présidentielle. Mais, à un premier déplacement des enjeux, qui fait l'originalité de la situation politique française, et qui conduit à s'interroger non sur le point de savoir qui, de la droite ou de la gauche, gagnera les prochaines élections, mais plutôt qui devancera l'autre au sein même de la droite, s'ajoute une accélération de la préparation des échéances. La maladie du président n'y est pas étrangère.

Il n'est pas absurde, comme l'a fait avec Anne Sinclair, à 7 sur 7, l'ancien président, d'affirmer que mars 1993 ne ressemblera en rien à mars 1986. Et donc que la question de la cohabitation ne peut être abordée dans les mêmes termes que lors de sa première expérimentation. A l'époque, pourtant, la défaite de la gauche était programmée; mais cette dernière avait su recréer les conditions d'un duel relativement équilibré. La nouveauté est aujourd'hui que nul signe n'apparaît qui permette de tabler sur une renouée socialiste.

Lire la suite page 14
et nos informations pages 13 et 14



Désarrois américains

I. - La nostalgie de l'âge d'or

Nous commençons la publication d'une série de dix articles consacrés aux différents aspects de la vie américaine et aux grands enjeux du scrutin du 3 novembre.

par Dominique Dhombres

Les États-Unis ont gagné la guerre sur l'empire du Mal, mais ils sont en train de perdre la bataille sur leur propre sol face aux forces du déclin. Tel est le constat que font de nombreux Américains, qui imputent la responsabilité de cette triste situation au moins autant, sinon plus, à M. Ronald Reagan qu'à M. George Bush. L'ennemi, pour le président sortant, est qu'il est obligé de défendre un mauvais bilan intérieur, probablement le pire depuis l'unique mandat d'Herbert Hoover (1928-1932), alors que l'ancien acteur d'Holly-

wood se contente, lui, d'inaugurer les chrysanthèmes. Dans un article qui a fait scandale, Edward Luttwak pose la question de façon brutale : « A quelle date les États-Unis deviendront-ils un pays du tiers-monde ? » Dès l'année 2020, selon une première estimation. Une projection plus optimiste recule l'échéance d'une dizaine ou d'une quinzaine d'années. Dans l'un et l'autre cas, si les tendances actuelles se maintiennent, les Américains, à l'exception d'une petite minorité d'entre eux, auront tôt fait de se retrouver appauvris, réduits à regretter, sans espoir de le retrouver jamais, « l'âge d'or de la prospérité perdue » (1).

Edward Luttwak a été l'un des conseillers les plus écoutés du candidat Reagan en 1980, et il a joué un rôle important, au cours de la décennie écoulée, dans les débats, parfois violents, de l'administration

républicaine sur les engagements extérieurs des États-Unis. Il estime maintenant que leur affaiblissement interne compromet leur leadership de fait du monde occidental et même leur sécurité. Son attitude n'est pas sans rappeler, mutatis mutandis, celle de certains militaires, tel le maréchal Ogarkov, qui mettaient en garde les dirigeants soviétiques, dès les années 70, sur les conséquences, pour l'avenir du pouvoir communiste, de l'extrême faiblesse de l'économie de l'URSS.

Il s'agit, comme on voit, d'une perspective très sombre. Les partisans de la thèse du déclin affirment que par comparaison avec les Européens et les Japonais, les Américains innovent moins, qu'ils produisent en relativement moins grand nombre des biens de consommation de moins bonne qualité que leurs concurrents poten-

tiels; bref qu'ils ont perdu cet avantage à la fois quantitatif et qualitatif qui faisait d'eux, dans les années 50, la seule véritable superpuissance. On ne s'en aperçoit peut-être pas à l'époque, en raison de l'extrême attention accordée à la montée en puissance militaire de l'URSS, qui venait de se doter de l'arme nucléaire, d'ailleurs, malgré un mythe tenace, par suite du travail de ses savants, tel Andreï Sakharov, que de l'activité de ses espions.

Lire la suite page 6

Lire également

« Hollywood, soutien des démocrates » par CLAUDINE MULARD page 33
et « Bill Clinton, le stratège », par PAUL FABRA page 40

(1) Ce texte est paru en mars 1992 dans Commentary et en traduction française en juillet-août dans la Revue des Deux Mondes.

M. Major critiqué de toutes parts

Le licenciement de 30 000 mineurs suscite la colère du Labour et de la base tory.

page 3

Epreuve de force entre Budapest et Bratislava

La mise en route d'une centrale électrique slovaque sur le Danube est une source de graves tensions.

page 41

La disparition de Pierre Béghin

L'alpiniste grenoblois a fait une chute de 1 000 mètres sur la face sud de l'Annapurna.

page 29

HERVÉ BAZIN

de l'académie Goncourt

Le grand méchant doux

nouvelles

Grasset

A L'ÉTRANGER : Afrique, 4,80 DA; Arabie, 6 DH; Australie, 2,80 DM; Autriche, 25 SCH; Belgique, 40 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Danemark, 9 F; États-Unis, 4,95 F CPA; Espagne, 190 PTA; France, 7,00 F; Grèce, 220 DR; Hongrie, 1,50 T; Italie, 2,200 L; Luxembourg, 42 FR; Norvège, 14 KRW; Pays-Bas, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Royaume-Uni, 4,95 F CPA; Suède, 16 KRW; Suisse, 1,80 FS; USA (N°), 2 \$; USA (P#), 2,50 \$.

DÉBATS

Un entretien avec Gerald Edelman

« Les progrès de la biologie ne peuvent dispenser de l'approche philosophique de la conscience et de l'esprit »

« Vous affirmez que nous sommes à présent sur le point de connaître scientifiquement le fonctionnement de notre esprit, et notamment d'expliquer notre conscience. Ces découvertes devraient résulter d'un ensemble de recherches pluridisciplinaires. Quelle place tient, dans cet ensemble, la biologie ?

— La biologie, à mes yeux, ne saurait exclure d'autres champs de recherches. Elle ne peut dispenser de l'approche philosophique de la conscience et de l'esprit. Si, comme je le crois, l'approche biologique est devenue fondamentale, elle est nécessaire, mais n'est pas suffisante.

« Avec Galilée, puis avec Descartes, les temps modernes avaient en quelque sorte retiré l'esprit du monde de la nature. La physique mathématisée de Galilée s'est érigée contre la conception héritée d'Aristote en classant toute psychologie du monde naturel, conçu comme une chose descriptive. La démarche de Descartes va dans le même sens. C'était en effet un biologiste très doué, comme le montre sa théorie des animaux-machines, tout à fait remarquable pour son temps. Mais autant il soulignait que les lois de la physique sont applicables aux choses étendues, autant il en refusait l'applicabilité à la res cogitans, c'est-à-dire la pensée, qui n'occupe, selon lui, aucun lieu.

« C'est au cours du dix-neuvième siècle que la physiologie et la psychologie ont ramené, si l'on peut dire, l'esprit dans la nature. Mais jusqu'à une date récente, ce retour demeurait encore entouré d'une large zone d'ombre. Woody Allen a beau dire : « Mon cerveau est mon deuxième organe préféré », il semblait encore, il y a seulement quinze ans, qu'il s'agissait du dernier organe humain dont nous n'avions pas une connaissance précise.

« Depuis lors, l'explosion de la recherche dans le domaine des neurosciences, ainsi que l'évolution des techniques, conduisent à se demander si la biologie peut parvenir à des conclusions d'une portée équivalente à celles tirées de l'analyse du langage ou de la réflexion philosophique. Pour y arriver, il faut, à mon sens, faire un pas de plus, et montrer qu'existent dans le cerveau une structure et une dynamique que ni les biologistes ni les philosophes ni les psychologues n'avaient jusqu'à présent prises en considération. C'est ce que je tente d'établir à partir des données fournies par les changements intervenus dans la biologie moderne.

— Est-il possible de caractériser en quelques phrases ces changements ?

— Ils sont intervenus seulement à partir de 1940, quand la génétique et la théorie de l'évolution ont pu effectivement converger. Lorsque la génétique et la biologie moléculaire ont rendu possible l'observation des processus qui permettent aux cellules de s'agglomérer et de communiquer entre elles, une crise s'est ouverte. Elle a conduit à ce qu'on importe le plus en sciences : de nouvelles questions.

« Cette crise, on peut la décrire assez simplement. Si l'on observe superficiellement le cerveau et ses câblages, comme on le faisait avant, on pense avoir affaire à un immense réseau téléphonique, ou à un ordinateur, dans lequel circulent des messages à travers les circuits et leurs connexions. Mais si

Né à New-York en 1929, Gerald Edelman a reçu en 1972 le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur la structure et la diversité des anticorps. Ses recherches se sont poursuivies sur les interactions entre cellules dans le développement de l'embryon et la morphologie du cerveau.

Directeur, depuis 1981, de l'Institut des neurosciences de l'université Rockefeller (New-York), où il a fait toute sa carrière, et membre de l'Institut de recherche Scripps (La Jolla, Californie) il est, dans ce domaine en pleine expansion, l'une des figures les plus éminentes. Son travail théorique l'a conduit à proposer une conception « néo-darwinienne » du développement des fonctions cérébrales, où les neurones sont considérés comme des populations soumises aux divers mécanismes de sélections successives.

A l'occasion de la publication de son premier ouvrage traduit en français (1), Gerald M. Edelman précise, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les points de départ de sa théorie et la singularité de ses positions.

(1) Biologie de la conscience, traduit de l'anglais (États-Unis) par Ana Gerschenfeld, éditions Odile Jacob, 368 p., 140 F (traduction de Bright Air Brilliant Fire : on The Matter of Mind, Basic Books 1992).



Edelman/92

l'on a les moyens, comme c'est le cas aujourd'hui, d'observer les dernières ramifications des neurones et les liaisons des uns aux autres, ce qu'on voit n'est pas du tout le schéma de câblage précis et ordonné qu'on trouve dans un central téléphonique, un ordinateur, ou même dans ce simple magnétophone.

« Considérons notre cerveau comme l'évolution d'une population de neurones. »

« On observe, au contraire, une sorte de forêt vierge, une intrication d'éléments qui se chevauchent. Or cet enchevêtrement est rigoureusement individuel ! Il n'y a pas deux cerveaux identiques ! Et ce n'est pas une affaire de génétique : contrairement à tout ce qu'on pourrait attendre, des jumeaux ont des cerveaux dissemblables. Le premier problème que nous soumet la biologie actuelle est donc de comprendre comment les individus se distinguent à la fois semblables et cependant tous différents.

« Cette difficulté est d'autant plus aiguë que, dans ce processus de montage des connexions entre les cellules au cours du développement du cerveau, chaque neurone, avant de fabriquer son « câblage »,

peut changer de place, ou bien mourir, ou bien subsister. Mais rien ne détermine à l'avance, neurone par neurone, les déplacements, la survie, ou la mort. Ils meurent ou bougent statistiquement !

— Vous soulignez d'autre part que le monde physique est appréhendé de manière très différente selon les espèces...

— C'est l'autre face de la situation de crise ouverte par le retour de l'esprit à l'intérieur de la nature ! La physique ne décrit pas le monde en termes de table, de chaise, de tasse, ou de téléphone... elle étudie les corrélations entre les lois qui gouvernent ces objets. Cela est, pour nous, une table parce que nous en avons l'usage et lui donnons un nom. Mais pour un chat ? Ce sera un endroit où sauter, une place pour se réfugier, pas ce que nous appelons une table. Le philosophe Wittgenstein a parfaitement saisi ce point : le monde ne peut être décrit uniquement comme une bande magnétique, un circuit électronique qui obéirait mécaniquement à des conditions nécessaires et suffisantes.

« Les deux faces de la crise théorique où nous sommes — la diversité des systèmes nerveux individuels, la diversité des mondes vécus — nous obligent à renoncer au modèle explicatif calqué sur le fonctionnement de l'ordinateur. Notre cerveau n'est pas construit suivant une série d'instructions et de règles fixes. Le monde n'est pas organisé comme un fragment de bande magnétique, porteur d'un message unique.

— Quelle issue proposez-vous pour sortir de ces difficultés ?

— Il nous faut penser en termes de population, c'est-à-dire retrouver et transposer un mode de pensée dont Darwin a été l'inventeur. En physique, les variations d'une mesure en plus ou en moins sont considérées comme des erreurs. En biologie, les variations des individus ne peuvent être vues sous cet angle. Et nous devons à Darwin l'idée qu'une population est composée d'individus dont les différences sont un matériau pour la sélection qui s'exerce à partir des changements survenant dans l'environnement, en donnant l'avantage à ceux qui sont le mieux adaptés à ces conditions nouvelles.

« Cette manière de penser suggère, à mes yeux, une issue à nos difficultés. Au lieu de considérer le cerveau comme un ordinateur, et le monde comme une bande magnétique, considérons la construction de notre cerveau comme l'évolution d'une population de neurones. Ceux qui sont le mieux adaptés sont sélectionnés dans la diversité qui règne au départ. Le résultat de cette sélection est amplifié par leur nombre, de même que les descendants d'une population amplifient le processus de l'évolution.

— Ce modèle peut correspondre à la phase de construction du système nerveux, mais il ne pourrait plus convenir une fois celui-ci achevé...

— Il faut en effet compléter le modèle. La sélection par le développement est le premier pas, celui où les cellules, leur déplacement, leur vie et leur mort aboutissent à une certaine structure. Cet enchevêtrement de synapses, on l'a vu, est différent d'un individu à un

autre. C'est alors qu'intervient une deuxième étape, celle de la sélection à travers l'expérience. Les signaux venant du monde, en renforçant ou en affaiblissant certains réseaux de synapses, ne modifient pas leur structure anatomique, mais opèrent une nouvelle sélection qui privilégie certains circuits au détriment d'autres. Les « cartes cérébrales » qui résultent de ce processus sélectif sont soumises à leur tour à une troisième sorte de sélection. Elle va permettre d'opérer des connexions entre les cartes grâce au processus de « réentrée » qui est le point le plus important.

« Il ne faut pas mêler de façon mécanique les neurones et les valeurs humaines. »

« C'est en effet, à mes yeux, la base du pont qui permettra de relier la physiologie à la psychologie. J'appelle « réentrée » (comme quand on quitte une pièce et qu'on y entre de nouveau) le retour d'un signal à l'intérieur de notre système cérébral. Cette « réentrée » permet de mettre en relation des groupes de neurones sur plusieurs cartes cérébrales à la fois. Par exemple, si je fais bouger ce stylo rouge, le rouge ne reste pas ici pendant que le stylo s'en va là-bas. C'est qu'il y a une connexion dans votre cerveau entre la carte correspondant au rouge et celle correspondant au mouvement. La mémoire et, à

terme, la conscience, peuvent s'expliquer par ce processus de « réentrée ».

— S'agit-il bien de notre mémoire, avec toute sa flexibilité et ses replis ? Et de notre conscience, avec ses projets, ses capacités réflexives ?

— Il faut procéder par étapes... Je n'ai indiqué que les tout premiers éléments de cette théorie ! Au terme de l'analyse, il y a effectivement à distinguer entre la conscience primaire, capable de mémoire, d'apprentissage, d'abstraction, et la conscience supérieure, à même d'utiliser des symboles, de conventions, de nommer les choses et de se nommer elle-même. Elle seule caractérise l'humain.

— Et aucune machine jamais ne sera capable d'y accéder ?

— Je n'en suis pas sûr ! Les ordinateurs d'ores et déjà capables de plusieurs opérations caractéristiques de la conscience primaire. Il n'est nullement impossible qu'un jour, nous puissions produire une conscience supérieure artificielle.

« Il y a un siècle seulement, il y avait encore des chevaux dans les rues et aucun homme du dix-neuvième siècle n'aurait pu imaginer ce que sont nos ordinateurs. Cela lui aurait paru fou... Et pourtant nos ordinateurs ne pensent pas ! Ceux qui le croient se trompent. Les consciences artificielles que l'on commence à concevoir sont très différentes des ordinateurs actuels.

— La singularité de votre position, c'est que vous en envisagez la possibilité de machines conscientes, vous affirmez l'existence d'une part en nous de liberté et de création des valeurs...

— Il s'agit de ne pas confondre les différents registres d'analyse ! Tout ce qu'on peut découvrir sur le fonctionnement du cerveau ne conduit pas à conclure que celui-ci est identique au fonctionnement de l'esprit. Cette identification est une sottise. Un tel réductionnisme est une erreur. Car le système cérébral possède, par interaction, des propriétés que ne possèdent pas ses composants.

« Cette erreur est dangereuse. Si vous êtes en effet persuadés d'être un ordinateur, aucun individu n'a plus d'importance, chacun n'est plus qu'une mécanique destinée à produire... et vous avez le dictateur. Il ne faut pas mêler trop hâtivement et de façon mécanique et rigide les neurones et les valeurs humaines. Il y a en effet une construction sociale et individuelle des valeurs. Elle n'est certes pas sans lien avec notre biologie. Mais elle est aussi très éloignée, car elle résulte d'un système d'interaction très complexe, y compris d'interaction sociale.

« C'est pourquoi je ne suis pas réductionniste. J'estime qu'il faut prendre en compte les avancées de la biologie actuelle et approfondir toutes leurs conséquences théoriques. Mais la philosophie ne sera pas pour autant abolie. Car même si elle ne nous apporte aucune réponse définitive, elle a l'immense mérite de garder les questions ouvertes. »

Propos recueillis et traduits de l'anglais (États-Unis) par JEAN-MARIE COLOMBANI et ROGER-POL DROIT

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.
Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33
Commission paritaire des journaux : publications, n° 57 437
ISSN : 0259-2037
PRINTED IN FRANCE
Imprimerie du Monde
12, L. M. Gumbourg
94852 IVRY-CEDEX

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général : Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Coss
Membres du comité de direction : Jacques Guille, Philippe Dupuis, Isabelle Tsaldi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avis
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Téléc. : 40-65-29-33
de la SARL Le Monde et de Médias et Pages Europe SA.
Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composée 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM
ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tapez LEMONDE, code d'accès ABO

ABONNEMENTS

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311 F
ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessous
Changements d'adresse délinquants ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐
6 mois ☐
1 an ☐
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____
Veuillez nous l'abonnée d'envoyer tout les noms propres en capitales d'imprimerie.
221 040 02 PP/Paris RP

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Frappet, directeur de la rédaction Jacques Guille, directeur de la gestion Manuel Lucbert, secrétaire général
Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani, Robert Solé (adjoint au directeur de la rédaction)
Yves Agnès, Jacques Amalric, Thomas Ferenzi, Philippe Herremann, Jacques-François Simon
Daniel Vernet (directeur des relations internationales)
Anciens directeurs : Hubert Beauve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 40-65-28-99
ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

ÉTRANGER

GRANDE-BRETAGNE : après l'annonce du licenciement de 30 000 mineurs

M. John Major fait face à la colère du Labour et de la base tory

Le semaine s'annonce difficile pour M. John Major : le licenciement annoncé de 30 000 mineurs soulève un tollé général. Son gouvernement risque d'être mis en minorité, mercredi 21 octobre, aux Communes en raison de la révolte de nombreux députés conservateurs, et les opposants à la fermeture des puits annoncent une vaste manifestation le même jour à Londres.

LONDRES

de notre correspondant

Le gouvernement britannique pliera-t-il ou choisira-t-il l'épreuve de force ? La question se pose en ces termes, lundi 19 octobre, au début d'une semaine qui est sans doute la plus critique de la courte carrière de premier ministre de M. John Major. Cette atmosphère de crise a été illustrée par la convocation,

dimanche soir, d'une réunion d'urgence du cabinet pour le lendemain matin. Le mouvement de protestation et de solidarité en faveur des 30 000 mineurs dont le licenciement a été annoncé il y a quelques jours, a atteint une ampleur dont personne, au sein du gouvernement, n'avait pris la mesure. Au départ syndical et populaire, cette lame de fond fait sentir ses effets au sein du parti conservateur, le nombre de parlementaires hostiles aux licenciements ne cessant d'augmenter. Pour un gouvernement qui ne dispose que d'une majorité de vingt et une voix à la Chambre des communes, la menace est donc réelle.

Le gouvernement peut-il au moins sauver la face en annonçant que les licenciements seront retardés en attendant les conclusions d'une commission d'enquête sur un thème suffisamment général, par exemple « les coûts comparés de la production d'énergie en Grande-Bretagne » ? Les mesures d'accompagnement en

favor des mineurs, qui doivent être annoncées par M. Michael Heseltine, le ministre du commerce et de l'industrie, seront-elles assez généreuses pour calmer ce début de révolte des « backbenchers », les députés de base du parti tory ?

Les parlementaires conservateurs déçus

La réponse à cette dernière question paraît d'ores et déjà négative : quelles que soient les mesures de formation et de reconversion (en réalité celle-ci est impossible dans le bassin minier en raison de la situation de chômage structurel qui y prévaut), le mouvement, habilement conduit par les syndicats et l'opposition, ne s'arrêtera pas avec de vagues promesses.

Quelle que soit la solution choisie, il est probable qu'elle apparaîtra comme une reculade et un échec du gouvernement. Celui-ci a pris, tardivement, la mesure du danger. De nombreux

parlementaires conservateurs ainsi que plusieurs ministres sont ulcérés par la façon dont la décision de licenciement a été prise : seule une demi-douzaine de ministres ont participé à son élaboration, les autres (y compris le ministre de l'emploi, M. Gillian Shephard), n'ont pas été tenus informés des détails et du calendrier de l'opération. Une douzaine de députés conservateurs, conduits par M. Winston Churchill (petit-fils de l'ancien premier ministre), ont annoncé qu'ils voteront contre le gouvernement lors du débat de mercredi, au cours duquel les Communes doivent examiner la motion présentée par les travaillistes. Celle-ci est rédigée en termes très généraux (un moratoire pour les licenciements et un réexamen de la nécessité économique de la fermeture des mines), pour obtenir le soutien le plus large possible.

La crise de l'industrie minière n'est que l'un des aspects des nombreuses difficultés de M. Major. Lundi, le premier

ministre devait assister au déjeuner marquant le soixante-dixième anniversaire du « comité de 1922 », instance historique qui représente la « base » du parti conservateur et qui a le pouvoir de faire et de défaire les gouvernements. Son président, Sir Marcus Fox, estime que les licenciements, dans les mines, sont « inacceptables ».

Mercredi, lorsque la chambre des Communes examinera la motion du Labour, elle le fera alors que des milliers de manifestants défilent dans le quartier de Westminster pour protester contre le plan minier. Il s'agit d'une répétition du vaste rassemblement populaire prévu pour dimanche à Trafalgar Square, un lieu hautement symbolique : c'est là qu'avaient eu lieu les manifestations de la colère des Britanniques contre la poll tax, cet impôt local inique qui avait précipité la chute de M. Thatcher.

LAURENT ZECCHINI

GÉORGIE :

le conflit en Abkhazie

M. Chevardnadze durcit le ton

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Les affrontements ont repris en Abkhazie, région « indépendante » de la Géorgie. Selon les militaires géorgiens, des « dizaines » de combattants abkhazes et quatre militaires géorgiens auraient été tués, samedi 17 octobre, dans les environs du village de Stary-Kindzhi. Les Géorgiens auraient aussi essuyé une attaque abkhaze lancée depuis la localité de Haut-Bichera. Dans ces conditions, les négociations en vue d'un règlement pacifique du conflit semblent, plus que jamais, au point mort.

De nouvelles déclarations muscées, vendredi, à Tbilissi, de M. Edouard Chevardnadze - qui avait été élu, dimanche 11 octobre, président du Parlement - laissent aussi supposer que les Géorgiens veulent en priorité reprendre le contrôle de tout ou partie des territoires gagnés, début octobre, par les forces abkhazes, soutenues par des volontaires venus d'autres régions du Caucase.

Si les pourparlers avec la Russie échouent, a ainsi déclaré l'ancien ministre soviétique des affaires étrangères, la Géorgie emploiera « d'autres moyens » pour récupérer ces territoires.

Indépendance ou Fédération

Les responsables abkhazes, qui sont actuellement maîtres de toute la partie nord de la région, ont réagi avec fermeté aux déclarations de M. Chevardnadze et continuent de demander un retrait simultané des volontaires venus du Caucase du Nord et des troupes géorgiennes.

Ils sont, en revanche, plus élastiques, ou plus confus, sur le but ultime de leur combat : indépendance de la Géorgie ? Fédéralisme ? Autodétermination ? L'Abkhazie était peuplée d'environ 250 000 Géorgiens, de 50 000 Abkhazes (qui sont pour moitié chrétiens et de musulmans) et de 80 000 Russes.

Accusés par les deux parties de soutenir leurs adversaires, les dirigeants russes semblent maintenant renvoyer dos à dos Géorgiens et Abkhazes. « Nous attendons plus de Chevardnadze, ce que propose Tbilissi ne constitue pas une base pour un compromis », a ainsi déclaré, vendredi, le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozyrev, avant d'ajouter que « l'extrémisme d'Ardzinda (le président du Parlement abkhaze) n'arrange pas les choses ».

Moscou tente toujours d'organiser un nouveau sommet entre MM. Boris Eltsine, Edouard Chevardnadze et des responsables abkhazes pour tenter de redonner vie à l'accord de cessez-le-feu conclu le 3 septembre, mais des consultations russo-géorgiennes à ce sujet, jeudi dernier, ont encore échoué.

J.-A. F.

ITALIE : grande manifestation des néofascistes à Rome

« Merci grand-père ! »

ROME

de notre correspondante

En plein automne, « Rome la corrompue », comme la surnomment désormais les adeptes de la Ligue lombarde, vient de s'offrir une grande semaine « de blanc ». Venant couronner une longue série de grèves partielles, tournautes, ou générales, avec jets de boules ou d'œufs sur des leaders syndicaux un peu déconcentrés, les « gens honnêtes » (titre revendiqué par une part grandissante de l'électorat) au moment où l'Italie traverse une grande crise économique-morale avaient décidé de manifester dans la capitale.

Ou plutôt, de « se manifester », car nombre d'entre eux ont songé, à se chuchoter, premiers contacts, en désordre : le 10 octobre, les « populistes » par le « reform » du très souriant et très catholique Mario Segni, ange purificateur de la Démocratie chrétienne, se sont réunis au

palais des sports (le Monde du 13 octobre) ; vendredi, dans un vieux cinéma, c'était au tour des progressistes du PDS (ex-PCI) et des réformateurs du Parti socialiste de jeter les fondations, autour du très déterminé ministre de la justice, Claudio Martelli, d'une « gauche pour gouverner » (lire l'entretien avec M. Martelli dans notre supplément « Espace européen »).

« Mettre au pas »

La Ligue lombarde

Enfin, répétition générale, samedi et dimanche, dans un grand hôtel du centre, tous ensemble, plus les Verts, les républicains bien sûr et d'autres encore, pour façonner un « alliance démocratique » dont les pères fondateurs affirment, devant les premiers doutes, qu'elle aura finalement une base « de gauche ». Pendant que les wagons de ce futur train de la réforme électorale tentent de se

racrocher ensemble - ce qui n'est pas une mince affaire - certains, plus impatientes, préférant l'express à l'omnibus, sont tranquillement descendus dans la rue.

Combien étaient-ils, samedi, ces gens honnêtes et pressés, à vilipender en termes drus, virils, la « partitocratie voleuse » et « tous ces fils de P... » qui se nourrissent du système ? Quarante, cinquante-mille ? Plus encore ? Venu de toute l'Italie, par petits groupes, à l'appel du MSI, le mouvement néofasciste, il se sont fait entendre en tout cas. Principale vidéo : la Ligue, ferment de désagrégation du pays, que les néofascistes se sont bien jurés de « mettre au pas », d'autant plus, d'ailleurs, qu'aux prochaines élections locales de Monza et de Varèse, fixées à décembre, la Ligue serait en passe de doubler ses voix.

Chamises noires pour certains, ganta blancs (une nouveauté

dans la tenue « traditionnelle » pour montrer qu'au MSI, au moins, on a les mains propres), têtes rasées à l'occasion et « salut romain », ils sont, évidemment, allés jusque sous le petit balcon, place de Venise, d'où Benito Mussolini prononçait ses grands discours. Et là, sous le regard affectueux du secrétaire du mouvement, Gianfranco Fini, les voir se sont écriés pour crier : « Duce, Duce ! ». Moment de nostalgie auquel, justement, la petite fille du Duce, Alessandra Mussolini, ex-modèle et députée fraîchement élue, n'est pas restée insensible, y allant au passage d'un « merci grand-père », tandis que, pour ses voisins un peu embarrassés, elle ajoutait, dans un sourire destiné à couper court à toute équivoque : « Ce n'est pas une marche sur Rome, mais une marche pour Rome ».

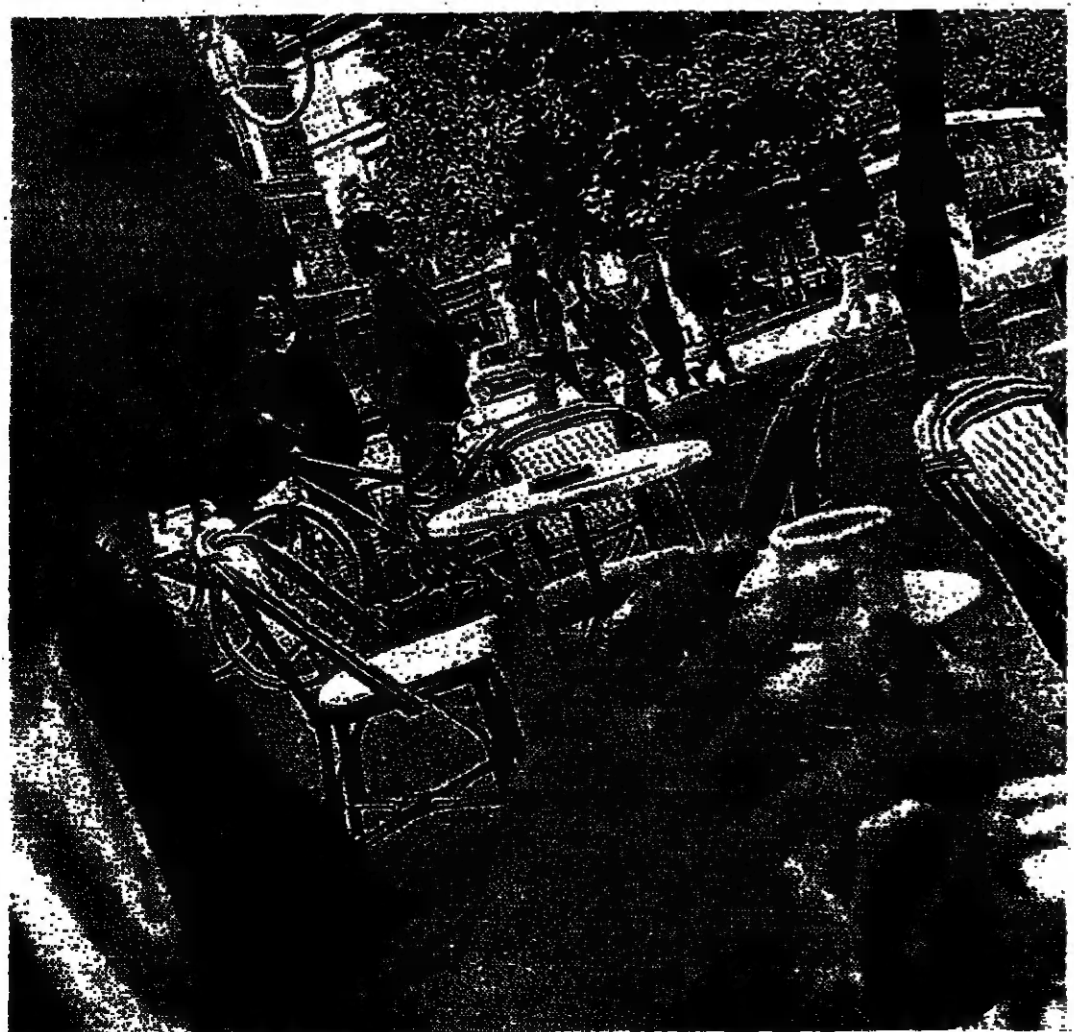
MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALLEMAGNE : M. Heister Geissler gravement blessé dans un accident de montagne. - Vice-président du groupe parlementaire chrétien-démocrate au Bundestag, M. Heister Geissler a été gravement blessé, dimanche 18 octobre,

dans un accident de parapente, a rapporté, lundi, la radio Südwestfunk. Souffrant de graves blessures au dos et à la tête, l'ancien secrétaire général de la CDU a été transporté dans une clinique spécialisée près de Karlsruhe. - (AFP)

GRÈCE : ouverture du procès du banquier Georges Koskotas. - Le procès de l'ex-banquier et patron de presse grec Georges Koskotas, accusé d'un détournement de 230 millions de dollars de la Banque de Crète, à l'origine

du plus gros scandale politico-financier de la Grèce moderne, devait s'ouvrir, lundi 19 octobre, à Athènes. Le banquier encourt une peine allant de vingt ans d'emprisonnement à la perpétuité. - (AFP)



A Lorient, tout est fait pour que la rue soit un lieu de vie, de rencontre, de partage. La route devant la mairie devient une vraie rue. On met en place dans le centre ville et dans les quartiers des zones limitées à 30 km/h. Partout, on continue d'aménager des pistes cyclables et de développer les transports en commun.

à Lorient, vive la rue !

Pour plus de sécurité, maintenant c'est 30 km/h.

Pour que ça bouge, priorité aux piétons et aux transports en commun.

هكذا من راحل

EUROPE

La mise en route d'une centrale électrique slovaque sur le Danube

Epreuve de force entre Budapest et Bratislava

Les autorités slovaques ont décidé de mettre en route, mardi 20 octobre, la centrale hydro-électrique de Gabčíkovo, dont l'alimentation implique le détournement des eaux du Danube. La Hongrie, initialement partenaire de la Tchécoslovaquie dans cette opération en vertu d'un traité signé en 1977 sur le projet de double barrage de Gabčíkovo-Nagymaros, qu'elle a dénoncé unilatéralement en mai 1992, envisage de saisir la CSCE et le tribunal international de La Haye pour protester contre ce qu'elle considère comme une modification de sa frontière.

BUDAPEST

de notre correspondant

C'est un retournement de situation paradoxal : la mobilisation contre la construction de la double centrale hydro-électrique de Gabčíkovo (Slovaquie)-Nagymaros (Hongrie), avait servi de fer de lance à l'opposition anticommuniste en Hongrie, à la fin des années 80. Jadis considéré comme une caricature de la mégalomanie communiste, l'encombrant héritage de Gabčíkovo-Nagymaros représente aujourd'hui l'un des principaux contentieux entre les gouvernements démocratiques de Budapest, Prague et Bratislava.

Deux ans et demi seulement après les changements de régime en Tchécoslovaquie et en Hongrie, ce projet touche aux sujets les plus explosifs dans la région : stabilité des frontières, souveraineté nationale, droits des minorités et dangers écologiques. L'origine du conflit remonte au traité de septembre 1977, conclu entre les dirigeants communistes hongrois et tchécoslovaques, prévoyant la mise en place d'une double centrale hydro-électrique sur le Danube : l'une à Gabčíkovo, dans une région fortement peuplée par la minorité magyare ; l'autre, 180 km en aval du fleuve, à Nagymaros, au

nord de Budapest. Mais une mobilisation sans précédent de l'opinion hongroise, menée par les militants du Cercle du Danube, réussit à contraindre le gouvernement de communistes réformateurs à suspendre les travaux du côté hongrois en 1989. Après la « révolution de velours » en Tchécoslovaquie, la construction à Gabčíkovo est aussi suspendue, mais seulement pour quelques mois. La bonne volonté initiale affichée de part et d'autre après les changements démocratiques dans les deux pays cède progressivement la place au dialogue de sourds et, aujourd'hui, à l'épreuve de force.

Après deux ans de négociations infructueuses entre Budapest et Prague, le gouvernement hongrois de M. József Antall, malgré les réticences du ministère des affaires étrangères, dénonce le traité de 1977. Le 25 mai 1992, la Tchécoslovaquie critique cette mesure unilatérale et le gouvernement slovaque de M. Vladimír Mečiar, investi après les élections de juin, indique clairement son intention de terminer les travaux à Gabčíkovo.

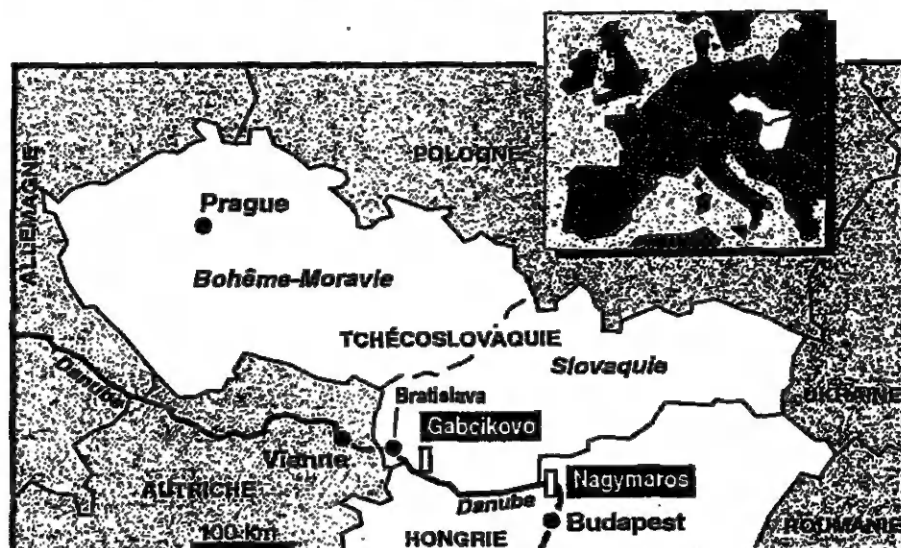
Mais cette centrale ne peut pas fonctionner sans un approvisionnement en eau, qui devait être initialement fourni par la Hongrie. D'où l'insistance des autorités de Bratislava à mettre à exécution le projet qui consiste à détourner le cours principal du Danube sur le territoire slovaque, ce qui revient à modifier d'une dizaine de kilomètres, selon Budapest, le tracé de la frontière entre les deux pays, qui passe par le centre du fleuve, selon les traités de Trianon (1920) et de Paris (1947).

« Nous considérons cet acte comme une violation de notre frontière et des conventions internationales et comme une source de conflits de nature à aggraver les tensions dans la région », a récemment déclaré le premier ministre hongrois, M. Antall. La Hongrie craint également que la forte minorité magyare de Slovaquie (10 % de la population slovaque), farouchement opposée à Gabčíkovo, soit prise en otage dans ce conflit. Elle estime en outre que la modification du cours du Danube assé-

chera progressivement le lit du fleuve et mettra ainsi en péril les nappes phréatiques environnantes qui contiennent près de la moitié des réserves d'eau potable du pays.

Mais la controverse dépasse largement le cadre bilatéral. Budapest souligne qu'un détournement du Danube pourrait aussi sérieusement perturber la navigabilité le long du canal Rhin-Main-Danube ouvert depuis la fin septembre et affirme que la centrale ne couvrirait que

de négociation, la semaine dernière à Bratislava, s'est de nouveau soldée par un échec résumé par un communiqué laconique de sept lignes. « J'espère que le bon sens prévaudra et que le Danube ne sera pas détourné », affirmait encore, vendredi, M. Balazs László, porte-parole du gouvernement de Budapest. Il a toutefois refusé de démentir ou de confirmer les rumeurs insistantes sur des sanctions économiques que pourrait prendre la Hongrie contre la Slovaquie : « Je ne peux écarter



5 % des besoins slovaques en électricité. Isolée, la Hongrie tente d'internationaliser le contentieux, dans l'espoir d'obtenir la médiation d'une tierce partie. Elle a demandé, la semaine dernière, la convocation urgente de la commission du Danube, alors que le ministre des affaires étrangères s'est entretenu avec ses homologues britannique et allemand.

Si, comme prévu, le Danube est détourné le 20 octobre, Budapest saisira alors le comité de prévention de crise de la CSCE et déposera un recours devant le tribunal international de La Haye. L'ultime tentative

aucune hypothèse », a-t-il prudemment indiqué.

Activement sollicitée par les deux parties, la CEE a posé comme préalable à toute médiation l'arrêt des travaux sur le site de Gabčíkovo pendant la durée d'une enquête d'experts (une condition refusée par Bratislava) et l'obligation pour les deux pays d'accepter les conclusions de cette enquête. Pour l'heure, à défaut d'expertise indépendante, Slovaques et Hongrois continuent de s'opposer à coups d'arguments invérifiables.

YVES-MICHEL RIOLS

Pour la Slovaquie, un retour en arrière est impossible

La Tchécoslovaquie existant encore - au moins jusqu'au 1^{er} janvier 1993 - c'est donc théoriquement le gouvernement fédéral de Prague qui défend, face à Budapest, la mise en œuvre de la centrale de Gabčíkovo, héritée d'une décision prise par l'Etat tchécoslovaque en 1977. Théoriquement, car en pratique le gouvernement fédéral n'est plus grand-chose et les Tchèques, dans l'atmosphère

bonne et due forme avec Prague en 1977. Vient ensuite les arguments économiques : la Tchécoslovaquie a réalisé 90 % des travaux prévus par le traité, pour lesquels elle a déjà investi 21 milliards de couronnes (4 milliards de francs). Revenir en arrière, c'est-à-dire détruire tout le béton et d'autres installations déjà construites, serait d'un coût inimaginable.

D'autre part, la Slovaquie - contestant en cela l'estimation hongroise de ses besoins énergétiques - dépend à 81 % de la République tchèque pour son approvisionnement en électricité, et attend donc de la centrale de Gabčíkovo qu'elle accroisse considérablement son indépendance énergétique, d'autant plus que les voisins autrichiens votent d'un assez mauvais œil le projet de centrale nucléaire de Mochovce, construite sur le modèle soviétique.

Rejet de l'argumentation écologique

Les Slovaques rejettent par ailleurs l'argumentation écologique hongroise qui, soulignent-ils, n'est pas confirmée de source indépendante, et nient que la mise en route de la centrale aboutisse à une modification de la frontière. En réalité, dit Bratislava, c'est surtout pour le gouvernement hongrois un problème de politique intérieure, puisque tous les partis de la coalition au pouvoir à Budapest ont promis à leurs électeurs d'arrêter les travaux du barrage. D'autre part, nous a indiqué le ministre slovaque de la culture, M. Dushan Štefánik, la construction du canal de dérivation nécessaire à l'alimentation en eau de la centrale aurait pour effet de rendre le Danube navigable à longueur d'année, sans interruption ; or cela priverait la Hongrie d'une source de revenus appréciable puisque ce canal reviendrait à faire de Bratislava, et non plus de Budapest, le principal port de navigation vers la mer Noire.

S. K.

Jusqu'au 31 Octobre
VENEZ VOIR POUR LE CROIRE !

Séries Spéciales Mondial

Fiesta Mondial 1100

49 900 F_{cc}

Fiesta Mondial Diesel

59 900 F_{cc}

Escort Mondial Diesel

79 900 F_{cc}



Toutes les Fiesta Mondial ont de série : • Boîte 5 vitesses • Vitres teintées • Essuie glace arrière • Pneus larges taille basse • Banquette arrière rabattable • 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur • Montre digitale • Enjoliveurs de roues • Baguettes de protection latérale • 2 miroirs de courtoisie • 5 vraies places avec ceinture arrière centrale.

L'Escort Mondial Diesel : • Moteur 1800 Diesel dépollué • 60 ch DIN • 4,4 l à 90 km/h ; 6,0 l à 120 km/h ; 6,5 l en ville • 5 CV fiscaux • Boîte 5 vitesses • Intérieur velours • Vitres teintées électriques à l'avant • 2 rétroviseurs extérieurs réglables de l'intérieur • Dossiers arrière rabattables 60/40 • Barres de protection dans les portières • Volant à absorption d'énergie.



Ogilvy

LA QUALITÉ QUE VOUS RECHERCHER

(1) Fiesta Mondial 1100 3 portes (Normes 95-04) : 49 900 F. (2) Fiesta Mondial Diesel 3 portes : 59 900 F. (3) Escort au Chien Mondial Diesel : 79 900 F. (1) (2) (3) Voir les tarifs au 01/52. A.M. 53. Pour une commande sur place, merci de le 01/11/92. C'est la liste des modèles disponibles.

EUROPE

Le conflit en Bosnie-Herzégovine

Sarajevo a de nouveau subi de violents bombardements

Après dix jours d'un calme relatif, Sarajevo a essuyé, dimanche 18 octobre, pendant trois heures, des tirs de chars, de mortiers et de mitrailleuses lourdes, qui ont fait au moins dix-sept morts, selon des sources médicales, citées par l'agence Reuters. Cependant, la levée par l'armée bosniaque d'un barrage qui bloquait depuis jeudi la route de l'aéroport a permis la rupture des convois humanitaires vers la ville. D'après un porte-parole du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), 18 camions ont pu acheminer 160 tonnes de vivres et de médicaments dans la capitale.

Le quartier le plus touché par les bombardements de dimanche a été le faubourg de Hrasno, situé au sud de la capitale, qui a essuyé une pluie d'obus appartenant tirés des positions serbes de Grbavica. Mais le centre-ville et d'autres quartiers pé-

riphériques ont, eux aussi, été atteints. D'après le major Sefer Halilovic, commandant en chef des forces bosniaques, les combats ont été déclenchés par les Serbes en représailles à la rupture de négociations sur l'échange de corps de soldats.

Réserves américaines

Cette nouvelle flambée de violence est intervenue peu après le démantèlement de la barricade mise en place par les Bosniaques sur la route de l'aéroport. Selon ces derniers, le barrage était destiné à faire échouer à une offensive imminente de blindés serbes concentrés dans la région. Un accord est finalement intervenu samedi entre les «casques bleus» et les combattants bosniaques, aux termes duquel les premiers prendront eux-mêmes en charge le contrôle de

cet axe routier indispensable à l'acheminement de l'aide humanitaire à Sarajevo.

Par ailleurs, le chef d'état-major de l'armée américaine, le général Colin Powell, a manifesté une extrême réserve quant à l'hypothèse d'une intervention armée dans l'ex-Yugoslavie. Dans une tribune publiée par l'hebdomadaire allemand *Die Zeit*, le général Powell estime que la solution du conflit en Bosnie-Herzégovine doit être «politique». «La crise en Bosnie, écrit-il, est particulièrement compliquée. La politique américaine et celle de la communauté internationale consistent à secourir les victimes de ce terrible conflit qui plonge ses racines dans mille ans de conflits ethniques et religieux. La solution définitive doit être politique. Un engagement militaire de plus grande ampleur, qui irait au-delà de l'aide humanitaire, nécessite de grandes pré-

cautions et un examen attentif des conséquences possibles. C'est justement sur ces principes que nous nous orientons.»

«Nos succès passés reposent sur le fait que, dans chaque cas particulier, nous avons soigneusement lié nos interventions militaires à nos objectifs politiques», écrit encore le général Powell, qui ajoute : «En même temps, nous sommes conscients que la force militaire n'est pas toujours la meilleure réponse. Si celle-ci est employée de manière peu claire et phibit pour répondre à une frustration qu'en fonction d'analyses précises, cela peut faire plus de mal que de bien. (...) Qu'on ne s'étonne pas, donc, que je devienne nerveux lorsque de vagues experts pensent que nous devrions procéder à des bombardements chirurgicaux ou à une attaque limitée.»

Selon un document de l'ONU

Les Serbes sont responsables de la mort de deux officiers français

Les deux officiers français de la FORPRONU (Forces de protection de l'ONU), morts en juillet à la suite d'une explosion sur l'aéroport de Zadar (Croatie, exéclavie), ont été tués délibérément par un explosif télécommandé, activé par les forces serbes, selon un document interne de la FORPRONU cité par l'hebdomadaire croate *Globus*. A Zagreb, le responsable du contingent français de la FORPRONU, le colonel Christian Xuerab, a déclaré à l'AFP qu'il n'avait «pas de commentaire à faire sur un texte qui est confidentiel».

Les deux officiers français, le capitaine Linares et le lieutenant Capo, s'étaient rendus en inspection sur la

partie civile de l'aéroport de Zemun, près de Zadar. Après qu'ils eurent laissé leur véhicule au centre de la piste, une forte explosion a retenti, tuant les deux «casques bleus». L'explosion a tracé un sillon long de 20 mètres et profond de 3 mètres, selon l'hebdomadaire.

Le rapport de la FORPRONU cité par *Globus* indique que «la conclusion de cette première enquête est que le capitaine Linares et le lieutenant Capo ont été tués par un explosif télécommandé à distance». Or, «seuls les Serbes ont utilisé ce type d'engin», souligne le même rapport, en faisant ressortir que «toutes les personnes ayant utilisé cette piste ont

été tuées, à l'exception de celles qui étaient accompagnées par les milices serbes locales», ce qui signifie que «quelqu'un est capable de contrôler tout le système et d'éviter l'explosion». Le document conclut que «les Serbes ont en mesure d'activer toute charge quand quelqu'un se trouve à proximité. Pour ce faire, ils utilisent un système de télécommande à distance qui est constamment sous observation». Selon *Globus*, la piste civile de l'aéroport de Zemun a été minée par l'armée yougoslave en 20 points renfermant 5 tonnes d'explosifs susceptibles de détruire complètement cet aéroport d'une valeur de 500 millions de dollars. — (AFP)

M. Mazowiecki dénonce les violations des droits de l'homme au Kosovo

Chargé par l'ONU d'enquêter sur la situation des droits de l'homme dans l'ex-Yugoslavie, M. Tadeusz Mazowiecki a dénoncé, dimanche 18 octobre, de graves violations de ces droits au Kosovo, qui pourraient entraîner de nouvelles violences. «Il doit être clairement dit que les droits de l'homme et du citoyen sont gravement violés», a déclaré l'ancien premier ministre polonais à l'issue d'une mission dans cette province de la République de Serbie dont la population est à quelque 90 % albanaise de souche. «Le Kosovo bénéficiait d'un large degré d'autonomie jusqu'à ce que le président serbe Slobodan Milosevic en reprenne en main l'administration. — (Reuters)

A TRAVERS LE MONDE

FINLANDE

Victoire de l'opposition social-démocrate aux élections communales

STOCKHOLM

de notre correspondant

Les élections communales qui ont eu lieu en Finlande, dimanche 18 octobre, sur fond de crise économique sans précédent depuis la fin de la guerre, ont été remportées par l'opposition social-démocrate, qui a recueilli 27,1 % des suffrages, soit 1,8 % de plus qu'en 1988, mais surtout 5 % de plus qu'aux législatives de 1991. A l'exception du petit Parti chrétien, la coalition de centre droit au pouvoir est sortie diminuée du scrutin. Avec 19 % des voix, le Parti conservateur recule de 4 points par rapport à 1988.

Les centristes (ex-agriculteurs) du premier ministre, M. Esko Aho, ne perdent que 2,2 % et se retrouvent à égalité avec les conservateurs. Le Parti libéral (représentant la minorité suédoise) est également en perte de vitesse (-0,3 %). Les sondages avaient prédit un vote de mécontentement massif qui devait favoriser largement les Verts : ils passent de 4,4 % à 6,8 %.

Malgré l'affaiblissement des partis de la coalition, M. Aho ne voit pas la nécessité de former un gouvernement d'union nationale avec les sociaux-démocrates, comme ceux-ci le demandaient. «Nous avons notre propre majorité parlementaire, a-t-il déclaré, dimanche soir, et nous espérons que les sociaux-démocrates soutiendront maintenant notre programme d'austérité.» La gauche ne refuse plus, semble-t-il, de s'asseoir à la table des négociations avec le gouvernement pour tenter, ensemble, de redresser l'économie nationale, victime de l'effondrement de son voisin ex-soviétique et de la quasi-disparition du commerce de clearing entre les deux pays.

F.N.

ALGÉRIE

Trois policiers et trois civils assassinés dans la capitale

Deux officiers de police qui circulaient en voiture, l'un avec son épouse, son enfant et un autre policier, et l'autre en compagnie d'un passager, dont l'identité n'est pas connue, ont été assassinés en moins de vingt-quatre heures, à Alger. Ces six personnes ont trouvé le mort dans des attaques à l'arme automatique qui ont eu lieu, le premier, samedi 17 octobre, à Notre-Dame-d'Afrique, sur les hauteurs de Bologhine, et la deuxième, la veille, sur la route de l'aéroport.

Ces attaques meurtrières, qui visent aussi bien des membres des forces de l'ordre que des civils, ont eu lieu après une brève période de relative accalmie et l'annonce de plusieurs coups de filet parmi les groupes armés islamistes, sur l'ensemble du territoire. Plus de deux cents policiers et gendarmes ont été tués dans des attentats depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 9 février dernier.

D'autre part, l'hebdomadaire en langue arabe *Ennahar* a été suspendu, samedi, par arrêté du ministre de la culture et de la communication pour «publication d'informations diffamatoires à l'égard des institutions de l'Etat».

GUATEMALA

Le Prix Nobel de la paix a conduit une marche «pour la vie»

M. Rigoberta Menchu, l'opposante indienne à qui a été attribué, vendredi 16 octobre, le prix Nobel

de la paix 1992, a conduit le lendemain à Guatemala une marche «pour la vie et la paix» qui a rassemblé entre 10 000 et 20 000 personnes.

Des délégations indiennes sont venues de toutes les régions du pays pour participer à la marche, qui s'est terminée à Kaminal Juyu, vestige d'un centre spirituel maya, à la périphérie de la capitale. M. Menchu a indiqué qu'elle devait rencontrer lundi le président du Guatemala, M. Jorge Serrano, et qu'elle lui parlerait à nouveau de son «rêve» de voir un gouvernement mixte réunir indiens et métis. Elle a ajouté qu'elle mettrait au point une «plate-forme politique» dans cette optique. La guerre civile, qui dure depuis trente ans au Guatemala, a fait plus de 100 000 morts et 40 000 disparus. — (AFP, AP, Reuters)

MALAWI

Le président Banda promet un référendum sur le multipartisme

Le président Kamuzu Banda a annoncé, dimanche 18 octobre, à Lilongwe, qu'un référendum serait organisé «le plus tôt possible», afin que la population malawite se décide pour ou contre le maintien du système multipartite. Dans un discours radio-diffusé, capté par la BBC, le chef de l'Etat - à vie - a estimé que ses concitoyens se prononceraient certainement pour le maintien du parti unique. «Pour moi et pour tout le monde, il est clair que les Malawites ne veulent pas d'un système pluraliste», a-t-il souligné.

Soumis aux pressions diplomatiques et financières de la communauté internationale, le régime du

président Banda est confronté, depuis un peu plus de six mois, à une vague de contestation interne. Ce mois-ci, plusieurs milliers de jeunes ont manifesté leur soutien au syndicaliste emprisonné Chakufwa Chihana, inculpé de «séditions». L'annonce de ce référendum vient démentir les conclusions de la récente convention du parti unique, réunie début octobre, et qui avait explicitement rejeté l'hypothèse d'instaurer le multipartisme. — (AFP, Reuters)

SÉNÉGAL

M. Abdoulaye Wade quitte le gouvernement

Le ministre d'Etat, M. Abdoulaye Wade, secrétaire général du Parti démocratique sénégalais (PDS) et candidat à l'élection présidentielle de février 1993, a annoncé, dimanche 18 octobre, à Dakar, sa démission du gouvernement. Après avoir longtemps milité contre le régime du président Abdou Diouf, M. Wade avait finalement accepté, en avril 1991, d'être nommé ministre d'Etat (sans portefeuille), inaugurant ainsi une expérience inédite de cohabitation.

Les trois autres ministres, membres du PDS, qui l'avaient accompagné dans cette expérience, ont aussi quitté le gouvernement. Il s'agit de MM. Ousmane Ngom (emploi et formation professionnelle), Jean-Paul Dias (intégration économique africaine) et de M. Aminata Tall (alphabétisation). L'ensemble de ces démissions a été présenté, dimanche, au chef de l'Etat, qui en a «pris acte», selon un communiqué du PDS. Le président Diouf, successeur de M. Léopold Sédar Senghor, briguera un troisième mandat après sa réélection en 1993 et 1998. — (AFP)

CHARLES LE GOLF



CHARLES LE GOLF
• 30 rue de Berri, Paris 8^e • 9 place Saint-Augustin, Paris 8^e •
• 20 av. des Ternes, Paris 17^e • 120 av. Victor Hugo, Paris 16^e •
• 171 bd St-Germain, Paris 6^e • Galeries de St-Germain-en-Laye •

IUA INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.S.P.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco, spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration for International Management

Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

Programme américain de 12 mois à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe : 17-25, rue de Chailot, 75116 Paris

Tél: (1) 40 70 11 71

Consulés de l'International University of America - San Francisco - CA
Programme autorisé en France : AMBA/EFMD/EFMD

IUA

PREMIER VOLUME DE LA COLLECTION "SAVOIRS"



132 pages en couleurs 48 francs

POUR UNE POLITIQUE DU GRAND LARGE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde SCIENCES ET MÉDECINE

UAP Prévention rejoint le comité de promotion des transports publics. Le comité c'est 150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels du transport qui agissent ensemble pour développer et moderniser les transports en commun.

Ford

AFRIQUE

ANGOLA : après les protestations et les menaces de M. Savimbi

Un second tour pour l'élection du chef de l'Etat devrait être prochainement organisé

Selon les résultats officiels du récent scrutin présidentiel, rendus publics samedi 17 octobre, ni le président sortant, M. José Eduardo Dos Santos, ni le chef de l'ex-rébellion angolaise, M. Jonas Savimbi, n'ont réussi à franchir la barre des 50 %. Un second tour doit donc être organisé pour départager les deux hommes (le Monde daté 18-19 octobre). Ceux-ci devaient se rencontrer, lundi, à Luanda, afin de clarifier l'avenir politique du pays.

JOHANNESBURG

de notre correspondant en Afrique australe

D'hésitations en tergiversations, il aura fallu dix-huit jours au Conseil national électoral (CNE) pour publier enfin les résultats officiels des scrutins présidentiel et législatif des 29 et 30 septembre. Le président sortant, M. José Eduardo Dos Santos, arrive largement en tête avec 49,57 % des suffrages contre 40,07 % à son principal rival, M. Jonas Savimbi, le chef de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA), ex-parti unique, au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, obtient en revanche la majorité absolue au Parlement, avec 53,74 % des voix contre 34,10 % à l'UNITA.

L'annonce de ces résultats, faite samedi par le président du CNE, M. Gaetano Do Sousa, a quelque peu atténué l'angoisse des Angolais. Contrairement à toutes les données officielles, M. Dos Santos n'a pas obtenu la majorité au premier tour. Après de multiples décomptes des bulletins nuls (dont beaucoup ont été reconnus valides et « réinjectés » dans les résultats), le candidat du MPLA a régressé,

jusqu'à descendre sous la barre fatidique des 50 %. Une aubaine pour M. Savimbi, mais aussi pour la population, qui craignait un retour à la guerre civile. Mais la catastrophe n'est pas évitée pour autant.

Les menaces de M. Savimbi de reprendre les armes, en cas de victoire de M. Dos Santos, ne sont pas complètement levées. Le ballottage ouvre légalement la voie à un second tour pour l'élection présidentielle. Mais le président sortant devrait sortir vainqueur de ce nouveau scrutin, avec une majorité incontestable. Quelle sera alors l'attitude des dirigeants de l'UNITA ? Le pire semble à craindre. Les sol-

dats de l'UNITA l'ont prouvé en ouvrant le feu sur de jeunes sympathisants du MPLA qui étaient, samedi après-midi, la victoire de leur parti. Deux de ces derniers ont été tués, à proximité du quartier général de l'UNITA.

Le second tour, qui pourrait avoir lieu dans les prochaines semaines, n'est pas seulement dicté par le verdict des urnes. De longues négociations entre l'UNITA et le MPLA, sous l'égide des Nations unies et du chef de la diplomatie sud-africaine, M. « P. » Botha, ont été nécessaires pour parvenir à cette solution de compromis, qui arrange momentanément toutes les parties.

Le MPLA a toutefois posé ses conditions : l'UNITA devra désarmer ses troupes, éparpillées sur l'ensemble du territoire national, permettre l'extension de l'administration gouvernementale dans les zones qu'elle contrôle encore, et réintégrer dans les Forces armées angolaises (FAA) ses généraux démissionnaires. Une fois ces préalables acceptés par M. Savimbi, rien ne s'opposerait plus alors à la formation d'un gouvernement d'entente nationale, reléguant la composition du nouveau Parlement issu des prochaines élections multipartites de l'histoire du pays.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

NIGÉRIA : nouvelle difficulté dans le processus de retour à un régime civil

Les résultats des « primaires » présidentielles ont été annulés

LAGOS

correspondance

L'organe exécutif du régime militaire nigérien, le Conseil dirigeant des forces armées, qui s'est engagé à rendre le pouvoir aux civils en janvier, a pris, vendredi 16 octobre, une décision grave pour la suite du processus démocratique au Nigéria : il a annulé les résultats des élections « primaires » du mois dernier, qui devaient sélectionner les deux candidats à la succession du président Ibrahim Babangida, et dissous toutes les instances exécutives des formations politiques autorisées, le Parti social-démocrate (PSD) et la Convention nationale républicaine (CNR).

L'annulation des « primaires » présidentielles satisfait sans aucun doute une opinion publique scandalisée par les fraudes, intimidations et truccages en tous genres auxquels s'étaient livrés les moins scrupuleux des vingt-trois candidats lancés dans la course.

Un milliardaire de l'Est réputé pour son cynisme, M. Arthur Nzebi, aspirant à l'investiture du PSD, promettait ainsi sans vergogne, dans des pages publicitaires, une « assistance financière » variant, « suivant les circonstances », de 2 000 à 10 000 nairas (soit quatre à vingt fois le SMIC nigérien) aux futurs délégués à la convention de son parti. Dans les régions du Nord et du Centre, les engrais subven-

tionnés par l'Etat ont souvent été distribués aux paysans en fonction de leurs allégeances politiques.

Ultrés par les scores triomphants de l'ex-général Shehu Yar'Adua, qui fut à la fin des années 70 le numéro deux du régime du général Obasanjo, neuf des douze candidats du PSD avaient boycotté la troisième « tranche » des primaires et demandé au gouvernement de dissoudre la direction du parti, coupable à leurs yeux de favoritisme. Le climat n'est guère plus serein au sein de la CNR, où les trois favoris, MM. Adamu Ciroma, Umaru Shinkafi et Bamanga Tukur, se querellent à longueur de pages payées dans les principaux quotidiens.

L'opinion assiste effarée à ces empougnades. Porte-parole de la puissante Association des chrétiens du Nigéria (ACN), qui regroupe les Églises chrétiennes et protestantes, l'archevêque de Lagos, Mgr Anthony Okogie, avait lancé un avertissement sans détour au gouvernement : « Quel que soit le président qui émergera d'une élection aussi ignominieuse, il ne sera pas acceptable par les masses ».

Soucieux de ne pas s'impliquer de façon trop visible, les militaires viennent de remettre le couperet fatidique entre les mains de la commission nationale électorale (CNE), qui portera la responsabilité de la suite des événements. Les hommes-orchestres de la CNE devront définir une nouvelle procédure électorale, éliminer les comptes des partis, réunir pour chacun d'eux une convention nationale où seront désignés les nouveaux dirigeants, et susciter d'autres candidatures.

Le jeu reste donc ouvert, même si beaucoup s'attendent désormais à voir la CNE disqualifier, parmi d'autres, l'énorme général Yar'Adua, que le président Babangida avait fait emprisonner il y a moins d'un an, au moment de l'élection des gouverneurs. L'assainissement des listes pourrait aussi faciliter un rééquilibrage en douceur de la très sensible « balance ethnique » : M. Yar'Adua et ses trois principaux concurrents de la CNR sont des musulmans originaires de l'extrême nord du pays, ce qui fait craindre aux chrétiens et aux Soudanais un regain d'offensive contre la laïcité.

Recommencer à zéro coûte très cher. En ces temps de crise majeure, le gouvernement devra renouer une fois de plus des partis politiques qu'il a lui-même fondus et doit reconstruire de fond en comble. Il y a six mois, on estimait déjà à un minimum de 2,5 milliards de francs l'investissement consenti par l'Etat pour le « programme de transition », en subventions aux partis, frais d'équipement des sièges, salaires des permanents et fonds pour la campagne, désormais taris.

Cela demande aussi du temps : il ne reste que dix semaines avant la date fixée pour la passation des pouvoirs, déjà repoussée à deux reprises par la junte depuis deux ans. Curieusement, ces problèmes de calendrier n'ont pas été mentionnés vendredi au cours de la conférence de presse du chef de l'Etat. M. Babangida n'a cessé de répéter ces derniers mois qu'il partirait le 2 janvier 1993, bien que des voix pressantes — mais pas toujours clairement identifiables — l'incitent à rester plus longtemps pour éviter à son pays, le plus peuplé et l'un des plus explosifs du continent, une transition « chaotique et incertaine » qui ramènerait rapidement au pouvoir les militaires.

MICHELLE MARINGUES

AMÉRIQUES



Désarrois américains

Suite de la première page

L'Amérique était-elle alors à son zénith ? Les années Eisenhower, à ce compte, auraient été son âge d'or. En prenant des engagements extérieurs qui se sont révélés très coûteux, elle aurait en quelque sorte hypothéqué son avenir, alors que l'Europe, qui fournissait un effort militaire moindre, et surtout le Japon, qui en était quasiment dispensé, prenaient le chemin d'une prospérité bâtie sur des bases plus solides. Les États-Unis, puissance dominante des années 50, auraient ainsi peu à peu perdu ce qui faisait le cœur de leur réussite, une supériorité économique fondée sur une capacité d'innovation technologique que peut-être sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Ce froid état des lieux est contenu dans le livre d'un professeur britannique installé aux États-Unis, M. Paul Kennedy (2). Ce dernier

protection de la loi sur les faillites, et le Trésor s'épuise à rembourser le trou, sans précédent dans l'histoire financière d'un pays quel qu'il soit, laissé par des milliers de caisses d'épargne, lesquelles étaient administrées par les États et quelques irresponsables, dont le propre fils de M. Bush, avec la garantie... de Washington.

La prospérité des années 80, dont on crédite M. Reagan, n'a pas été bouleversante. Faire 2,9 % de croissance en deux mandats, de 1980 à 1988, ce n'est pas mal, mais c'est moins que Jimmy Carter (3 %) en un seul, et certainement moins que Harry Truman (6,3 %), John Kennedy (4,9 %) et Lyndon Johnson (4,6 %). Cette « croissance Reagan » s'est accompagnée d'une montée, régulièrement jugée intolérable par l'intéressé, et tout aussi benigne-tolérée, du déficit fédéral. La dette a atteint des proportions pyramidales,



affirme que, depuis les Romains, l'évolution des empires suit une courbe implacable, et que celui qui a établi sa capitale sur les bords du Potomac n'y échappe pas. Le moteur du développement des empires ne serait pas, contrairement aux apparences, la puissance militaire brute. Celle-ci ne serait que le sous-produit d'une supériorité technologique et économique. Les empires auraient tendance, selon une loi immuable, à s'étendre diplomatiquement et militairement au-delà de leurs capacités.

Il faut probablement revoir à la baisse les huit années passées par M. Reagan à la Maison Blanche. Le grand communicateur s'est réveillé à faire croire à ses concitoyens que tout allait pour le mieux dans la meilleure des Amériques possibles et que le seul problème était... le gouvernement fédéral. Il était arrivé à Washington tel un chevalier venu terrasser un dragon. Il s'agissait de rien de moins que de faire reculer l'hydre fédérale. Il a coupé quelques têtes et supprimé quelques postes de bureaucrates, mais, pour l'essentiel, il a respecté le statu quo. Le gouvernement fédéral est plus omniprésent et plus dépensier que jamais.

La grande force de M. Reagan est d'avoir donné l'impression qu'il faisait quelque chose. Il a en réalité présidé à une vaste entreprise de déréglementation de l'économie américaine, qui n'a rien changé d'essentiel dans le système gouvernemental lui-même. Les compagnies aériennes, les caisses d'épargne ont été laissées sans contrôle. Dans un premier temps, le transport aérien et le crédit immobilier aux particuliers sont devenus moins chers et plus disponibles. Mais les lendemains ont été amers. TWA a dû se mettre sous la

et MM. Reagan et Bush ont, dans ce domaine, une responsabilité considérable, même si le Congrès, dominé par les démocrates, a fortement participé à ce processus désastreux (3).

Sur le total de la dette, qui atteignait 3701,5 milliards de dollars au 1^{er} février 1992, les présidents qui se sont succédés depuis la seconde guerre mondiale n'ont pas trop à se faire la coupe, jusqu'aux deux derniers, républicains l'un et l'autre : 22,1 milliards pour Eisenhower, 22,3 pour Kennedy, 47,5 pour Johnson, 178,1 pour Nixon, 165,8 pour Ford, 298,8 pour Carter, etc., 2701,9 milliards de dollars pour les règnes de MM. Reagan et Bush. Le président sortant et son prédécesseur ont donc réussi à creuser près de quatre fois plus la dette fédérale que tous ceux, démocrates et républicains, venus avant eux, qui pourtant n'avaient pas prononcé de phrases aussi creuses que venues sur le « moins d'Etat ».

Les Américains devraient, sans surprise, toujours possible, élire le 3 novembre prochain M. Bill Clinton, mettant ainsi fin à douze années de domination républicaine à la Maison Blanche. Le gouverneur de l'Arkansas représente le changement, la jeunesse et, ce qui ne gâte rien, il est le seul à proposer un plan crédible de remise en route de l'économie du pays. Dans ce domaine, les projets de M. George Bush sont tardifs et ridicules, ceux de M. Ross Perot excessifs et inapplicables.

La grande bataille de ce scrutin porte en effet sur l'économie. Les tentatives du camp républicain pour mettre les « valeurs » (familiales, patriotiques, etc.) au cœur de la campagne ont échoué. Les Américains ne se soucient pas outre mesure des infidélités conjugales prêtées à M. Clinton. Ils ne se passionnent pas pour son passé militaire, qui a essentiellement consisté à ruser avec la conscription au moment de la guerre du Vietnam.

Mais ils se posent avant tout des questions pratiques liées aux difficultés économiques actuelles. Comment faire sortir le pays d'une crise qui n'a pas d'équivalent depuis celle de 1929 ? Rien n'y fait. Les économistes les plus distingués, les prévisionnistes jusqu'ici les plus chanceux, n'ont cessé d'annoncer une reprise dont on n'arrive même plus à dire si elle a ou non réellement commencé. L'Amérique doute de ses capacités à se remettre au travail. Et elle en tient les politiciens en général, et les politiciens républicains en particulier, pour les premiers responsables. Rude tâche pour le futur président !

DOMINIQUE DHOMBRES

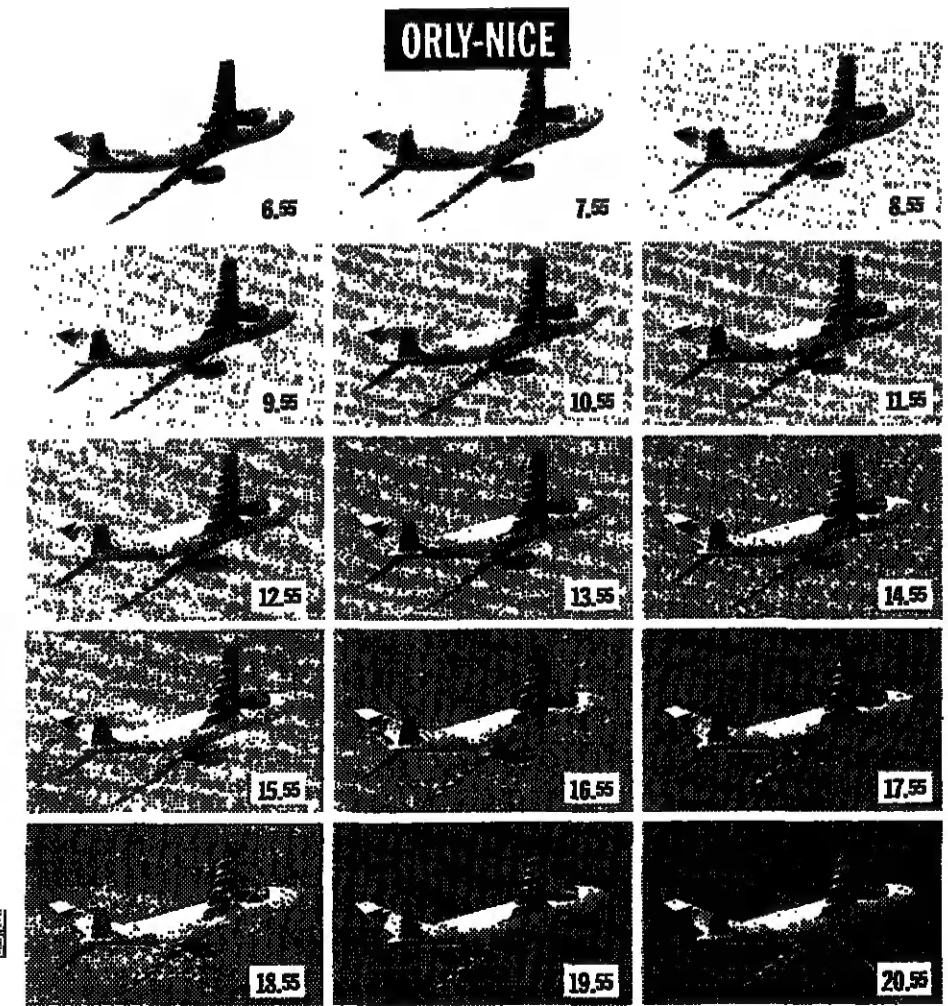
□ M. Bill Clinton augmente son avance dans les sondages. — Publiés à la veille du débat télévisé prévu pour le lundi 19 octobre — le troisième et dernier de la campagne en vue de la présidentielle du 3 novembre — plusieurs sondages accordent une avance accrue (de 15 à 18 points) au candidat démocrate Bill Clinton sur le président sortant George Bush. L'enquête du magazine Newsweek donne 46 % des intentions de vote à M. Clinton, contre 31 % à M. Bush et 14 % à l'indépendant Ross Perot. Un sondage de la chaîne ABC accorde respectivement 49 %, 31 % et 12 % à chacun des concurrents. Ces sondages montrent que M. Clinton a gagné au moins cinq points après les deux premiers débats télévisés. — (AFP, AP, Reuters.)

□ Le candidat démocrate favorable à l'entrée du Japon et de l'Allemagne au Conseil de sécurité. — Dans un entretien accordé à la revue *Politique internationale*, le candidat démocrate Bill Clinton se déclare en faveur de l'entrée du Japon et de l'Allemagne au Conseil de sécurité de l'ONU. Il se montre également favorable à l'Union européenne, y compris à l'élaboration progressive d'une politique européenne de défense.

(2) Paul Kennedy, *Naissance et déclin des grandes puissances*, Payot.
(3) La Chambre est dominée par les démocrates. Les républicains ont perdu le Sénat en 1986.

PROCHAINS ARTICLES :

Economie : maudit impôt !
par Alain Vernholes
Industrie : déclin en trompe l'œil
par Serge Marti



DU LEVER DU SOLEIL AU LEVER DES ÉTOILES ON PEUT PARTIR TOUTES LES HEURES POUR NICE.

Si Air Inter vous propose 1 vol toutes les heures pour aller à Nice et revenir à Paris-Orly, c'est pour vous permettre de choisir jusqu'au dernier moment. Air Inter vous offre encore plus de possibilités de voyager à tarifs réduits avec les nouvelles formules d'abonnement 3 et 6 mois, la nouvelle Carte Évasion pour tous ou les nouveaux vols Grand Bleu pour les jeunes et, avec son tarif Super Loisirs pour tous à 890 F Aller Retour, Air Inter est la compagnie la moins chère sur cette ligne. Renseignez-vous vite auprès d'Air Inter (Paris 45 46 90 00) ou de votre agent de voyages et Minitel 3615 - 3616 AIRINTER

AIR INTER
L'AVION FACILE

PROCHE-ORIENT

ÉGYPTE : après le séisme au Caire

M. Moubarak tente d'apaiser la colère des sans-abri

A la suite du récent séisme, dont le bilan s'établit à plus de cinq cents morts, des milliers de sans-abri sont descendus dans les rues du Caire, samedi 17 octobre, pour réclamer de nouveaux logements et des compensations financières. Le président Hosni Moubarak est intervenu personnellement, dimanche, pour tenter de calmer les esprits.

LE CAIRE

de notre correspondant

Deux à trois mille sans-abri ont défilé, samedi, dans l'après-midi, au Caire. Les manifestants se sont d'abord regroupés devant le Parlement, dénonçant la lenteur du gouvernement à les dédommager et à les reloger. Les manifestants, venus des zones les plus affectées par le tremblement de terre, des quartiers populaires de la capitale et de l'agglomération rurale d'Ayat, au sud du Caire, réclamaient des appartements et des aides financières d'urgence.

gences. Dans la soirée, des manifestations hostiles au gouvernement ont repris, aux abords du quartier de Boulak et dans le centre-ville.

Les brigades anti-émeutes déployées sur les lieux sont intervenues quand les manifestants ont commencé à s'attaquer aux poteaux de signalisation et à incendier les bâtiments administratifs du quotidien officiel *Al-Akhbar*. Cinquante-huit manifestants ont été arrêtés par les forces de l'ordre et défilés devant le parquet. En fin de soirée, le calme était revenu dans la capitale égyptienne, où des camions de brigades anti-émeutes ont été postés aux carrefours et sur les axes menant au centre-ville.

Le président Hosni Moubarak, dans des déclarations faites à la presse dimanche, a indiqué que « les victimes du tremblement de terre seront relogées dans un délai allant de quatre à six semaines », précisant que trois mille familles avaient déjà été réinstallées dans de nouveaux logements. Le rais demandé aux victimes du séisme de faire preuve de patience, ajoutant que « les manifestations ne servent à rien ». Il a par ailleurs

dénoncé « ceux qui cherchent à profiter des circonstances », indiquant à cet égard que les deux tiers des personnes qui se sont présentées dans un camp dressé par l'armée s'étaient révélées ne pas être des victimes du séisme mais des personnes cherchant à obtenir un appartement.

Des dégâts matériels très importants

Il n'en demeure pas moins que le gouvernement est débordé, dans un pays où la crise du logement était déjà très aiguë avant le séisme. Celui-ci, selon le dernier bilan officiel, a fait 541 morts et 6 512 blessés, dont 80 % ont déjà quitté l'hôpital. Mais si les pertes en vies humaines sont moins nombreuses que ne l'indiquaient certaines estimations, les dégâts matériels sont en revanche très importants. En effet, le premier ministre, M. Azef Sedki, a indiqué que 350 maisons ou immeubles se sont effondrés dans les villes et 3 500 habitations dans les villages de la région du Caire. Il faut y ajouter 8 000 maisons lézardées définitivement inhab-

bitables. En fonction de ces chiffres, le nombre de personnes qui se sont retrouvées sans abri après le tremblement de terre varie, selon les estimations, entre 50 000 et 250 000. Sans oublier que 350 écoles sont légèrement endommagées et 950 autres nécessitent des réparations, plus ou moins importantes. C'est pratiquement le douzième des écoles égyptiennes qui est hors de service.

Mais, au-delà de ces problèmes matériels, le gouvernement égyptien doit aussi faire face à un défi politique. Les islamistes ont profité du tremblement de terre pour améliorer leur image au sein de la population. Dès le lendemain du séisme, les « barbus », par le biais des syndicats qu'ils contrôlent, ont opéré des distributions de vivres, d'argent et de tentes aux victimes, alors que le gouvernement, entravé par sa bureaucratie, était encore pratiquement absent. Une belle opération de propagande islamiste, alors que les élections municipales sont prévues pour la fin du mois.

ALEXANDRE BUCCIANTI

KOWEÏT : à la suite des élections législatives

L'opposition fait son entrée au gouvernement

NICOSIE

de notre correspondant au Proche-Orient

Pour la première fois dans l'histoire du Koweït, l'opposition fait son entrée au gouvernement, et six députés en deviennent membres, à la suite des élections législatives du 5 octobre. Composés de seize membres, le nouveau cabinet est présidé, comme le précédent, par le prince héritier Cheikh Sabir Al-Abdallah Al-Sabah. Ce nombre important de parlementaires au gouvernement correspondait à une des revendications exprimées par l'opposition lors de la campagne électorale. La famille régnante des Al-Sabah garde toutefois les portefeuilles clés des affaires étrangères, de la défense, de l'intérieur et de l'information.

Évincé en avril 1991, au lendemain de la libération du pays, où il avait fait figure de principal accusé, Cheikh Sabir Al-Ahmad Al-Sabah retrouve

la tête de la diplomatie et sa charge de premier vice-premier ministre. Sa « traversée du désert », au cours de laquelle il ne s'est pas privé de critiquer la gestion du pays, n'eura donc été que de courte durée. Son retour aux affaires est cependant déjà contesté par tous ceux qui voulaient la disparition des ministres en place lors de l'invasion irakienne. Le ministre de la défense de l'époque, qui avait été nommé ministre des affaires sociales dans le gouvernement de la libération, est, lui, évincé.

L'opposition reçoit pour sa part l'important ministère du pétrole, qui échut à un avocat chite de quarante-trois ans, élu pour la première fois député, M. Ali Al-Baghlil. Celui-ci n'avait pas ménagé ses critiques sur la conduite de l'économie du pays, insistant sur la nécessité pour le Koweït de ne pas compter sur le seul pétrole. Universitaires brillant et très proche du Forum démocratique, M. Ahmad Al-Roubaï obtient le ministère de

l'éducation et de l'enseignement supérieur, dont l'administration avait fait l'objet de très nombreuses attaques.

En choisissant trois députés membres ou proches des mouvements islamistes sunnites, dont deux venant de circonscriptions tribales, le premier ministre a sans doute cherché à s'attirer la bienveillance des islamistes. Le troisième député, nommé ministre de la justice, M. Mechari Al-Anjari, est un libéral, membre du groupe des anciens parlementaires opposés à la dissolution de l'Assemblée en 1986, qui ont remporté le plus de sièges au Parlement.

Ce gouvernement, où presque tous les groupes de l'opposition sont représentés, devrait pouvoir donner la réponse à un Parlement dans lequel l'opposition garde plus ou moins la majorité, compte tenu du fait que, selon la Constitution, tous les ministres votent à l'Assemblée au même titre que les députés.

FRANÇOISE CHIPAUX

DIPLOMATIE

Washington s'inquiète de la vente par la Russie de technologies militaires avancées à Pékin

Washington s'est inquiété auprès de Moscou des ventes d'armes russes à la Chine et à d'autres pays, a fait savoir dimanche 18 octobre un responsable américain qui accompagne le secrétaire à la défense Dick Cheney pour une réunion des ministres de la défense de l'OTAN qui débute mardi en Ecosse. « Nous avons de graves inquiétudes à propos de la vente d'armements très sophistiqués à la Chine et à d'autres pays et nous avons fait part de ces préoccupations au gouvernement russe », a-t-il déclaré.

Selon un article publié dimanche par le *New York Times*, des responsables de l'administration américaine s'inquiètent également de l'aide apportée par Moscou à Pékin pour la construction d'usines nucléaires qui pourraient servir à la production d'uranium enrichi. La Chine, estiment-ils, pourrait devenir « encore plus compétitive » sur le marché des centrales nucléaires vendues au tiers-monde et saper les efforts déployés en faveur de la non-prolifération des armes nucléaires.

« De toute évidence, la Russie a besoin de devises fortes (...) mais les États-Unis ne peuvent encourager la vente d'armes à des pays irresponsables en matière de prolifération », a déclaré un autre responsable du Pentagone, en insistant sur le problème de la réexportation de technologies militaires par la Chine vers des pays du tiers-monde.

Les ventes d'armes et de technologie militaire par Moscou, qui obéissent à la fois à la diminution des dépenses de défense et à l'urgence de devises, ont été réorientées depuis la fin de la guerre froide. Les Russes, qui recherchent

désormais un bénéfice financier et non un surcroît d'influence, s'orientent vers les pays qui acceptent de payer cash, comme l'Iran et la Chine. « Les Chinois ne peuvent se procurer d'armements de haute technologie auprès d'autres fournisseurs. On assiste donc à un mariage d'intérêts », explique au *New York Times* un expert américain.

La Russie a livré des sous-marins SU 24 et des Mig 29 à l'Iran, ainsi que des pièces détachées pour les avions irakiens « réfugiés » en Iran pendant la guerre du Golfe. Elle aurait fourni à la Chine, selon un responsable américain, des missiles sol-air S 300, des chasseurs SU 27, des moteurs de fusée et des systèmes de guidage de missiles.

Après quatre mois d'impasse

L'Irak et l'ONU sont parvenus à un accord sur l'aide humanitaire

Alors qu'une mission d'inspection des Nations unies tente de vérifier en Irak que les autorités n'ont pas dissimulé des missiles balistiques, l'ONU et le gouvernement de Bagdad sont parvenus, samedi 17 octobre, à deux accords portant, d'une part, sur la reprise de l'aide humanitaire aux populations irakiennes et, d'autre part, sur des garanties de sécurité pour les équipes d'inspection et l'ensemble du personnel des Nations unies.

« Nous sommes parvenus à un accord sur un programme d'action nationale pour les six prochains mois qui nécessitera un appel de fonds de près de 200 millions de dollars, dont environ la moitié ira aux gouvernorats du Nord », a déclaré le directeur de l'UNICEF, M. James Grant, lors d'une conférence de presse. L'UNICEF et l'Irak ont également jeté les bases d'un programme à long terme pour chacun des années 1993 et 1994. M. Grant a précisé que l'accord

global serait « soumis à confirmation des autorités responsables à New-York et Bagdad », et pourrait, selon lui, « être signé la semaine prochaine ». Les négociations pour la conclusion d'un tel accord se poursuivaient depuis l'expiration d'un précédent accord sur les activités humanitaires le 30 juin dernier.

Dans le même temps, le ministre irakien de l'information, M. Hamed Yousef Hammadi, a annoncé que Bagdad prendrait « toutes les mesures nécessaires » pour « garantir la sécurité des équipes d'inspection et du personnel de l'ONU ». Cette décision, a-t-il précisé, a été prise en réponse à une demande faite la semaine dernière par le Conseil de sécurité (le 17 octobre), qui avait également demandé à l'Irak de « coopérer pleinement » avec les inspecteurs internationaux. — (AFP)

Vague de violence en Cisjordanie

Une Israélienne tuée dans un attentat à l'explosif

Une vague de violence sans précédent depuis l'ouverture, il y a un an, des négociations de paix israélo-arabes, affecte depuis deux semaines la Cisjordanie et le territoire de Gaza. Une Israélienne a été tuée et cinq autres Israéliens ont été blessés, dont un grièvement, samedi 17 octobre, lorsqu'un engin explosif a été lancé contre le bus à bord duquel ils se trouvaient à proximité de Ramallah, en Cisjordanie. L'armée a aussitôt déclaré le secteur « zone militaire fermée » et procédé à un ratissement.

Cette escalade est due d'abord à la frustration de la population, ainsi qu'à la grève de la faim des détenus palestiniens qui a duré deux semaines, a déclaré le premier ministre israélien, M. Itzhak Rabin, qui a critiqué ce qu'il a qualifié d'« incapacité des dirigeants palestiniens à répondre aux propositions pragmatiques qui leur sont faites » par l'Etat juif à la table des négociations.

De son côté, la porte-parole de la délégation palestinienne aux pourparlers de paix, M^{me} Hanane Achraoui, tout en déplorant « toute perte de vie humaine », a estimé que « ces événements illustrent à nouveau l'urgence de mettre fin à l'occupation et de parvenir à un règlement de paix ».

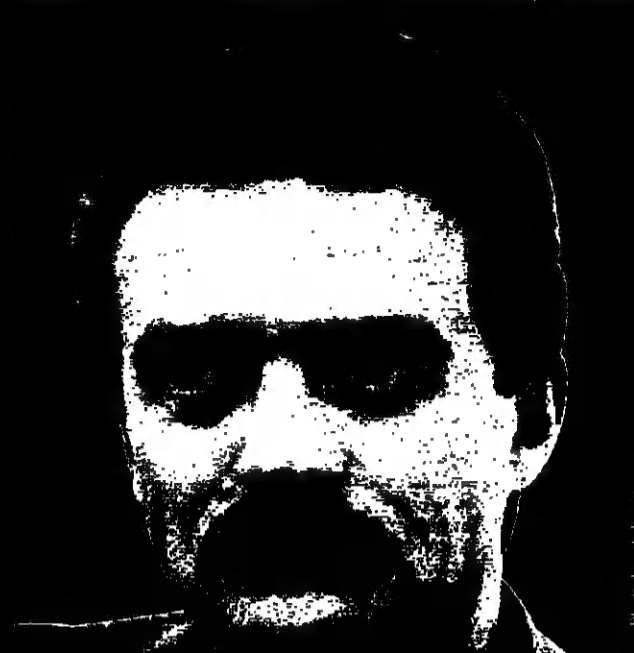
Alors que des colonnes armées dans les territoires occupés et des Israéliens dans le nord d'Israël ont organisé des manifestations pour exprimer leur colère, l'état-major de la police israélienne, réuni à titre exceptionnel dimanche, a décidé de renforcer les effectifs policiers sur l'ancienne ligne de cessez-le-feu entre Israël et la Cisjordanie. — (AFP)

□ Deux membres du groupe terroriste Abou Nidal assassinés au sud du Liban. — Dans le cadre des règlements de compte meurtriers auxquels se livrent depuis trois mois le Fath de M. Yasser Arafat et le groupe terroriste dissident Abou Nidal (le 18 octobre), deux membres de ce dernier ont été assassinés par balles dimanche 18 octobre à Salda. La veille, un dissident du groupe, qui avait rejoint la formation de M. Arafat, avait été tué par balles à Tyr. La série d'assassinats a fait au moins vingt morts jusqu'à présent. — (AFP)

□ Un dirigeant de l'OLP à Paris. — Dans le cadre des contacts qu'il a engagés en septembre dernier avec les parties en conflit au Proche-Orient, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, doit recevoir mercredi 21 octobre à Paris le chef du département politique de l'OLP, M. Farouk Kaddoumi, nous a indiqué le député général de Palestine en France, M. Ibrahim Souss. Paris n'exclut pas non plus de rencontrer des membres de la délégation palestinienne aux pourparlers de paix israélo-arabes, avait indiqué la semaine dernière le porte-parole du Quai d'Orsay, M. Daniel Bernard.

SCIENCE

Le Monde et MÉDECINE

PEDWY
PLENELLA
PART
D'OMBRE

C'est avec une gravité exigeante, une manière de stupeur douloureuse et, sans cesse, le souci d'en référer à ce qu'il faut bien appeler une responsabilité civique ou citoyenne, que Plenel entreprend de « dire ce qui d'ordinaire ne se dit pas ». Rarement avait été si bien tenus ensemble le souci du réel et l'urgence d'une déontologie.

Jean-Claude Guillebaud - *Le Monde*

Témoin à charge des vilenies d'un régime, chroniqueur d'affaires qui assure-t-il, « ne furent pas des accidents regrettables mais des moments de vérité », l'enquêteur parle. Sans complaisance mais non sans conscience.

Hervé Galtégno - *Le Nouvel Observateur*

Stock

ASIE

CHINE : la fin du XIV^e congrès du Parti communiste

Entre le pays qui bouge et le pouvoir fossilisé

La nouvelle direction...

Voici la nouvelle direction du PC chinois issue du XIV^e congrès, tel qu'elle a été publiée, lundi 19 octobre, par l'agence Chine nouvelle. Les nouveaux membres sont indiqués par une astérisque (*).

Bureau politique :
Secrétaire général : M. Jiang Zemin.

Comité permanent du bureau politique (dans l'ordre cité par Chine nouvelle) : MM. Jiang Zemin, Li Peng, Qiao Shi, Li Ruihan, Zhu Rongji (*), amiral Liu Huaqing (*), M. Hu Jintao (*).

Autres membres du bureau politique (ordre alphabétique) : MM. Chen Xitong (*), Ding Guangen (ancien suppléant), Jiang Chunyun (*), Li Lanqing (*), Li Tieying, Qian Qichen, Tan Shaowen (*), Tian Jiyun, Wei Jianxing (*), Wu Bangguo (*), Xie Fei (*), général Yang Baibing (*), M. Zou Jiahua (*).

Suppléants : MM. Wang Hanbin (*), Wen Jiabao (*).

Secrétariat du comité central (dans l'ordre cité par l'agence) : MM. Hu Jintao (*), Ding Guangen, Wei Jianxing (*), Wen Jiabao (*), Ren Jianxin (*).

Commission centrale des affaires militaires :

Président : M. Jiang Zemin
Vice-présidents : amiral Liu Huaqing, général Zhang Zhen (*). Membres : (dans l'ordre cité par l'agence) : généraux Chi Haotian, Zhang Wannian (*), Yu Yongbo (*), Fu Quanyou (*).

Commission d'inspection de la discipline :
secrétaire : M. Wei Jianxing (*). - (AFP)

...les nouveaux venus

● L'amiral Liu Huaqing, né en 1916, au Hubei, vieux méristeur communiste, a servi sous M. Deng Xiaoping. Par la suite, il contribua à fonder la marine de la République populaire et effectua un stage à l'Académie navale soviétique. Il fut critiqué pendant la révolution culturelle comme membre de la garde rouge. Chef de la marine en 1982, il siégea depuis 1987 au sein de la commission militaire. Il adopta un profil bas dans la crise de 1989. Derrière M. Jiang Zemin, au passé militaire inexistant, il devint l'homme fort de la commission, malgré son âge et une santé incertaine.

● M. Zhu Rongji, né en 1928, au Hunan, membre du parti depuis 1949, ingénieur en électricité, fit carrière dans l'administration d'abord à travers ses organes techniques, avant de devenir, en 1979, un des jeunes turcs des débuts de la réforme. Muté à Shanghai en 1987, il en devint le maire l'année suivante et se fit remarquer, en 1989, pour avoir évité de recourir à l'armée face à l'agitation démocratique. Un peu rapidement surnommé le « Gorbatchev chinois » pour son franc-parler et son ouverture économique, il était devenu vice-premier ministre en avril 1991.

● M. Hu Jintao, né en 1942, dans l'Anhui, benjamin de la nouvelle direction, ingénieur en hydraulique, bénéficia de l'appui de Hu Yaobang grâce à son appartenance à la Ligue de la jeunesse, dont il devint premier secrétaire en 1984. Il fut nommé en 1988 à la tête du parti au Tibet, où son mentor avait critiqué le comportement « colonial » de l'administration chinoise. Mais la crise y était déjà engagée et M. Hu ne put que présider à une reprise en main. Il s'ensuivit pour lui une période politiquement délicate.

F.D.

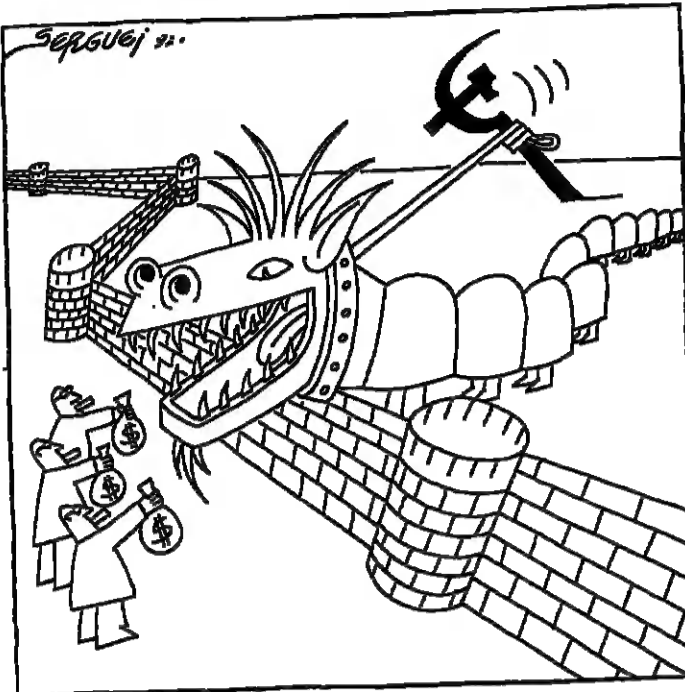
PÉKIN

de notre correspondant

La clôture du 13^e congrès du PCC, en 1987, avait été l'occasion d'une démonstration inédite d'ouverture du régime, avec une rencontre informelle entre ses nouveaux dirigeants et la presse. Celle du 14^e a donné lieu, lundi matin 19 octobre, à une stupéfiante parodie de transparence dans laquelle le nouveau pouvoir a prouvé qu'après des semaines de discours à la gloire des « théories de Deng Xiaoping » sur le « socialisme à la chinoise », il n'avait plus rien de concret à dire.

Cinq cents journalistes ont été rassemblés dans une salle du Palais du peuple que ne parvenaient pas à égayer les honneurs diffusés par la sono. Une heure et demie plus tard, la musique devint révolutionnaire et les sept membres du comité permanent du bureau politique, M. Jiang Zemin en tête, arrivèrent à la queue-leu-leu, souriant de circonstance sur le visage. M. Jiang présenta ses collègues après avoir prévenu qu'il n'entendait rien ajouter à ce que divers porte-parole et délégués avaient auparavant déclaré à la presse. Quelques journalistes tentèrent de lui adresser la parole. En vain. La musique reprit. Et ce fut tout.

La veille, il fallait se pincer pour se convaincre de la réalité de la scène, lors de la séance de clôture. Hors de question, bien sûr, d'assister aux délibérations et votes pour le nouveau comité central. Le régime assure qu'il y avait plus de candidats que de sièges à pourvoir, mais n'a publié aucun chiffre. Puis on nous accorda l'honneur d'assister, pendant une quinzaine de minutes, à quatre votes exemplaires pour les diverses résolutions du congrès : mains unanimement



levées pour les « ouï ». Y aurait-il des « non » ? Scrupuleux examen des rangs. Non point. Des abstentions ? Même faux suspense... « Adopté ! », s'écriait alors M. Jiang.

Avant de prononcer le congrès « victorieusement conclu », restait une ultime formalité à accomplir, pour ce premier rituel communiste majeur de l'après-Union soviétique dans une des dernières grandes capitales du monde à se référer encore au marxisme-léninisme : l'Internationale, exécutée dans une version lente qui ferait presque

l'affaire pour des funérailles. Et si c'était, effectivement, la dernière fois que l'hymne prolétarien était joué dans ces circonstances, et dans ces murs ?

« Des amis dans le monde entier »

L'immense ambiguïté qui domine la dernière grande capitale à honorer encore Karl Marx ne peut s'imaginer qu'en rapprochant deux scènes. Dans un quartier excentré, en plein développement

immobilier, s'est ouvert récemment le plus grand magasin de Pékin. L'endroit grouille de clients, accueillis par un tableau électronique qui affiche alternativement divers messages politiques : la première célèbre le congrès du PCC, l'autre est une résurrection du slogan « Nous avons des amis dans le monde entier », par lequel la Chine maoïste saluait les délégations révolutionnaires venues des quatre coins de la planète.

L'endroit s'intitule « Magasin de l'Amitié », mais il est clair que sa direction cherche plutôt à avoir des « clients » dans le monde entier. On y trouve une variété de marchandises fabriquées en Chine ou importées qui ne dépasseraient pas les galeries marchandes de Hongkong, à des prix parfois inférieurs. Selon la direction, la moitié du chiffre d'affaires est réalisée avec des Chinois payant en monnaie convertible. Il s'agit des membres de cette classe moyenne, portant cravate et costume occidental, tailleur chic et sac à main élégant, dont le PCC persiste à nier l'existence, du moins à refuser de tenir compte dans son analyse crypto-marxiste de l'état du pays.

L'autre scène est celle qu'ont tenté de donner les programmes de télévision sur le congrès. On y voit des rangées de délégués s'appliquant à recopier les dernières instructions du régime, et passer le temps de parole qui leur est accordé à ressasser des phrases tirées du rapport du secrétaire général. L'unité de ton est digne des démonstrations de monolithisme du passé, mais elle est, cette fois, à la gloire de « l'économie de marché socialiste ». Il ne semble pas y avoir eu, dans les comptes-rendus de presse, une seule phrase

de délégué traduisant une volonté de se démarquer de la ligne officielle. Les représentants de l'armée, impavides, la casquette soigneusement disposée au même coin de la table que celle du voisin, suivent les travaux dans une immobilité impeccable.

De l'image post-maoïste qu'avait voulu donner le 13^e congrès, avec un soupçon de démocratie interne naissante, il ne reste rien. Tout est fait pour traduire la plus parfaite unanimité. Coïncidence entre la Chine qui explose littéralement de vitalité économique et le pouvoir fossilisé qui s'accroche à son sommet, les journalistes chinois et étrangers en ont été réduits à écouter les intervenants dans des conférences de presse organisées à leur intention sur des sujets ne comportant, pour la plus grande partie, aucun risque politique. Le service de sécurité n'a rien fait pour donner ce qu'il n'a qu'une impression d'amabilité, ce qui a mené à un incident révélateur.

Le photographe Yang Shaoming, qui n'est autre que le fils du président de la République Yang Shangkun, s'est fait bousculer par des policiers pour avoir voulu s'approcher de trop près d'un groupe de reporters de Hongkong dans l'intention d'en faire une photo illustrant l'ouverture de la Chine. Les Hongkongais ont dû révéler aux policiers la boucle qu'ils étaient en train de commettre à l'encontre de ce quadragénaire qui leur criait : « Vous ne comprenez même pas les implications politiques de cette réunion sur le monde extérieur ! » Il semble bien que non.

F. D.

Une victoire fragile

Suite de la première page

Le chef du gouvernement, toutefois, perd apparemment le contrôle de l'économie, confiée à M. Zhu Rongji, nouveau membre de l'équipe, ex-maire de Shanghai, à la réputation de libéral dans son domaine.

Outre l'arrivée de l'amiral, déjà âgé, le comité permanent se voit aussi augmenté d'un « petit jeune » en la personne de M. Hu Jintao, lui aussi classé généralement parmi les libéraux. Les émeutes survenues ces dernières années à Lhasa, lorsqu'il était le patron du parti pour le Tibet, semblent en effet avoir été orchestrées pour saboter ses tentatives d'apaisement. Il se voit confier la direction du secrétariat du comité central, poste crucial à partir duquel, en son temps, M. Deng avait bâti son influence. M. Hu Jintao étant un poulain de l'ancien secrétaire général du PCC Hu Yaobang, peut-être est-ce, pour M. Deng, une manière de reconnaître à distance l'erreur qu'il avait commise, début 1987, en sacrifiant aux idéologues maoïstes le dirigeant le plus inventif que la Chine populaire ait jamais eu.

Mais le clivage entre les deux camps - conservateur et libéral - est bien plus brouillé que par le passé. Hormis le militaire, ces hommes ont prouvé qu'ils cherchaient avant tout à s'accrocher à leur siège dans les embarras idéologiques du régime. C'est donc dans les autres instances symboliquement « élues » - mais en fait issues de marchandages de couloirs - par ce congrès qu'il faut rechercher les rapports de forces. L'armée, ainsi que la police, font un retour en force au sein du nou-

veau comité central. Celui-ci - avec ses 189 titulaires et 130 suppléants - est présenté comme « rajeuni » avec un âge moyen de cinquante-six ans ; mais les membres à part entière du précédent comité central avaient une moyenne d'âge inférieure d'un an. Il est surtout fortement coloré par le fait provincial né de l'affaiblissement de Pékin à travers les réformes économiques. Parmi les élus venus des provinces, on relève de nombreux militaires.

Elagage à gauche et à droite

En tout état de cause, ce n'est pas au comité central mais au bureau politique que les factions sont le mieux représentées. Grâce au départ d'une charrette de huit vieillards ou idéologues crypto-maoïstes, le nouveau bureau politique, composé de vingt membres contre quatorze pour l'ancien, comporte moins de figures franchement hostiles à ces réformes qui

visent à conduire, sans le dire, la Chine vers le capitalisme dirigé que préconise M. Deng.

La réapparition au sommet de la hiérarchie d'un militaire en uniforme ne signifie pas nécessairement que l'armée cherche à prendre en main le pilotage du navire à travers les remous prévisibles du démantèlement de l'économie planifiée, même si le slogan de Mao Zedong, « le pouvoir est au bout du fusil », se retrouve singulièrement d'actualité. Elle cherche avant tout à ne pas être mise à nouveau devant le fait accompli d'une division insurmontable entre les représentants de la classe politique civile, comme en 1989.

Le personnage de l'amiral Liu, qui devient premier-vice président de la commission militaire du PCC, organise en principe dirigé par le chef du parti mais dont les six autres membres sont des militaires, et où se prennent les décisions capitales en cas de recours à la force armée, est celui d'un professionnel plus que d'un idéologue. Au demeurant, on constate que le général Yang Baibing, qui avait, après 1989, été l'artisan d'une tentative de retour aux mythes maoïstes de la guerre populaire, n'a pas été reconduit au sein de cette instance, même s'il fait son entrée au bureau politique.

Si de grands conservateurs ont finalement cédé sous la poussée de

M. Deng, comme le directeur du Quotidien du peuple Gao Di, le PCC s'est également abstenu de provoquer les grands ancêtres et n'a pas reconduit au comité central un certain nombre de figures étroitement associées au drapage libéral de l'ère pré-Tiananmen, tel M. Yan Mingfu, ancien chef du département du front uni, chargé des relations avec la diaspora, ou l'ancien ministre de la culture, le célèbre écrivain Wang Meng.

Autre surprise, M. Deng et les autres vétérans n'ont finalement pas osé faire entrer au comité central leur progéniture, contrairement aux bruits qui avaient abondamment couru. Il faut voir à une soudaine lucidité sur le mauvais effet que la promotion de ce « parti des princes », qui s'affirme dans les affaires, aurait sur le pays, à l'heure où le régime reconnaît la nécessité de lutter contre la corruption et le népotisme dans ses rangs. Pour s'occuper de cette dernière tâche, c'est le « Monsieur Propre » du gouvernement, M. Wei Jianxing, ministre de la supervision, qui prend la succession de M. Qiao Shi à la tête de la commission de discipline.

Dimanche, les 2 000 délégués et observateurs du congrès avaient procédé aux formalités permettant de porter dans les statuts du parti, l'image de M. Deng à la hauteur de celle de Mao, voire plus haut

encore, avec sa « théorie de l'économie de marché socialiste » (le Monde du 17 octobre). Ils avaient aussi aboli le repaire conservateur qu'avait été pendant dix ans la Commission des conseillers. Le spectacle avait été consternant de rigidité idéologique.

Pour que la transition soit complète, il reste à dire, au printemps prochain, un nouveau chef de l'Etat pour succéder à la formidable figure de M. Yang Shangkun, ainsi qu'un président de l'Assemblée nationale remplaçant M. Wan Li. M. Qiao Shi passe pour être un candidat sérieux au second poste. En l'absence d'une forte personnalité, M. Jiang Zemin pourrait cumuler ces fonctions. Le scénario ferait alors fortement penser à la succession que croyait avoir mise en place Mao, en la personne de M. Hua Guofeng, éphémère timonier finalement mis à la porte par M. Deng.

Seize ans plus tard, à l'issue de ce congrès entièrement consacré au culte du deuxième grand empereur de la Chine populaire, le manque de charisme et d'imagination que manifeste la direction du dernier grand parti communiste à l'heure d'une nouvelle transition traduit plus que tout, l'extrême fragilité des compromis péniblement atteints.

FRANCIS DERON

Coriolis, la plus belle fille du TGV.



Corio

Coriolis : elle et l'Espace

Le Monde ESPACE EUROPEEN

Un entretien avec M. Claudio Martelli

« Il y a une crise morale analogue à celle du socialisme réel et de sa nomenklatura », nous déclare le ministre italien de la justice

ROME
de notre correspondant

MAFIA, corruption, assassinats, dont ces derniers mois ont été le théâtre de deux juges, Falcone et Borsellino : l'Italie des années 90 est un véritable défi pour sa propre justice. Surtout lorsque celle-ci est paralysée de l'intérieur par de nombreuses tentatives de corruption et les « pratiques » tenues d'une certaine classe politique aux franges de l'illégalité. Et pour peu que Claudio Martelli, jeune loup au charme ténébreux qui a quarante-neuf ans, préside aux chantiers destinés de la justice italienne, soit lui-même l'indagateur du très contesté Bettino Craxi, secrétaire du Parti socialiste, un des partis les plus impliqués dans les affaires de corruption, son rôle se complique. D'autant que, « parades » au PSI, rénovateur face à la vieille partitocratie et ennemi des Ligues qu'il combat sur le terrain de la législation, le ministre veut donner une nouvelle vision à l'Italie. Mais comment être crédible quand on émerge à peine soi-même du vieux système ?

« On avait cru l'Etat italien impuissant face à la Mafia. Depuis quelques semaines, pourtant, des points ont été marqués... »

« C'est parce que nous avons fait, au terme de beaucoup de discussions et de polémiques, ce qui n'avait pas été fait avant, une véritable coordination de toutes les forces de police et de justice. Il n'y a vraiment qu'un an que la perception du risque représenté par la Mafia a vraiment changé chez nous, et l'assassinat de Falcone et de Borsellino a bien sûr accéléré cette perception. »

« Quand je suis arrivé à ce ministère il y a dix-huit mois, je suis tout de suite allé dans le Sud : ce n'est pas que l'Etat y était impuissant, disons qu'il y avait des endroits où l'Etat arrivait en retard ou bien où il n'existait pas. Sinon par la présence symbolique de carabinieri ou de policiers engagés dans leur train-train. Forcément, jusque-là la lutte contre le crime organisé était menée par un Etat totalement anarchique, chaque petit procureur faisait ce qu'il voulait, ou ne faisait rien. Il y avait des gens isolés et courageux qui se faisaient tuer, mais en général régnaient une espèce de cohabitation passive avec la Mafia. »

« A qui la faute ? Evidemment, face à une criminalité si puissamment organisée dans plusieurs régions du pays, on ne peut écarter une responsabilité du « système ». C'est-à-dire d'abord des gouvernements et des Parlements qui se sont succédés et qui n'ont pas su répondre à la menace ; puis les magistrats - notamment le Conseil supérieur de la magistrature (CSM), qui défient la plupart des pouvoirs judiciaires - qui n'ont pas établi les vraies priorités : pour eux, que Falcone fut indispensable à son poste à Palerme n'avait aucune

importance. Ils ont préféré mettre à sa place le magistrat qui avait le plus d'ancienneté ! Et puis enfin on ne lutte pas l'importation comment contre la Mafia. Quand des gens comme Pippo Calò, le trésorier de la Mafia, ou Michele Greco, le « parrain », peuvent téléphoner de leur prison, bénéficier de privilèges, ils sont vite les maîtres de la prison, rien ne change. Mais quand vous les éliminez, comme on a fait ces deux, dans une petite île, avec une protection renforcée et tous leurs contacts coupés, c'est autre chose. Les hommes de main de l'organisation comprennent que s'ils sont pris il n'y aura aucune concession. Alors ils sont tentés de collaborer : en quatre mois nous avons réussi à faire cinquante-deux « repentis ».

Des tueurs à gages et des experts financiers

« La Mafia, c'est un phénomène culturel et anthropologique sicilien, bien sûr, mais c'est surtout la seule organisation criminelle hiérarchisée et structurée à ce point. Ils n'ont pas que des tueurs à gages mais aussi des experts financiers, et ce sont eux les plus dangereux. En Europe notamment, je le dis toujours quand je parle à la CEE, avec la Mafia on ne voit rien, ce n'est pas comme dans un film de Coppola. L'argent de la Mafia arrive d'abord et l'organisation ensuite. Tous les pays qui acceptent cet argent dans leurs banques nous empêchent de mener la lutte jusqu'au bout. Car nous, Italiens, ne sommes pas. Pour marquer vraiment des points - et Falcone travaillait aussi la-dessus - il faut par exemple la coopération des Américains : ce n'est qu'en fonctionnant comme cela que nous avons pu démanteler des réseaux internationaux au cours d'opérations comme « Pizza Connection », « Lion Tower » et maintenant « Green Ice ». »

« N'y a-t-il pas encore des failles dans la réponse de l'Etat ? comme le fait que le juge Borsellino ait été insuffisamment protégé ? »

« C'est évident que, après la mort de Falcone, quelqu'un comme Borsellino qui se déplaçait toujours entre les mêmes endroits aurait dû être particulièrement protégé. C'est pourquoi dès juillet j'ai demandé et obtenu le remplacement du préfet et du questeur de Palerme. Faire face à la criminalité, c'est aussi faire face à certains fonctionnaires. Que voulez-vous faire quand par exemple un juge de Palerme renvoie Pietro Vespoli, un petit ange avec quatre-vingt-dix millions sur les bras, se soigner dans une clinique privée, ce qui fut le cas ? Bien sûr, il s'en est échappé deux jours plus tard... »

« Pour compenser la mort de Falcone et de Borsellino, il faudra toute une vie. Mais ce qui est nouveau, c'est que, devant l'évidence d'un engagement de la part du gouvernement et du Parlement à lutter, il y a soixante-dix magistrats parmi les plus

aguerries du pays qui ont spontanément proposé d'aller travailler dans le Sud. »

« Milan, avec l'affaire des pots-de-vin, a révélé les dangers de l'affairisme en politique : une mafia plus dangereuse encore ? »

« Une mafia, non. Plutôt une « corruption organisée » et qui est favorisée par cette prolifération de pouvoirs locaux, donnée aux municipalités, aux partis, etc. On est arrivé à des situations absurdes : un chirurgien choisit pour un poste non en raison de ses compétences mais de la carte d'affiliation qu'il a dans sa poche. De toute façon, pour le citoyen italien, c'est devenu intolérable. Il y a une crise morale analogue à celle du socialisme réel et de sa nomenklatura. Maintenant il y a aussi des excès, une malaise dans cette affaire, voire de l'hypocrisie. Par exemple, le fait qu'après même la loi sur le financement des partis ces derniers reçoivent des financements privés, passait pour un peu « irrégulier » mais n'a jamais été considéré comme immoral. On s'arrangeait à l'Italienne, comme vous dites en France, on n'était pas très scrupuleux la-dessus. La « reconnaissance », c'est une habitude séculaire chez nous. Et puis, d'une certaine façon, la fin du communisme a rendu ces pratiques révolantes. »

« Seulement on ne peut pas avoir l'air de le découvrir, et surtout de découvrir que c'est un crime tellement grave qu'il faut immédiatement procéder à des arrestations. Il y a des excès dans cette justice spectaculaire, la place publique aime ça, elle fait un héros de chaque magistrat qui a l'air de combattre l'autorité. En fait, il faut distinguer les faits selon leur gravité, et savoir s'ils ont un caractère administratif ou pénal, pour n'arrêter que des gens qui doivent l'être et ne pas en jeter d'autres, qui n'ont même pas eu de procès, devant les caméras de télévision. »

La tactique attentiste de M. Craxi

« C'est difficile d'être à la fois ministre de la Justice socialiste et critique de son propre parti ? »

« Les socialistes, vous savez, sont



PANCHO

des gens honnêtes, et moi je n'ai pas le monopole de la « rénovation » dans ce parti. Maintenant, qu'il y ait une crise au PSI, ce serait soix de la nier. Cette crise vient de loin, du moment où M. Craxi a laissé la présidence du conseil. Le PSI était alors au sommet de son influence, mais, au lieu d'investir ses atouts dans une politique nouvelle, M. Craxi a préféré une tactique attentiste. Comme s'il valait mieux pour agir que la belle revienne dans son camp pour une nouvelle législation. C'était vouloir régler le cours de l'histoire sur sa propre note. Le communisme italien est devenu le PDS : à ce moment-là, il fallait faire le choix générique de dire à ces nouveaux démocrates, ces ex-camarades : cherchons une politique commune, discutons d'un programme de gouvernement. »

« Au lieu de cela, le PSI a noué des liens étroits avec la démocratie chrétienne. On a même fait la campagne électorale sur ce thème, « l'alliance avec la DC », ce qui n'avait jamais été fait jusque-là. Moi, je me suis déterminé à parler en juillet, après que M. Craxi, à la suite d'une réunion qui semblait ouverte sur la loi électorale, ait annoncé qu'il avait été voté un texte dont nous n'avions pas discuté ; puis en septembre il s'est attaqué au juge Di Pietro (celui qui enquête sur Milan) dans l'exercice de ses fonc-

tions. J'ai vu alors un parti troublé, véritablement inquiet, blessé dans son identité, son orgueil. Il y avait des vieux militants qui rendaient leurs cartes, l'exode des intellectuels se profilait. Ça m'a déterminé à agir. Avant, j'acceptais de me taire, maintenant je n'accepte plus. M. Craxi et moi avons des liens d'amitié personnels très forts, mais il a changé. Beaucoup trop, vraiment ! Tous les hommes politiques ont des hauts et des bas, j'espère qu'il va se reprendre un jour. »

« Quand on a fait longtemps figure de « fils de M. Craxi », avec tout ce que cela suppose, comment fait-on figure de réformateur crédible ? »

« Je ne suis pas et n'ai jamais été le fils de M. Craxi. Il en a un, à qui j'ai même enseigné la philosophie. Je ne suis pas non plus un apparatchik, le pur produit d'un système ou d'un parti. J'ai enseigné à l'université jusqu'à trente-six ans, je fais de la politique depuis trois ans et je suis ministre moi-même. Ma crédibilité, c'est mon programme : je propose, au-delà d'une simple union de la gauche qui ne suffit plus, une alliance démocratique élargie aux partis laïques, y compris la Fédération des Verts ou les radicaux de M. Pannella. »

« Pour renouveler les institutions républicaines, il ne suffit pas de parler de loi électorale. Il faut parler de la forme de la République. Et là je ne comprends pas non plus pourquoi M. Craxi a abandonné une de nos propositions les plus importantes, l'élection directe du président de la République. Ensuite, face à un président élu, il faut un Parlement doté d'une certaine autorité que la proportionnelle ne lui confère jamais. Les parlementaires doivent être élus indi-

viduellement, et ne pas être candidats uniquement parce que les secrétaires des partis l'ont décidé. Enfin, dernier point, il faut reconstruire l'Etat à partir d'un principe fédéraliste. »

« Pour cela il faut du temps, et la Ligue lombardo de M. Bossi, elle, fait des progrès foudroyants... »

« La Ligue, c'est une combinaison de plusieurs facteurs, mais surtout le fait que le nord de l'Italie se compare à la Suisse, aux Allemands, etc. Et ce Nord se révolte contre cet Etat centraliste et parasitaire italien dont les représentants des grands partis lui paraissent presque étrangers. A cet égard, les six derniers mois ont été plus importants que ces six dernières années : la coupure avec le Nord et surtout la chute du système se sont accélérées avec la crise économique, puis financière, et les affaires de corruption. Le vieux système n'a plus de solutions à proposer, et dans l'immédiat le renouveau ne viendra pas de la DC. »

« En tout cas, je ne partage pas l'opinion de ceux qui jouent le jeu de M. Umberto Bossi. C'est un jeu dangereux et irresponsable. Il faut contenir et combattre M. Bossi. Quand il prêche la révolte fiscale et conseille aux Italiens d'aller placer leur argent à l'étranger au lieu d'acheter des titres d'Etat, c'est carrément un crime, un acte illégal qui doit être traité comme tel. C'est pourquoi j'ai demandé au parquet de Rome et de Milan d'ouvrir officiellement une enquête judiciaire à ce sujet. La solution à la crise ? Une réponse politique sur des bases européennes, sérieuses, démocratiques et transparentes. Mais il n'y a plus de temps à perdre. »

Propos recueillis par MARIE-CLAUDE DECAMPS

Les écueils de l'uniformité et des particularismes

Intellectuels et artistes de l'Ouest et de l'Est se sont rassemblés à Paris pour tenter de donner corps à une Europe culturelle

LORS du débat référendaire sur la ratification du traité de Maastricht, l'Europe des Douze s'est vue maintes fois taxée d'élitisme parce qu'elle refusait d'inclure dans son union ses « peuples pauvres » de l'Est. L'idéal de la grande Europe, celle de l'Atlantique à l'Oural, a regagné du terrain. Faute d'un élargissement de la Communauté à l'ensemble du continent, tant l'Est que l'Ouest s'efforcent de reconstruire les liens d'une Europe culturelle telle qu'elle existait au Moyen Age et à la Renaissance, et sans doute encore à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle.

C'est dans cette perspective qu'un colloque a réuni des intellectuels, artistes et ministres de la culture au théâtre Renaud-Barrault à Paris les 13 et 14 octobre, à l'invitation de M. Jack Lang, pour renforcer les liens déjà tissés lors des Rencontres de Blois en novembre 1989 et des Assises de Prague en juin 1990.

En ouverture du colloque, le ministre d'Etat a entonné une Europe « arrogante, conquérante et destructrice » pour appeler à la création d'une Europe « de la reconnaissance des différences ». Mis en garde contre le « seul plaisir de toutes paroles brillantes » par M. Lang, les invités ont alors « planché » sur sept thèmes : la renaissance d'une communauté intellectuelle européenne, l'avenir du patrimoine, de la télévision, du cinéma, la circulation et le statut des créateurs.

Du mythe au snobisme

Rassembler tout un continent sous le drapeau de la culture est une tâche « exaltante mais difficile », a reconnu Jacques Julliard, directeur adjoint du Nouvel Observateur, nommé pour l'occasion directeur de la première table ronde sur le rôle des intellectuels. « Nous ne partons pas de rien, mais d'un héritage », a-t-il ajouté. Or l'Europe du Moyen Age et du siècle des Lumières, « l'estime » pour les uns et « terreux » pour les autres, n'a pas été admise comme référence

obligée. Pas question de refaire l'histoire à l'envers. L'Est et l'Ouest « doivent créer une culture », passer par une « nécessaire invention », selon les termes du sociologue Alain Touraine.

La volonté certaine de recréer une communauté intellectuelle, ou une « confédération européenne de l'esprit », selon les termes de Jack Lang, ne s'est pas exorimée sans craintes et réserves. Blaga Dimitrova, écrivain et vice-présidente de la Bulgarie, a la première, fait part de son « appréhension » que le mode de pensée occidental, considéré comme un « mythe » sous les régimes communistes, ne se transforme en « snobisme ». Elle a mis en garde contre le risque de « figer la pensée dans de nouveaux stéréotypes ». Tour à tour, les dangers d'une « mise à niveau », de « standardisation » et d'« uniformisation » ont été évoqués.

« En laissant entendre que le rôle des pays de l'Est est de copier purement et simplement l'Ouest, nous ne facilitons pas la construction de la démocratie mais nous faisons le jeu du nationalisme », a prévenu Gilles Martinet, ambassadeur de France. La menace du nationalisme a été reprise par Heiner Müller, écrivain allemand, qui a avoué l'« impuissance » des intellectuels face aux attaques xénophobes de Rostock.

Presque tous les intervenants se sont prononcés en faveur d'une union culturelle mais contre une unité culturelle. « Nous devons associer la pluralité des cultures », a déclaré Alain Touraine. Seul Andreï Erofeev, critique d'art russe, a souligné en contrepoint les dangers du culte de la différence. « Il ne faut pas vraiment appuyer sur la notion de multiplicité. C'est le malheur de la Russie, a-t-il dit, de rester sur les particularismes et les différences. »

Les bases de l'Europe unie, « sans ringes » selon le sociologue Jean Duvinand, ont été jetées dans une atmosphère « d'optimisme réaliste » ou de « pessimisme efficace » plutôt que dans l'euphorie.

Lire la suite page 10

Voici Coriolis, l'alliance du TGV et de l'Espace d'Activités. Ce nouveau concept associe : 200 hectares de verdure, de forêts, naturels et aménagés, un ensemble architectural né de ceux qui ont « fait » Barcelone et qui œuvrent à la tête de La Défense... et une gare TGV intégrée au site, au service de toute une région et de toutes vos ambitions. Coriolis est une création de la

Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau, riche d'une culture industrielle, d'une faculté décentralisée, d'entreprises déjà

implantées comme Bosch, Michelin, Torsyl, Snecma, Alsthom Creusot Rail. Ce concept, unique en France, met votre

entreprise en communication directe avec vos clients et partenaires de l'Europe des nations et des régions : Coriolis est au croisement des lignes TGV Nord-Sud et bientôt Rhin-Rhône, à proximité de Lyon (35 mn) de Genève et... de Paris (1h25 en TGV). Ainsi, forte d'un ensemble d'atouts inégalés, Coriolis est très... attirante. Vous voulez son numéro de téléphone ? Le voici : 85 55 55 55



COMMUNAUTE URBAINE LE CREUSOT-MONTEAU

Communauté Urbaine Le Creusot-Montceau
Château de la Vallée - BP 10
71208 Le Creusot Cedex

Coriolis : elle réunit le TGV et l'Espace d'Activités.

du TGV.

ESPACE EUROPEEN

Les jeunes et la difficulté d'être allemand

L'idée de nation a toujours taraudé les Allemands. Certains regrettent de l'avoir pratiquement abandonnée à l'extrême droite

« L'Allemagne encore quelque chose pour l'Allemagne... » dit Sacha, dix-neuf ans, de Berlin-Est. Le mur est encore une frontière bien gardée dans les têtes. Au temps des embrassades et de l'amitié succède celui du repli sur soi. « C'est de nouveau l'Ouest ici et l'Est là-bas », reconnaît Michael Kruse, qui a observé les échanges entre jeunes Berlinoises depuis la chute du mur, pour sa thèse de doctorat.

Si l'Allemagne est officiellement un seul pays, et Berlin une ville unie, Hanke fait tous les jours l'aller-retour entre deux mondes. Elle

travaille à l'Ouest et vit à l'Est : « On voit encore toutes les différences : nous n'avons pas le téléphone par exemple, il y a un million de petites choses à savoir, toujours des formules à remplir... »

Uwe, porte-parole de la section jeunes de la CDU à Wolfen, au nord de Leipzig, reconnaît que la réunification est loin d'être accomplie dans les faits : « Beaucoup de choses restent à faire. On ne peut pas dire que l'Est est devenu l'Ouest. Une attitude qui exaspère Jochen, chef de groupe des Verts-Alliance 90 à Leipzig : « Notre région continue de perdre

ses forces vives. Aujourd'hui encore, les jeunes s'en vont par centaines... » Ils étaient les premiers avant 1989 à franchir la frontière avec leur Trabant et leur veste en faux jeans. Ce sont eux qui ont fait tomber le mur. Une fois de l'autre côté, les ressortissants de l'Est, jeunes, qualifiés, diplômés, motivés, font tout pour faire oublier leurs origines.

Venue visiter le Reichstag, Julia, de Stuttgart, a fait le tour du monde en un an. Elle avoue que c'est la première fois qu'elle se rend à l'Est. « Nous habitons très loin, notre vie n'a pas changé, et le sens de cette réunification nous échappe un peu ». Manuela, vingt-neuf ans, chauffeur de taxi et étudiante à Berlin-Ouest, ne cache pas son scepticisme : « En Allemagne de l'Ouest, ils ne savent toujours rien des gens de l'ex-RDA... Il n'y a que les hommes d'affaires qui montrent de l'intérêt ».

Parfois cette indifférence atteint la négation de toute identité est-allemande : « Cette réunification est un Anschluß, une annexion. Ils changent les noms des rues. Ils retirent les monuments. Pourquoi ne pas brûler les livres ? », s'insurge Günther, trente ans, ancien officier de la marine marchande, aujourd'hui fonctionnaire à l'agence pour l'emploi.

Une perte d'identité

Dans sa chambre de Prenzlauer-Berg, sur le poêle de fûtenze, Koni, dix-neuf ans, a exposé le drapeau noir-rouge-jaune, avec, en son centre, le compas et le marteau. « Je suis né et j'ai grandi en RDA, ils ne peuvent pas faire comme si ce pays n'avait jamais existé », s'exclame-t-elle. Ici, on va être un peuple de chômeurs et de pauvres. L'industrie est vendue morceau par morceau par la Treuhänder. Les gens de la RDA n'ont plus d'identité... »

Koni avait manifesté en 1989, dans les rues de Berlin-Est, « parce

qu'il ne pouvait plus durer comme ça ». Elle n'a toujours pas accepté le dérapage de « sa » révolution. Quand la revendication démocratique, « Wir sind das Volk », (« Nous sommes le peuple ») est devenue l'affirmation nationale : « Wir sind ein Volk » (« Nous sommes un peuple »), le slogan a marqué les prémices de la réunification d'octobre 1990, après les élections du 18 mars. Comme des millions d'autres Allemands de l'Est, Heiko, vingt ans, qui suit un stage d'orientation pour jeunes chômeurs à Grünau, dans la banlieue de Leipzig, avait voté pour la CDU. Aujourd'hui il est désemparé : « Je ne voterai plus, parce que ça n'apporte rien. Kohl nous a promis le paradis sur terre. Et à la fin, rien n'en est sorti ».

Une crise de la démocratie

Ce désenchantement s'exprime à l'égard de tous les partis politiques traditionnels et gagne également la jeunesse de l'Ouest. Pour Ulrike, de Berlin-Ouest, étudiante en sciences politiques, « les grands partis politiques allemands n'agissent que par rapport aux prochaines élections. Ils n'ont plus de vision ».

Les partis d'extrême droite en profitent pour tenter de trouver un regain de popularité auprès de la jeunesse, à l'Est, comme à l'Ouest. Jochen, chef de file des Verts-Alliance à Leipzig, craint « une crise de la démocratie ». Avec une jeunesse dépolitisée, des partis contestés, des extrémistes actifs, comment penser l'avenir de l'Allemagne, fonder un consensus sur de grands objectifs de la nation allemande sans tomber dans le chauvinisme nationaliste, comment réussir la réunification « dans les têtes » ?

L'appartenance à une seule nation est censée unir les jeunes de l'Est et de l'Ouest. Mais que veut dire « être allemand » pour ceux qui

sont nés après la construction du mur ? Dans l'ex-RDA, officiellement « anti-fasciste » par nature, l'idée de la nation allemande était un sujet tabou. On était moins « allemand » que « citoyen de la RDA ». A l'Ouest, l'idée de l'État-nation était le plus souvent rejetée comme cause des maux de l'Allemagne.

La nouvelle génération, née plus de vingt ans après la fin de la guerre, s'empêche dans les dédales de la mauvaise conscience. Comme beaucoup de jeunes de l'Ouest et ceux d'extrême gauche à l'Est, Astrid, étudiante en lettres, confie sa méfiance : « L'affirmation d'un « deutsches Volk » me fait peur. Ça me fait trop penser au III^e Reich ».

L'attitude de ses camarades exaspère Dietrich, vingt et un ans, né dans la Sarre, mais dont les parents avaient fui l'Allemagne de l'Est avant la construction du mur : « Après la guerre, on a voulu éradiquer tout sentiment national... Résultat : certains jeunes n'ont aucune conscience nationale et d'autres en ont une poussée à l'extrême. Il faut regarder vers l'avant et ne pas toujours fouiller éternellement l'histoire ».

Les démonstrations néonazies, comme celle de Dresde, pour l'anniversaire de la réunification, les attaques contre les foyers de demandeurs d'asile viennent pourtant cruellement réactualiser le passé. Anja, seize ans, de Rostock, a manifesté contre le « pogrom » qui a eu lieu dans sa ville, et elle « trouve ça douloureux d'être allemande ».

L'attitude envers les Turcs

Après l'incendie d'une baraque au camp de concentration de Sachsenhausen, en Allemagne de l'Est, fin septembre, Uta, vingt-neuf ans, originaire de Düsseldorf, réagit plus vivement encore : « C'est plus que de la honte que je ressens face à

ma nation. C'est de la colère, de l'impulsivité. » Sacha, futur ingénieur, n'approuve pas l'attitude, mais il le comprend : « A l'Est, il y a un monument tous les 100 mètres pour les victimes du fascisme. Quand on a toujours entendu le même refrain, c'est psychologique, on réagit. » Birchen, dix-huit ans, de la banlieue-est de Berlin, exhibe son épaule gauche sur laquelle est maladroitement tatoué le mot « Deutschland ». La bande à laquelle appartient cet apprenti-peintre arbore des coupes de cheveux au millimètre et une vraie panoplie de gadgets patriotiques... Autant d'objets interdits du temps de la RDA. « Ici, quand on dit qu'on est fier d'être allemand, on nous classe tout de suite à droite. On est assimilé à tout ce milieu de skinheads... », se plaint Michael, de Nuremberg, étudiant en économie. Ertugrul, vingt-quatre ans, qui se décrit comme un Berlinoise turc, pense que la conscience nationale réapparaît chez les jeunes : « Mon espoir était qu'avec la chute du mur les Allemands veulent développer un comportement normal envers leur nation au lieu de la dénigrer. Qu'ils soient plus tolérants envers ceux qui veulent vivre leur identité nationale, comme nous les Turcs d'Allemagne », confirme ce qu'écrivait le journaliste Roger de Weck : « L'attitude d'un peuple envers son propre pays est une des clés de l'attitude de ce même peuple envers l'étranger » (2). « Notre erreur, c'est d'avoir laissé à l'extrême droite cette affirmation : « Nous sommes un peuple », admet Willy, réconcilié avec son être allemand après de douloureux débats de conscience.

LAURA DEJARDIN

(1) *Besserwessi* : littéralement « meilleur wessi », jeu de mots avec « Besserwieser », « Monsieur Je-sais-tout ».

(2) Au jardin des malentendus, Actes Sud, 1990.

« Après, on aura la paix »

Steffen a les cheveux blonde et courts, la peau bronzée et une étrange blessure au cou. Il est maçon, comme son « vrai père », qu'il ne voit jamais. Il vit à Friedenshof, dans la banlieue de Wismar, à une centaine de kilomètres à l'ouest de Rostock, avec sa mère, son beau-père et son « vrai » frère.

Tous les soirs, Steffen retrouve les copains de son quartier, derrière les barres d'immeubles jaunes et bleus où il a passé les quinze années de sa vie. « On prépare nos armes et on discute le coup », explique-t-il, fanfaron. Les armes des amis de Steffen ? « Des pistolets, des pierres, des grenades, des cocktails Molotov, des couteaux ».

Pendant une semaine, le temps de la foire de septembre, soir après soir, Steffen et ses copains ont attaqué le foyer de demandeurs d'asile du quartier, situé entre la salle des fêtes et le supermarché. Toujours selon le même scénario... A 10 heures, le premier cocktail Molotov explose dans la nuit. La police, mobilisée, encadre le bâtiment de briques rouges où sont réfugiés deux cents étrangers terrifiés. Les badauds sortent des immeubles alentour et le spectacle commence. « Ils applaudissent, ils sont pour, et ça me réjouit », explique Steffen.

L'exemple de Rostock

Steffen a passé une nuit en garde à vue, avec vingt-cinq de ses camarades. Libéré à 4 h 30 du matin, il était fidèle au rendez-vous du soir, avec ses bouteilles vides et son bide d'essence. « Cette fois, j'ai fait gaffe de ne pas me faire prendre », confie-t-il. Quand des Roumains passent à 50 mètres du carré de pelouse où il est assis, Steffen baisse la tête et murmure : « Ils doivent fuir le camp, tous. Ils veulent, ils ne travaillent pas. Ils s'assoient là toute la journée, ils ne font rien... » Il reprend son souffle : « On devrait tous les

mettre contre un mur et les fusiller ».

On imaginerait plus volontiers Steffen sur un vélo tout terrain que perché sur un toit, prêt à la bagarre. De loin, il salue des amis, un jean et T-shirt, le sourire innocent : « Ils pensent comme moi. On est beaucoup comme ça, dans le quartier. » Les jeunes qui se sont attaqués pendant une semaine au foyer de Wismar n'ont pas la mine patibulaire des skinheads de Rostock. Ils ont entre treize et vingt et un ans, une seule conviction les réunit : « Les étrangers doivent partir ».

« Rostock, c'était un début. Ils ont montré l'exemple. A nous de continuer », explique Andreas, les cheveux presque blancs à force d'être blonds, les yeux assés à sa veste en jean. Andreas aussi a envoyé quelques « petits cocktails » contre le foyer, « quand il n'y avait pas d'enfants dans les parages ». Il a dix-sept ans, sa mère est au chômage, et il ne voit jamais son père. Andreas a « de bonnes raisons » de ne pas aimer les étrangers : « Ils ne nous apportent ni logement ni travail ; ils nous tirent vers le bas de l'échelle sociale ».

« Pour les Wessies, on est déjà des sous-hommes », s'exclame Ricci, il participerait bien à l'action mais ses parents ne le laissent pas sortir : « Ils n'ont rien contre les étrangers, et ça les met dans une colère folle, des étreintes », dit-il. Contrairement à Steffen et à Andreas, Ricci pense qu'« Adolf Hitler était le dernier des porcs ». Ses deux amis violent les choses autrement : « Au moins, lui, il s'est battu pour l'Allemagne, il a fait quelque chose », s'insurge Andreas. Savent-ils ce qu'Adolf Hitler a fait exactement ? « Il a mis des millions de juifs en camp de concentration et les a gazés », récite Steffen d'un ton neutre.

« Je n'abandonnerai que lorsque le foyer sera à l'Est », promet Steffen. Car Steffen est sûr : « Après, on aura enfin la paix ».

L. D.

Les écueils de l'uniformité et des particularismes

Suite de la page 9

Le « continent de la peur », ainsi que l'a nommé Alain Touraine, s'est révélé être pris entre deux feux : le danger d'une hégémonie de la culture occidentale et de la standardisation, d'une part, et le risque de repli des communautés sur un nationalisme étroit, d'autre part.

Au même titre qu'une culture « collectiviste », l'éventualité d'une langue unique a été rejetée comme risquant d'être un « instrument dominant et assimilatrice », selon François Fejtó. « Le multilinguisme doit nous obséder », avait déclaré Jack Lang à l'ouverture des débats. « Il ne faut pas partager la même langue mais le même langage », lui a répondu en écho l'historien serbe Ivan Djuric.

En dépit d'un consensus sur la nécessité d'avoir un même langage et les mêmes valeurs démocratiques, certaines voix se sont faites plus hautes que d'autres sur le chapitre du conflit dans l'ex-Yougoslavie. Pascal Bruckner, pour qui le rôle d'un intellectuel est celui d'un « éveillé quand les médias et les gouvernements font défaut », a lancé un pavé dans la mare en prophétisant que « l'idée européenne

serait morte entre Yuhovar, Mostar et Sarajevo », si l'Europe ne réagissait pas.

Le philosophe croate Gvozden Plego avait précédemment déclaré sur un ton moins véhément : « L'Europe se divise en deux. Celle de la paix et celle de la guerre, celle où on vit la vie et celle où on vit la mort (...). La réaction de la Communauté européenne à l'ex-Yougoslavie est et sera la preuve de l'Europe et de son identité (...). Le rôle des intellectuels est que l'Europe ne meure pas à sa périphérie ».

Excepté dans les domaines du patrimoine, du cinéma, des droits d'auteur et de la télévision, où une nécessité de coopération et d'organisation s'est imposée, la construction d'une grande Europe culturelle s'est révélée être un objectif lointain. Alors que la Communauté européenne, confrontée à une « résistance du fait national », n'a pas elle-même réalisé une harmonie, elle souhaite embrasser ses parents de l'Est, comme lors de retrouvailles tardives. Mais l'Europe de l'Est semble, pour sa part, craindre d'être étouffée sous l'étreinte.

TRIBUNE

Supprimer des institutions dépassées

par Norman Stone

« Je souhaiterais que la finance soit moins orgueilleuse et la finance plus contenue », disait Churchill, dans les années 20, alors qu'il était chancelier de l'Echiquier. Ce n'était pas le moment le plus glorieux de sa vie politique, il avait dû céder à la pression de la City et réintroduire l'étalon-or, et qui plus est, à un taux très élevé, ce qui entraîna chômage et déficit. En 1931, Londres abandonna l'étalon-or, mais la catastrophe prédite ne se produisit pas. Ce qui s'empara pas la discussion autour de l'étalon-or de rester très vive en Grande-Bretagne.

Par une coïncidence, il paraît ces jours-ci le deuxième tome d'une nouvelle biographie de Keynes alors que les problèmes financiers, sociaux, politiques qui préoccupaient le grand économiste sont toujours d'actualité. L'Europe communautaire représente, dans un certain sens, une nouvelle version de l'étalon-or.

A l'instar de ce qui se passait dans les années 30, la finance est pour le commerce et le bien-être. Mais le débat est compliqué par des considérations politiques. Car une monnaie européenne implique l'existence d'un État européen, et c'est justement sur ce point que le traité de Maastricht, qui devrait donner naissance à l'union politique et à la monnaie unique, suscite des doutes, en Grande-Bretagne comme en France. A quoi s'ajoute le fait que le gouvernement britannique préside la Communauté et se retrouve donc responsable d'une politique qui n'est pas la sienne et qui divise les partis et l'opinion.

Des directives coûteuses

Faut-il ou non ratifier Maastricht ? Le gouvernement de Londres a décidé d'ajourner la décision sous prétexte que le « non » du Danemark rendait caduc le document si péniblement négocié et y a un an. Sous la pression de ses partenaires, et notamment des Allemands, le gouvernement soumettait de même le texte au Parlement. La crainte actuelle concerne le mot passe-partout de « subsidia-

rité ». Les transferts de souveraineté vers Bruxelles signifient une ingérence de plus en plus grande des technocrates, et l'expérience en montre les inconvénients. Récemment, la Commission a émis des directives à propos des chèvres négligés sous le prétexte que leurs glands étaient trop bousillés. On se souvient de l'affaire des préservatifs italiens que les commissaires trouvaient trop courts de 1 millimètre. Tout cela est non seulement ridicule, mais coûteux. Rien que pour satisfaire aux règlements concernant l'hygiène des conditions de travail des bouchers, des fumeurs de poisson, des marchands de fromage, etc., il faudra dépenser des millions de livres, ce qui risque de provoquer de nombreuses faillites. On retrouve les mêmes craintes au Danemark, et d'ailleurs en France.

Une méconnaissance totale de l'histoire

Autre problème : l'ambiguïté maladroite des institutions européennes. Lors de la signature de l'« Acte unique » en 1986, Margaret Thatcher avait fait insérer une déclaration sans équivoque : rien dans les textes futurs ne devait entraver les droits des gouvernements en matière de fiscalité, d'immigration, de politique sociale. Au cours des années 70, l'Angleterre avait connu une situation sociale agitée, les grèves succédant aux grèves et les crises aux crises.

Margaret Thatcher ne voulait à aucun prix que le socialisme qu'elle avait chassé par la porte ne rentre par la fenêtre. Elle craignait surtout l'adjectif « social », qui en lui-même ne veut rien dire, mais permet de justifier tout et d'importer quoi, du nazisme au communisme. Or on a vu les institutions communautaires tenter d'imposer des règles « sociales » à tous les Etats membres, sous prétexte qu'elles concernent la santé ou l'écologie...

Les « européens » usent d'arguments prouvant une totale méconnaissance de l'histoire. Les Parlements multinationaux ? Prenons l'exemple de la Société des nations, qui, en septembre 1939, ignora l'éclatement de la deuxième guerre

mondiale pour discuter de la standardisation des passages à niveau. Ou celui de l'assemblée de Vienne, vers 1910, dans laquelle étaient représentés une douzaine de nationalités dont les membres bloquaient tout travail par des manœuvres bureaucratiques, le tout fonctionnant, selon le mot de Thibautien français Louis Eisenmann, « comme une lourde machinerie dont il ne sortait qu'une paperasserie monstrueuse [avec] ce ton éternellement pédant de la jurisprudence allemande qui irrite et exaspère l'adversaire ».

La monnaie commune ? Les contre-exemples sont légion, soit le Zolverein, ou la tentative de lier les monnaies autrichienne et prussienne qui a échoué, ou l'union latine. De deux choses l'une, ou bien un grand Etat bat monnaie, ou bien on continue comme avant, chacun avec sa propre monnaie. C'est pourquoi j'aimerais en revenir à Keynes. Il méprisait les règles victorienne, tant dans sa vie sentimentale - baroque - que dans ses rapports avec les banquiers, qu'il considérait le plus souvent comme des sots. Je crois qu'il aurait apprécié les avertissements proférés récemment par Karl Otto Pöhl, ancien président de la Bundesbank, qui dans le *Spiegel* a manifesté une grande réserve par rapport à la monnaie unique européenne.

Quand je vois la construction européenne telle qu'elle va, je pense à une boutique qui avait couru sous la III^e République. Vers 1900 siégeait à la Chambre une vaste majorité de députés de gauche alors qu'il ne restait à droite que quelques nostalgiques. Or les partis soi-disant de gauche avaient en réalité, sur les sujets de fond, des opinions de droite. On s'en moquait, comptant les noms de ces partis à la lumière qui atteint la Terre depuis des étoiles depuis longtemps disparues. Le contexte dans lequel est née l'Europe des années 50 - la guerre froide, la crise de l'agriculture, la prépondérance du charbon et de l'acier, les souvenirs de la guerre - a changé. Ne devrait-on pas changer aussi les institutions de l'Europe, voire les supprimer ? Il reste la géopolitique. Elle

concerne surtout les rapports entre la France et l'Allemagne. L'Europe telle qu'elle a été construite depuis trente ans s'est avérée une formidable machinerie permettant à la France d'utiliser la puissance de l'Allemagne. A une époque où tout le monde craignait une hégémonie allemande, cette entreprise ne manquait pas de bon sens. On peut dire que la possibilité d'une Allemagne expansionniste existe encore, que le risque d'un nouveau *Drauf nach Osten*, d'une poussée vers l'Est menant à une colonisation de la Russie, n'a pas disparu. On aurait donc besoin d'une sorte de cage européenne, pour contenir l'Allemagne. Mais ne se trompe-t-on pas d'Allemagne ?

Les intérêts légitimes de l'Allemagne

Prenons le cas de la Yougoslavie. Dans cette triste affaire, l'Europe était censée prendre l'initiative. Il en résulta une diplomatie de compromis entre des intérêts divergents. La Communauté exigea d'abord que la Yougoslavie reste unie. Il y a deux ans encore, Bruxelles versa des centaines de millions de dollars de subventions à Belgrade, qui se transformèrent en armes utilisées contre les populations civiles. Et c'est l'Allemagne qui, après, dut accepter les centaines de milliers de réfugiés fuyant les offensives serbes.

Dit-on qu'il faut plus d'unité européenne ? Ou que les compromis et les tergiversations de cette prétendue politique étrangère commune ont aggravé une situation déjà fort compliquée ? En empêchant l'Allemagne de poursuivre ses intérêts légitimes ne risque-t-on pas de susciter les problèmes que la construction européenne est censée résoudre ? Ce qui est en jeu actuellement pourrait bien être une sorte de traité de Brest-Litovsk à visage humain.

► Professeur d'histoire contemporaine à l'université d'Oxford, Norman Stone est membre du conseil d'administration de la Fondation Margaret Thatcher.

allemand

IBM, c'est toute la micro

PS/

Plus de choix

C'est-à-dire plusieurs gammes de micros pour le bureau, la maison ou le voyage. Et pour tous les utilisateurs, du débutant au super-professionnel :

- le PS/1, la micro à domicile, simple à utiliser et conviviale. La solution est dans la boîte ;
 - les nouveaux PS/VP, des micros professionnels alliant normes du marché, qualité IBM et prix défiant toute concurrence ;
 - les PS/2 : une gamme d'élite pour diminuer le coût d'exploitation de l'entreprise, et lui fournir sécurité, évolution, performances et ergonomie ;
 - enfin, les nouveaux portatifs : une vraie gamme pleine d'innovations techniques, au service de ceux qui bougent.
- De quoi séduire les plus exigeants !

PS/2

Plus de performances

Avec, notamment, le nouveau processeur intégré PS/2 295 à tolérance de

pannes : le premier "micro-mainframe" IBM. Et aussi, la nouvelle puce 486SLC2 à double fréquence d'horloge, qui multiplie par 2 ou 4 les performances des postes de travail PS/2 modèles 56 et 57.

Helpware

Plus de services

Une ligne d'assistance téléphonique 24 heures sur 24, un club utilisateurs, un magazine. Tout cela gratuitement pendant trois mois pour tout possesseur de micro IBM et Helpware, les tout nouveaux services de la micro IBM.

Et en plus, des offres de financement et de formation adaptées...

ISO

Plus de confort

Les nouveaux écrans des PS/2 répondent déjà aux normes internationales ISO, obligatoires à partir du 1^{er} janvier 1996. Très bientôt, aucune entreprise ne pourra ignorer les normes et le confort qu'elles apportent aux utilisateurs.

PS/1

Plus facile

Avec le PS/1 : le micro de la famille, des PME et des professions libérales. Livré avec des applications et un système d'exploitation préchargés.

Outil convivial par excellence, mais aussi très performant : ses nouveaux modèles dotés de processeurs i486SX et DX.

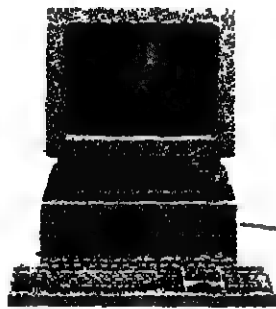
OS/2

Plus de liberté

Les PS 386SX (et plus) peuvent accueillir le nouveau logiciel système OS/2 2.0. Vous pouvez alors choisir les applications DOS, Windows et OS/2 disponibles et en utiliser plusieurs simultanément à votre convenance, pour une convivialité de travail équivalente.

Pour toute information, appelez le 05.03.03.03. (appel gratuit).

PLUS POUR MOINS



8255 F HT*
(9790 FTTC)

IBM PS/1
Modèle III
386SX 25 MHz
1 Mo RAM
Disque dur 85 Mo
Ecran VGA couleur
DOS 5.0 Windows 3.1
Works Windows
Kit ease-of-use



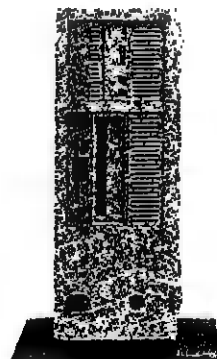
9350 F HT*
(11089 FTTC)

IBM PS/VP
6384 modèle C20
386SLC 25 MHz
1 Mo RAM
Disque dur 85 Mo
Ecran VGA couleur
Clavier, souris
DOS 5.0 préchargé
Cinq slots



19000 F HT*
(22530 FTTC)

IBM ThinkPad 700
Modèle 9552-F00
486SLC 25 MHz
4 Mo RAM
Disque 80 Mo amovible
Pointeur IBM intégré
DOS 5.0
Station d'accueil (option)
3,1 kg - Format A4
Autonomie 4 heures



23050 F HT*
(27337 FTTC)

Serveur IBM PS/2
Modèle 77 OUA
i486SX 33 MHz
1 Mo RAM
Disque SCSI (12 ms)
Carte intégrée XGA-2
Clavier, souris
DOS 2.0 préchargé
5 slots - 4 baies

* Prix généralement en francs français hors taxes et prestations fournies.

** Helpware, PS/2, IBM, OS/2, Windows, et i486 sont des marques de IBM Corp. Intel Corp. Windows est une marque de Microsoft.

Pour en savoir plus sur les modèles de notre gamme, contactez les Distributeurs Agréés IBM (liste disponible par le 05.03.03.03 ou par 3616 IBM). Ou retournez ce coupon-réponse à : Point réponse IBM - Service 5000 - Cedex 50 - 92066 Paris La Défense.

Nom _____ Société _____

Adresse _____ Tél. : _____

Je suis intéressé par : PS/1 ☐ PS/VP ☐ PS/Portables ☐ PS/2 ☐

IBM C'est tout.

ESPACE EUROPEEN

REVUE DE PRESSE

ELTSINE CONTRE GORBATCHEV

La ligne de fer entre Boris Eltsine et Mikhaïl Gorbatchev est observée avec une perplexité certaine par une presse européenne qui s'interroge sur le sens et les conséquences de cet affrontement. « A Moscou, c'est l'heure de Cambronne ! », titre le *Corriere della Sera*, qui rappelle que l'ex-président soviétique est en passe de « perdre le contrôle » de son expression en qualifiant le procès intenté au *PCUS* de « procès du merde ».

À qui profite ce grand ménage, notamment les révélations faites par Eltsine sur le rôle du bureau politique dans le complot de Katyn et l'attaque du Boeing de la Korean Airline ?

Pour le *Frankfurter Allgemeine Zeitung* de Munich, Boris Eltsine poursuit un double objectif : « La divulgation de ces documents lui donne l'air d'un homme qui argumente pour lui-même et la Cour suprême la confirmation judiciaire de l'interdiction du PCUS. Ensuite, cela accroît son prestige à Varsovie. »

Mais Gorbatchev fait maintenant figure, ce qui n'est pas pour déplaire à Eltsine.

Le méchant Eltsine

The Economist voit en revanche un Boris Eltsine devenir « méchant (nasty) », ce qui n'est pas une bonne chose pour le candidat britannique qui dit : « Le président russe a des forces, mais ses faiblesses pourraient devenir mortelles. » Il pronostique que l'Economist est plutôt sombre : « Il est tout à fait possible que M. Eltsine puisse se transformer en un homme aux yeux des autres comparables à ceux de Gorbatchev lorsque cela rapporte, et qu'il devienne un homme qui ne se contente pas de dénoncer, mais qui agit. »

Ivres

Si Boris Eltsine devait connaître des difficultés, il ne les aurait certainement pas du soutien de Heinrich Groth, le président du mouvement Renaissance, une organisation néo-fasciste de souche allemande.

Dans un entretien publié par le *Spiegel*, celui-ci indique qu'il ne croit plus à la « renaissance », promesse négative de Boris Eltsine, ni à la République allemande. « En fait, depuis le mois de janvier dernier, lorsqu'il a été élu président, il a été un homme qui ne s'est jamais levé. »

L'Espresso écrit que « le risque majeur pour l'ancien leader soviétique vient des archives du KGB ». Si quelque un d'entre eux est découvert, cela pourrait entraîner une action pénale contre lui. Au sein de la République allemande, la majorité est en fait divisée. Personne n'aurait imaginé une telle fin pour un homme qui a écrit une page importante de l'histoire mondiale.

L. R.

La société polonaise troublée par le sida

La révolte d'un village contre un centre pour enfants séropositifs témoigne du traumatisme provoqué par la drogue et la maladie

LASKI

de notre envoyée spéciale

Les drapeaux noirs flottent encore sur Laski. Ils ont été longtemps portés par deux hommes, au moins, — que le « danger » est écarté. Les enfants séropositifs ne vivent pas ici, dans ces belles villas toutes neuves, à la lisière de la forêt. Laski n'est pas un village.

L'une des choses étranges, le calcul, les carreaux cassés, la façade maculée de pots de peinture. Devant, une pancarte noire a été clouée, haut, sur un poteau, une inscription grossièrement peinte en blanc : « Ce n'est pas à nous qu'il faut faire le leçon, mais aux toxicomanes. » En face, depuis le jardin d'une villa très polonaise qui a réussi, une voisine jette un œil méfiant par-dessus la haie, avant de filer à l'intérieur de la maison pour se cacher.

Sollicitée par les médias et les aboiements de ses chiens, elle finit par réapparaître. « On n'a rien à dire, lance-t-elle. C'est fini, il n'y a plus rien de journaliste. »

Un autre village prétend, lui, contre l'évidence, ne pas habiter là. Traumatisme d'avoir été désigné comme le centre de la lutte contre la drogue, violé par les escadrons de police et les caméras de télévision, le village de 2400 habitants s'est fermé, « oubliant » de décrocher ses drapeaux noirs et de replonger consciencieusement dans ce qui semble être sa principale activité : la construction de villas pour la nouvelle bourgeoisie de Varsovie.

Que s'est-il passé à Laski ? Il existe, bien sûr, plusieurs versions de ce pénible épisode qui pourrait, sommairement, apparaître comme un nouvel exemple de l'obscurantisme polonais si les choses étaient simples. « J'avais très envie de créer une maison pour enfants séropositifs », raconte Marek Kotanski, principal protagoniste — et le plus controversé — de l'affaire. « J'ai fait une première tentative à Jozefow, où j'ai essayé de convaincre les résidents, le curé. Mais le jour où l'on devait prendre possession de la maison, le conseil municipal s'est opposé. »

Marek Kotanski n'est pas homme à se laisser abattre ; il y a une quinzaine d'années, dans le communisme, il a créé Monar, une association de lutte contre la drogue et de réinsertion des toxicomanes, qui emploie aujourd'hui trois cents personnes, dont beaucoup d'anciens toxicomanes, et fonctionne avec des subventions du ministère de la Santé. Depuis peu, ce quinquagénaire aux cheveux gris, avec une queue de cheval, psychologue de formation, a décidé de s'occuper aussi d'aide aux séropositifs. Pour sa première tentative, il choisit Laski, où il avait des contacts humains.

Laski, en effet, est célèbre dans toute la Pologne pour abriter en pleine forêt un institut des jeunes aveugles, tenu par des religieuses, dans une superbe villa catholique de Varsovie — l'ancien premier ministre Tadeusz Mazowiecki en tête — à coté de se retirer pour méditer. Il y a acheté deux maisons, côte à côte, mais les fois où l'on informe par son place de la destination future de ces maisons, les religieuses commencent à réaliser ce qui s'y pré-



Désintoxication dans un des deux hôpitaux de Varsovie assurant un tel recours. En Pologne, le sida touche essentiellement les communautés toxicomanes et homosexuelles, le pays n'ayant pas eu à déplorer de contamination par transfusion.

sent lorsque le violent de jeunes « toniques » dans les lieux d'ameublement. « C'est ma première apparition à Laski, avec une jeune femme séropositive et un bébé, dit-il, mais nous sommes retournés encerclés par une foule hostile et agressive. »

La nuit où le fondre est tombée

Le lendemain, Laski se passait fin juin — les villages voisins ont déployé sous leurs yeux et, accessoirement, sous leurs fenêtres, un dispositif policier abrutissant : blindés, camions à cheval, escadrons. C'est le début d'un bras de fer avec la population qui bout depuis que Marek Kotanski finira par déclarer forfait, lâché par la municipalité, qui n'a pas suivi les procédures requises pour prendre possession des deux maisons, et qui a décidé de poursuivre plus avant l'épreuve de force. L'après-midi, une nuit de l'été, les deux maisons ont été incendiées. Les habitants, Naturelle et pure, ont vu brûler un signe que Marek Kotanski préférait ne pas montrer. Au bout de deux semaines, la ville de Jozefow n'a plus de Laski. Les deux maisons ont été détruites.

Entre-temps, les images ont fait le tour de la Pologne, voire de l'Europe : celles de visages haineux, de vieux, de points tendus, de papiers jetés contre les vitres de ces jolies maisons qui devaient accueillir des enfants innocents et condamnés. Images tournées un jour où l'une des résidences quotidiennes instituées par la population de Laski, à 19 h 30, pour protéger contre le projet de Monar avait dérapé.

Aujourd'hui, ceux qui, à Laski,

acceptent de parler de ces chaudes journées le font avec, parfois, une honte un peu diffuse, tout en restant sûrs de leur bon droit. « Il n'y a pas de tout à l'heure, explique une voisine, vous vous rendez compte le risque pour nos propres enfants si on les avait laissés installer ? » Le curé, lui, refuse catégoriquement tout contact avec la presse — même son nom paraît être un secret — mais les dames qui aident au presbytère de son église flamboyante sont plus coopératives : « Ce n'est pas par manque de compassion à l'égard des malades que les gens ont réagi comme ça, vous savez, mais par instinct d'autodéfense. Ces enfants auraient été laissés à la garde d'adultes qui sont souvent des drogués. Les gens ont eu très peur de la contamination pour leurs propres enfants. »

Pour ne rien arranger, des tracts circulant, mettant en garde contre les dangers de contamination du sida par les moustiques et les écrevisses. Un long soupir et l'une des dames, une de douceur et de bonté, ajoute : « Vous savez, ça a été très dur pour nous ici, ça a duré près de deux mois. Maintenant nous sommes soulagés, mais c'est un soulagement mêlé de douleur. » On ne connaît pas les états d'âme du curé mais on apprend que, au plus fort du conflit, il a préféré rester au-dessus de la mêlée dans ses prêches dominicaux, demandant simplement à ses fidèles la prière pour eux. « Dieu règle le problème de manière adéquate. » D'ailleurs, même la dame, un paroissien « anonyme » n'avait pas l'ombre d'un mot sur la destruction de la nuit.

Les déclarations du cardinal Glemp

Jan K., — lui non plus ne tient pas à être connu — veut donner sa version à lui, mais à condition de sortir de l'enceinte de l'institut des jeunes aveugles où il enseigne. Ici, parmi les religieux et les enseignants, on a débattu de l'affaire, et les avis divergent parfois. Mais ceux qui n'étaient pas d'accord (avec le rejet des séropositifs) n'ont pas trop le dire. Il y a eu un phénomène de foule. Si le curé de Laski n'a pas pris position, c'est parce qu'il n'aurait pas osé affronter ses paroissiens. C'est vrai, admet-il un peu précipitamment en poussant sa bicyclette pour laisser passer une charrette à cheval, le comportement des habitants de Laski n'a pas été très chrétien. D'autant plus qu'il y a eu les petits aveugles « ils sont très positifs. »

La morale de l'histoire ? Quand il ne se passe pas un jour sans qu'un foyer d'immigrés ne soit attaqué en Allemagne, quand un pasteur au Texas, dont la femme a été contaminée par transfusion, ne parvient pas à faire inscrire son fils séropositif à l'école du dimanche (1), quand les Tziganes se font chasser de villages roumains, la crainte de Marek Kotanski — que ses propres amis taxent de maladroite — peut paraître saine : « Si la société évolue si peu sur le sida, dit-il, c'est à cause de la mentalité polonaise profonde : ni en famille, ni à l'école, ni à l'Eglise on n'apprend la tolérance. »

Comme bien souvent en Pologne, on se rend compte de la difficulté de l'Eglise catholique, d'autant plus que le cardinal Glemp a touché la polémique de fracassantes déclarations sur le sida, « mal qui provient d'un certain comportement moral et qui provoque d'énormes perturbations sociales, la souffrance et aussi la mort.

la vraie leçon de Laski est peut-être la révolte des pouvoirs publics : un grave problème social, lourd de symboles, qui se pose ainsi à la Pologne, il n'y a pas eu, ni de la part des autorités polonaises, ni de celle des autorités religieuses, d'intervention d'envergure susceptible de calmer l'hystérie des villageois. Le gouvernement a nommé un vice-ministre de la Santé, M. Sinkiewicz, et débrouiller les problèmes sociaux.

Le père de Jan Kuron, ministre du travail, qui avait quelques années plus tôt embrasé un petit malade du sida devant les caméras de télévision, et les campagnes plaidoyers du médecin Jan Karwowski ont remis les choses isolées, et la grande campagne d'information sur le sida. Marek Kotanski appelle de ses vœux un tel retour à la normalité. Paradoxalement, l'ombudsman polonais, le professeur Ziolkowski, qui a eu un conflit avec la hiérarchie catholique à propos de l'avortement et de l'instruction religieuse obligatoire à l'école, déplore qu'à Laski « l'Eglise ne soit pas intervenue ». Mais peut-on à la fois lutter contre l'influence excessive de l'Eglise et lui demander de régler les problèmes sociaux ?

L'Eglise polonaise n'est, heureusement, pas monolithique. En ce regard, les prêtres de la région de Arkadiz Nowak travaillent avec les toxicomanes et les séropositifs. Ce jeune prêtre, un ancien d'ouvrier atterré, n'a pas hésité à s'opposer publiquement, lors d'un service funéraire en septembre, à un autre prêtre, tout aussi jeune d'ailleurs, le père Krzysztof Paszek, qui évoquait « le sida, châtiement de Dieu ». « Je ne connais pas le Dieu qui punit, riposte le père Nowak. Nous avons pourtant fait les mêmes écoles. Je ne connais que le Dieu qui aime et qui pardonne. » De mémoire de Polonais, c'était la première fois que des ecclésiastiques s'opposaient lors d'un service à la télévision.

Le père Nowak dirige une maison pour séropositifs à Pleszew, près de Varsovie. Là non plus, l'intégration n'a pas été facile, il a fallu faire garder la maison par un policier et, souligne tristement le prêtre, les habitants qui étaient opposés à cette maison ne vont plus à l'Eglise car c'est moi, représentant de l'Eglise, qui ai amené cette peste. Il ne perd pas espoir : « Souvent des prêtres viennent me voir, observer mon travail — mais voudraient simplement qu'on leur laisse un peu de temps. Je ne suis pas un homme malade. Je ne suis pas un homme qui joue au ping-pong avec l'un de nos malades. Je voudrais me tromper, mais je crois que notre catholicisme, et nous Polonais, sommes plus bruyants que profonds. »

SYLVIE KAUFFMANN

(1) International Tribune, 11 septembre.

Une expérience réussie : Konstancin

VARSOVIE

de notre envoyée spéciale

C'est une maison située au milieu d'une pinède, rien ne distingue des autres maisons voisines, résidences banales de l'ancienne nomenclature, si ce n'est une plaque à l'entrée du portail : « ministère de la Santé ». Ici, dans une villa de Konstancin, près de Varsovie, qui fut en d'autres temps propriété du ministère de l'intérieur, vivent en fait huit séropositifs (porteurs sains), qui n'ont pas d'autre maison où habiter. A l'initiative de Laski, la maison de Konstancin, bâtie par des prêtres il y a deux ans, est un exemple d'intégration.

« Le premier jour a été très difficile, mais souvent pourtant l'un des pensionnaires. Au début, on avait peur, on ne savait jamais seules. Le ministère nous envoyait une voiture pour nous accompagner, ou bien un prêtre nous accompagnait. » L'expérience des séropositifs a été entourée de précautions : le

ministère des prêtres de Konstancin ont organisé des réunions avec les habitants, pour leur expliquer que la présence de ces pensionnaires était sans danger. Les premières réunions ont été houleuses, puis la tension s'est apaisée. « Des gens d'ici nous ont aidés, d'autres se sont relayés, bénévolement, pour surveiller la maison. Maintenant, tout va bien. Parfois le dimanche, les gens passent devant la maison, mais on ne les voit pas. On est un peu l'attraction de Konstancin. »

Habitants et pensionnaires jouent dans une affaire l'attitude du curé, le père Bogdan Jaworski, cinquante-six ans, « exemple de tolérance » pour un séropositif, aujourd'hui marié à une jeune paroissienne. Et puis, souligne le maire, c'est un peu ce qui a permis à la communauté, sans caméras ni interventions policières.

S. K.

Le Monde des

DEBATS

Le Monde

ABONNEZ-VOUS

1 AN 11 NUMÉROS 216 F SEULEMENT
(Valable jusqu'au 31/12/92)

OUI, je m'abonne au Monde des Débats au tarif exceptionnel de lancement : 1 an (11 numéros) : 216 F au lieu de 330 F, prix d'achat au numéro, (soit près de 4 numéros gratuits).

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Vous recevrez ci-joint mon règlement : 201 09 02

☐ Chèque joint

☐ Carte bleue n° _____

Expire à fin : _____

☐ Carte Amex n° _____

Expire à fin : _____

Date et signature obligatoires : _____

Bon à renvoyer impérativement avant le 31 décembre à :
Le Monde des Débats, Service abonnements, 1, place Robert-Beaure-Méry,
92110 Ivry-sur-Seine Cedex / MINTEL 3615, LE MONDE des DÉBATS

OFFRE SPÉCIALE DE LANCEMENT

L'opposition et le calendrier électoral

M. Chirac présente le RPR comme le parti de la réforme

SE ET AU BRESIL, 5 PLACE ANDRE-MALRAUX, 75001 PARIS, TEL. 48 86 17 77, 48 86 17 70 - **VOTAGEURS**
UNIS, 5 PLACE ANDRE-MALRAUX, [REDACTED] PARIS, TEL. 48 86 17 20, 42 [REDACTED] 30 - **VOTAGEURS EN CHINE**,
 [REDACTED] PARIS, TEL. 42 86 16 40 - **VOTAGEURS EN EGYPTES ET AU PROCHE-ORIENT**, 12 RUE SAINTE-ANNE, 75001
VOTAGEURS EN INDE, 45 BIS RUE SAINTE-ANNE, 75001 PARIS, TEL. 42 86 16 - **VOTAGEURS EN**
INDONÉSIE, 75001 PARIS, TEL. 48 86 17 00 - **VOTAGEURS EN ITALIE**, 37 BIS RUE SAINTE-ANNE, 75001
JAPON, 30 RUE SAINTE-ANNE, 75001 PARIS, TEL. 42 [REDACTED] 60 83 - **VOTAGEURS AU MEXIQUE**, 5
 5001 PARIS, TEL. 42 86 17 40 - **VOTAGEURS EN THAILANDE**, 31 RUE SAINTE-ANNE, 75001 PARIS, TEL. 42 86
 ANDRÉ, SIEGE SOCIAL, 12 RUE SAINTE-ANNE,

JUSTICE

Réunie en congrès à Toulouse

L'Union syndicale des magistrats critique sévèrement les projets du garde des sceaux

L'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui s'est réunie en congrès à Toulouse du 16 au 18 octobre en présence du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, a vivement critiqué l'insuffisance du budget accordé à la justice et l'examen « précipité » par le Parlement de la réforme du code de procédure pénale. Lors de ce congrès qui avait pour thème la « chronique d'une indépendance annoncée », l'USM, qui a obtenu 53 % des voix lors des élections du mois de juin, a renouvelé son conseil syndical et élu un nouveau président, M. Claude Pernolet. Substitut à Paris et ancien secrétaire général de l'USM, M. Pernolet succède ainsi à M. Michel Joubert, qui ne se représentait pas.

TOULOUSE

de notre envoyée spéciale

Lors de son dernier congrès, à Paris, l'Union syndicale des magistrats (USM) s'était dit morose. Le budget avait été jugé indigent, la réforme du code de procédure

insuffisante, et la départementalisation engagée par M. Henri Nallet dangereuse. Un an plus tard, la morosité a fait place à la colère. Le ton est resté contrôlé — la sage USM n'a pas l'habitude d'invectiver les gardes des sceaux — mais le bilan dressé par le président de l'USM est sévère : le budget a été jugé « constamment », les indemnités trimestrielles des magistrats insuffisantes, la défense des magistrats « mal assurée », et M. Vauzelle a été accusé de « rogner les ailes » des pouvoirs propres des procureurs de la République.

Les critiques les plus vives ont cependant porté sur la réforme du code de procédure pénale. A l'exception de quelques vaticans, comme MM. André Braunschweig et Paul Malibert, les magistrats présents à Toulouse ont dénoncé les « dangers » d'un projet qui introduit timidement l'avocat en garde à vue. « J'aimerais que vous nous expliquiez comment vous comptez mettre en œuvre la réforme de la collégialité pour la mise en détention en excluant le juge d'instruction de cette formation, dans les soixante-neuf tribunaux à une chambre et dans les tribunaux à deux chambres les plus petits », a demandé M. Joubert. M. Vauzelle a répondu : « J'aimerais que vous nous expliquiez comment vous comptez

réviser, le mois de 15 août, ce tribunal populaire composé d'échoués ? (...) J'aimerais que vous nous expliquiez comment vous comptez rendre compatible cette réforme avec les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme excluant que les mêmes juges retrouvent en jugement les dossiers qu'ils ont connus à l'instruction ? »

Garantir l'indépendance

Ignorant les difficultés de mise en application de la réforme du code de procédure pénale, le garde des sceaux préfère en souligner une nouvelle fois la nécessité. « Notre procédure pénale n'est plus digne d'une grande démocratie comme la France », commentait-il. Après avoir souligné que le justiciable n'apparaissait à aucun moment dans les propos de M. Joubert, le garde des sceaux défendait également son projet de budget. « Dans une conjoncture économique incertaine, il augmente deux fois plus le budget de l'Etat », soulignait-il.

Cette année, le congrès avait choisi pour thème l'indépendance. L'USM, qui dénonce la désignation, par le président de la République, de tous les membres du Conseil supérieur de la magistrature, exige depuis des années une réforme constitutionnelle du CSM. Constatant que les gouver-

nements hésitent à engager une procédure qui présente de grands risques politiques, l'USM a finalement revu ses exigences : basta de mieux, le syndicat propose aujourd'hui une réforme de la loi organique offrant au CSM des attributions nouvelles et introduisant un débat de représentation électorale dans le processus de désignation. « Si le pouvoir politique est véritablement sincère dans sa volonté de garantir l'indépendance de la justice par un moyen moins périlleux qu'une réforme de la Constitution, a ainsi noté M. Joubert, nous lui donnons chèque sur la base de ces propositions. »

Le garde des sceaux refusait toutefois d'engager dans cette voie : après avoir une nouvelle fois exclu une réforme constitutionnelle, M. Vauzelle soulignait les avancées « raisonnables » et « raisonnables » de son projet de loi organique. « L'indépendance du juge n'est ni un droit personnel dont il jouirait comme un particulier, ni une prérogative, sorte d'avantage personnel attaché à la fonction, et encore moins un privilège social, notait-il. (...) L'indépendance est pour le juge un moyen de responsabilité, en réalité une obligation. »

En soulignant que le débat sur l'indépendance ne pouvait se réduire à une discussion sur la réforme constitutionnelle du CSM, M. Vauzelle soulignait l'importance de la réforme. Cette idée rencontrait malgré tout un peu d'écho auprès de certains magistrats. « L'indépendance, c'est un droit, mais il y a un troisième volet : la responsabilité, notait ainsi M. Marc Désert, procureur de la République à Montauban. Nous avons tendance à considérer le CSM comme un parapluie qui nous protège des influences du pouvoir, mais en réalité le CSM est moi-même lié au pouvoir politique, les procédures disciplinaires contre les magistrats sont infiniment plus nombreuses. Les magistrats français sont-ils plus diligents et plus compétents que leurs collègues italiens ? »

Ancien président de l'USM, M. André Braunschweig soulignait la valeur symbolique du débat. « Nous sommes déjà indépendants et nous avons tout ce qu'il faut pour une réforme constitutionnelle n'y changerait rien ! Il faut en revanche le faire dépendre du pouvoir politique, à l'exception, pour nous, mais pour les citoyens et la nation. C'est à eux qu'il faut dire et prouver que les magistrats français sont indépendants. »

ANNE CHEMIN

Séismes et torrents de boue en Colombie

La terre a violemment tremblé en Colombie à deux reprises les 17 et 18 octobre. D'après des informations très imprécises, il n'y aurait que quelques morts mais de nombreux blessés et des dégâts importants. Les deux séismes ont été ressentis dans presque tout le pays. En outre, une éruption, qualifiée d'abord de volcanique puis de geyser ou de coulée de boue, est survenue le 18 octobre. Elle aurait tué au moins dix personnes et fait trois dizaines de disparus.

La première secousse, de magnitude 6,7 ou 6,6, s'est produite le samedi 17 octobre à 3 h 35 (heure locale) dans le nord-ouest du pays près de la côte du Pacifique à quelque 800 kilomètres au nord-ouest de Bogotá. Les localités touchées seraient Murindo (5 000 habitants) où des bâtiments publics et de très nombreuses habitations seraient partiellement détruits ou seraient menacés d'effondrement, et Vigía del Fuerte (8 500 habitants), un autre

village de la région particulièrement déshéritée. La deuxième secousse, de magnitude 7,2, survenue le dimanche 18 octobre à 11 h 15 (heure locale) aussi dans le nord-ouest de la Colombie, non loin de la frontière avec le Panama. Il y aurait des dégâts. Mais les informations sur ce deuxième séisme sont encore plus imprécises que celles sur le premier. Troisième catastrophe — mal déterminée en l'état actuel des informations — à avoir frappé le nord-ouest de la Colombie : un volcan aurait déversé, au cours de l'après-midi du 18 octobre, des torrents de boue chauds sur une localité où on déplorerait une dizaine de morts, une trentaine de disparus et une cinquantaine de brûlés. — (AFP, AP, UPI)

(Ce mouvement de la Terre survenant en Colombie ne doit pas surprendre : comme tout l'arc de l'Amérique du Sud, le pays est sismique et volcanique en raison de la plonge de la plaque Nazca sous la plaque Américaine.)

Le coût croissant des catastrophes

Partout dans le monde, les catastrophes naturelles sont de plus en plus nombreuses en vies humaines et en dégâts matériels. Non pas parce qu'elles sont de plus en plus graves et violentes, mais tout simplement parce que la population humaine ne cesse de s'accroître, parce que les zones habitées de plus en plus d'habitants, parce que les équipements se multiplient. Et cette situation se manifeste aussi bien dans les Etats développés que dans les pays en voie de développement.

Les Nations Unies ont ainsi organisé en 1991 l'organisation d'une Conférence internationale pour la prévention des catastrophes naturelles (DIPCN), 1990-2000, de façon à développer et à transmettre les savoir-faire nécessaires. La France a adhéré immédiatement à cette idée et elle a créé, en septembre 1990, le Comité français pour la DIPCN qui comprend vingt membres représentant les spécialités les plus variées. Il vient de rendre public son premier rapport dans lequel sont rappelés quelques chiffres particulièrement éloquentes.

En France métropolitaine, par exemple, depuis la loi du 13 juillet 1982 sur l'indemnisation des catastrophes naturelles, les compagnies d'assurance et de réassurance ont déboursé en sept ans plus de 25 milliards de francs. Le montant des dommages augmentant régulièrement, on estime que les indemnités pourraient dépasser 10 milliards de francs par an avant l'an 2000. D'autant plus que les départements d'outre-mer, plus menacés que la métropole, bénéficient maintenant de la loi sur les catastrophes naturelles.

Le sous-développement facteur d'aggravation

A l'échelle du monde, les compagnies de réassurance ont constaté que les indemnités augmentent de 9 % par an. Si l'on s'en tient au seul nombre de catastrophes, on voit que les dommages causés par les catastrophes naturelles ont augmenté de 6 % par an au cours des trente dernières années : mais le triple du taux de la croissance démographique mondiale. Et fait remarquable, le sous-développement

augmente le nombre de victimes et le coût économique : 89 % des catastrophes mortelles et du milliard de sinistrés, victimes de catastrophes naturelles dénombrées au cours des vingt dernières années, vivaient dans des pays en voie de développement. Il suffit de trois exemples pour s'en convaincre. Les séismes d'Arménie (1988) et d'Iran (1990) ont tué chacun 35 000 personnes environ ; celui de Californie (Loma Prieta, 1989) de magnitude comparable n'a fait que quelques dizaines de morts en raison de l'application stricte des règles de construction parasismique.

Les sociétés modernes ont fait face à un autre genre de problème : les citadins, non seulement ne croient pas qu'ils puissent être victimes de catastrophes naturelles (on s'en est rendu compte lors des grandes tempêtes qui ont balayé la France au début de 1990), mais encore ils ne comprennent pas que la limitation des risques fait partie de leur responsabilité directe.

C'est le premier rapport du Comité français fait vingt recommandations qui peuvent être regroupées en trois grandes catégories : les entreprises doivent être encouragées à prendre des mesures de prévention dans les autres pays de la CEE par rapport à celles qui sont (ou qui seront) la règle au Japon et aux Etats-Unis ; la coopération internationale, en particulier celle qui peut aider les responsables et les populations des pays en voie de développement à prendre conscience des risques auxquels ils sont exposés et à édicter (et faire appliquer...) les mesures indispensables à la réduction des effets des catastrophes naturelles.

Le Comité français a aussi souligné pour ces pays, les besoins prioritaires, qui sont : le bassin des Caraïbes (exposé aux cyclones tropicaux, aux volcans et aux séismes...) et le bassin méditerranéen (dont les pays méditerranéens sont les plus sinistrés et les plus vulnérables).

YVONNE REBEYROL

L'introuvable réforme du CSM

Composé de neuf membres désignés par le président de la République, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) est chargé de faire des propositions pour la nomination des hauts magistrats de la Cour de cassation et pour les postes de premiers présidents de la cour d'appel, de donner son avis pour les nominations des juges magistrats du siège, et de statuer comme conseil de discipline pour ces mêmes magistrats. La composition et les attributions de ce conseil directement en prise avec le pouvoir exécutif étant inscrites dans la Constitution de 1958, seule une réforme constitutionnelle pourrait le remanier en profondeur.

M. François Mitterrand en était conscient lorsqu'il était candidat à la présidence de la République : en 1981, dans ses cent dix

propositions, il promettait d'assurer l'indépendance des magistrats par une réforme du CSM. Malgré quelques tentatives engagées par M. Robert Badinter, cette réforme fut abandonnée et, en novembre 1990, M. Mitterrand allait jusqu'à en contester la légitimité. « Faut-il recourir au grand appareil d'une révision constitutionnelle ? demandait-il. Certains le souhaitent qui voudraient rompre tout lien avec le chef de l'Etat. (...) alors, je vous le demande, qui serait le garant de votre indépendance dans notre République ? Les organisations professionnelles et syndicales ? La corporation ? » Un an plus tard, le garde des sceaux Henri Nallet proposait une réforme de la loi organique qui se contentait d'introduire de légères modifications.

M. Mitterrand relançait toutefois le débat en novembre 1991, soulignant la nécessité d'une réforme constitutionnelle modifiant notamment le CSM et le statut des magistrats, le siège, le parquet, et le gouvernement par le conseil de garde des sceaux. Le projet de réforme de la loi organique déposé par M. Nallet était dès lors retiré. Depuis le dernier référendum, la réforme constitutionnelle n'est cependant plus vraiment à l'ordre du jour. « Vous savez comme moi l'importance et la lourdeur qu'elle implique et le débat que susciterait toute modification de la Constitution, a rappelé M. Vauzelle au congrès de l'USM. Est-ce d'ailleurs, dans le contexte actuel, l'attente prioritaire du peuple français ? »

A. C.

An tribunal de grande instance de Montpellier

Mobilisation pour la défense des droits des gardés à vue

MONTPELLIER

de notre correspondant

Les magistrats du siège et du parquet du tribunal de grande instance de Montpellier s'émeuvent des conditions de garde à vue dans le commissariat de police de la ville. Alertés par un rapport rédigé par M. Jean-Pierre Saulon, médecin légiste responsable du groupe d'intervention médico-légal de Languedoc, ils se sont réunis en assemblée générale pour adopter une motion de protestation adressée au préfet de l'Hérault, M. Bernard Claret, ainsi qu'au directeur départemental de la police nationale et au directeur du SRPJ de Montpellier.

Les magistrats déplorent notamment l'état des cellules du commissariat, non chauffées, non ventilées, mal nettoyées, non désinfectées. Ils dénoncent les conditions d'hygiène déplorable, ainsi qu'une « communication insuffisante », « l'absence de soins » à chacun de bénéficier d'un repos dans des conditions décentes. Estimant que les gardés à vue se justifient pour les besoins d'une enquête mais ne présupposent aucune culpabilité et qu'elles peuvent s'appliquer à tout citoyen, les magistrats affirment qu'elles justifient « un traitement particulier des personnes privées de liberté et une vigilance particulière des autorités ».

Ainsi, ils ont un ultimatum à la préfecture, exigeant le déblocage de 50 000 F pour rénover les cellules du commissariat avant le 1er novembre. Faute de quoi, ils se disent prêts à refuser toute prolongation de garde à vue, une décision qui leur appartient en effet au-delà

de vingt-quatre heures (sauf dans le cas des affaires de drogue ou de terrorisme où, le délai de garde à vue étant de quatre jours, les intervenants au bout de quarante-huit heures). Les services de l'Etat et les juges s'accordent au moins sur un point : la rénovation complète du commissariat est une nécessité. Elle est d'ailleurs acquise et les travaux devraient démarrer en avril.

JACQUES MONIN

ENVIRONNEMENT

Banquet final pour l'Amoco-Cadiz

La commune de Ploudalmézeau (Finistère) a célébré, samedi 17 octobre, l'aboutissement du procès intenté après la marée noire provoquée en 1978 par le pétrolier Amoco-Cadiz. L'assemblée générale extraordinaire du syndicat intercommunal des communes sinistrées, présidé par M. Alphonse Arzel, maire (centriste) de Ploudalmézeau, a été ouverte par un banquet à cinq cents couverts, auquel ont participé le secrétaire d'Etat à la mer, M. Charles Josselin, et le député de l'Etat à l'intégration, M. Kofi Yamgnane. Les élus bretons se sont réunis au versant du cabinet américain Curtis et 5 millions au syndicat du fonds de Brest, simple dépositaire du fonds de dédommagement. Le montant des indemnités allouées par la justice a été versé au syndicat des communes sinistrées et à l'ITI.

Alors que les avocats américains étaient présents au banquet, M. Charles Josselin, l'avocat français qui a défendu le syndicat pendant les quatre années de procédure, avait renoncé à faire le déplacement. Il s'agissait qu'on lui refuse ses indemnités (3,7 millions de francs), mais le ministre a été par décision de justice, alors que 100 millions ont été versés au cabinet américain Curtis et 5 millions au syndicat du fonds de Brest, simple dépositaire du fonds de dédommagement. Le montant des indemnités allouées par la justice a été versé au syndicat des communes sinistrées et à l'ITI.

A « L'heure de vérité »

M^{me} Ségolène Royal : « La France n'est pas la machine à laver du monde »

L'émission de France 2 « L'heure de vérité », M^{me} Ségolène Royal, ministre de l'Environnement, a indiqué qu'un rapport lui serait remis dans un mois, devant permettre de tirer les enseignements de la catastrophe de Val de la Vierge. « Je ne suis pas en train de préparer un dévot pour donner aux préfets le pouvoir d'interdire le camping en zone inondable », a-t-elle dit. En attendant, a-t-elle précisé, les préfets vont contrôler la façon dont les maires vont implanter les parkings d'affichage indiquant « zone inondable ». Je vais arrêter la dimension du problème.

A propos de l'élimination en France de déchets industriels aus-

traliens, M^{me} Royal a répondu : « La France n'est pas la machine à laver le monde entier. La machine à laver le monde entier, c'est l'Australie. Les australiens ne veulent pas qu'on leur envoie des déchets. Chaque continent doit traiter ses propres déchets. Quelque chose qui est acceptable, c'est l'exécution des traités en cours, de traités signés. Ça veut dire 700 tonnes pour l'Australie et 200 tonnes pour la Nouvelle-Zélande. Mais derrière, il y a encore 20 000 tonnes à traiter en Australie. Et moi, je ne signerai aucun nouveau traité. Car je veux que les australiens aillent équiper l'Australie. »

SOCIÉTÉ

RELIGIONS

A la conférence de Saint-Domingue

L'aggravation de la pauvreté pèse sur la réflexion des évêques latino-américains

A mi-parcours de la quatrième assemblée de l'épiscopat latino-américain, qui se tient jusqu'au 28 octobre à Saint-Domingue, un «schéma» de document final a été adopté, samedi 17 octobre, à une très large majorité. Face à la montée de la pauvreté, les critiques commencent à percer sur les thèmes de la dénonciation par l'Eglise du néolibéralisme économique.

SAINT-DOMINGUE

Un texte envoyé spécial

Les théologiens, experts en observation qui ont vécu les empouilles de la précédente conférence du Conseil de l'épiscopat latino-américain (CELAM) en 1979 à Puebla (Mexique), ne sont pas à Saint-Domingue, leur ennu. La situation est alors brillante au Nicaragua, au Salvador, en Argentine et les clivages étaient nombreux entre des évêques très ouverts à l'engagement politique et syndical des Eglises, des théologiens et des communautés ecclésiales de base, lieu de formation biblique et vivier de militantisme.

Quatorze ans après, les tensions semblent avoir disparu, au point qu'à mi-parcours de la quatrième assemblée générale les participants ont déjà fait. Présenté par Luciano Mendez, président de la conférence épiscopale du Brésil et de la commission de rédaction du document final, un «schéma» a été adopté à une très large majorité de 181 voix sur 189. C'est le fruit d'un compromis entre le souci de cohérence doctrinale de la Curie romaine, fortement représentée à Saint-Domingue (le Monde du 10 octobre), et la «dynamique» propre à l'Eglise latino-américaine, qui s'inspire toujours des réalités sociales, politiques, avant de définir son «message pastoral».

Des tensions avec les pouvoirs

La perspective est toutefois renforcée par rapport aux conférences de Medellin (1968) et de Puebla (1979). «D'une méthode inductive, qui partait des situations concrètes, venues à la base, pour aller à l'Evangile, on passe aujourd'hui à une méthode déductive, qui part de l'Evangile et cherche à l'appliquer aux réalités culturelles de l'Amérique latine», dit le cardinal Xavier Gorostiaga, jésuite, recteur de l'université centraméricaine de Managua. Malgré les réserves des experts progressistes, le cardinal Arce, porte-parole écouté de l'Eglise populaire au Brésil, a jugé «excellent» ce document final. La «charte»

Saint-Domingue sera-t-elle bien «ricolée» pour que le pape, plus qu'à procéder à un détail? Ou ne sera-t-elle qu'une proposition adressée à Rome? Les conditions d'approbation de ce

S'agit-il d'une unité vraie ou d'une façade? La principale inconnue. Depuis quatorze ans, l'épiscopat a sans cesse favorisé l'alignement doctrinal. La théologie de la libération et les communautés ecclésiales de base ont été acquiescées et ne prêtent presque plus à discussion. Très perceptible à Saint-Domingue, le vrai changement par rapport à la précédente conférence est 1979, c'est le poids croissant de la pauvreté et la précarité des nouvelles démocraties dans le sous-développement.

L'enjeu n'est donc plus, comme à Puebla, l'orthodoxie doctrinale de l'Eglise latino-américaine, mais sa responsabilité politique dans le monde où, comme dit le cardinal Roger Etchegaray, président du conseil pontifical Justice et Paix, «elle est la seule institution à avoir

du crédit». En ces temps, les liens avec les pouvoirs en place sont très faibles. Ils sont très faibles dans les régimes concordataires de Chili, d'Argentine ou de la République dominicaine.

C'est un document de travail rédigé par un jésuite de l'université de Saint-Domingue, le père Luis Aleman, qui souligne les limites de la dénonciation par l'Eglise du néolibéralisme. Cet expert juge «superficiel» le traitement de la réalité économique dans les travaux préparatoires de la conférence. Visant l'opinion des Américains, il critique «des groupes intellectuels qui existent dans l'Eglise et l'Etat». Ce texte a jeté un grand froid sur le consensus le côté assez illusoire de ce consensus jusqu'à présent.

HENRI TINCQ

DÉMOGRAPHIE

Selon le rapport annuel de l'OMI

L'immigration par regroupement familial est en baisse

Stabilisation des entrées de travailleurs étrangers légaux, diminution du nombre de regroupements familiaux, hausse de l'emploi irrégulier. Telles sont les tendances relevées par l'Office des migrations internationales (OMI) dans son rapport annuel.

Le constat d'une inversion de tendance en matière de regroupement familial constitue le principal enseignement du rapport annuel de l'Office des migrations internationales (OMI). L'an dernier, 21 138 familles (-1,14 % par rapport à 1990) correspondant à 35 625 personnes (-3,58 %) ont entrées en France, alors que la tendance avait été à la hausse. Cette inflexion importante semble correspondre à un tassement de la forme d'immigration, qui constitue la principale source d'arrivée légale d'étrangers et donne lieu périodiquement à controverse. Elle se double d'une décroissance de l'effectif des regroupements, qui s'est établi à 1,69 en 1991. Les plus nombreux à obtenir

regroupement familial (30,8 %), larges devant les Algériens (18,5 %), que les Noirs d'Afrique ne représentent que de faibles pourcentages.

En dehors de ces familles, 76 335 ressortissants étrangers (OMI) sont entrés régulièrement en France pour y travailler en 1991, nombre qui confirme la stabilisation des arrivées enregistrées depuis 1988. Parmi eux, seuls 18 019 sont des travailleurs permanents (principalement polonais et libanais qui bénéficient de dispositions favorables), dont 3 016 correspondent à la régularisation exceptionnelle des demandeurs d'asile (turcs et chinois principalement), et 2 045 sont des cadres de haut niveau, surtout américains et japonais.

Les autres étrangers arrivants sont des étrangers bénéficiant d'une autorisation provisoire de travail (contrat de neuf mois renouvelable une fois depuis le début de 1992), dont l'effectif, modeste, a progressé de 7 % pour s'établir à 4 075 personnes, avec une poussée des travailleurs saisonniers (17,5 % devant les Canadiens, les Polonais et les Japonais). La plupart des travailleurs étrangers, soit une entreprise professionnelle, ont des emplois saisonniers.

Les données sur les arrivées correspondent à l'entrée de travailleurs saisonniers (surtout espagnols, polonais et portugais), employés dans l'agriculture dont la baisse, continue depuis dix ans, s'est poursuivie, ramenant leur nombre à 54 241 l'an passé, soit une diminution de 6,9 % par rapport à 1990. Cette nouvelle érosion a été essentiellement aux vendeurs espagnols (-19,4 %) employés principalement dans l'Aude, l'Hérault et la Vallée, qui bénéficient d'une procédure spéciale, tandis que le nombre de travailleurs saisonniers a doublé (5 916) en raison d'une opération de régularisation.

Enfin, le rapport de l'OMI recense 3 250 infractions (travail clandestin, trafic de main-d'œuvre, emploi déclaré...) sanctionnées en 1991, soit une augmentation de 30 % par rapport à 1990, après une stagnation de dix

La succession du directeur de l'IGPN

La «police des polices» n'a pas de chef depuis quatre mois

L'inspection générale de la police nationale (IGPN) a pris fin depuis le départ de son chef, M. Gérard Maurel, nommé à la retraite le 16 juin. Cette vacance a été plus préoccupante que le corps d'inspection, placé sous l'autorité du ministre de l'Intérieur, qui est l'organe de contrôle, d'enquête et d'audit de la police nationale. A ce titre, la «police des polices» se trouve chargée des enquêtes judiciaires impliquant des policiers : en l'espèce, l'usage veut que soit magistrat instructeur rédige ses commissions rogatoires à l'adresse du directeur de l'inspection générale de la police nationale. Or, depuis quatre mois, le poste est vacant.

La nomination d'un nouveau «patron» de l'IGPN a heurté à la fois les policiers qui en ont long sur l'état présent de la police nationale : des divisions internes de la place de la Nation s'ajoutent à la gestion des hauts fonctionnaires, où les syndicats plaident de tout leur poids dans des processus qui restent à mi-chemin entre la légalité et la répression : dans ce contexte, le pouvoir politique fait preuve d'une prudence d'autant plus grande qu'il sait la police en pleine campagne d'élections professionnelles.

M. Broussard

face à un veto syndical

L'intégrité et les compétences des deux noms les plus prononcés parmi les responsables policiers ayant le «profil» ne sont contestées ni par leurs pairs ni du côté du ministre de l'Intérieur. Il s'agit du préfet Robert Broussard, qui a été nommé directeur de la police nationale après avoir été directeur des polices urbaines, et de l'inspecteur général Roger Lejeune, chef du service central de la Police de l'air et des frontières (PAF).

Tous deux ont débuté à la base, au poste de gardien de la paix pour M. Lejeune et de commis aux écritures pour M. Broussard, et leurs carrières ont été marquées par une succession de postes de confiance. M. Broussard, qui a été directeur de la police nationale, a été nommé directeur des polices urbaines, et de l'inspecteur général Roger Lejeune, chef du service central de la Police de l'air et des frontières (PAF).

Pourtant, à deux reprises dans le passé, des préfets ont bien été placés à la tête des corps d'inspection (IGS ou IGPN), de même que des préfets ont été nommés directeurs de la police judiciaire ou de la PAF. D'autre part, la nomination de M. Broussard se heurte à l'opposition virulente de M. Gerbaud, secrétaire général de la FASP, sur fond de ressentiment quasi personnel - les deux hommes avaient échangé des coups d'une violence au cours d'un comité paritaire en avril 1991. Un veto syndical serait-il insurmontable pour un ministre, M. Paul Quilès, qui affirme son opposition à la nomination d'un préfet à un poste amené à traiter des dossiers judiciaires.

Quant au cas de M. Lejeune, il s'agit moins de ressentiments syndicaux que de réserves de l'Intérieur, voire (mais cela est à nuancer) place Beauvau) d'hésitations ministérielles. A l'heure de la retraite, il n'est pas certain que l'inspecteur général quitte volontiers son poste de chef du service central de la PAF, la liberté de ton est, par ailleurs, M. Lejeune avait fait savoir au précédent ministre de l'Intérieur qu'il était peu convaincu par la réforme territoriale de la police nationale.

Les jeux ne sont donc pas simples. Les outsiders peuvent surgir. Les responsables policiers correspondant aux conditions de grade, d'ancienneté et de cursus, sont rares. La «police des polices» reste donc dans l'expectative, à l'image d'un syndicalisme policier en zone de turbulences et d'une «maison» paralysée par les prochaines élections politiques.

ERIC INCYAN

CARNET DU Monde

Décès

- Pierre Deffontaines, son épouse, Michel, Albert et Cécile Deffontaines, ses enfants, M. et M^{me} Manuel Verdo Andrieux, M^{me} et M^{me} Catherine Deffontaines, ses parents et beaux-parents, les frères et sœurs, neveux et nièces, ont la douleur de faire part du décès de

Jean DEFFONTAINES,

survenu le 18 octobre 1992, à l'âge de quarante-trois ans.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 19 octobre, à 15 heures, à l'église Saint-Germain du Menville (Haute-Garonne) pour l'inhumation au cimetière du village.

Chemin de l'Église, 31530 Lamoignon.

- Le docteur et M^{me} (M^{me} et M^{me}) Guasch, née Simeon, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} GUASCH,

survenue le 11 octobre 1992, à l'âge de cinquante ans.

5, rue Carnot, 75017 Paris.

- Oleg et Ludmila Kratowsky, ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Anne HURUGUEN,

survenue le 13 octobre 1992.

Auteur-compositeur de chansons à succès des années 60, Anne Huruguen était, depuis une dizaine d'années, directrice de la revue Métropolis.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Victoire Klein, Les familles Nelson, Pagès, Poi, ont le regret de faire part du décès de

M. Georges André KLEIN,

artiste peintre, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 17 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 21 octobre, à 11 heures, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinot, Paris-14.

27, rue Rampey, 75018 Paris.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

JOURNAL OFFICIEL

Publié au Journal officiel du 17 octobre 1992 :

UN DÉCRET

N° 92-1151 du 15 octobre 1992 modifiant le livre II du code rural et relatif à la chasse et à l'indemnisation des dégâts du grand gibier.

ARRÊTÉS

- Du 14 octobre 1992 portant création d'une commission administrative paritaire chargée de l'administration de l'éducation nationale ;

- Du 16 octobre 1992 portant constatation de l'état de catastrophe naturelle.

Décès

- Françoise et Dominique Dupuy, ses enfants, sa famille, ont la douleur de faire part de la disparition de

M^{me} MICHAUD,

survenue le 17 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-quatrième année.

L'inhumation aura lieu à Fontvieille (Bouches-du-Rhône) le mardi 20 octobre 1992. Bénédiction à l'église à 10 h.

La cérémonie religieuse aura lieu le lundi 19 octobre, à 15 heures, à l'église Saint-Germain du Menville (Haute-Garonne) pour l'inhumation au cimetière du village.

Chemin de l'Église, 31530 Lamoignon.

- Le docteur et M^{me} (M^{me} et M^{me}) Guasch, née Simeon, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} GUASCH,

survenue le 11 octobre 1992, à l'âge de cinquante ans.

5, rue Carnot, 75017 Paris.

- Oleg et Ludmila Kratowsky, ont la douleur de faire part du décès de leur mère,

Anne HURUGUEN,

survenue le 13 octobre 1992.

Auteur-compositeur de chansons à succès des années 60, Anne Huruguen était, depuis une dizaine d'années, directrice de la revue Métropolis.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Victoire Klein, Les familles Nelson, Pagès, Poi, ont le regret de faire part du décès de

M. Georges André KLEIN,

artiste peintre, chevalier de la Légion d'honneur, survenue le 17 octobre 1992, dans sa quatre-vingt-onzième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 21 octobre, à 11 heures, au cimetière de Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinot, Paris-14.

27, rue Rampey, 75018 Paris.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

- Reims.

M^{me} Yvette Langlet, M^{me} et M^{me} Vincent Langlet, Céline et Julien Langlet, ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

René LANGLET,

survenu le 16 octobre 1992, à l'âge de soixante-quinze ans.

Un dernier hommage sera rendu à ses cendres le mardi 20 octobre, à 16 heures, au cimetière du Nord, à Reims (Marne).

Ni fleurs ni couronnes. L'avis tient lieu de faire-part.

11, rue du Théâtre, 51100 Reims.

44, rue A.-L.-de-Jussieu, 20300 Reims.

APPEL A CANDIDATURE INSTITUT UNIVERSITAIRE DE FRANCE

Objectif : créer le Collège de France
1991 - Création de l'Institut Universitaire de France
Objectif : la création du savoir le moteur de l'ensemble du système universitaire

Organisme sans murs, l'Institut Universitaire de France rassemble professeurs des universités au rayonnement international. Ses membres, seniors ou juniors, reçoivent une importante dotation pour leur recherche, voient leur charge d'enseignement allégée et peuvent bénéficier d'une promotion. Toutes disciplines universitaires sans exception concernées.

La promotion 1991 compte 15 membres seniors et 25 juniors, sélectionnés par un jury présidé par le professeur Laurent Schwartz.

La promotion 1992, sélectionnée par deux jurys présidés par les professeurs Alain Touraine et Ivan Assenmacher, vient d'être installée par le ministre de l'Éducation nationale et la culture.

Le présent appel à candidature concerne la promotion 1993. Les membres seniors de l'Institut, nommés à une durée de cinq ans renouvelable une fois, sont sélectionnés par un jury international. On ne peut porter directement candidat : la candidature doit être proposée par deux personnalités scientifiques françaises ou étrangères et comporter au moins cinq lettres de recommandation confidentielles émanant de personnalités scientifiques, au moins trois exerçant leurs activités hors de France.

Les juniors, qui doivent être âgés de moins de quarante ans, ont une revanche : ils peuvent présenter directement leur candidature. Celle-ci doit comporter au moins trois lettres de recommandation confidentielles émanant de personnalités scientifiques, dont au moins deux exerçant leurs activités hors de France.

Le règlement intérieur de l'Institut prévoit que peuvent être nommés comme membres juniors les enseignants-chercheurs exerçant dans une université française depuis plus de deux ans (cinq ans pour les membres seniors). L'exercice d'activité dans une université étrangère peut être regardé comme équivalent sous réserve que l'enseignant concerné devienne professeur dans une université française et qu'il soit effectivement.

Les deux tiers des membres juniors et seniors doivent appartenir à des universités de Province (hors Île-de-France). Tous doivent demeurer dans l'université où ils sont distingués.

Les propositions (pour les membres seniors) et les candidatures (pour les membres juniors uniquement) peuvent faire parvenir les dossiers à :

Ministère de l'Éducation Nationale et de la Culture

Direction de la Recherche et des Études Doctorales

Sous-direction des Études Doctorales (tél. : 40-65-63-30)

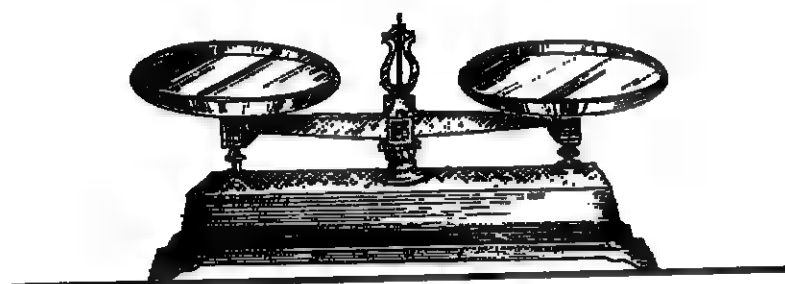
61-65, rue Dutoit, 75732 PARIS CEDEX

AVANT LE 31 JANVIER 1993

LE LIVRE DU JOUR
MARABOUT

la mythologie

42F



TF1 RÉALISE 41 % DE PART D'AUDIENCE
DEPUIS LA RENTRÉE.

CE QUI EXPLIQUE SANS DOUTE
POURQUOI CERTAINS
S'INQUIÈTENT DE SA SANTÉ...

TF1

PUBLICIS CONSEIL 1 000

DEVCOM 92

ème
Associations

EMASYS (11-34 95 90)

SPORTS

RUGBY : l'Afrique du Sud bat la France, 20-15

L'intelligence du jeu en moins

Les Springboks demeurent la meilleure équipe de rugby au monde. Ils n'ont jamais perdu en France : pour leur premier match à l'étranger depuis leur retour sur la scène internationale, samedi 17 octobre à Lyon, ils ont battu les Français, 20-15. Les coups de pied de leur joueur Naas Botha ont fait la différence entre les deux camps qui ont inscrit deux essais chacun.

LYON

■ Envoi spécial

Dans les plus noirs cauchemars, les rugbymen français avaient peut-être imaginé un échec contre les Sud-Africains. Mais doute n'est permis : les anecdotes de leurs glorieux ancêtres. Ces histoires de tranchées pour quelques mètres de pelouse, d'attaques titanesques avec des matelottes vertes. Les France-Afrique du Sud de légende n'ont rien de réaliste. Les récits de plaies et de blessures.

Dans le grand spectacle du rugby, le Springbok n'a jamais été animal repoussé pour lui-même. Il est, depuis toujours, un animal pour s'épanouir dans l'obscurité des regroupements, pour se nourrir de rugueux, à l'extérieur de ses frontières, pour cause de boycottage international. Certains matchs de la tournée française ont montré que la violence était devenue un alibi pour leur splendide perdue, un moyen de croire encore dans les vertus physiques d'un jeu blanc menacé.

Las, dans le stade de Gerland, les Français n'ont été ni martyrisés par

les sud-africains, ni les regroupements, ni les rixes aussi peu discrètes qu'impunies. Ils ont échoué. Le seul combat qui leur a permis de gagner d'avance, le seul domaine du jeu qui n'avait pas dû tourner leur dernière nuit : celui de l'intelligence. Ils attendaient, crainte de dédain, des musclés, ils se sont vus face à des joueurs roublards qui savaient composer avec leurs maigres qualités. Les joueurs français pouvaient jouer de mille manières différentes, ils ont réussi à trouver la seule infatigable pour perdre un match.

En cinquante minutes, ils ont reculé, comme autant de leçons à peu près refoulées jusque-là, les Français pour s'incliner dans une rencontre internationale. A la fin du match, les Français ont eu l'impression d'avoir été démontés. Les anecdotes de leurs glorieux ancêtres. Ces histoires de tranchées pour quelques mètres de pelouse, d'attaques titanesques avec des matelottes vertes. Les France-Afrique du Sud de légende n'ont rien de réaliste. Les récits de plaies et de blessures.

C'est dans le creux du jeu français que les Springboks ont eu l'ascende de leur victoire. Grâce à leur jeu de pied au cordeau de leur joueur, Naas Botha. Grâce à leur œuvre, sans aucun génie, à leurs solides qualités. Ils ont su bâtir le jeu français sur la base de la violence, de la force, de la puissance. Ils ont su avoir à leur service ce qui se soit - ils en ont fait un atout - ils en ont fait un atout.

Pour les Français, menés juste avant la mi-temps de dix-sept points, le reste ne tenait plus que du regret. Car les joueurs ont eu le temps de se

donner des remords en trente minutes, en prenant enfin leur rugby. Le bon jeu, le jeu qui se prouve de la manière la plus évidente. Les perles des trois-quarts ont montré que les Springboks n'étaient pas devenus subitement des spécialistes de la défense.

Il était beaucoup trop tard : les Sud-Africains, écrasés par les Français, ne pouvaient plus jouer. Les Français ont eu leur premier test-match depuis leur retour sur la scène internationale et de préserver leur invincibilité. Ils ont eu le temps de se donner des remords en trente minutes, en prenant enfin leur rugby. Le bon jeu, le jeu qui se prouve de la manière la plus évidente. Les perles des trois-quarts ont montré que les Springboks n'étaient pas devenus subitement des spécialistes de la défense.

Le sélectionneur national, Pierre Berbizier, confie volontiers que son groupe prend ses racines dans des équipes emblématiques qui remontent au dernier Tournoi des cinq nations. Contre l'Angleterre, c'est la discipline qui a été connue une première fois avec deux expulsions. L'Ecosse, c'est le french flair des trois-quarts qui avait été porté disparu. Pierre Berbizier pourra désormais transformer ce tableau en triptyque, et ajouter une nouvelle œuvre difficile au catalogue de ses soucis. Ce test-match de Lyon risque d'être dans l'histoire une œuvre sans précédent du genre. C'est le révélateur du manque de maturité et de maîtrise de l'équipe de France.

Qui pourrait, l'équipe de

France, prendre ce recul nécessaire pour infléchir le jeu, et éviter ainsi des pertes de conscience aussi longues ? Le sélectionneur Pierre Berbizier est devenu capitaine lors de la tournée mitigée en Argentine, faute de mieux. C'est à lui de décider, selon les circonstances, de la place de Maso, le responsable des lignes arrière, qui n'est pas idéalement placé pour réfléchir sur la tactique. Ainsi, à Lyon, Cécillon semble avoir posé la question de remplacer le botteur, Sébastien Vians, victime d'échecs à répétition. Aubin Hueber, le demi de mêlée, en est encore à prendre les marques à un poste où sa longue tradition française veut que l'on soit constamment mis en balance avec un concurrent. Quant à l'ouvrier Alain Penard, qui a inscrit les deux essais du match, il porte une grosse part de la responsabilité de l'impuissance collective de son équipe. Il n'a pas su varier suffisamment le jeu. A vingt-trois ans, il est également en plein éveil.

Pour l'instant, le recul effectif d'un relai est un effort. Le sélectionneur Pierre Berbizier, le sélectionneur ne souhaitait pas que son équipe parle d'un « problème de communication » au sein de son équipe. Il y a moins d'un mois, ce terme avait été utilisé par Robert Paparemborde, son supérieur hiérarchique, pour critiquer la manière employée pour évincer certains joueurs. Au-delà des difficultés d'efficacité de l'équipe de France, le rugby français est confronté à des tiraillements au sein de son équipe. Depuis le départ d'Albert Ferrasse, et les hommes qui ont remplacé les équipes nationales semblent connaître au moins autant de difficultés à se répartir les tâches que les joueurs sur le terrain.

JÉRÔME FENOGLIO

ATHLÉTISME : les 20 Kilomètres de Paris

Paul Arpin regonflé

Le Français Paul Arpin et le Marocain Mohamed Mourhit ont gagné ex aequo, dimanche 18 octobre le quatorzième édition des 20 Kilomètres de Paris qui a rassemblé plus de vingt-deux mille participants. Après une deuxième place dans le Paris-Versailles et une victoire à Rosny-sous-Bois il y a deux semaines, le Savoyard semble avoir retrouvé le niveau qui lui avait permis d'être champion de France de cross-country à la fin des années 80.

Il y a trois mois, Paul Arpin a quitté Paris. Ancien champion de France de cross-country (de 1987 à 1989), le Savoyard avait quitté la capitale pour aller à la recherche d'un meilleur climat. Il y a trois mois, Paul Arpin a quitté Paris. Ancien champion de France de cross-country (de 1987 à 1989), le Savoyard avait quitté la capitale pour aller à la recherche d'un meilleur climat.

Paul Arpin s'en est allé à Aix-les-Bains, à trente-deux ans, il a couru là où il avait fait ses premières foulées de champion : dans les pâturages de la Tarentaise, où, enfant, il avait derrière lui les chèvres de son père. Aujourd'hui, Paul Arpin est plus serein, derrière son éternel et souriant. L'air est doux à regonfler. Et il a trouvé une certaine stabilité : enquêteur contractuel depuis le 1^{er} octobre, il a pu s'entraîner pendant trois ans d'intégrer les rangs de la police.

Paradoxe, c'est dans la région parisienne qu'il revient ainsi au sommet d'une forme qu'il croyait définitivement perdue. Deuxième lors du Paris-Versailles, vainqueur du 10^{ème} km de Rosny-sous-Bois il y a deux semaines, il a terminé dimanche 18 octobre les 20 Kilomètres de Paris premier.

Il est vrai que le nouveau parcours des 20 Kilomètres de Paris était très différent de celui de l'ancien. La capitale, les vingt-deux mille participants s'engouffrent dans les fondations du boulevard de Boulogne afin de limiter les problèmes de circulation. Voulu par la préfecture de Paris, un changement a fait le bonheur du Savoyard : « Cela m'a mieux pour moi, les pavés du centre ville, c'est un terrain trop », plaisante-t-il.

Dimanche, il était un temps idéal pour ce montagnard. Il a quasiment mené la course de bout en bout, lançant de nombreuses attaques, avalant les kilomètres avec une souffle et imposant un grand train au peloton des coureurs. Mais son ombre sans jamais prendre de relais. Sur la ligne d'arrivée, la joie timide de Paul Arpin le retrouvait les mêmes sensations qu'en 1987. La Savoie me réussit toujours. Pourquoi alors, ces années parisiennes ? « Lorsque je suis à Paris pour une journée, je me dis : ça va, je m'adapte. Tu reprends l'avion demain matin ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France
Première division
(16^{ème} journée)

Amiens	2-2
Angers	1-0
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

Deuxième division

(16^{ème} journée)

Amiens	2-2
Angers	1-0
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE B

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE A

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE B

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE A

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE B

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE A

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE B

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE A

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

GROUPE B

Amiens	0-0
Angers	2-2
Antony	1-1
Bayonne	1-0
Bordeaux	0-0
Brest	1-0
Caen	2-1
Châteauroux	2-1
Colmar	1-1
Evry	1-0
Le Mans	1-0
Metz	1-0
Nantes	1-0
Paris SG	1-0
Reims	1-0
Sedan	1-0
Strasbourg	1-0
Toulouse	1-0
Valenciennes	1-0
Vannes	1-0
Wendebourg	1-0

AUTOMOBILISME : un entretien avec Jean Todt

Peugeot s'interroge sur son avenir en compétition

MAGNY-COURS

de notre envoyé spécial

En reportant les 24 Heures du Mans et le championnat du monde des voitures de sport, Peugeot a atteint son objectif sportif, mais s'est-elle fait le bon choix ?

Si, à cette époque, on nous avait dit fin 1992, il y aurait aussi peu de voitures qu'il y avait à l'époque, il est évident que nous aurions fait un autre choix. Nous avons été trompés par la marque de l'équipe de France, le Peugeot, qui n'est pas une marque de compétition. La FISA (Fédération internationale du sport automobile) ou de M. Ecclestone (responsable de la promotion des championnats du monde).

Selon vous, où se situent les responsabilités dans la défaite d'une discipline historique ? Les épreuves d'endurance qui, dans les années 50 ou 60, étaient plus populaires que la formule 1 ?

Dans ce constat de défaite, il faut sortir le Mans, qui reste une épreuve exceptionnelle avec plus de cent cinquante heures de spectacle, mais ce n'est pas une course spectaculaire. Les acteurs conditionnent aussi la qualité d'un spectacle. S'il y avait eu huit constructeurs avec deux voitures, comme on pouvait le penser lorsque la relance des voitures de sport a été décidée, nous aurions eu d'autres moyens de pression sur la FISA ou sur les organisateurs. La FISA aurait-elle alors fait tous les efforts pour promouvoir ce championnat auprès des télévisions ou de autres médias ? Je n'en suis sûr.

Bernie Ecclestone avait-il trop d'intérêt en formule 1 pour prendre le risque de promouvoir une discipline concurrente ?

Je ne veux pas entrer dans cette polémique.

Peut-être les 24 Heures du Mans en 1993

La décision de ne pas reconduire le championnat n'était-elle pas inévitable ?

A partir de quand Toyota a-t-elle annoncé son intention de renoncer au championnat, nous ne pouvions pas continuer. Ajouter quelques GT au plateau n'aurait rien changé. Pour qu'il y ait course, il faut des voitures équivalentes. Nous voulons nous battre contre des grands constructeurs pour valoriser nos voitures. Le seul débouché possible, c'est le Mans. Est-ce que les organisateurs des 24 Heures de Spa vont profiter de la situation ? Des organisateurs

japonais pourraient aussi se mettre sur les rangs. Si ça débouchait sur quatre ou cinq épreuves de vingt-quatre heures, des constructeurs pourraient être intéressés. Tout reste à faire, mais c'est une ouverture qui n'est pas impossible à mes yeux.

Les retombées du titre en voitures de sport sont-elles comparables avec celles des deux titres en championnat du monde des rallyes (1985 et 1986) ?

Il est impossible de faire des comparaisons à plusieurs années d'intervalle dans des disciplines différentes. Quand je suis entré chez Peugeot en 1971 comme coéquipier, il n'y avait même pas de programme. Aujourd'hui, je lis que Peugeot devrait aller en formule 1. Que Ron Dennis (McLaren) s'intéresserait à notre moteur. Grâce aux capacités de notre équipe et à l'implication de l'entreprise, nous avons montré que nous pouvions gagner partout où nous nous sommes engagés, en rallyes, en rallyes-raids ou en voitures de sport. La compétition nous a, surtout, beaucoup apporté en termes d'image, de crédibilité, de motivation au sein de l'entreprise, depuis les ingénieurs jusqu'au réseau de vente. Tout ça n'a pas de prix.

La compétition est-elle devenue indispensable à Peugeot ?

C'est évident que la compétition apporte un « plus ». Pour un constructeur comme Peugeot, qui ne se contente pas de concevoir des voitures, mais qui veut vendre des voitures, la compétition est indispensable.

Cette année, le championnat ne pourrait-elle pas constituer un obstacle à votre venue en formule 1 si on considère les budgets que cela entraînerait ?

Dans un budget de compétition, il ne faut pas considérer le brut, mais le net. Un constructeur qui ne fait qu'un moteur n'a que des dépenses. Un constructeur généraliste a aussi des recettes. Il y a les prix, qui sont plus ou moins importants selon les disciplines, et le châssis peut servir de support publicitaire. Se limiter à un rôle de motoriste est avant tout un choix technique et sportif pour un grand constructeur.

Quels sont les choix qui restent à la direction d'Automobiles Peugeot après la suppression du championnat des voitures de sport ?

La formule 1, les rallyes, Le Mans et les courses qui pourraient éventuellement y être associées, ou la suspension de nos activités sportives au plus haut niveau.

Les réserves que vous avez exprimées ces dernières années sur la formule 1, où on parle surtout des pilotes, et sur les voitures de rallye, trop proches de la série pour faire rêver les spectateurs, ne vous placent-elles pas dans une impasse ?

Ces critiques étaient relatives à

notre engagement en voitures de sport. C'est vrai que le plateau réduit du dernier rallye de Spa-Remo me laisse penser. Ce que je regrette le plus, en formule 1, ce n'est pas qu'on parle beaucoup des pilotes. Ce serait à nous d'adapter notre communication. Ce qui me gêne le plus, c'est qu'il n'y ait pas suffisamment de grands constructeurs. C'est qu'il y ait des sociétés qui font des pull-overs et qui sont considérées comme des constructeurs d'automobiles.

Les 24 Heures du Mans seront-elles votre programme en 1993 ?

C'est notre seule possibilité de courir en 1993, mais la décision n'est pas encore prise. Nous poursuivons notre travail et les essais avec la 905 pour être prêts à cette éventualité.

Dans quels délais pourriez-vous vous engager dans d'autres disciplines ?

Une équipe peut se reconstruire pour 1994. Aujourd'hui, nous avons déjà un bon moteur, conçu pour faire 500, 1 000 ou 5 000 kilomètres. Nous le mettrons sur une monoplace, je ne sais pas si nous pourrions gagner, mais dès le premier jour, il sera tout à fait compétitif. Certaines technologies que nous avons développées pour la 905 sont transposables sur la formule 1.

Quelle serait votre base de départ pour un programme en championnat du monde des rallyes ?

La 405 turbo 16 à quatre roues motrices que nous venons de présenter au Mondial de l'automobile est la plus compatible avec les règlements du groupe A, comme ces règlements sont prorogés jusqu'à fin 1997, nous pourrions travailler sur une nouvelle voiture qui finisse fin 1994 ou fin 1995.

Vous imaginez-vous ailleurs qu'à la Peugeot Talbot Sport (PTS) par exemple, la direction d'Automobiles Peugeot ne correspondrait pas à celui que vous souhaitez ?

Je ne vois très bien rester chez Peugeot, même si la direction d'Automobiles Peugeot n'est pas la direction d'Automobiles Peugeot. Je ne suis pas seul concerné. PTS représente deux cent trente personnes, dont cent cinquante qui travaillent sur la 905. Si un choix de compétition est pris, il me conviendra. Je n'ai pas d'états d'âme, même si certains défis peuvent me plaire plus que d'autres.

Après votre réussite en rallyes, en rallyes-raids et en voitures de sport, l'ultime défi ne serait-il pas de faire vos preuves en formule 1 ?

Peut-être, mais aujourd'hui, ce n'est pas une priorité pour moi.

Propos recueillis par GÉRARD ALBOUY

Infos...Infos...Infos...Infos...TENNIS...Infos...Infos...Infos...Infos

LES PETITS AS

LE TOURNOI MONDIAL DES GARÇONS ET FILLES DE 13-14 ANS

35 pays participeront au 11^{ème} Tournoi mondial à Tarbes du 29 janvier au 7 février 93.

L'entrée des 30000 spectateurs est gratuite.

1 heure de télévision rend compte de l'importance de l'événement.

50 Tournois pré-qualificatifs auront lieu sur toute la France dans 50 villes entre le 5 décembre et le 3 janvier 93. Plus de 5000 minimes licenciés FFT participeront.

Le budget global des Petits As de 3,5 MF est assuré par les sponsors et les collectivités territoriales.

LES PETITS AS - TARBES - ☎ 62 90 00 07 - Fax : 62 90 06 41

Infos...Infos...Infos...Infos...TENNIS...Infos...Infos...Infos...Infos

Message de Cortal à l'attention de ses clients

**Comme vous le savez,
les comptes-chèques rémunérés
sont interdits.**

**Comme vous ne le savez
peut-être pas,
le Compte Optimal passe
à 8%*.**

Pour en savoir plus,
appelez votre conseiller Cortal.
05.10.15.20

CORTAL
B A N Q U E

*Taux de rendement minimum escompté ■ la ■ Optimal en rythme annuel du 1^{er} novembre 1992 à la fin ■ l'année.

CULTURE

THÉÂTRE

Quand Gorki se souvient

La mémoire tempère le froid des taudis

LES BAS-FONDS
de Magador

Maxime Gorki a donné, avec *Bas-Fonds*, une œuvre un peu équivoque. Elle n'est pas directe, « combattante », comme *Mère*. Elle n'est pas non plus une composition scénique calmement maîtrisée, comme les *Estimés*. L'ambiguïté de *Bas-Fonds* tient peut-être au fait que Gorki, pour l'écrire, revivait des années de son enfance : il revit l'enfance, c'est un mal la changer. Valéry Larbaud a bien décrit cela, dans son *Journal*.

Gorki nous montre un monde de sous-prolétaires, en France, dans les années 1920. La boue et le sang, les mendiants, un voleur, un trolé, des loques. Et l'un des troléistes, posément, dit : « Je vous regarde, sans enfants, et je dis : Ah ! l'heureuse vie qu'ils vivent ! » C'est que Gorki met, dans sa cave, un monde d'air, un allant, pas vraiment des accès de gaieté, mais presque. Et il résiste à une résistance, une volonté. Les femmes, surtout, continuent à grimper.

Robert Hossein, le « grand loup », la nostalgie slave, aime beaucoup les *Bas-Fonds*. Il aime d'ailleurs tout ce qui est russe. Présentant, et ce n'est pas la première fois, la pièce, il a spontanément mis dans le jeu de Gorki, puis, que sa mise en scène est faite de souvenirs d'enfance aussi, certains imaginaires, c'est-à-dire plus vrais que...

Une touche de conte

C'est pourquoi le taudis que nous fait voir Hossein a tous les signes d'un taudis, meubles indifférents, chiffons, pas de lumière du jour... Mais il y a, sur les murs, dans l'air, une dominante de couleur chaude, une poésie tremblée, la Gustave Doré, qui, sans atténuer le moins du monde le degré de misère, met une touche de conte, et ces vies de taudis revivent et l'histoire rejoint peut-être, en cela, la « mémoire oubliée » de Gorki. C'est un monde qui ressemble énormément à ceux de la création de la pièce en Russie, sauf les taudis, les femmes, qui, chez Stanislavski, sont plus soignées, plus « élégantes » même.

Dans le bon monde de la pièce, celui du « mystique » Louka, celui d'Évade de Sibérie, Robin est parfait, charmant, un peu digne. Il se laisse aller à l'interprétation d'ensemble, plus naturaliste, d'ailleurs juste : Virginie Billeaud, Corinne Dada, Stéphane Hénon... Plaisir de revoir, déguisés en taudis, des figures de films, l'époque nouvelle vague, comme Henry Attal ou Dominique Zardi.

M. C.
Du mardi au samedi 20 h 30. Dimanche 15 heures. Tél. : 48-78-04-04. Location : 42-72-48-48.

Bob Wilson à Gennevilliers

Avant *Einstein au Beach*, spectacle légendaire, sommet de l'art wilsonien, voici *Docteur Einstein* Lights the Lights d'après Gertrude Stein, créé au début de l'été 1991 à Berlin par les jeunes comédiens de l'école Ernst-Busch. Le 17 septembre, voici leur regard neuf, leur réinterprétation de ce spectacle, le 17 septembre, à 17 heures.

Voici la découverte d'une géométrie en équilibre, d'un monde en apesanteur où la blague est la poésie. Il y a des formes noires et blanches qui s'enchevêtrent, des ombres, des personnes qui se dédoublent, des phrases qui se répètent, des silences d'œil, et même, finalement, de la poésie.

Voici un spectacle-jeu qui entraîne sur des pistes trompeuses, qui s'élève en la gravité, qui sourit avant de se noyer dans le noir de la nuit.

C. G.
Du 22 au 31 octobre 17 heures. Le 17 octobre 17 heures. Tél. : 47-93-26-30.



Sans saveur

De bons interprètes pour une pièce new-yorkaise médiocre

BRÛLEZ TOUT !
du Théâtre la Bruyère

Voici la dernière traduction sur une scène française d'une comédie américaine à succès, *Brûlez tout !*, du New-Yorkais Lanford Wilson, archétype de l'écriture dramatique américaine : c'est une peinture de caractère résolument contemporaine, employant un vocabulaire le plus « moderne » possible, c'est-à-dire un compte de la brutalité en vogue, façon rap, en l'adaptant pour qu'il soit recevable par le plus large public.

C'est donc une avalanche de ce que le français traduit mal : un animal de grossièreté, un monde qui n'est pas un monde, avec une langue passée à la chorégraphie (Claire Nebout), un publicitaire homosexuel qui partage son kiki (Roger Mirmont), un ami-ami écrivain et un ami-ami (François Berléand), trio à l'air de la vie est bientôt bouleversée par l'irruption d'un gérant (Patrick Chesnais).

La pièce est le prétexte de variations malheureusement un peu lentes, étirées, sur l'amour fou - qui brûle le pizzaiolo et la rue de la ballerine - sur la danse de classe - la pragmatique pop - la bohème chic - avec, dans la plus pure tradition new-yorkaise, une lecture de psychanalyse et un langage de complexité : et si, sous ces apparences brutales, le texte cachait une hypersensibilité et une certaine poésie ?

La pièce de Wilson n'est pas fameuse. Le spectacle en scène, Stephan Meidegg, ses interprètes la débrouillent avec une énergie incroyable. La distribution est irréprochable. Claire Nebout, habituée aux scènes de cinéma, fait ici des choses sur les planches à un niveau inattendu d'aisance, de conviction et de subtilité. Elle est divinement belle, ce qui ne peut que nuire. Allez, on prend les billets et on recommence, avec un texte, un...

Olivier Schmitt
Du mardi au samedi 21 heures. Dimanche le samedi 17 heures et le dimanche 18 heures. Tél. : 48-74-74-74.

Eternel Grand-Guignol

Entre terreur et parodie, un difficile équilibre

LA CAVE DE L'EFFROI
de Surcouf

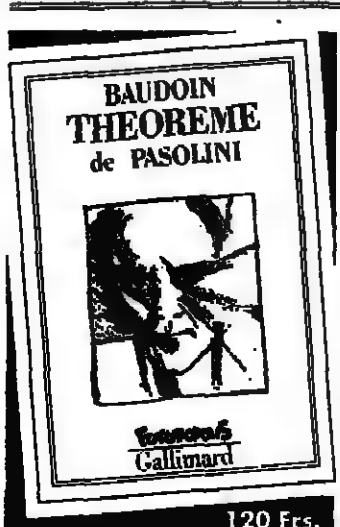
Depuis des lustres, le Grand-Guignol a été le socle pour l'écran - où il prend le nom de « égo », demeurant mis aux mêmes lois, entrant les mêmes schémas tout en

outrances, à vrai dire peu variés : folie, trépas, l'air, sexe sadique, etc. La peur, ici, est primitive, elle est irrationnelle, et se cache derrière le rire - comme un cauchemar d'enfant, par une terreur et parodie.

Peut-être la cause de l'outrance de l'irrationnel, le genre ne s'est guère - ou s'est plus - aux Français. Au cinéma, *Baby Blood* d'Alain Robak (prix du Festival d'Avoriaz en 1987) fut une exception. Mais il y a eu aussi au théâtre Jean-Vilar de *La Cave de l'effroi* de Gabor Rassov, dans la mise en scène de Pierre Pradinas.

Carton-pâte et toiles peintes

Rien ne manque : le monde diabolique qui, pour le compte d'un riche grabataire rapetassé et libidineux, préleve les âmes de fillettes par ses deux sœurs psychopates. La femme grabataire, vamp noir et rouge amoureux du grabataire. Deux policiers froids et un inspecteur rigou. Le couple d'amoureux innocents : l'étudiant et la jeune



DANSE

Et encore une « Carmen » !

Onirisme digne de Dalí, clins d'œil à la psychanalyse, la « Carmen » de Rafael Aguilar séduit le Palais des sports

Deux costumes, des dizaines de danseurs : c'est du grand spectacle, mais maîtrisé, signifié, chacun danse, chante, joue avec l'air de croire à ce qu'il fait : même les petits rôles sont parfaitement justes.

Pas de temps morts, l'histoire rebattue de la gitane est habilement montée. La musique, par exemple : tous les grands airs de Georges Bizet sont « cités », mais jamais chantés en entier. Ils sont mêlés à des chants populaires ou flamencos, aux guitares, aux palmas. On comprend tout de suite qu'il n'y a aucune prétention à vouloir faire de l'opéra. Mais plutôt une comédie musicale qui mélangerait les genres.

Le décor d'ouverture, d'esprit néo-classique, surprend. Il est composé d'une statue (le taureau vaincu basculé au sol et d'une statue de toréador, au-dessus d'Apollon, muni d'une épée. Le ton est donné : le spectacle mêle entre symbolisme et réalisme, rêve et psychanalyse. On se croit dans un monde d'un tableau surréaliste de Dalí. Le décor est signé Javier Marín.

Rafael Aguilar a une vision personnelle de ce personnage de femme qui, inventé par Prosper Mérimée et adapté par Georges Bizet, a incarné l'Espagne. Une petite

fillette en blanc représente tout au long du ballet l'âme de Carmen enfant. L'innocence trop perdue. Le chorégraphe traite son sujet avec fermeté : il s'agit de la mise à mort de Carmen par la justice. En aucun cas la liberté ne suffit à sauver le personnage social, sauf dans le roman à deux sous. Le prix à payer est souvent la mort. Le reniement de soi presque toujours.

Séduction de l'ambiguïté

Les danseurs, qui viennent de tous les horizons de flamenco et aussi du ballet national d'Espagne, mêlent leurs techniques. Les puristes crieront au scandale. En attendant, on s'ennuie pas. Et si le zapateado (battement percussif des pieds) est employé trop souvent pour indiquer la cadence ou le combat, les scènes d'amour ne manquent pas d'audace. Tout y est permis ou presque. Comme dans les rêves.

Trinidad Artiguez, qui interprète en alternance le rôle principal avec Eva Moreno, est une belle Andalouse, une Carmen plus vraie que nature. Don José, Antonio Márquez, en fait trop. Il est dans la scène de la prison : à un moment, il pourrait sans difficulté

tuler pour sa compagne à body-builders californiens. Strangement, elle n'attend pas : celle du travestissement. Carmen danse avec un double masculin. Elle est et danseur avec une robe orange et rouge, avec des soutiens-gorge pointus à la Jean-Paul Gaultier. Juan Hidalgo, avec ses yeux comme des araignées, rend des points à Carmen : éternelle séduction de l'ambiguïté.

Fautes de goût ? A la limite, parfois, mais jamais pourtant vulgaires : Rafael Aguilar met tout en œuvre au service d'un spectacle grand public.

DOMINIQUE FRÉTARD
Palais des sports, jusqu'au 28 octobre (le 24, matinée à 15 heures, le 25 à 14 heures et le 27 à 20 heures). Tél. : 48-38-40-48.

« La fureur de danser »

L'Opéra Garnier a été livré pour deux jours, les 17 et 18 octobre, à la « fureur de danser ». Une initiative éditée par la bibliothèque-musée. Tous les éditeurs de livres de danse avaient répondu présent. Ils exposaient dans la galerie du Glacier.

Encore timide il y a cinq ans, l'histoire de la danse est en expansion. Elle aborde enfin la danse contemporaine et les chorégraphes. Les danseurs, les chorégraphes, les bibliothèques-musées. Tous les éditeurs de livres de danse avaient répondu présent. Ils exposaient dans la galerie du Glacier.

Atmosphère de découverte : les spectateurs entrent, sortent, se promènent dans les galeries. Un bar est ouvert. Les danseurs, les chorégraphes, les bibliothèques-musées. Tous les éditeurs de livres de danse avaient répondu présent. Ils exposaient dans la galerie du Glacier.

le plafond de Chagall, pour écouter les danseurs et les chorégraphes lire des textes sur la danse. Brigitte Lefèvre, chorégraphe, a ouvert la séance en parlant d'« Éléments de chorégraphie ». Elle a été suivie par René Chaz, directeur du Théâtre de la Ville, et Dominique Dupuy, un philosophe. Michel Sarrailh sur la danse comme « élément de connaissance ».

Atmosphère de découverte : les spectateurs entrent, sortent, se promènent dans les galeries. Un bar est ouvert. Les danseurs, les chorégraphes, les bibliothèques-musées. Tous les éditeurs de livres de danse avaient répondu présent. Ils exposaient dans la galerie du Glacier.

Le 18 octobre, le Palais Garnier était assiégué. Entrée gratuite pour découvrir la salle, D. F.

FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS

CONCERT
LE ROND POINT THEATRE RENAUD-BARRAULT
lundi 19 Octobre
HEINZ HOLLIGER
ENSEMBLE DU VALAIS
ELMAR SCHMID, CLARINETTE
DIRECTION, HEINZ HOLLIGER
SPECTACLE MUSICAL
OCEAN-THEATRE DE L'EUROPE
du 21 au 25 Octobre
CARLES SANTOS
TRAMUNTANA TREMENS

THÉÂTRE
LE ROND POINT THEATRE RENAUD-BARRAULT
du 21 au 24 Octobre
MATHILDE MONNIER
LOUIS SCLAVIS
CHINOISERIE
LOCATION
42 96 96 94

NUMERO 1

UN F

BRAYO RIDLEY S

CULTURE

MUSIQUES

Ni star ni système

Amina joue les cultures sans frontières. A ses côtés, le producteur Martin Meissonnier. Entretien à l'occasion de la sortie de « Wa Di Yé », le deuxième album de la chanteuse tunisienne

La pochette du disque mesure de l'ambition : à la dimension humaine, familiale. Amina y apparaît, au milieu de trois garçons tendrement jouvencs et gentiment rebelles. « C'est le chef de bande, mais aussi en femme qui a des enfants ». La photo a été prise sur une grande plage du Nord, à Berck. Après Yalil en 1990, voici Wa Di Yé (L'album est unique), le deuxième album de la jeune Tunisienne.

Amina, fille de Carthage, chanteuse, actrice de cinéma, née d'une Tunisie moderne et cultivée, vient à point pour prouver la stérilité du talent one-man-show et la richesse de l'artiste entrant dans la gloire comme on s'enferme dans un cocon. Il y a à ses côtés des figures rassurantes et complètes, assumées et indispensables : les enfants, la mère (qui écrit pour elle des paroles de

chanson arabe), les copains musiciens, le mari, Martin Meissonnier, producteur défricheur des musiques du continent noir (Fela, King Sunny Adé, Papa Wemba), patron de la meilleure émission musicale de la télévision française, « Mégamix » (aujourd'hui sur ARTE).

Amina, Martin explique : « Nous sommes aujourd'hui une époque de glissements de terrain, où l'on se rend compte que d'un coup, on a changé d'artefices. »

Ainsi Amina Annabi, au jugement des siens : le monde est partagé entre ceux qui veulent faire de la musique pour l'argent et ceux qui le font pour le plaisir. En vingt ans d'installation du show-business et d'impérialisme rock, les premiers ont tout cassé : la force des musiques populaires, le charme des mots freudisés. Les seconds vont devoir redresser la barre avant d'effondrer le total du désir public. « Je voudrais aller dans un sens encore plus artistique, par exemple. Epurer tout cela avec la même force que Tom Waits dans son dernier album, que j'adore. »

L'esprit de famille, c'est aussi le mariage des genres, vouloir être « une voix qui unit les musiques comme le ciel unit les étoiles ». C'est Wally Diop, guitariste sénégalais, Tony Allen, ex-batteur nigérian et leader du groupe des Fela, Zouhir Gouja, accordéoniste et musicien tunisien, Joseph Racaille, compositeur français et indiscipliné parait-il. On trouve Nigel Kennedy, rencontré dans les couloirs des Victoires de la musique cet hiver, qui a écrit cet album. L'accompagnement d'un orchestre (Mamoun

Aydi). « Il est arrivé au studio deux caisses de champagne et sans partitions. En quelques minutes, il a envoyé des envolées de violon... »

De cette rencontre, le producteur (Martin) a gardé des bribes de l'enthousiasme charmant (lui : « I'm not an angel »). Elle : « objective ». Le violoniste classique s'adonne au rapart vers ses racines rock (des titres de Nick Drake), la chanteuse arabo-européenne, le tournage de la Nuit sacrée, l'adaptation cinématographique de Tahar Ben Jelloun par Nicolas Klotz.

Plus de musique sans images

Elle retiendra aussi un souvenir, celui d'une promenade nocturne (Bastille-République) après avoir vu le spectacle du trajet, pour lequel le talent d'un copain, triste d'ou ne savait trop quoi, on improvise une comptine inspirée du film d'Almodovar. Cela devient Amina, attachement à la vie, et c'est sur le disque.

« Qui a envie d'acheter des disques aujourd'hui ? demande Martin. Il y a tellement de tout et d'importe quoi ! On ne peut plus faire de musique sans images. Des images musicales, l'album en est donc rassasié. Bruits de vieux ressorts (échantillonnage emprunté au film Delicatessen) dans une musique est cassée, une phrase que j'ai entendue sur le marché d'Alger, dite par un Africain qui tenait son petit poste de radio à la main... Voix de musicien pour la Marseillaise Graine. Engueulades de commerçants de

marché, sirènes de police, my arabe, accordéon, violons hindous ou arabes, derboukas, percussions. Musique de transe zaïroise, chanson populaire du Sud maghrébin, un peu d'afro-beat, beaucoup d'arabesques. Quelle profusion !

Si Amina soigne son image dans ce tourbillon, pour souligner la douceur et l'indulgence. Simplement belle, Tunisienne dans sa voix, ni tirailée par l'islam ni l'islam par la provocation, loin des clichés, mais très sensible (Yanart, arrivée en France d'un sans-papiers), elle incarne une réussite, qui se passera à travers les frontières, des préjugés et des inégalités économiques. Première chanteuse à avoir représenté la France au concours de l'Eurovision, en 1991, elle offre l'image positive du monde culturel, mirage d'une possible intégration.

Intelligente et amoureuse, promotrice d'une société colorée où chacun trouve sa place, Amina assimile les bruits du monde urbain avec gourmandise. « Ma grande source d'inspiration, c'est le marché d'Alger. On y entend tout, on y voit toutes sortes de choses, c'est la vie. » Et Martin, en écho : « Il faudrait revenir aux petites scènes, aux cafés, aux rues, aux musiques, dans les coins. Rendre à la musique de la rue sa dimension populaire. La même des années jumeles du couple, sur scène, au printemps prochain.

VÉRONIQUE MORTAGNE
► 1 CD Phonogram 612897.

ARTS

Travaux de plume

George Sand artiste peintre ? C'est l'objet d'une exposition-fléuve

Que faisait George Sand quand elle n'écrivait pas de romans, ne rédigeait pas de lettres, ne tenait pas salon, ne vagabondait pas dans le Berry ou les Pyrénées, ne changeait pas d'amant et ne faisait pas l'éducation de la nation ? Elle faisait des aquarelles. Comme elle avait le pinceau quatre fois plus fin que la plume, elle faisait énormément d'aquarelles, des quantités vraiment considérables, car n'importe quel sujet n'importe quel papier. Et comme elle avait quelque soin de sa gloire posthume, elle estimait que ses croquis indignes d'être publiés, il en restait beaucoup.

Il est donc normal que Pierre Bel-fond - rien de ce qui dessinent les écrivains en rêvant ou au téléphone - nait lui est étranger - n'ait pu sans peine en garnir les murs de sa galerie. Ils sont très élégamment disposés en panneaux cruciformes, en l'alignement d'ensemble ou en détail. De plus près, on voit la chose, car la main de madame Sand peignait comme elle écrivait, vite, vite, sans se corriger et sans une assurance qui pourrait paraître de temps en temps pour de la prétention. Elle se risquait guère dans le paysage avec beaucoup d'énergie. Châteaux hugoliens et ruines, palmiers et pyramides qui font faire Flaubert, visions exotiques, campagnes boréales et paysages de fantaisie, tout cela d'une couleur

d'une bavure, elle pratiquait les aquarelles. Rien de la rebutait, ni les couleurs d'Amérique où un coloré rampe entre les couleurs, ni les Esquimaux allant à un traîneau tiré par un chien - rien moins.

A la fin de sa vie, elle se spécialisa dans ce qu'elle appelait des dendrites, des gouttes de gouache déposées sur une éponge et dont elle exploitait ensuite les formes, inventant des falaises, des tempêtes, des feuilles. Qu'en dira, sinon que l'imagination souffre d'être réduite à une méthode ?

Dans son enfance, alors qu'elle s'épuisait à apprendre les procédés du dessin tel qu'il s'enseignait, un grand-mère lui avait donné d'étranges et imprudentes conseils. « J'ai toujours entendu dire qu'il fallait dessiner à l'estompe, ça valait rien, lui écrivait-elle, ça c'était un petit genre très borné et qui privait l'artiste de dessiner largement et de faire de grands effets. Craigns, ma fille, d'affaiblir ton talent par l'aesthétique, l'art vient tout seul. » Le difficile n'est pas de dessiner, mais de ne plus.

PHILIPPE DAGEN

La Galerie, 9, rue Guénégaud, 75006 Paris. Tél. : 43-54-85-85. Jusqu'au 14 novembre.

La quadrature du cercle

MARC ROSENSTIEHL
à Bercy

On pouvait s'attendre au pire. Dans ce bâtiment charmant, mais délabré, au fond d'un terrain déjà sillonné de pannes-touses, on a vu deux des derniers négociants en vin encore présents à Bercy. Marc Rosenstiehl a su saisir le poêle d'un lieu condamné : d'autres le firent avant lui, mais ses efforts de rénovation, d'obédience par-dessus et sous terre, jouent tellement à la vitesse de l'androt, parfois réceptif pour la circonstance, qu'on peut parler de rénovation sans se tromper. Il est rare de voir une installation contemporaine s'insérer aussi intelligemment dans un site.

L'exposition « Sable cru » a été conçue par une main simple : associer à une matière à l'air brut son état industriel, l'écologie à l'artefact. Le procédé n'est pas plus complexe : l'écologie à l'air cru.

Le sable est un point déterminé d'une vitre transparente. Il se forme naturellement au-dessus du cône et un équilibre plus précis que le sol est plan. Carré au verre et cercles de sable, les contrastes de couleurs, les textures, les formes et l'opacité.

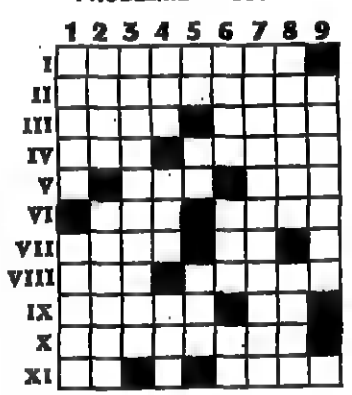
Le principe permet d'innover variations, dans la nature du sable, de la vitre, de la forme du point de vue, de l'intelligence, de l'écologie : Rosenstiehl a pu multiplier ses œuvres et nous en a offert une sélection. Il a préféré un équilibre juste assez pour nous donner un aperçu des possibilités de ses réflexions et nous laisser quelques regrets, aggravés par le caractère éphémère de l'installation et du lieu qu'elle occupe.

HARRY BELLET

Matthieu Fanton, entrepôt de Grand-Bercy, 14-16, cour Louis-Proust, 75012 Paris. Tél. : 44-88-84-13. Jusqu'au 2 novembre.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5892



HORIZONTALEMENT
1. Bouge s'il est mal tenu. — 2. Un tableau qui entretient les parcs. — 3. Qui a été trop touché. Souvent petit quand il est muet. — 4. D'homme. Ce qu'est parvenu un fable. — 5. Qui se délecte

d'une grande précipitation. Repoit un boulin. — 6. VI. Causent des dommages. On peut y aller pour des punies. — 7. Se dit d'un homme un var. Note. — 8. Vient avec le premier venu. Qui n'écroche pas. — 9. Comme une station où l'on dévaloie le tourisme rural. Latre. — 10. Qui risquent d'exploser. — 11. Conjonction. Qui détermine la réplacée.

VERTICALEMENT
1. N'est pas très pur à la cuisine. Pli sur la table. — 2. État sur le golfe. A une allure très marquée. — 3. Une faiblesse à qui on peut demander d'être favorable. — 4. Période. Armée. Travail qui demande du discernement. — 5. Préposition. Éléments à l'étranger. — 6. Coule dans la mer. Élément d'un cercle. En France. — 7. L'élément par lequel on veut être le dernier mot. — 8. Qui se fait avec un perroquet. Qui d'hale. — 9. Quand on perd, il n'y a plus moyen de réparer.

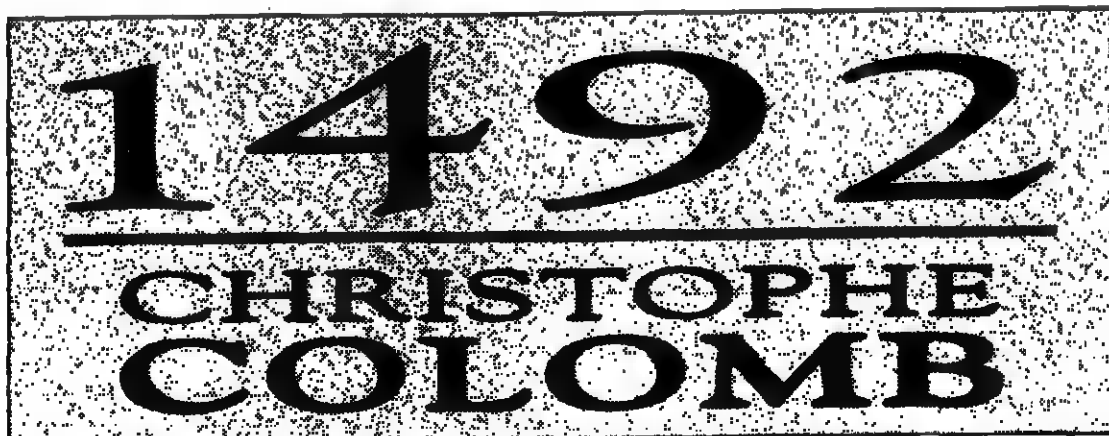
Solution du problème N° 5891

1. Aide. Pêche. Cap. — 2. Éclat. 3. Éclat. 4. Éclat. 5. Éclat. 6. Éclat. 7. Éclat. 8. Éclat. 9. Éclat. 10. Éclat. 11. Éclat.

1. Admiration (ménéstral). — 2. Indulgence. Ur. — 3. Duvet. Avion. — 4. Eau. Raga. Purgon. — 5. Légèreté. Idées. — 6. Pense. Astres. TH. — 7. La. Nis. Ene. Eau. — 8. Éclat. Éclat. — 9. Trés. Hornt. Hal. — 10. Éclat. Hornt. — 11. Éclat. Pâte. SSE. En. — 12. Utes. NB. los. — 13. Cari. — 14. Ai. Ta. — 15. Pédophilie. Eau.

GUY BROUTY

NUMERO 1 PARTOUT EN FRANCE



UN FILM ENTRE DANS LA LEGENDE

BRAVO RIDLEY SCOTT. BRAVO GERARD DEPARDIEU

CERTAINES DE CE FILM RISQUENT DE HEURTER LA SENSIBILITÉ DES PLUS JEUNES SPECTATEURS.



AGENDA

MUSIQUE

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Melos Quartet : 19 h mer., jeu., sam., dim., lun. Beethoven. **CHATELET. THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS** (40-28-28-40). Trio Guarnieri : 12 h 45. S. Suk. Soprano, piano, Haendel, Dvorak, Rodrigo, Gurney, Moore. Ensemble InterContemporain : 19 h 30. Françoise (soprano), Pierre-Laurent Almard, Florent Boffard (piano), Jean-Claude Delsaut (violoncelle), Jean-Claude Delsaut (direction). Webern, Ligeti.

CONSERVATOIRE SERGE-RACHMAÏNOV (47-23-51-44). Jean-Claude Delsaut. Alto, piano, Bach, Quantin-Saulnier, Schubert.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Sinfonietta : Paris : jusqu'au 10 octobre. 20 h 30 mer., jeu., dimanche. (direction) Mozart Chœurs et orchestre symphonique AMA-DEUS : 20 h 30 mar. Richard Boudarid (direction). Thoven.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Lynne Davis : 19 h 30 mar. Orgue, Clément, Bach, Alain.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Orchestre Bernard : 20 h 30 jeu. Jean-Michel Panot (hautbois), Bernard Calmel (direction). Mozart, Elgar, Deshayes, Grieg Les Trompettes de Versailles : jusqu'au 10 octobre. 21 h Haendel, Vivaldi, Telemann.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-LÎLE. Académie de Saint-Louis en l'Île : 20 h sam., 17 h dim. Frédéric (trompette), Laurent Decker (hautbois), Bertrand Billy (direction). Bach, Albinoni, Holst.

ÉGLISE SAINT-MÉDARD. Orchestre de la Chapelle de la Madeleine : 20 h 30 jeu. Petite Chœur de la Chapelle, Chœur d'Audite, Dominique Barbier (direction). Schubert. Dans le cadre de l'autisme 1992.

HOTEL DE SULLY. Pierre Hantel : 20 h 45 jeu. Haendel, Bach, Haendel, Royer. Dans le cadre de l'été de France.

LE MADIGAN (42-27-31-51). Rothstein, Stéphane Leach : 22 h 30 ven., sam. Violon, piano, Grieg, Ives, Copland.

MUSEUM DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16). Orchestre national de France : 21 h jeu. Yvonne Loriod (piano), Mahler, Radio-France, Kent Nagano (direction). Mozart, Messiaen, Benjamin Oran, Yvonne Loriod, Roger Muraro : 19 h jeu. Nicolas Angelich (piano), Messiaen, Debussy.

MUSÉE D'ART MODERNE (40-49-48-27). Coppey, Erik Le Sage : 18 h 30 jeu. Violoncelle, piano, Schumann, Brahms, Chopin.

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Jeanne d'Arc au 10 octobre : jusqu'au 31 octobre. 19 h 30 mar., mar. Oratorio de Honegger. Hupert.

PARIS EN VISITES

MARDI 20 OCTOBRE

« Chefs-d'œuvre du Musée d'Orsay, d'Ingres à impressionnistes », 13 h 30, 1. rue de la Harpe (M. Hagar).

« Le quartier de Paris et ses lieux de culte », 14 heures, 14. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Sept des plus vieilles Paris », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

« Les hôtels du Grand-Veneur », 14 h 30, 1. rue de la Harpe (M. C. Lasser).

jap Mitrovitsa (réclutants), Hamada. Anne-Sophie Schmidt (soprano), Nadine Denize (mezzo-soprano), Ian Caly, Robert Duménil (ténors), Romuald Tsarowicz (basse), Orchestre et chœurs de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction). Régis Cyferstein : 21 h. Mazo-soprano, piano, Ensemble 2e2m : 21 h. Paul M. (direction). M. Fa : 21 h. Dominique M. (direction).

SAINT-CHAPPELLE (46-81-55-41). L. M. : 20 h 30 mer., ven., lun. Marais, Bach, Telemann, M. Ensemble d'Europe : jusqu'au 31 octobre. 21 h jeu., sam., dim., S. Tran Ngoc (violin), Carl Brachin (direction). Les Saisons : Vivaldi.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Orchestre symphonique français : 20 h 30. Varshavsky (violin), Laurent Petitgirard (direction). Girard, Lalo.

SALLE PLEYEL (45-83-98-73). Orchestre et chœur Paul Kuentz : 20 h 30. Monique Frasca-Colombier (violin), Jean Niroët (hautbois), Paul Kuentz (direction). Alfred : 20 h 30. Van. Piano. Beethoven Orchestre symphonique français : 20 h 30. Brigitte Engerer (piano), Ari Angervo (direction). Mozart, Sibelius, Finzi, Grieg.

THÉÂTRE DES NEIGES (48-34-61-04). Comme-ci, comme-là : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Agnès Heidmann (soprano), Emmanuel Pleinlet (piano). Pot-pourri lyrique.

THÉÂTRE NATIONAL DE L'ODÉON (43-26-70-32). Trumantana Tremena : 20 h 30 ven., 15 h dim. Carlos Saotome (musique, mise en scène), Chœur : Valencia, Graciel Meneu (chor).

Périphérie

ABBAYE DE ROYAUMONT (34-68-05-50). Ensemble Organum : 19 h dim.

BOULOGNE-BILLANCOURT. CENTRE CULTUREL (47-12-77-95). Orchestre symphonique de Reims : 20 h 30 mer. Yonatan (violin), Yehuda Sharovsky (direction), Rossini, Bruch.

CHATEAU DE VINCENNES. Les Musiciens du Louvre, Pierre Hantel : 16 h dim. Clavecin, Minkowski (direction). Rebel, Haendel. M. : cadre de l'été de France.

CHATELAIN. THÉÂTRE (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

ÉPIFANIE. THÉÂTRE MUNICIPAL (48-67-22-11). Compagnie : Cola rou- : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Les Petites Natures, Christine Marnette (chor).

COURBOVOIE. CENTRE CULTUREL (43-33-63-62). Jean-François Poline, Polys : 19 h 45 jeu. Baryton, piano, Schubert, Wolf, Duparc, Mozart, Donizetti, Gounod, Verdi.

ENGHIEN-LES-BAINS. THÉÂTRE DU BERTIN (34-12-94-94). Orchestre de l'été de France : 20 h 30. Gérard Jarry (violin), Teodor Coman (alto), Jacques Mercier (direction). Haydn, Mozart, Schubert.

Nous publions le lundi (date mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

(64-94-32-11). Les Musiciens du Louvre : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Dans le cadre de l'été de France.

LE MÊME-SUR-SEINE. ÉGLISE NOTRE-DAME-DE-LA-NATIVITÉ. Les Musiciens du Louvre : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Dans le cadre de l'été de France.

NEUILLY-PLAISANCE. SALLE DES FÊTES (43-00-96-16). Orchestre : 20 h 30 ven. Negro Spirituals.

PANTIN. SALLE JACQUES-BREL (48-15-41-70). Ensemble Musique oblique : 20 h 30 ven. Boczani, Naon, Ortega, Rzewski, Vivaldi.

MAIRIE (39-79-03-03). Collège : 20 h 30 ven. Jean-François Poline (direction).

LE PRÉ-SAINT-GERVAIS. ESPACE CULTUREL GÉRAISIN (48-44-63-28). Orchestre : jusqu'au 24 octobre. 20 h 30 ven., 15 h dim. Christian La Gall (contralto), Anne Thomas (piano), Christophe (violin), Baryl (mise en scène).

VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. Les Musiciens du Louvre : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Solistes chantants du Louvre Opéra. M. (direction).

OPÉRAS

OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Elektra : jusqu'au 10 novembre. 19 h 30 jeu., lun. Opéra : 19 h 30 mer., jeu., ven., sam. Gwyneth Hughes, Deborah Voigt (soprano), Trudieles Schmidt (mezzo-soprano), Kenneth Riegel (ténor), Philippe Rouillon (baryton), Orchestre de l'Opéra de Paris, Jiri Kout (direction). David Pountney (mise en scène).

PETIT THÉÂTRE DE MONTMARTRE (48-66-17-21). Le Barbier de Séville : jusqu'au 11 novembre. 19 h 30 ven., 15 h dim. Opéra de Reims. Anne Corat, Nathalie Grandet, Antoine Saroufin (soprano), Catherine Chassier (mezzo-soprano), Catherine Chassier, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

Périphérie

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

LEVALLOIS-PERRET. HOTEL VILLE (42-70-83-84). Le Barbier de Séville : 20 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opéra de Reims. Brigitte Lefon (soprano), J. Jorgensen, Patrice Verdellet, J. Jorgensen, Christophe (violin), Martial Defontaine, Philippe Pouly (baryton), Al Balthazar, Alain Golven (général), Catherine Stagnoli, Vincent (piano).

(43-57-24-24). Grand orchestre : jusqu'au 17 décembre. 20 h 30 jeu., Paris-Barcelona Swing Connection : jusqu'au 9 novembre. 20 h 30 ven. Les Diplomates : jusqu'au 22 décembre. 20 h 30 mar.

LA CIGALE (42-23-15-15). Jones : 20 h mer., Paul Weller : 20 h 30 jeu., Groovealliance : 20 h 30 mar.

CITY ROCK (47-23-07-72). Juste : jusqu'au 21 octobre. 0 h mer., Hoc Fingers : 0 h 30 jeu., Time Trigger : 0 h 30 ven., Ze Boom : 0 h 30 sam., Buffal : 0 h 30 dim., The End : 0 h 30 lun., Dédé Strom : 0 h 30 mar.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE. Blackfoot : 19 h 30 jeu., Caron-Easy-Lockwood : 19 h 30 ven., Etta James, the Roots Band : 21 h sam., Galliano : 19 h 30 dim., Ugly Kid Joe : 19 h 30 lun.

LENTINO ORNANO (42-56-57-57). Pretty Things : 19 h 30 mer., Indigo Girl : 19 h 30 lun., Scorn : 19 h 30 mar.

WIMM PAGE (42-36-98-69). Ze Boom : jusqu'au 28 octobre. 22 h 30 mer., Péri : 22 h 30 jeu., Franck Ash : 22 h 30 ven., Shakin' Blues : 22 h 30 sam., House Band : jusqu'au 22 octobre. 22 h 30 dim., Frogmouth : jusqu'au 26 octobre. 22 h 30 lun., Teli Mena : 22 h 30 mar.

GIBUS (47-00-78-88). Exup : 23 h mer., The Night of Broken Dreams : jusqu'au 28 octobre. 23 h 30 jeu., Les Turbines : 23 h 30 ven., Baby's, Sheppards : 23 h 30 mar.

HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio Jazz Middle : jusqu'au 23 octobre. 21 h 30 ven., Tno New Orleans : jusqu'au 31 octobre. 21 h 30 sam.

HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Marne Xavier : 22 h 15 mer., Pap Jet : jusqu'au 28 octobre. 22 h 15 jeu., The Kwis : 22 h 15 ven., The Dédé Strom : 22 h 15 sam., Doctor Doctor : 22 h 15 lun., The : 22 h 15 mar., Cow-boys : 22 h 15 mer.

ÉCONOMIE

Décédé le 25 août

Jean Bénard, un économiste lucide et convaincu

par Edmond Malinvaud

La vie de Jean Bénard, décédé le 25 août dernier, fut marquée par une conviction, celle du rôle possible du "soutien de l'Etat" si elle est intelligente et bien orientée, la participation publique à l'économie et la politique économique, surtout la politique à long terme, peuvent faire beaucoup pour améliorer les conditions d'existence, en particulier celles des plus défavorisés.

Agé de vingt ans en 1943, Bénard fut recruté par François Perroux à l'INSEE, pour le secrétariat d'un "Centre d'études sur la théorie économique", constitué par une brochette de jeunes brillants dont plusieurs engagés dans la Résistance. Au début 1946, il devient le collaborateur de Pierre Le Brun, ingénieur chargé à la CGT des questions économiques, un homme remarquable pour lequel le jeune économiste éprouva immédiatement admiration et affection. A partir de 1953, il partagea un temps avec l'enseignement à l'École des Hautes Études, puis au Service des études économiques et financières du ministère des finances, puis à la direction de la planification. On comprend aisément que, dès les années 50, il ait porté un intérêt particulier aux méthodes de la planification soviétique, un thème extrême constituant une expérience à ne pas laisser échapper. Ses enseignements utiles, il les étudia à diverses reprises depuis, analysant son évolution et ses difficultés. Son décès, survenu subitement à Moscou lors du congrès de l'Association internationale des sciences économiques, nous prive d'un expert lucide particulièrement qualifié.

La vocation de Jean Bénard devait le conduire à privilégier par la suite le plus au plus la planification, à l'université Paris-1 à partir de 1968. Certes, sa pensée évolua, comme celle de la plupart des économistes de sa génération. La recherche scientifique et l'observation du monde impliquaient la révision de certaines idées, trop aisément acceptées dans l'enthousiasme de la jeunesse et le contexte de l'après-guerre. Cette révision concerna en particulier les conditions d'efficacité des politiques économiques et de la planification. Mais elle ne vint pas en cause la conviction profonde de l'utilité

MOQUETTE VELOURS UNIE EN 4 ET 5 M DE LARGE A 39,50 F LE M²

Pourquoi payer cher ce que l'on achète chez Artdec à la moitié ou au tiers du prix couramment répandu comme cette moquette velours 100 % polyamide classique (PVI) à moins de 40 F le m² Artdec, depuis 40 ans, la spécialise en revêtements sois et à prix dégriffés (tracat, lots d'usure) : moquette d'ameublement, aussi tissus naturels, plastiques, parkes, canapés... - 5 % de réduction sur le magasin, sauf articles en promotion, présentation de cette

Artdec, 5 départs en Rég. Par. BP 124, 4, bd de la République (volantier) - 43-40-72-72.

d'une action publique intelligente conçue et conduite. C'est la conviction qui inspira ses recherches et ses idées au cours de longues années de vie de professeur et jusqu'à ses derniers jours.

Le souci d'étudier les politiques économiques exigeait et réalisme s'était exprimé à plein quand lui avait été confiée en 1953 la responsabilité d'un nouvel organisme de recherche, le Centre d'études prospectives économiques à moyen et long terme. Il avait orienté aussitôt les travaux du Centre vers l'évaluation du 3^e Plan français, une opération qui était fort nouvelle à l'époque; il avait développé pour cela ses recherches sur les indicateurs, fait appel à l'économetrie et aux modèles. Il aimait alors à dynamisme une petite équipe marquée par sa personnalité.

On comprend aisément que, dès les années 50, il ait porté un intérêt particulier aux méthodes de la planification soviétique, un thème extrême constituant une expérience à ne pas laisser échapper. Ses enseignements utiles, il les étudia à diverses reprises depuis, analysant son évolution et ses difficultés. Son décès, survenu subitement à Moscou lors du congrès de l'Association internationale des sciences économiques, nous prive d'un expert lucide particulièrement qualifié.

► **Économiste** un professeur au Collège de France et ancien directeur général de l'INSEE.

Première université de la communication à Prague

Avec le mur de Berlin sont tombés à l'Est bien des tabous de la liberté d'expression. Mais dans cette autre Europe, morcelée, les médias rencontrent une série de problèmes, économiques, technologiques, ou bien sûr politiques, qui les accompagnent. La première université de la communication de Prague, organisée du 5 au 7 novembre par la Ligue française de l'enseignement, le CREPAC d'Aquitaine et le soutien de la Sofrma d'Estelst, a pour ambition de faire un état des lieux, de favoriser les rencontres entre responsables de l'Est et de l'Ouest.

Sur le modèle pluridisciplinaire de l'université d'été à Carcassonne, participants tchèques, slovaques, polonais et hongrois aussi bien que québécois, belges ou français pourront confronter leurs expériences en matière de médias, de radio, de presse ou de télécommunications.

► **Renseignements et inscriptions** : CREPAC d'Aquitaine, BP 110, 33030 Bordeaux Cedex. Tél. : 56-29-04-08.

AFFAIRES

Un marché estimé à 73 milliards de francs

Les entreprises veulent voyager moins cher

Les déplacements professionnels n'échappent pas à la vigilance des entreprises, et le marché des voyages d'affaires stagne. Une enquête réalisée à la demande d'Havas Voyages par le cabinet Bernard Juhel. La dépense moyenne par collaborateur de l'ordre de 1 000 francs par an, ce qui correspond à un marché de 73 milliards de francs, sensiblement égal à celui de 1991, une mauvaise année. L'aérien représente 42 % des dépenses et le rail 13 %.

On n'improvise plus dans le domaine des voyages professionnels, les entreprises sont de plus en plus nombreuses à définir une politique dans ce domaine (49 % en 1992 contre 42 % en 1991). Elles s'accrochent plus la même confiance à leurs collaborateurs pour décider de l'opportunité de leur déplacement. En 1991, une société sur cinq accordait à ses employés une totale liberté pour

s'organiser. Cette année, on passe à une sur vingt.

Les règles sont de plus en plus strictes et seulement 30 % des entreprises laissent le choix du mode de transport à leurs collaborateurs. Plus de 40 % un an plus tôt. D'une manière générale, il se semble que les entreprises voyagent moins (une sur deux considère que ses dépenses constituent un véritable investissement sur ses trois en 1991), mais voyagent moins cher.

Les économies réalisées se portent sur le choix de moins onéreuses. On limite les vols en première classe, y compris pour le long-courrier; la classe affaires est désormais retenue par plus de la moitié des entreprises sur les vols moyen et long-courriers. Les vols en classe économique progressent même pour les directions générales.

Actuellement, seulement 8 % des entreprises laissent à leurs collaborateurs l'initiative du choix de la

transport, soit trois fois moins qu'en 1991 (22 %). De nombreuses entreprises s'intéressent aux tarifs réduits sous les formes : d'abonnement, tarifs réduits, réduction sur les hôtels. Les contrôles sont de plus en plus systématiques sur les notes de frais (82 % des entreprises en 67 % en 1991) et les budgets (66 % en 1991).

Pratiquement toutes les entreprises recourent à des agences de voyages. Mais si elles s'estiment satisfaites de leurs services en matière de billetterie et réservation (88 %), le taux de satisfaction chute en ce qui concerne les économies réalisées (36 %), l'obtention de visas et documents (33 %) ou les statistiques (19 %). Rien d'étonnant alors à ce que les sociétés mettent de plus en plus les agences de voyage en compétition.

M. L.

SOCIAL

Avant les élections prud'homales

Appel « unitaire » des syndicats de la Drôme et de l'Ardèche

LYON

Quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, CGT, FO) de la Drôme et de l'Ardèche ont lancé un appel commun aux salariés, jeudi 15 octobre, en faveur d'une « participation massive » aux élections prud'homales du 9 novembre.

Les quatre organisations se disent « soucieuses d'éviter tout ce qui pourrait porter atteinte à la crédibilité de l'ensemble des syndicats », et s'engagent à « travailler ensemble dans l'esprit d'une véritable unité syndicale ». Elles ont prononcé contre la « démission » des deux départements de la région du Rhône, durablement atteints par la chômage.

Cette déclaration avait été signée par la Fédération de l'éducation nationale (FEN), dont les adhérents ont voté aux élections prud'homales, en raison de leur qualité de fonctionnaires. En revanche, en un an, l'unité syndicale a franchi un nouveau pas avec la venue des cadres de la CFE-CGC, absents lors de l'étape antérieure.

Les signataires souhaitent animer un « mouvement démocratique, responsable et le plus large dans les entreprises » en évitant « les pièges de l'éclectisme et les effets négatifs de la démission syndicale », selon leur opinion.

G. L.

REPÈRES

AUTOMOBILE

Record d'affluence au Mondial : 1,1 million de visiteurs

Le 3^e Mondial de l'automobile, qui avait ouvert le 8 octobre à Paris, a fermé ses portes dimanche 18 octobre sur un record d'affluence sans précédent depuis les débuts du Salon de l'automobile en 1900 avec 1,1 million de visiteurs, ont indiqué les organisateurs. La journée de dimanche a vu 1 100 000 visiteurs au parc d'exposition de la porte de Versailles, qui n'en avait jamais accueilli autant en une journée.

Selon les exposants, le nombre de visiteurs a été en hausse par rapport à celui qui ont pu être pris avec les visiteurs à la supériorité de 30 % du nombre de contacts pris lors de la précédente édition, en 1990. Mais les organisateurs ne s'attendent pas pour autant à un rebond dans les ventes automobiles à la fin de la semaine du Salon, en raison de la morosité de la conjoncture. En France, les ventes de voitures ont été modestes durant le nombre d'immatriculations en 1991, à 1,6 million contre 2,03 millions en 1991.

DÉFENSE

600 suppressions d'emplois à Eurocopter

Le consortium franco-allemand Eurocopter, qui conçoit notamment l'hélicoptère d'attaque Tigre/Gerfurt et l'hélicoptère de transport et de surveillance militaire NH-90, prévoit de supprimer d'ici à la fin 1993, quelque cinq cents emplois, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis) et à Marignane (Bouches-du-Rhône), sur les 850 que compte le groupe constitué par Aérospatiale et Messerschmitt-Bölkow-Blohm. Cette mesure a été annoncée, à la fin du mois de septembre, lors d'un conseil d'entreprise.

Ces suppressions d'emplois auront lieu dans les mêmes conditions que chez Aérospatiale, l'actionnaire principal, c'est-à-dire, la base d'un double volontariat (celui de l'entreprise et celui de la direction) sans licenciements forcés. Avec un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs en 1991, Eurocopter s'attend à des résultats financiers inférieurs à cette année et en 1993, en raison du déclin du marché mondial, civil et militaire.

► **Comptes résumés** : les banques ont quinze jours pour s'adapter. — Un arrêté, publié samedi 17 octobre au Journal officiel, interdit cela avait été annoncé. L'ouverture de nouveaux comptes rémunérés (le Monde du 18 octobre) mais précise également que les banques et les clients détenteurs d'un compte rémunéré disposeront d'un délai de quinze mois pour se mettre en conformité avec la nouvelle législation. Les clients et surtout les banquiers qui ont conçu leur politique commerciale sur ces produits, auront jusqu'au 31 décembre 1993 pour se retourner.

Spécialisé dans les fruits et les boissons conserve

Le groupe Del Monte (DMFI) est racheté par une société sud-africaine

Le groupe britannique Del Monte Foods International (DMFI), spécialisé dans les fruits en conserve et les boissons, vient d'être racheté pour 360 millions de livres (3 milliards de francs) à la firme agro-alimentaire sud-africaine Royal Foods que dirige M. Vivian Immerman. L'acquisition est financée par une augmentation de capital de Royal Foods dont le groupe minier Anglo American prendra 30 % des parts.

Del Monte appartient, jusqu'en 1990, à l'Américain RJR Nabisco, d'être racheté par un cadre par le biais d'un « management buy-out » de 27 millions de livres. La banque Charterhouse, à l'origine du montage financier, actionnaire à 50 % de l'entreprise, avait envisagé d'introduire cette année la firme en Bourse. Le projet a été abandonné en raison des conditions incertaines du marché, au profit d'une cession globale à un investisseur privé.

Del Monte Foods International n'a aucun lien avec Del Monte Fresh Produce PPI. Cette société, spécialisée dans les produits frais, en particulier l'ananas et la banane, appartenant également à RJR Nabisco, avait acquis en 1988 par Polly Peck pour 875 millions de dollars. La faillite de ce conglomérat, dirigé par M. Asil Nadir, a entraîné la vente de principales activités du groupe. Del Monte PPI intéresserait un investisseur mexicain, M. Carlos Cabal.

► **Fin** : l'OPF sur Avenir Média et l'OPR sur Comareg acceptées par la SBF. — L'Union publique d'échange (OPF) lancée par le groupe Avenir sur sa filiale Avenir Média (affichage, presse gratuite, radio) a été acceptée par la SBF des médias français (SBF), ainsi comme l'offre publique de rachat (OPR) lancée toujours par Havas sur Comareg (presse gratuite). Le groupe Avenir détient actuellement 56,8 % d'Avenir Média et 99,68 % de Comareg directement ou indirectement.

LETO SAMEDI 17 OCTOBRE 1992											
<div> <div>20</div> <div>23</div> <div>41</div> <div>42</div> <div>45</div> <div>48</div> <div>2</div> </div>											
<div> <div>6</div> <div>13</div> <div>121</div> <div>130</div> <div>F</div> </div>											
<div> <div>1</div> <div>175</div> <div>335</div> <div>F</div> </div>											
<div> <div>2</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div>											
<div> <div>3</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div>											
<div> <div>4</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div>											
<div> <div>5</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div>											

LETO SPORT										N° 40	
<h1>RESULTS OFFICIALS</h1>											
<div> <div> <div> <div> <div>20</div> <div>23</div> <div>41</div> <div>42</div> <div>45</div> <div>48</div> <div>2</div> </div> <div> <div>6</div> <div>13</div> <div>121</div> <div>130</div> <div>F</div> </div> <div> <div>1</div> <div>175</div> <div>335</div> <div>F</div> </div> <div> <div>2</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>3</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>4</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>5</div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div>											
<div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> </div> <div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div> <div> <div>22</div> <div>10</div> <div>345</div> <div>F</div> </div></div>											

Eurostaf

Une Stratégie Financière

vous présente ses dernières études parues :

- LES CONSTRUCTEURS ÉLECTRIQUES DANS LE MONDE :**
- À la recherche de produits différenciés
 - La recherche de produits différenciés
 - Un marché en profonde restructuration
 - Les marges de profit s'effondrent
 - L'effet de Lini ne joue pas toujours en faveur de l'entreprise
 - Analyses financières et stratégiques de 27 groupes américains, européens, japonais.

- LA FILIÈRE MICRO-ÉLECTRONIQUE DANS LE MONDE :**
- Les semi-conducteurs au cœur des mutations technologiques
 - Quels sont les maillons qui limitent la filière allant des technologies vers les applications ?
 - Existe-t-il une véritable suprématie japonaise ?
 - L'industrie des semi-conducteurs bénéficie-t-elle du soutien des pouvoirs publics ?
 - Quelles sont les perspectives pour les années à venir ?
- Les réponses à ces questions montreront que la concurrence dans l'industrie sera plus intense que jamais. Ne pouvant relever les défis que les entreprises s'en sont donné les moyens. Les réponses ont été un temps des pionniers remarquables, alimentant le "bulletin nécrologique" de la filière micro-électronique.

- L'ÉLECTRONIQUE DANS LES ÉQUIPEMENTS AUTOMOBILES EN EUROPE :**
- Systèmes électroniques embarqués
 - Le développement des conditions de la concurrence
 - Des stratégies industrielles dans un environnement turbulent.

Pour recevoir la présentation de ces études, contactez : EUROSTAF, 15, rue de Valenciennes, 75010 Paris. Tél. : 47.70.22.55 - Fax : 47.70.11.93

Le Monde SÉLECTION IMMOBILIÈRE

7^e arrdt

SUFFRÈN SEGUIR
Sur belle avenue
côté 2 P, 32 m²
940 000 F, 46-55-58-15

9^e arrdt

STUDIO T1
côté 1 P, 32 m²
Interphone, 225 000 F.

11^e arrdt

PÈRE-LACHAISE
côté 1 P, 32 m²
400 000 F, 46-55-58-15

PROPRIÉTAIRES

Vous vendez ou louez un appartement ou un terrain ?
A UN PROFESSIONNEL PRIMA
Tél. : 43-51-51-51
Fax : 43-51-51-51

location non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

APPEL D'OFFRE
GRANDE CLASSE
GESTION
(1) 45-62-30-00

villas

À VENDRE : villa à 120 m²
Paris, Préfère 5^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 6^e, 8^e, 10^e, 11^e,
12^e, 13^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e,
pour les châteaux, colombages,
etc.

maisons individuelles

À VENDRE : maison à 120 m²
Paris, Préfère 5^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 6^e, 8^e, 10^e, 11^e,
12^e, 13^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e,
pour les châteaux, colombages,
etc.

MAIOLLES-EN-BRIE

VAL-DE-MARNE
Villa 7 P, 320 m²
terrasse, Rez-de-chaussée : séjour
double, cathédrale, cheminée,
2 chambres, salle de bains,
cuis. équipée, wc, bureau.
1^{er} ét. : 2 alcôves, 1^{er} étage
Garage 2 voitures, terrasse.
m². Quartier résidentiel,
commerces, sports, golf,
tennis, centre équestre.
Prix : 1 800 000 F.
Avec 19 h : 45-58-12-78.

bureaux

Projet : superbe bureau à
rénov. 1^{er} étage, 100 m²,
15-17, rue du Col-P, 75002
Paris. Tél. : 46-24-24, 15 h.

Locations

600 m²
dans le 9^e, 10^e ou 17^e arrondissements
Le Monde
15-17, rue du Col-P, 75002 Paris
Tél. : 46-24-24, 15 h.

viagers

VILLAS à 100 m²
ville 240 m²
Tél. : 46-24-24, 15 h.

Le Monde AGENTS IMMOBILIERS

Renseignements

Tél. : 46-62-75-13 ■ 46-62-73-43

ECONOMIE

Cent cinquante pays ont célébré la Journée mondiale de l'alimentation

780 millions de personnes souffrent de malnutrition dans le monde

Plus de cent cinquante pays ont célébré, vendredi 16 octobre, la Journée mondiale de l'alimentation instituée en 1979 par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). A Paris, le Comité français contre la faim (CFCF) a organisé un colloque sur le thème « Équilibre alimentaire : équilibre de la Terre » à l'occasion duquel

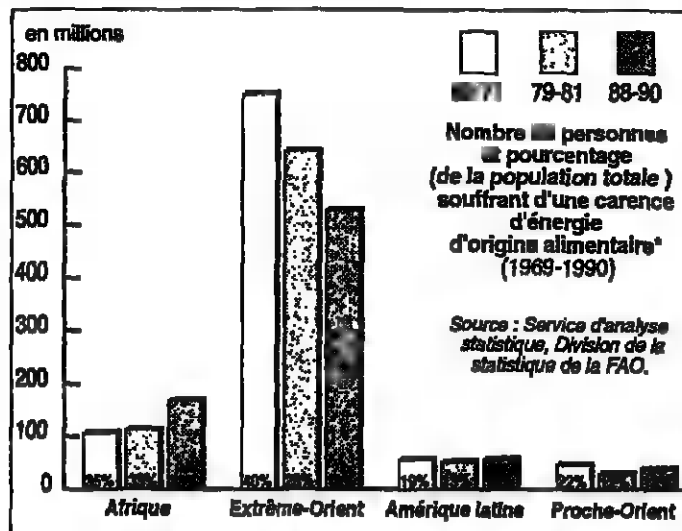
nombreux spécialistes et représentants des bidonvilles du pays en voie de développement ont pris la parole. La dernière enquête mondiale de la FAO recense 780 millions de personnes sous-alimentées dans le monde, soit plus que la population de l'Europe, de l'Amérique du Nord, de l'Amérique latine et de l'Afrique.

rienne. Treize millions d'enfants âgés de moins de cinq ans meurent chaque année des suites directes de la faim, de la malnutrition ou d'infections.

« Le pourcentage de personnes souffrant de la faim actuelle (il se situe actuellement à 10 % de la population des pays en voie de développement) mais non leur nombre absolu », précise la FAO dans un récent rapport (1). Le graphique ci-contre montre que c'est en Extrême-Orient et en Afrique que se situent les plus importantes « poches » de populations souffrant de la faim.

mines et en minéraux, souligne l'organisation, et « au moins » 300 millions d'habitants deviennent, chaque année, partiellement ou totalement aveugles en raison d'une carence en vitamines. « Il y a suffisamment d'aliments pour tous », précise pourtant le rapport : « La disponibilité alimentaire moyenne est passée de 2 290 calories par personne et par jour en 1961-1962 à 2 740 calories en 1981-1982 ».

OLIVIER PIOT



* Personnes dont les niveaux moyens annuels d'apport énergétique ou de ration alimentaire disponibles sont inférieurs à ceux qui sont nécessaires pour maintenir leur poids corporel et leur permettre d'exercer de petites activités.

Un appel de plusieurs personnalités françaises

« Mieux aider le Sud »

« Mieux aider le Sud », tel est le thème de la conférence internationale organisée par la FAO à Paris, le 16 octobre 1992. Elle réunit des représentants de nombreux pays et organisations internationales. Les participants ont discuté de la situation de la nutrition dans le monde et de la nécessité d'adopter des mesures pour améliorer l'alimentation et la santé des populations vulnérables.

des raisons morales, politiques et économiques, il est urgent de mettre en œuvre des politiques globales de sécurité alimentaire et de nutrition. Cela implique de privilégier les actions de base, telles que l'enseignement, la santé primaire, les programmes de nutrition, le planning familial, etc.

Il faut aussi mettre l'accent sur la formation des professionnels de la santé, de la nutrition, du planning familial, etc. Cela implique de privilégier les actions de base, telles que l'enseignement, la santé primaire, les programmes de nutrition, le planning familial, etc.

Les signataires, après avoir rappelé que la France est le troisième donateur de fonds d'aide alimentaire au monde, ont souligné la perte de 40 milliards de francs affectés au combat de la lutte contre la pauvreté. Les 30 % de l'aide à l'ajustement structurel servent surtout à combler les déficits budgétaires, sans guère d'effet sur la croissance. Les 40 % de la coopération technique, qui devraient normalement servir à promouvoir des stratégies d'ensemble et leur utilité réelle est très faible.

« Au service d'une politique globale »

« Au service d'une politique globale », tel est le thème de la conférence internationale organisée par la FAO à Paris, le 16 octobre 1992. Elle réunit des représentants de nombreux pays et organisations internationales. Les participants ont discuté de la situation de la nutrition dans le monde et de la nécessité d'adopter des mesures pour améliorer l'alimentation et la santé des populations vulnérables.

La conférence a été organisée par la FAO et le Comité français contre la faim (CFCF). Elle a été inaugurée par le ministre de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation, Jean-François Billaud.

Les signataires, après avoir rappelé que la France est le troisième donateur de fonds d'aide alimentaire au monde, ont souligné la perte de 40 milliards de francs affectés au combat de la lutte contre la pauvreté. Les 30 % de l'aide à l'ajustement structurel servent surtout à combler les déficits budgétaires, sans guère d'effet sur la croissance. Les 40 % de la coopération technique, qui devraient normalement servir à promouvoir des stratégies d'ensemble et leur utilité réelle est très faible.

« Au service d'une politique globale », tel est le thème de la conférence internationale organisée par la FAO à Paris, le 16 octobre 1992. Elle réunit des représentants de nombreux pays et organisations internationales. Les participants ont discuté de la situation de la nutrition dans le monde et de la nécessité d'adopter des mesures pour améliorer l'alimentation et la santé des populations vulnérables.

La Côte-d'Ivoire annonce la privatisation progressive de son secteur hévécicole

L'Etat ivoirien a décidé de réduire progressivement sa participation dans le capital des entreprises du secteur hévécicole (plantations et usines de production de caoutchouc naturel) au bénéfice d'investisseurs privés. Selon des déclarations du gouvernement d'Abidjan, l'Etat ivoirien entend conserver une participation de 20 % dans ces entreprises alors que 30 % des parts seront réservées aux investisseurs nationaux.

Cette décision concerne les grands groupes du secteur : la Société africaine des plantations d'hévéas (SAPH), dont l'Etat actionnaire à 55,3 % ; la Société ivoirienne de caoutchouc (SOCI) - 13 800 hectares sur une unique plantation - dont le groupe français Michelin (52 % des actions) détient toute la production (30 000 tonnes de caoutchouc par an, grâce à l'un des meilleurs rendements au monde) ; enfin, le Domaine hévécicole de l'Etat (DHE), propriété à 100 % publique.

Au total, ce secteur - essentiel dans la politique de diversification de l'agriculture ivoirienne - représente 68 200 hectares plantés, dont 13 800 sont en production (73 600 tonnes de caoutchouc naturel en 1991), et emploie quelque 13 000 personnes. Cette politique de privatisation du secteur hévécicole ivoirien s'inscrit dans un projet économique à moyen terme

(PEMT) lancé en 1991 par le gouvernement d'Abidjan et vise la période 1991-1993.

Elément central de ce plan de relance économique, la privatisation des entreprises parapubliques a été présentée en début d'année par le premier ministre ivoirien, M. Alassane Ouattara, comme une des mesures susceptibles de « soutenir la politique économique de croissance durable (et) de stabiliser et préserver les emplois ». En 1990, un comité de privatisation et de restructuration du secteur public a été institué, chargé d'évaluer les quelque cent quarante entreprises publiques - la participation de l'Etat y est variable - et de proposer une liste de dix-sept entreprises privatisables qui ont été publiées.

En dehors de la première phase de privatisation lancée dès 1980, plusieurs entreprises ont abouti au cours des deux dernières années. Le secteur de l'énergie électrique de la Côte-d'Ivoire (EIEC) est devenu en 1988 la CIE (Compagnie ivoirienne d'électricité). Ce transfert de capitaux a été traité de gré à gré avec l'industriel français Bouygues, qui a été racheté depuis 1984 de la Société de distribution d'eau de Côte-d'Ivoire (SODECI), l'une des premières entreprises privatisées du pays.

Quatre autres entreprises sont également passées par les services du comité depuis 1990 : le Complexe d'exploitation du bétail (CEIB), le Centre d'industrie et de diffusion africain (CEDA), le Bureau ivoirien des nouvelles techniques africaines

(BINEA) et les villages de tourisme d'Assinie et d'Assouindé, dont les installations ont été rachetées au Club Méditerranée. A court terme, six autres projets sont à l'étude, dont la privatisation de l'hôtellerie, la banque agro-industrielle, le pétrolier et, surtout, l'ONT-CTELCOM, les télécommunications ivoiriennes. En outre, l'Etat ivoirien s'est également engagé à réduire ses participations dans le secteur bancaire.

J. P.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le Comité d'administration, réuni le 15 octobre 1992, sous la présidence d'Alain Dupont, a examiné les comptes semestriels au 30 juin 1992.

	1 ^{er} semestre 1992	1 ^{er} semestre 1991
Chiffre d'affaires économique consolidé	5 507	5 355
Résultat net consolidé	55	54
Dotation aux amortissements	279	277
Montant de Colas S.A.	131	139

Comme chaque année, le résultat net consolidé du premier semestre n'est pas représentatif du fait du caractère saisonnier de l'activité. Celui de Colas S.A. enregistre la majeure partie de l'activité des filiales qui ont encaissé au premier semestre.

Pour l'ensemble de l'exercice 1992, le chiffre d'affaires économique du Groupe devrait être proche de 13 milliards de francs. Le résultat consolidé, malgré une évolution défavorable de la conjoncture, sera légèrement supérieur à 300 millions de francs.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



CAISSE NATIONALE DES AUTOROUTES

GÉRÉE PAR LA CAISSE DES DÉPÔTS ET DE CONSIGNATIONS

Emprunt Octobre 1992.

2 milliards de Francs
Obligations de 5 000 F
Emprunt assimilable immédiatement à l'emprunt 8,70 % Mars 2004
Prix de souscription : 5 219 F
Prix d'émission : 4 925,80 F
Taux nominal : 8,70 %
Taux de rendement actuariel brut : 8,90 %
1^{er} coupon payable le 2 Mars 1993 pour un montant de 435 F
Durée : 11 ans et 119 jours
Amortissement en totalité le 2 Mars 2004
Date de jouissance : 2 Mars 1992
Date de règlement : 3 Novembre 1992
Souscription auprès des Banques, de la Poste, des Caisses d'Épargne Ecureuil, des Sociétés de Bourse et des Comptables du Trésor. Une fiche (voir C.O.B. N° 92-353 du 15/10/1992) peut être obtenue sans frais auprès de la CNA, 11 rue Saint-Dominique - 75356 PARIS 07 SP et des Etablissements chargés du placement. Clôture sans préavis.

Souscrivez vos emprunts à la CNA pour l'extension du réseau national d'autoroutes.



Compagnie Générale de Bâtiment et de Construction

PREMIER SEMESTRE 1992 HAUSSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DU RÉSULTAT NET

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe CBC au 30 juin 1992 s'élève à 3 314 millions de francs, contre 3 146 millions de francs au premier semestre 1991, en hausse de 5,3 %.

(en milliers de francs)	1 ^{er} semestre 1992	1 ^{er} semestre 1991	Exercice 1991
Chiffre d'affaires HT	3 314	1 146 289	6 584 279
Résultat net consolidé	121 747	94 341	235 748
Résultat net par action	102	57 550	102 954
Résultat net (part du Groupe)	61 342	52 111	101 393

La société-mère CBC a réalisé pour sa part un chiffre d'affaires de 90 millions de francs (89,3 millions de francs au 30 juin 1991).

Le carnet de commandes du Groupe CBC au 30 juin 1992 s'élève à 5,572 milliards de francs, contre 5,490 milliards de francs un an auparavant, et ce, malgré une conjoncture difficile.

Pour l'ensemble de l'exercice, le Groupe CBC confirme les prévisions annoncées par son Président lors de l'introduction en Bourse, le 10 juin 1992 : progression du chiffre d'affaires de 6,9 milliards de francs (contre 6,584 milliards de francs en 1991) et résultat net par action de 120 millions de francs (contre 101 millions de francs en 1991).

NOTRE PREMIÈRE RICHESSE, C'EST LES HOMMES.

PARIS :

Sècond marché (sélection)

	Cours	Dernier
--	-------	---------

	Cours	Dernier		Cours	Dernier
--	-------	---------	--	-------	---------

Désireux d'améliorer le rentabilité de ses diligences ses cotés de transport, la direction de SEB-Pyrénées vient de faire savoir qu'un plan de réduction des coûts, parmi d'autres scénarios, de réduction des chaînes de montage à Lourdes. La seule manifestation des pièces à Moutrens représente mille heures de travail et leur transport à Lourdes un surcoût que SEB-Pyrénées entend minimiser.

L'entreprise justifie cette réorganisation par une aggravation de la concurrence que lui fait la production locale. Après avoir vu les représentants du personnel, SEB-Pyrénées se donne jusqu'à la fin de l'année pour se prononcer sur ce projet.

JEAN-JACQUES ROLLAT

MATIE

COURS	ÉCHÉANCES		
	31-12	31-03	31-06

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

Options sur national

Options d'achat		Options de vente	
Options d'achat	Options de vente	Options d'achat	Options de vente

PRIX	ST. HONORÉ D'ARLON		ST. HONORÉ DE L'ÉVÊQUE	
	Déc. 92	Mars 93	Déc. 92	Mars 93

B-10-82 10-10-82

CAC40 A TERME

Ind. de consumo, non alim.	195.8
Agroalimentari	171.9
Distribuzione	186.1

CHANGES	BOURCES
---------	---------

100% **100% **100%****

Dollar : 5,02 F

Le **VAL** s'inscrivait en sen-

Indice général CAC	447,30	445,90
(SBF, 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	650,02	648,10

monnaie américaine s'échangeait ■ 5,028 francs contre 4,94 francs vendredi au cours indicatif de la Banque de France.

NEW-YORK (indice Dow Jones)
15 oct. ■ ■ ■
Industrielles..... 3 714 ■ 1744
LONDRES (cote de l'Europe) 15 oct. ■ ■ ■

FRANCFORT		19 oct.	LONDRES (pence) et PHRANCO (lirres) 15 oct.		19 oct.
Dollar (en DM) ...	1.4859		100 valeurs	2 563.90	
YEN			30 valeurs	1 872.36	
Dollar (en yen) ...	138.62	19 oct.	Mines d'or	67.10	
			Fonds d'Etat	92.03	

MARCHÉ MONÉTAIRE (19 oct.) 10/7-11		FRANCFORT 15 oct. 16 oct. Dax 1 461.61	
		TOKYO 16 oct. 19 oct. Nikkei Dow J. 17 369.81 16 903.81	

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,0590	5,0530	5,1410	5,1470
Yen (100)	4,2110	4,2154	4,2818	4,2899
Ecu	6,6100	6,6150	6,6017	6,6132
Deutschmark	3,3938	3,3943	3,4080	3,4112
Deutsche mark	5,9984	5,9985		

Franco suisse	3,8084	3,8138	3,8489	3,8578
Libre italienne (1000)	3,9590	3,9600	3,9800	3,8728
Libre sterling	8,1718	8,1810	8,2230	8,2430
Peseta (100)	4,7413	4,7464	4,6897	4,7061

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
5 E-U	3 1/8	3 1/4	3 5/16	3 7/16	3 5/16	3 7/16
Yen (100)	3 7/8	4	3 11/16	3 13/16	3 9/16	3 11/16
Ecu	11	11 1/8	10 7/8	11	10 3/16	10 5/16

Deutschmark	8 1/16	8 5/16	8 5/8	8 7/8	8 5/16	8 9/16
Franc suisse	5 7/8	6	6 1/16	6 3/16	6 1/16	6 1/16
Lire italiana (1000)	14 5/8	15 3/8	14 1/2	15 1/4	14 3/8	15 1/8
Livre sterling	8 1/4	8 3/8	7 15/16	8 1/16	7 5/8	7 3/4
PESETA (100)	14 1/4	14 3/4	14 1/8	14 5/8	14 1/8	14 5/8
Franc français	10 1/2	10 11/16	10 3/8	10 9/16	10 7/8	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin matinée par la Salle marchés de la BNP.

EMPLOI
Partager le travail ?

Monde
de Monde

Le DDE

2 19 82

100

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 19 OCTOBRE

Cours relevés à 13 h 30

[illegible]**COMPTANT** (sélection)**BICAV** (sélection)

16/10

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emisison	Prime Int.	Rechat net	VALEURS	Emisison	Prime Int.	Rechat net	VALEURS	Emisison	Prime Int.	Rechat net	VALEURS	Emisison	Prime Int.	Rechat net
Obligations																											
Emp. 5% 1987-88	102	1.33	CITIZEN (R)	2800	.....	Palet Centre	.....	.....	Adlon	180 31	175 48	First-Associates	38 30	38 50	30 18	Pw-Associates	205 18 75	205 18 75	205 18 75	30 18	30 18	30 18	30 18	30 18	30 18	30 18
10.00% 78/84	102	1.33	Compton	480	.....	Paper Hahelink	378	.....	Ameri-gen	6738 98	6735 91	First-Cap	.....	42 81	42 81	Prochus	154 03	151 03	151 03	42 81	42 81	42 81	42 81	42 81	42 81	42 81
Emp. 5% 12/86/88	104 07	11 06	Co Industrielle	3700	.....	Parf. 1000	378	.....	Ampelco	882 68	885 01	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
Emp. 5% 12/86/88	104 07	11 06	Co Lyon Alameda	313	.....	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	104 07	8 21	Com. Mkt. Prov.	408	401	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
DAT 10% 5/2000	108	3 27	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
DAT 8.5% 12/1987	108 10	7 04	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
DAT 8.5% 12/1988	108 10	7 04	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.1% 12/86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108 10	8 08	Co. 1000	14	14	Parf. 1000	378	.....	Assoco	1135 48	1138 48	Procter	238 38	238 38	238 38	Quart	124 17	124 17	124 17	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38	238 38
10.25% 86/88	108																										

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

هكذا من رلاصل

RANK XEROX

**Depuis 10 ans, nos clients
savent que Rank Xerox
améliore sans cesse la qualité
de ses performances.
Maintenant tout le monde le sait.**



**Le Trophée Européen de la Qualité,
a été décerné par l'E.F.Q.M.* à Rank Xerox.**

**Rank Xerox associe tous ses collaborateurs à ce prix,
qui constitue une étape de plus vers la satisfaction totale de ses clients.**

*E.F.Q.M. : European Foundation for Quality Management. Premier organisme européen, créé en 1988 sous l'égide de la CEE, pour promouvoir le management de la qualité dans les entreprises européennes.

Sau

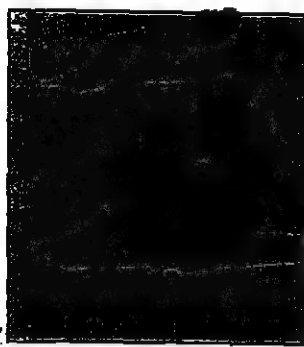
La Bourse

XEROX

ents
ox
qualité
s.
e le sait

Le Monde

Hollywood, soutien des démocrates



Les candidats à la présidence des Etats-Unis récoltent des millions de dollars au plus du financement public de leur campagne. L'industrie de l'audiovisuel, cette année, s'est massivement en faveur de Bill Clinton.

page 33

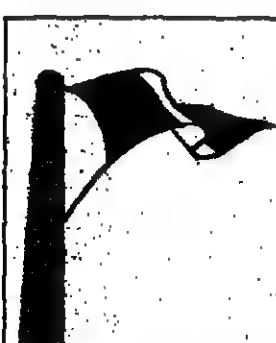
Venturi ou la voiture passion



Le plus jeune des constructeurs français, né voici sept ans, propose des voitures de sport « à la carte ». Un châssis unique mais une infinité de nuances pour la peinture extérieure, le tableau de bord ou l'intérieur.

page 35

Choisir les filières industrielles



En France, la politique industrielle a bonne presse. Mais l'efficacité voudrait qu'on choisisse des objectifs contradictoires : sauvegarder l'emploi ou l'indépendance technologique ? Une opinion d'Olivier Cadot.

page 41

MODE D'EMPLOI 32
La relance des maisons solaires.
Humeur, par José Doyère : Droit aux soins. La cote des mots : Embellage. Bloc-notes. Lois et décrets.
ACTUALITE 33 à 35
L'Italie en quête de tourisme.
PERSPECTIVES 36 à 39
Les paris de Lavin
Citizen Kane sur le Tago.
OPINIONS 40 et 41
La chronique de Paul Fabre : Bill Clinton, le stratège. Livres.
CONJONCTURE 42
Commerce extérieur : dévaluations. L'Asie du Sud : industrie en demi-teinte. Sri-Lanka : Redressement fragile. La vente par correspondance encore préservée.

L'ÉCONOMIE

Chassé-croisé portugais

Dans une région de montagnes, au nord du Portugal, les « retornados » satisfaits ou amers croisent les jeunes prêts au départ.

MONTALEGRE
notre envoyé spécial

UNE énorme bâtisse domine le petit hameau de Vilar-de-Perdizes. Les gens d'ici l'appellent « a casa do Americano », la maison de l'Américain. Son propriétaire, enfant du pays, est parti faire fortune outre-Atlantique. Plus qu'un symbole, cette maison est, pour les habitants du village, une provocation, une incitation à la « débâche ». Poussée par l'exemple, la population du district de Montalegre, dont dépend Vilar-de-Perdizes, continue de partir, de quitter sa terre à la recherche d'un ailleurs qu'elle espère meilleur.

Entre 1981 et 1991, le district a perdu près du quart de sa population (1). Aucun des trente-cinq villages qui le composent n'échappe à la purge. Phénomène normal d'exode rural dans cette région montagneuse du nord du Portugal où l'agriculture ne représente encore 73,6 % des emplois (chiffre de 1989).

Mais, à la différence de ce qu'ont connu les autres pays européens, la grosse majorité des départs n'est pas vers l'étranger et non vers les grands centres industriels du pays. « Le mouvement d'exode ne poursuit pratiquement au même rythme que dans les années 60 », explique Joaquim Lopes Pires, maire socialiste de Montalegre.

Acacio Pereira

Lire la suite page 38

(1) La population du district est passée de 19 377, en 1981, à 14 656 en 1991. Chiffres tirés des résultats préliminaires du recensement de 1991.

Sauve qui peut l'Italie

Habitée à vivre à crédit, l'Italie entière cabre devant le plan d'austérité gouvernemental, rendu indispensable par l'union économique et monétaire européenne. Les mesures prévues peuvent-elles être efficaces ? Et surtout, peuvent-elles « désintoxiquer » une économie marquée par l'évasion fiscale, le travail au noir, la carence du service public et l'ambiguïté de l'Etat ?

Lire page 34 ■ articles de Jean-Michel Normand



TUDOR BANUS

La Bourse est morte. Vive la Bourse !

L'année 1987, pour tous les boursiers, restera celle de la grande secousse. Celle du krach qui, le 19 octobre, il y a cinq ans exactement, ébranlait toutes les places mondiales. Celle aussi d'une déréglementation et d'une modernisation tous azimuts, qui ont transformé en profondeur les marchés financiers

QUELLE était belle, la Compagnie des agents de change de Paris, en ce début de l'année 1987 ! Assise sur un monopole de transactions boursières vieux de cent cinquante ans, ses membres, une centaine environ, n'avaient jamais gagné autant d'argent, avec un volume d'affaires record, passé, en dix ans, de 60 milliards de francs par an à 1 000 milliards de francs. C'est bien simple : nombre d'entre eux figuraient parmi les plus gros contributeurs de France. Sans d'eux-mêmes, se recrutant par cooptation – souvent de père en fils – et transmettant leurs charges à leurs successeurs moyennant finances, ils constituaient une corporation très fermée, curieuse et très rentable, vestige de l'ancien régime ou presque. C'est en effet en 1807 que l'article 11 du « nouveau » code de commerce avait attribué à cette compagnie le monopole de la négociation du titre, action et obligation, l'essor de la profession s'effectuant à partir de 1830. Ses membres jouissaient, en outre, du statut d'officiers ministériels, nommés par décret du ministre des finances – ce qui leur conférait un rôle

tout à fait exorbitant du droit commun, – mais en demeurant des commerçants à part entière, autorisés, en 1872, à recourir au démarchage, et, en 1966, à gérer des portefeuilles pour le compte de leurs clients. Pour entrer dans cette corporation, il fallait montrer patte blanche, présenter une surface financière suffisante, et, surtout recevoir l'agrément des autres agents de change : respectabilité oblige. Comme au Jockey Club, lors du vote d'admission, secret, une seule boule noire entraînait le rejet de l'impétrant dans les limbes extérieures. Ses futurs pairs, au surplus responsables sur leur patrimoine personnel de la bonne fin de leurs opérations vis-à-vis des clients, se souciaient peu d'admettre dans leurs rangs un personnage susceptible de défection, puisque la solidarité des membres de la compagnie devait jouer en cas de sinistre.

BLANC BLU ■ Cette disposition, toutefois, était un peu théorique, un « blanc commun » très substantiel (plus de 1 milliard de francs), ayant été constitué

au cours des ans, par un prélèvement régulier sur les courtages. Voilà donc quelle était, il y a un peu plus de cinq ans, la situation avant le krach de cette centaine d'hommes, avec la bénédiction des pouvoirs publics, et dans la par la sécurité des transactions et par une honnêteté garantie blanc bien blanc (le blanc de la morale).

Où le ministériel, donc, l'agent de change, qui n'avait besoin, en théorie, d'aucun diplôme, sauf un « aptitude » peu difficile à obtenir – mais certaines d'entre eux, comme, notamment de grandes écoles, notamment de HEC, – jouissaient d'un prestige bien établi, popularisé par les films et les romans (la Famille Boussardel, les Boussardel, etc.), dont le symbole visible était sa présence à la sacro-sainte bourse tous les jours ouvrables, sauf bien entendu le Vendredi noir : on ne livre pas aux jeux d'argent pour l'anniversaire de la mort de Jésus-Christ, chante le pauvre.

La corbeille ! Un endroit magique, situé au cœur du Palais Brongniart, noble édifice en forme de tem-

ple grec, construit au début du siècle dernier, et ceinturé de quatre-vingt-deux colonnes de style corinthien, un édifice de majestueux proportions. Les saints du bourse d'un tas de bourse d'un blanc immaculé, soigneusement entretenus pour en faire des mégots jetés pendant chaque séance, les agents de change s'accouaillaient sur le velours rouge d'une grille circulaire, depuis le coup de cloche de l'ouverture à 9 h 30 jusqu'à celui de la clôture à 14 h 30.

Les uns en face des autres, comme les chevaliers de la Table Ronde (pardon à Sir Arthur), ils criaient – pas trop fort : cela aurait été vulgaire – « J'ai » ou « Je prends », échangeant ainsi d'une manière artisanale bien rodée depuis un siècle et demi les ordres de leurs clients.

François Renard

Lire la suite page 36

■ dossier pages 38 et 37

مدى من لاصح

L'ECONOMIE
MODE D'EMPLOI

ENVIRONNEMENT

La relance des maisons solaires

Si l'énergie solaire n'est plus considérée comme la panacée, les types de maisons l'utilisant comme appoint ne cessent de se multiplier, dans tous les matériaux et à tous les prix

ON s'est fait beaucoup d'illusions sur l'énergie solaire. Partant du calcul simple selon lequel chaque mètre carré de notre planète reçoit l'équivalent de 1 400 Watts du soleil, on en avait conclu que notre Hexagone recevait chaque année 11 milliards de tonnes d'équivalent pétrole, soit 10 fois la consommation française actuelle d'énergie. Un pactole! Certains avaient alors déduit qu'il suffirait de « brancher » le soleil pour produire l'énergie à gogo.

Cette illusion a failli nous perire. Alain Liébard, président du Comité d'action pour le solaire. Par un raisonnement simpliste, on a fait croire que l'énergie solaire pourrait remplacer la production concentrée d'énergie. En fait, les centrales thermiques solaires, comme celles construites dans les Pyrénées-Orientales ou Corse, n'ont jamais dépassé le stade expérimental. Seuls les capteurs photovoltaïques, pour les petites unités de production, le solaire « passif », qui utilise l'effet de serre, ont réellement donné satisfaction.

C'est précisément ces dernières formes d'utilisation auxquelles ont recouru les maisons solaires. Des capteurs sur le toit, des murs en bois ou en terre cuite, des serres judicieusement placées, et le tour est joué : on dispose d'une source non négligeable d'énergie thermique, non pas gratuite — puisqu'il faut des équipements pour les recevoir et les restituer — mais fournies gracieusement par le soleil.

PREUVE Point n'est besoin d'un soleil tropical, ni même méditerranéen, pour chauffer son intérieur avec les rayons de l'astre du jour. La preuve en est que ce qui a été réalisé dans une région pourtant dotée de cet égard : la Picardie. Alors que l'insolation y oscille entre 1 600 heures par an à Saint-Quentin (Aisne) et 1 700 heures à Compiègne (Oise), contre 2 000 heures à Toulon (Var), les architectes n'ont pas hésité à se lancer dans la construction de maisons solaires.

Outre les traditionnelles gymnases, écoles, salles polyvalentes, dont le budget chauffage est toujours difficile à équilibrer, plusieurs mai-

sons solaires individuelles ont été construites en Picardie, à satisfaction totale de leurs habitants actuels.

Par exemple, une maison « tri-énergie » (solaire, bois, électricité) édifiée en 1984 à Hamet (Somme) : grâce à ses murs et son mur « stockeur » en terre cuite, le résident n'a recours au bois ni au chauffage ni à l'électricité que cinquante jours par an, ce qui porte sa facture EDF à seulement 340 francs.



1 octobre dernier à Paris (1). L'échantillon 1992 de la « forteresse cathare » construite dans le Var avec d'étranges accumulateurs sous forme de tubes à eau géants (70 000 francs pour un prix global 1,7 million de francs) jusqu'au chalet savoyard en mélèze, au prix par la maison bretonne en bois (450 000 francs).

On peut également voir de la réhabilitation d'anciens en solaire d'aujourd'hui, comme la maison de Christophe (1). Cette ancienne bâtisse, incendiée en 1942, a été entièrement reconstruite — sauf les murs — par cet ingénieur thermicien amoureux du bois et des pierres. Menuiserie de chêne, plafond de sapin, escaliers en mélèze, avec une toiture vitrée « couverture biotermique » assortie d'ardoises : tout a été fait pour conjuguer efficacité thermique et esthétique. Grâce à une excellente isolation, il n'y a d'une chaudière à bois pour l'appoint l'hiver, que ce soit pour le chauffage de l'eau chaude.

Non seulement l'architecture solaire économise l'énergie et vous rend votre autonomie, mais elle correspond en outre à un nouveau penchant pour le coconing que l'on observe dans bien d'autres domaines de la vie courante. La maison solaire serait le cocon idéal, sur mesure. « C'est la science de l'habitat, et donc l'écologie au sens étymologique du mot », résume Yves-Bruno Civel, rédacteur en chef de la revue *Systèmes solaires*. Après la précipitation et les erreurs du début, la maison solaire est entrée dans l'âge de la raison. Et les comptes sont bons. Point n'est besoin d'être fortuné, militant ou technicien pour avoir la sienne.

Roger Cans

(1) Le Comité d'action pour le solaire (8, rue de Richelieu, 75001 Paris, tél. : 42-96-24-77) vient de publier un *Annuaire professionnel des opérateurs énergétiques renouvelables* (88 pages, 120 F) indiquant, par département, les entreprises du secteur, ainsi qu'un ouvrage intitulé *La recherche des ambiances* (36 pages, 185 F) qui donne un superbe échantillon de l'architecture solaire et bioclimatique.

HUMEUR ■ par Josée Doyère

Droit aux soins

TIREZ-MOI d'un doute : la médecine est-elle devenue exacte? Est-elle devenue une obligation de résultat? Les médecins, ces grands sorciers en blanc, disposeraient-ils d'un véritable pouvoir sur la maladie? Ça m'étonnerait, quelque part...

Pourtant, on ne parle jamais que de « droit à la santé », comme si l'égoïste, le grabataire, le malade pouvaient exiger d'aller mieux, là, maintenant et tout de suite. Comme si la santé ne restait pas un don mystérieux, qui nous surprend ou nous échappe à la naissance, qui nous laisse ou nous prive de nos yeux bleus, de nos grands pieds ou de la bosse du math.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, on a pris l'habitude de soigner beaucoup plus qu'avant, d'être attentif au moindre malaise, chez soi-même ou chez ses proches, d'appeler le médecin parfois pour un oui ou pour un non. Il y a une grande inégalité : ceux qui ont une bonne santé peuvent remercier Dieu, les dieux, le ciel, le hasard, selon leurs croyances ; les autres peuvent prendre leur mal en patience et souhaiter que la médecine, un jour, atténue leurs maux.

Jour vraiment du droit à la santé, ce serait trop beau.

Tout ce qu'on peut espérer, au plus, c'est un « droit aux soins », un « droit à l'hôpital », de ce côté-là, mais ça n'est pas le droit à la santé. Ça coûte cher, très cher même, collectivement, mais nul n'envisagerait de réduire le droit de la Santé, s'il fallait renoncer, individuellement, à des traitements susceptibles d'apaiser le souffrance, de rallonger même la durée de la vie — la nôtre ou celle de nos proches.

Bien heureusement, on n'envisage pas de réduire complètement la médecine à ces vitesses, à ces richesses, à ces seuls droits à la santé. Je sais, on voit se pointer quelques signes avant-coureurs, puisque certains grands patrons n'hésitent pas à monnayer leurs interventions personnelles, mais enfin les toubib, pas plus que les autres bipèdes humains, ne sont pas là : normal qu'il y ait chez eux des maux de fric, qui rendent leur talent un peu plus difficile, normal qu'il y ait chez eux des gougnafleries et des malhonnêtetés, chez les notaires, les architectes, les épiciers et... les journalistes!

LOIS ET DÉCRETS

Bilans de compétences Formation professionnelle

Le ministère du travail, soucieux de mieux adapter la formation professionnelle aux besoins, souhaite d'un « droit à l'évolution et à la progression professionnelle ». Les sociétés devront ainsi s'orienter vers une gestion prévisionnelle des compétences, s'accompagnant d'un droit individuel au « bilan de compétences » qui devrait permettre à chaque salarié de maîtriser son devenir professionnel.

Un autre axe des conditions d'application des bilans de compétences est défini par la loi du 31 décembre 1991.

Les bilans de compétences comprennent trois phases : une phase préliminaire qui a pour objet de confirmer l'engagement du bénéficiaire dans sa démarche, de définir les besoins et les objectifs de l'information, une phase d'analyse permettant au bénéficiaire d'analyser ses motivations, ses aptitudes et ses compétences, d'identifier donc ses possibilités d'évolution ; une troisième phase où le salarié prend connaissance des résultats de ce bilan, et des facteurs susceptibles de favoriser la réalisation d'un projet professionnel et d'en planifier la mise en œuvre, cette phase se terminant par la présentation d'un document de synthèse.

Une convention doit être préalablement conclue entre le salarié, l'organisme prestataire de l'emploi lorsque le bilan de compétences est financé par ce dernier, et l'organisme prestataire, l'organisme paritaire agréé au titre du congé individuel de formation et le salarié lorsque la formation est financée par celui-ci.

Le salarié doit suivre une action de formation de compétences doit faire parvenir à l'employeur, soixante jours avant la fin du bilan, une demande d'autorisation d'absence en précisant la durée de l'absence et la dénomination de l'organisme prestataire qu'il a choisi. L'employeur doit faire connaître par écrit à l'employé un accord ou les raisons du service motivant la report de l'autorisation d'absence, dans les trente jours suivant la réception de la demande. Le report ne peut excéder un mois. Le salarié bénéficiaire d'un congé de bilan de compétences a droit au maintien de sa rémunération pendant la durée du congé. Le délai de franchise entre deux bilans de compétences est fixé à cinq ans.

Décret n° 92-1075 du 10 octobre 1992, *Journal officiel* du 13 octobre 1992, pp. 13361 à 13364.

Les membres du comité d'entreprise sont obligatoirement consultés tous les ans sur les orientations de la formation professionnelle en fonction des perspectives économiques de l'emploi, des investissements des technologies de l'entreprise. La liste des documents d'information que doivent fournir les dirigeants d'une entreprise à leur CE est complétée par un nouveau décret. Il s'agit de : les informations précises sur le bilan social, concernant la formation, les actions de bilan de compétences pour l'année antérieure et pour l'année en cours, et les bilans correspondant aux effectifs concernés, aux congés individuels ou reportés, aux coûts des formations individuelles et aux conditions d'accueil des enseignants et des conseillers d'orientation.

Décret n° 92-1063 du 11 septembre 1992, *Journal officiel* du 13 octobre 1992, p. 13744.

Prévisions — A la fin des technopoles labellisées figurant dans le dossier du « Monde » l'économie du 6 octobre, il faut ajouter la dernière née : la technopole de Clermont-Ferrand, réunissant 90 entreprises et, au total, près de 1 000 salariés, mais qui ne figure pas dans l'Atlas des technopoles de la DATAR, dont on a tiré le livre que nous avons publié.

LA COTE DES MOTS

Emballage

Ce mot-valise est parvenu récemment à tout le lexique *Marketing* techniques commerciales (1) le qualifie à juste titre de « néologisme », d'un son utilisation dans diverses acceptions, situation que l'on peut regretter.

On retrouve « emballage, emballage, habillage et paquage » la confusion qui règne au sujet de la signification du mot. Ce dernier mot est généralement traduit soit par « technique de conditionnement », soit par « emballage, objet destiné à envelopper un produit ou un ensemble de produits » (rappelons que, en anglais, c'est *packaging* — qui désigne l'emballage proprement dit, alors que le second terme devrait être réservé aux méthodes et moyens utilisés pour mener à bien le conditionnement matériel).

Lorsqu'il s'agit de la technique d'emballage, nous pensons que le mot *conditionnement* peut licitement remplacer *packaging* — l'emploi étant ratifié par la quasi-totalité des dictionnaires usuels. Et il peut aussi avoir une deuxième acception : celle d'« emballage ». Avec *emballage*, nous sommes face à la mise en condition de l'acheteur, puisque ce vocable est « proposé pour souligner le travail d'esthétique industrielle réalisé sur un emballage ou un conditionnement ». Ce qui est rapproché de la *styling*, du *design*, sur lesquels nous reviendrons.

Cet *emballage*, quoique plaisant, ne nous « emballa » pas du tout. Nous sommes fort sceptique quant à sa survie. L'usage, plus que nous n'approuvons l'utilisation du *packaging* comme synonyme dudit *emballage* alors qu'il existe un *habillage* simple et de bon goût, que chacun, naturellement, peut prendre. D'« emballage, technique d'emballage, où la forme et la couleur sont destinées à séduire la clientèle ». Mais les *Vadius* et les *Trissotin* n'ont pas disparu. Molière...

Jean-Pierre Collignon

(1) De J.-M. P. et U. Brassart, Hachette Technique, coll. « Lexique » (huit lexiques parus à ce jour).

BLOC-NOTES

D'une semaine... à l'autre

POURPARLERS DU GATT. La CEE et les États-Unis n'ont pas pu déboucher les négociations commerciales dites de l'Uruguay Round les 11 et 12 octobre à Bruxelles. Les Douze ont refusé de signer le « plan agricole » qui exige le maintien d'un système européen de subvention aux agriculteurs. La CEE voudrait, en contrepartie, pouvoir lever ses importations de produits de substitution de l'huile de lin (le 11-12, 13, 14, 15 octobre).

GARY S. BECKER, PRIX NOBEL D'ECONOMIE 1992. Le jury Nobel a distingué, le 13 octobre, cet économiste de la « science des comportements », représentant de l'école de Chicago (le *Monde* du 13 octobre).

PLAN DE SECOURS DE 36 MILLIARDS DE FRANCS AUX PME. Le plan de l'industrie et du commerce a été adopté le 12 octobre, en vertu du projet de budget 1993, un accord de principe a été conclu pour le CODEVI (compte de développement industriel) et la création d'un fonds de garantie auprès de la SOFARIS (Société française pour l'assurance du capital risque PME) (le *Monde* du 13 octobre).

FERMETURE DES MINES DE CHARBON EN GRANDE-BRETAGNE. British Coal a annoncé le 13 octobre un plan qui prévoit 11 000 licenciements et la fermeture de 11 une des cinquante mines de charbon en Grande-Bretagne (le *Monde* du 13 octobre).

LE CONSEIL EUROPEEN EXTRAORDINAIRE. Au menu des Douze, réunis au sommet, le 16 octobre, à Birmingham : la subsidiarité, la réduction du droit de mouvement par la Grande-Bretagne et le Danemark, le fonctionnement du Système monétaire européen (le *Monde* du 13 octobre).

ACCORD SUR LA MAÎTRISE DES RESSOURCES DE L'EAU. Le compromis conclu, le 16 octobre par le gouvernement, les syndicats et les caisses d'assurances-maladie, introduit des « références médicales » : dorénavant, le régime des soins médicaux sera lié aux conditions financières de l'assurance-maladie (le *Monde* du 16 octobre).

PENTLAND A RENONCE A ADIDAS. Le groupe britannique a annoncé le 16 octobre qu'il résiliait son contrat de rachat de la marque allemande au groupe allemand Tapie Finance (BTF) (le *Monde* du 16 octobre).

MARDI 20 OCTOBRE. France. Journée d'action et de grèves à l'appel de la fédération CGT des PTT.

Journée d'action des « Indiens pour la Somalie ». Le ministre de la Santé Bernard Kouchner demande aux petits Français d'apporter un paquet de riz à l'hôpital pour aider ce pays africain victime de la famine.

Luxembourg. Conseil des ministres de l'environnement des Douze. Adoption d'un règlement communautaire concernant les déchets.

MERCREDI 21 OCTOBRE. Washington. 7^e session des négociations bilatérales américano-arabes (jusqu'au 19 novembre).

JEUDI 22 OCTOBRE. Paris. « Rencontres de l'industrie » organisées par le ministère de l'Industrie et du Commerce extérieur, en présence de Pierre Bérégovoy (premier ministre), Jacques Delors (président de la Commission européenne) et Dominique Strauss-Kahn (ministre de l'Industrie) (jusqu'au 23 octobre à la Cité des Sciences de La Villette).

VENDREDI 23 OCTOBRE. Pékin. Visite de l'empereur du Japon Akihito et de l'impératrice Michiko (jusqu'au 28 octobre).

Roma. Visite de Michel Peres, ministre des Affaires étrangères de l'Italie, à la tête d'une délégation française.

SAMEDI 24 OCTOBRE. Pékin. Expiration du délai fixé pour le départ des dernières troupes de l'ONU.

Paris. 3^e Conférence internationale de la sécurité (à la Sorbonne) (jusqu'au 25 octobre).

Le Caire. Visite du ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel (jusqu'au 26 octobre).

DIMANCHE 25 OCTOBRE. Contradictions. Elections présidentielles et législatives.

Lituanie. Elections législatives anticipées.

Paris. 5^e salon international de l'architecture (La Villette) (jusqu'au 1^{er} novembre).

LUNDI 26 OCTOBRE. Canada. Déclaration sur la réforme constitutionnelle.

Paris. Colloque sur le thème : « Jeunes, villes, emploi, quel avenir pour la jeunesse africaine? » organisé par le ministère de la coopération et du développement (Maison de la chimie) (jusqu'au 29 octobre).

Saragbourg. Session plénière du Parlement européen.

DES LEXIQUES TECHNIQUES

LEXITEC

En vente en librairie

A partir de 65,00 F

HACHETTE Technique

Hollywood, soutien des démocrates

Dans la course aux « dollars souples » pour financer les campagnes présidentielles, les démocrates peuvent toujours compter sur le cinéma : acteurs, producteurs, scénaristes, plus encore que les studios, paient de leur poche et de leur personne

LOS ANGELES
correspondance

C'est pas le soleil californien qui fait briller les yeux des candidats en campagne dans le Golden State, mais plutôt cet or électoral que promet l'un des meilleurs filons à l'ouest des Rocheuses : Hollywood. Au mois d'août, les démocrates ont ramassé 5 millions de dollars, dont 620 000 en provenance de l'industrie du cinéma et de la télévision, la profession qui s'est montrée la plus généreuse pour cette période (1). Les républicains, eux, ont récolté 3,7 millions, mais bien peu à Hollywood.

La campagne présidentielle, véritable machine à sous, force ses candidats à courir leurs donateurs de parties en gales de charité (les *fund-raisers*), avec pèlerinage obligé à Los Angeles. Pionnière pour une campagne financée par des fonds publics : le Trésor américain a versé 35 millions de dollars à George Bush et à Bill Clinton dès leur désignation comme candidats officiels de leur parti. Mais les dollars publics ne suffisent plus à boucler le budget d'une campagne évaluée à plus de 100 millions de dollars. Les candidats ont donc recours à la *soft money*, ces « dollars souples » qui échappent aux limitations fédérales. Pour la première fois, ces contributions (qui peuvent atteindre plusieurs centaines de milliers de dollars) seront rendues publiques.

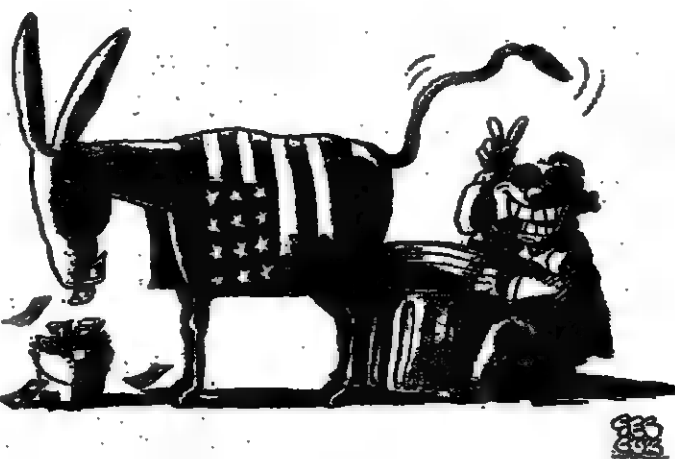
Dans la course aux « dollars souples », les républicains avaient un net avantage au départ (41 millions de dollars depuis janvier 1991, contre seulement 21 millions dans les caisses démocrates), mais en août, la tendance s'est inversée grâce à Hollywood et aux avocats (2). Deux professionnels politiquement critiques par les républicains, récents d'effluves culturels, réintégré au nom des valeurs familiales traditionnelles, le milieu du cinéma et de la télévision a répondu massivement... par des chèques à Bill Clinton.

Historiquement, les sympathies de Hollywood ont toujours penché du côté démocrate, mais l'ampleur des contributions est « sans précédent », confirme Bob Burkett, responsable de la collecte des fonds démocrates à Los Angeles. Au total : 1,32 million dollars fin août, auxquels il faut ajouter 1,1 million récolté lors d'un dîner de gala chez Frederick Field (président d'Inter-scope).

PARRAINAGE • Dans le parrainage des démocrates, l'industrie audiovisuelle vient juste après les avocats, Wall Street, l'immobilier et les professions de santé, prouvant qu'avec l'augmentation du coût des campagnes, les démocrates sont devenus eux aussi très dépendants des milieux d'affaires. Les républicains reçoivent 70 % de leur *soft money* des entreprises, 29 % de particuliers et 0,1 % des syndicats, tandis que les démocrates sont financés à 53 %

par les entreprises, 30 % par des contributions personnelles et 14 % par les syndicats. Disney, par exemple, verse quatre types de financements politiques : les chèques d'entreprise aux candidats dans l'Etat de Californie, les *soft dollars* aux partis, les dons qui transitent par le comité d'action politique (le *Walt Disney Company Employees PAC*), et enfin les contributions personnelles de ses cadres supérieurs. « Le bien-fondé de ces contributions politiques d'entreprise a toujours fait l'objet d'un débat aux Etats-Unis », explique Joe Shapiro, vice-président exécutif de Disney. « Notre compagnie ne se sent pas particulièrement à l'aise sur cette question, mais nous avons tout de même participé au financement de la campagne présidentielle. »

Da début 1991 à la fin août 1992, à peine un quart de l'argent de Hollywood est allé au parti de George Bush. Gulf and Western, propriétaire de Paramount, et le studio lui-même ont versé principalement aux républicains. Le conglomerat Time Warner Inc. partage ses dollars entre les deux partis, mais d'autres studios ont nettement choisi le camp démocrate. C'est le



débat sur la réglementation du câble. Toutefois, il est difficile de distinguer ce qui relève des pressions corporatistes et des choix politiques dans la répartition des fonds. « Il y a deux sortes de contributions à Hollywood », affirme Margery Tabackin, présidente du Hollywood Women Political Committee, un

formidable levier financier qui a collecté près de 1,6 million de dollars, dont la moitié pour Clinton, les studios, qui défendent avant tout leurs intérêts, et des individus, les acteurs, producteurs, scénaristes, réalisateurs qui croient en une cause. Innocents, les dollars des stars ? En tout cas moins entachés de suspicion que

les contributions de Wall Street, ou de l'industrie du pétrole ou du sucre. « Nos dollars sont propres : ni *soft money* ni chèques d'entreprise », assure Tabackin.

Ben que purgé récemment, la législation a permis le retour des pressions de pression et des entreprises dans le financement des partis. « La politique américaine a deux sortes d'électeurs : les électeurs proprement dits, et ceux qui votent en espèces et ensuite surveillent la rentabilité de leur investissement », constate Larry Mackinson, du Center for Responsive Politics de Washington.

TRANSPARENCE • Disney, Joe Shapiro, les réserves : « Quand un sénateur vote en faveur d'une loi qui concerne l'industrie du cinéma, s'il a collecté des fonds auprès de la profession, on aura toujours l'impression qu'il agit sous influence. » Bob Burkett, *fund-raiser* lui-même, souhaite carrément que sa profession disparaisse : « Le système peut-être ? Il confirme que si Bill Clinton est élu, le financement électoral sera de fond en comble.

La publication des financements électoraux peut se révéler embarrassante pour les deux camps. « Nous ne nous sommes pas fait que des amis : les candidats sont en campagne et la dernière chose qu'ils veulent, c'est que les électeurs sachent d'où vient leur argent », conclut le responsable du Center for Responsive Politics. Pourtant, il des questions tout à fait légitimes - qui, combien, à qui, et donc : pourquoi ? - on devrait pour une fois pouvoir répondre. En ce sens, la campagne électorale actuelle est sans doute la plus transparente de l'histoire américaine.

Claudine Mulard

(1) Source : Center for Responsive Politics. Cet institut d'études indépendant analyse le financement des partis politiques, particulièrement l'origine de la *soft money*.

(2) Les avocats (soutenus par les démocrates) s'opposent à la limitation des dommages et intérêts qui peuvent être réclamés aux industriels (soutenus par les républicains) en cas de mal-tapis.

“Les studios défendent leurs intérêts, les individus croient en une cause.”

cas de Disney et de ses patrons (145 000 dollars en août), de la Twentieth Century Fox, de MCA (100 000 dollars en août), de Warner Bros. (100 000 dollars en août), de Sony Music (100 000 dollars en août).

LOBBYING • Le financement des partis de la part de sociétés rachetées par des Japonais (Sony et MCA) ou des Français (MGM), a fait l'objet d'une question au Congrès sur le lobbying des intérêts étrangers. La MGM, propriété du Crédit Lyonnais, ne figure pas parmi les donateurs politiques, mais Alan Ladd Jr., son président, finance le camp démocrate. Parfois la fonction incite au bipartisme : Jack Valenti, président de la Motion Picture Association of America, et le lobbyiste attitré de Hollywood à Washington, finance généreusement les démocrates, mais aussi le ticket Bush-Quayle.

Il est intéressant de noter que l'industrie du câble a versé des sommes colossales aux républicains, alors que les chaînes hertziennes sont pro-démocrates, reflétant le

Lexique du financement électoral

FEC (Federal Election Commission) : organisme créé en 1974 et doit être déclaré toute contribution supérieure à 200 dollars.

Soft money : ces dollars souples (un euphémisme) ne font l'objet d'aucune réglementation fédérale, sont versés au parti et non au candidat, en quantité illimitée. Depuis janvier 1991, ces contributions doivent être déclarées à la FEC.

Plafond des contributions : 1 000 dollars à chaque candidat fédéral par cycle électoral, 20 000 dollars par an au comité national d'un parti, et 5 000 dollars par an à un PAC (Political Action Committee), soit un total de 25 000 dollars par personne. La *soft money* permet de contourner ces limites.

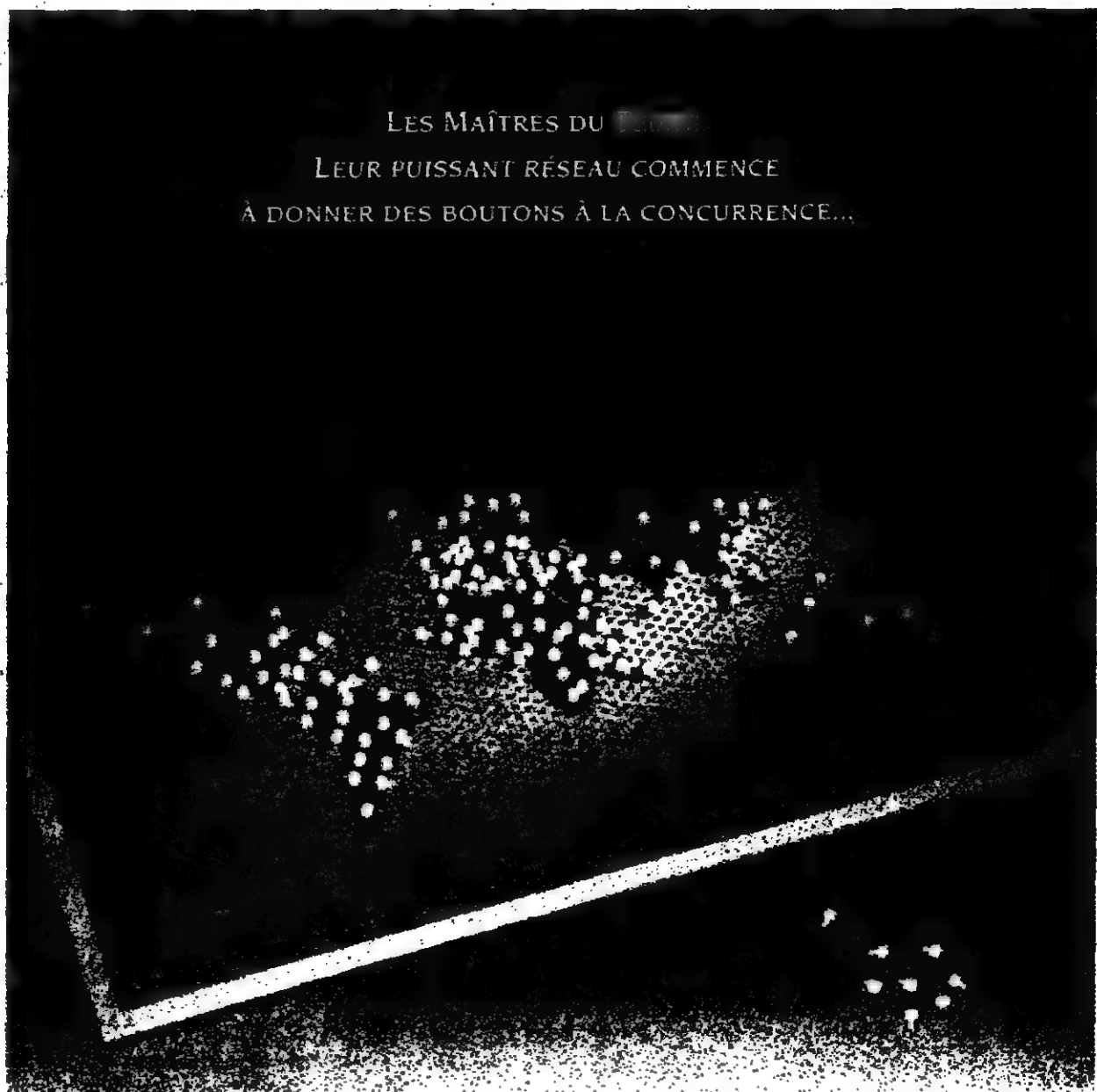
Fonds publics : lors des primaires, le candidat reçoit des fonds « équivalents » (*matching funds*) aux fonds privés qu'il a collectés. La convention du parti touche une subvention de 11 mil-

lions de dollars. Dès leur désignation, les deux candidats à la présidence ont reçu 55 millions de dollars, à condition de restreindre leur apport personnel à 50 000 dollars et de ne pas solliciter de fonds privés. Ross Perot, candidat sans parti, n'a pas droit à ces subventions mais peut dépenser ses deniers personnels sans limite.

PAC (Political Action Committee) : légalisés en 1974, ces comités d'action politique permettent aux entreprises, aux syndicats et aux associations professionnelles de regrouper leurs contributions. 5 000 PAC financent prioritairement les membres du Congrès.

1 dollar : prélèvement optionnel sur l'impôt direct alimentant le financement public. En 1980, 40 millions d'Américains avaient accepté ce prélèvement contre seulement 32 millions en 1990. Ce dollar n'a jamais été réajusté suivant l'inflation, d'où une crise prochaine du financement public.

LES MAÎTRES DU
LEUR PUISSANT RÉSEAU COMMENCE
À DONNER DES BOUTONS À LA CONCURRENCE...



N° 1 ■ FRANCE DU TRANSPORT EXPRESS
NATIONAL ■ INTERNATIONAL

UN RÉSEAU PUISSANT : 790 000 VILLES LIGÉES ENTRE 190 PAYS, UN SERVICE FIABLE : SUIVI INFORMATISÉ, UNE RAPIDITÉ ■ TOUTE ÉPREUVE... MAÎTRES DU TEMPS. N° VERT : 0.54.32.1.00

OBLIGÉ ! ON COMPREND MEUX POURQUOI CHRONOPOST FAIT DES JALOUS.

CHRONOPOST. LES MAÎTRES DU TEMPS.

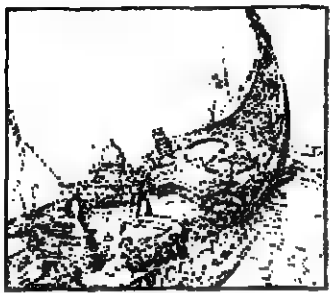


CHRONOPOST

ACTUALITÉ

Sauve qui peut l'Italie

Après une décennie de fuite en avant, le déficit budgétaire alimentant la dette publique, elle-même couverte par les Italiens sous forme de bons du Trésor, la péninsule est confrontée à des choix draconiens. L'Italie productive et rentière d'aujourd'hui n'acceptera pas facilement la rigueur



Depuis l'été, l'Italie est en pleine tourmente monétaire et sociale. Pour mettre le pays sur les rails de l'Union européenne et lui permettre de répondre aux critères de convergence des politiques économiques, le gouvernement dirigé par le socialiste Giuliano Amato a présenté au Parlement, pour réduire de 93 000 milliards de lire (1 000 milliards de francs) le déficit de l'Etat - qui dans le meilleur des cas attei-

ndrait tout de même 150 000 milliards de lire. Objectif : diminuer la dette publique, qui, avec 1 500 milliards de dollars, représente quelque 110 % du produit intérieur brut, alors que la norme européenne est de 60 % du PIB.

La moitié environ de ces économies seront réalisées grâce à des impôts nouveaux, mais l'autre moitié sera le résultat de sévères coupes dans les dépenses sociales. Ainsi, au-dessus des plafonds

variant selon la dimension de la famille, les ménages ne pourront plus bénéficier de la gratuité des soins, sauf à l'hôpital. L'âge de la retraite sera progressivement repoussé de cinq ans, les pensions seront indexées sur l'évolution prévue des prix et non plus sur les salaires; enfin, les rémunérations des fonctionnaires seront gelées.

Ce programme, qui n'a pas empêché l'effondrement de la lire, au point qu'il a fallu la mettre en congé du système moné-

taire européen, est combattu par les syndicats, qui, pourtant, n'en contestent pas la nécessité. Comme le gouvernement, les syndicats - qui ont organisé le 13 octobre une grève nationale de quatre heures mais devant faire face à une vive contestation - butent sur les contradictions d'intérêts entre l'Italie, l'industrie et celle de l'économie souterraine, l'Italie du nord et celle du sud, l'Italie des contribuables et celle des rentiers.

ROME
de notre envoyé spécial

ENNA CERQUETTI, maire de Cusano, dans la banlieue milanaise, a eu une drôle d'idée. Dans les années de la rue principale, il a installé les déclarations d'impôt sur le revenu de ses administrés dans les boîtes à lettres transmises par les services fiscaux. Le résultat est étonnant. Alors que les déclarations indiquent un revenu annuel de 30 millions de lire en moyenne (113 000 francs environ), les colporteurs du fait état, pour la même période, des sources de l'ordre de 4 millions de lire par an (guère plus de 15 000 francs). Quant aux colporteurs, ils déclarent 13 millions de lire (moins de 50 000 francs), les cafetiers 15 millions (lire et lire boulangers 20 millions (lire à peine 77 000 francs)...

Le maire ex-communiste de Cusano attend avec sérénité les poursuites judiciaires dont l'ont menacé plusieurs commerçants. « C'est de la fraude fiscale à l'état brut, dit-il, et ça ne mérite pas d'indignation. Dans la vie, que des mesures fondées sur le système fiscal ou sur des punitions fonctionnent, c'est une illusion. »

Draconien (il vise à dégrader 11 000 milliards de lire, soit 336 milliards de francs), le plan de Cusano est présenté par le gouvernement de Giuliano Amato comme le plus impératif - réduire le déficit budgétaire - et freiner la croissance - dont on ne peut pas se passer. Cependant,

il se heurte à l'opposition des contradictions accumulées par l'Italie au terme de dix années de fuite en avant. Un pays qui découvre aujourd'hui que le gigantesque déficit public - 110 % du produit intérieur brut cette année - est incompatible avec les contraintes de la construction communautaire au point de lui interdire de maintenir la lire dans le système monétaire européen. Un pays qui a fini par engendrer des réactions phénoménales d'acoutumance.

SPERANCE • Désormais, comme le sociologue Giuseppe De Rita, « il faut compter avec l'Italie des rentiers, celle de la bulle financière ». Aux sources de revenus traditionnelles - le travail salarié et le travail au noir - il convient, selon lui, d'en ajouter une troisième : la rémunération des placements engendrés par le déficit public, qui explique en partie que le taux d'épargne atteigne 20 % des revenus disponibles, deux fois plus qu'en France. Avec une rentabilité réelle de 10 %, les BOT (boni ordinari del Tesoro), littéralement 90 % par les Italiens eux-mêmes, ont devancé le symbole de la spirale infernale dans laquelle le pays s'est enfoncé.

Les gouvernements successifs ont refusé de faire des choix douloureux et, comme il faut le reconnaître, ont eu des bons du Trésor, au lieu d'être engagés dans une course sans fin, l'endettement appelant l'endettement. L'endettement, dit une partie de l'opposition - y compris les entreprises qui préfèrent les BOT à

l'investissement productif, car les syndicats - les habitants du vivre de la dette publique. La dette aurait, elle aussi, suivi le mouvement. Négligeant les activités traditionnelles (sa part dans le trafic d'abus serait passée de 85 % à 10 % en dix ans), elle s'est spécialisée dans le recyclage de l'argent au sein du Trésor.

Se prendre aux cheveux de BOT? Impossible, car les rentiers ne sont pas des rentiers. En réalité, arbitrairement, le plan Amato a imposé des coupes supplémentaires dans les dépenses, sans réforme fiscale d'urgence. Le plan Amato se contente d'imposer quelques taxes, dont un impôt de 0,75 % sur le patrimoine des entreprises, mais pour parer au plus pressé, il prévoit de sévères coupes budgétaires.

Cibles principales : les dépenses de santé - les Italiens dont le revenu annuel dépasse un plafond de 35 millions de lire pour un célibataire, n'ont plus accès à la gratuité des soins hospitaliers - et les retraites (l'âge de départ repoussé de soixante à soixante-cinq ans pour les hommes, désincentives des pensions). Les ligues du Nord, qui entendent rompre les amarres économiques avec le Sud, ont sauté sur l'occasion. Elles appellent à boycotter les Italiens et à plus de rigueur de l'Etat et à investir à l'étranger.

CLIENTÉLISME • Rentiers et producteurs? Pas si simple. Car les

« On a vu des directeurs d'école et même un boucher accéder à la tête des unités sanitaires. »

du fil fiscal. La « drogue » de l'endettement public renvoie aux malades du mal italien que le déficit de l'Etat ou le « lottizzazione », autrement dit le clientélisme organisé.

« Payer ses impôts et déclarer ses salaires? Economiquement, c'est un non-sens. Plutôt que de rémunérer des fonctionnaires inefficaces, voire d'alimenter les pots-de-vin des hommes politiques, il vaut mieux garder cet argent pour créer des emplois, même au noir, et investir », explique froidement un artisan. « Nous ne sommes pas plus responsables de l'évasion fiscale que les autres catégories », assure Filippo Minotti, dirigeant de la Confédération nationale de l'artisanat et des

petites entreprises (CNA). « Il faut comprendre, plaide-t-il. Notre fiscalité est parfaitement anachronique : certains sont exonérés sur la surface de l'atelier et les exportateurs doivent attendre cinq ans avant de se voir rembourser la TVA. Depuis dix années, nous avons proposé une modification du système d'imposition des PME qui représenterait davantage à l'Etat, car elle serait plus proche de notre activité. Mais rien n'a bougé. »

EVASION • L'ampleur de l'évasion fiscale rend plus difficiles les protestations que soulèvent les coupes châtées (l'équivalent de 22 milliards de francs) du plan Amato dans les dépenses de santé alors même que, comme l'a déclaré De Lorenzo, le ministre de la santé, « les citoyens ne sont pas satisfaits des prestations qui leur sont proposées par le service public et il y a des files d'attente ».

Pourtant, les hôpitaux ont quelques succès de leur côté. « En contraignant le système à financer elle-même le coût de la santé, une réforme nous a permis de passer d'une clientèle privée, comme le Pr Bollero, président de l'ANNAO, principale organisation de praticiens du service public. Mais il faudrait privilégier la privatisation d'une certaine dépollution du système. Regardez : tout le financement de la santé des hôpitaux et de la santé dépend des unités sanitaires locales. Or, leurs directeurs sont nommés par le pouvoir politique régional. Ainsi, on a vu des

directeurs d'école et même un boucher accéder à la tête des unités sanitaires. A l'avenir, il faudrait au moins créer un diplôme permettant d'accéder à ce type de responsabilité. »

La perte de rentabilité des services publics est également inquiète. 3,5 millions de fonctionnaires. En Italie, il n'est pas rare que les parlementaires échangent d'attribuer les avantages sociaux à telle ou telle catégorie de services de l'Etat. Ce clientélisme a conduit les syndicats à réclamer l'introduction des règles du droit commun dans les relations sociales de la fonction publique, y compris le droit de licenciement individuel. « Dans ce pays, une partie des salariés paie chaque jour le prix de l'adaptation à la compétition internationale. L'autre partie ne paie rien, comme seul marché que le marché électoral », soupire Pietro Marcegaglia, le patron de la FIOM, la fédération CGIL de la métallurgie du Nord. « Pour nous, syndicalistes, ajoute-t-il, c'est une contradiction difficile à accepter, car elle traverse les familles et même les individus. Sans parler de l'adaptation à la concurrence internationale - au noir - qui ne concerne pas seulement les salariés de la fonction publique. »

REPRODUCTION • Dans un pays où personne ne sait exactement où se trouve la richesse, le plan Amato ne court pas le risque d'être rejeté. Il peut aussi encourager encore davantage le développement de l'économie souterraine.

C'est précisément ce que craint Giuseppe De Rita : « Ceux qui participent à l'économie souterraine sont des gens qui ont des clients avec un véritable recul. Aussi, tous les discours catastrophistes sur le risque de l'Etat au bord du gouffre et de la lire à la dérive risquent de ne pas produire les effets escomptés. Du coup, on observe depuis peu de temps un mouvement de retour dans l'ombre. En fait, les indicateurs économiques nous en disent plus que ce qu'on voit. On se cache : dans le Nord, on enregistre une augmentation non négligeable des demandes d'annulation des inscriptions au registre des entreprises. Une bonne partie des nombreuses faillites enregistrées répondent à une volonté d'échapper à la rigueur officielle pour échapper à la rigueur des impôts. »

« Plus généralement, conclut le sociologue, on observe un retour en force du clientélisme : la famille, l'école régionale, le refus de la corruption des hommes politiques. »

L'économie cachée, qui fait évidemment partie de ces « valeurs sûres », pourrait tout de même subir les conséquences d'un vigoureux plan de refroidissement. Les personnes répandues dans la sous-traitance, qui ne sauraient échapper à la chute brutale de l'activité des grandes entreprises et au recul de la consommation qu'engendreront 93 milliards de lire d'économies budgétaires, d'au moins l'équivalent de 6 % du produit intérieur brut.

D'ailleurs, une vraie récession ne peut pas venir. On en croit Innocenzo Cipolletta, directeur général de la Confindustria, le patronat italien. « Depuis peu, dit-il, la situation est tellement générale que c'est un signe qui ne trompe pas. »

Alors douloureuse que s'annonce la cure de désendettement engagée par le gouvernement Amato, l'Italie ne pourra se contenter de limiter les effets pervers engendrés par son endettement. Pour venir à bout des forces centrifuges qui le paralysent, il lui faudra bien s'attaquer au paradoxe qu'exprime parfaitement le proverbe italien : « Nous avons la fiscalité, mais nous n'avons pas d'Etat. »

V. L. B.

(1) 1 000 lire valent environ 3,80 francs.

Jean-Michel Normand

Le « malgoverno » au quotidien

ROME
de notre envoyé spécial

Enrico préfère en lire. Au début de l'année, il a acheté le timbre fiscal de 22 000 lire (un peu moins de 100 francs) pour que son permis de conduire soit valide en 1992. Première surprise : au début de l'été, le ministère des Finances a annoncé que les automobilistes devront acheter un nouveau timbre de 26 000 lire. Enrico soupire et se rend consciemment dans le débit de la rue la plus proche. L'autre surprise : les timbres manquent, il faudra revenir. Troisième surprise, au bout de quelques jours, les timbres sont bientôt disponibles, annonce le ministère. Mais les prix ont encore augmenté...

L'humour d'Enrico, le trentin, chercheur en biologie dans un laboratoire public à Rome, est la toute épreuve. « Ce genre de mésaventure, dit-il, fait partie de notre quotidien. L'énumération de ce que risquent de lui coûter les principales mesures du plan Amato lui font pourtant froncer les sourcils. « Comme mon médecin dépasse le seuil de 10 millions de lire, je ne puis plus soigner gratuitement par mon médecin un il faut payer mes médicaments. Propriétaire de mon logement, je devrai acquitter la nouvelle taxe sur la résidence principale. Je ne pourrai plus acheter la totalité des intérêts que je verse sur mes emprunts. »

Remarque, avec ce système de prélèvement des impôts, le contribuable est directement auprès de l'employeur, ce qui a des services fiscaux jusqu'à lors ne versaient ni trop, ni peu. Avec un décalage de cinq ans... Ah, j'allais oublier que, depuis juillet, l'échelle

des salaires a été supprimée. « Mais ce n'est pas tout. L'efficacité et la dégradation des services publics qui mécontentent le biologiste. « Trop de choses ne marchent pas à Rome, il suffit d'un gros coup pour que tout s'écroule et que les choses soient indécidables, à cause du manque de confiance. »

« Croyez-moi si vous voulez, raconte Donata Maria, une amie de Enrico, le jour où sont payées les pensions, on peut voir à la fin de la rue les rangées de petits vendeurs de journaux. Et qu'attendent-ils ? Que suffisamment de dépôts en argent liquide soient disponibles - comme les chèques sont payables, leur temps d'attente est exceptionnel - pour que l'on puisse leur verser leur pension. Alors, de temps en temps, on attend un employé du service public à la cantonade si quelqu'un, dans la queue, n'aurait pas un chèque de 500 000 lire à lui offrir. »

Comment font les jeunes Italiens des classes moyennes pour s'en sortir? « Chez nous, il y a une vraie lutte économique », explique Enrico. « Les non-salariés, comment font-ils pour ne pas payer leurs impôts? C'est très simple, répond l'un de ses amis, appartenant à une profession libérale. Il faut faire croire qu'il n'y a rien de rien. Deux options sont possibles. Ou l'on ne paie rien, ou l'on paie tout. Mais dans ce dernier cas, l'administration vous proposera rapidement une transaction amiable. A un prix tout à fait raisonnable car le contribuable ne connaît pas les lois de son pays. »

J.-M. N.

A la recherche des touristes

La péninsule perd ses visiteurs et ses vacanciers par suite de la récession et des prix trop élevés. Après un léger mieux l'an passé, l'année 1992 paraît médiocre

LES grandes villes d'art italiennes et les localités balnéaires. Sicile et Sardaigne comprises, ont vu après les touristes. Récession économique et prix trop élevés ont conduit à une baisse de la fréquentation. Le nombre de visiteurs a baissé de 20 % à 30 % par rapport à 1991 à Venise, Florence et dans les grandes villes.

Pourtant, l'année avait bien commencé : sur les six premiers mois, le nombre des touristes avait progressé de 3 % par rapport au premier semestre de 1991. Mais le gros du déclin d'affaires se réalise sur juillet et août et là, les vacanciers semblent avoir suivi à la lettre les conseils du ministre du tourisme italien, Margherita Boniver : « Si l'été est un été, j'irais à l'étranger, de 12 362 milliards de lire en 1991 (1), s'est largement réduit depuis. Il s'agit d'une légère remontée en 1991, à 8 402 milliards de lire - un certain nombre de touristes ont préféré l'Italie à la Grèce ou à la Turquie au moment de la guerre du Golfe, au plus tard, il y a eu une baisse de la fréquentation. La part des touristes dans le produit national brut était remontée de 1 % en 1989 à 1,75 % en 1991. »

Mais pour l'année en cours, malgré une remontée en septembre, l'excédent des échanges ne dépasserait guère les 8 000 milliards, le nombre de visiteurs

ayant baissé de 20 % à 30 % par rapport à 1991 à Venise, Florence et dans les grandes villes.

Pourtant, l'année avait bien commencé : sur les six premiers mois, le nombre des touristes avait progressé de 3 % par rapport au premier semestre de 1991. Mais le gros du déclin d'affaires se réalise sur juillet et août et là, les vacanciers semblent avoir suivi à la lettre les conseils du ministre du tourisme italien, Margherita Boniver : « Si l'été est un été, j'irais à l'étranger, de 12 362 milliards de lire en 1991 (1), s'est largement réduit depuis. Il s'agit d'une légère remontée en 1991, à 8 402 milliards de lire - un certain nombre de touristes ont préféré l'Italie à la Grèce ou à la Turquie au moment de la guerre du Golfe, au plus tard, il y a eu une baisse de la fréquentation. La part des touristes dans le produit national brut était remontée de 1 % en 1989 à 1,75 % en 1991. »

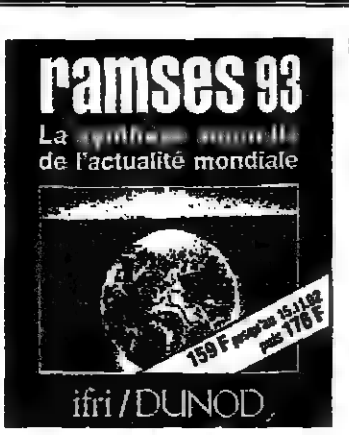
Mais pour l'année en cours, malgré une remontée en septembre, l'excédent des échanges ne dépasserait guère les 8 000 milliards, le nombre de visiteurs

ayant baissé de 20 % à 30 % par rapport à 1991 à Venise, Florence et dans les grandes villes.

Pourtant, l'année avait bien commencé : sur les six premiers mois, le nombre des touristes avait progressé de 3 % par rapport au premier semestre de 1991. Mais le gros du déclin d'affaires se réalise sur juillet et août et là, les vacanciers semblent avoir suivi à la lettre les conseils du ministre du tourisme italien, Margherita Boniver : « Si l'été est un été, j'irais à l'étranger, de 12 362 milliards de lire en 1991 (1), s'est largement réduit depuis. Il s'agit d'une légère remontée en 1991, à 8 402 milliards de lire - un certain nombre de touristes ont préféré l'Italie à la Grèce ou à la Turquie au moment de la guerre du Golfe, au plus tard, il y a eu une baisse de la fréquentation. La part des touristes dans le produit national brut était remontée de 1 % en 1989 à 1,75 % en 1991. »

Mais pour l'année en cours, malgré une remontée en septembre, l'excédent des échanges ne dépasserait guère les 8 000 milliards, le nombre de visiteurs

DEPENSES • Plusieurs raisons conjoncturelles sont évoquées pour expliquer cette double défection : la crise économique italienne et la perspective d'une hausse des impôts. Mais cette baisse traduit une tendance de fond : un goût de plus en plus marqué des touristes pour les vacances à l'étranger. Toutefois, qui peut aller plus loin sur les dépenses de tourisme que les ministères français du tourisme, ou juge sous-évalué le chiffre de 268 francs par jour et par jour pour 1991 annoncé par les sta-



Venturi ou la voiture passion

Malgré la crise du marché des automobiles de luxe, la jeune société française Venturi continue de se développer sur un créneau étroit : le sur-mesure et l'exclusivité. Non sans difficultés

Le luxe suprême. Acheter une voiture de sport de la conception exacte de ses rêves. Ou, mieux encore, de son polo Lacoste fétiche : saumon par exemple. Il va sans dire que l'intérieur cuir de la voiture ainsi que sa moquette reproduisent alors à la perfection le vert du célèbre crocodile.

Autant de fantaisies que Venturi, le plus jeune constructeur de voitures françaises, né il y a sept ans à peine, a décidé de permettre à ses clients. Venturi peut se targuer d'être, au monde, le fabricant de voitures de sport qui offre la gamme la plus étendue de décoration et d'aménagements intérieurs. Seules les entreprises artisanales de grand luxe, qui réalisent des voitures à l'unité (comme le français De la Chapelle, qui construit des répliques de Bugatti), proposent un choix aussi vaste que ce producteur de moyennes séries.

Coupe ou cabriolet, chaque Venturi est unique, construite pour répondre aux desiderata des acheteurs. A l'usine Venturi (au Coubron, près de Nantes, on ne trouve d'ailleurs aucune voiture en stock. Le processus de fabrication ne débute qu'avec la commande du client.

La carrosserie, le châssis et le moteur (un six cylindres Peugeot-Renault-Volvo) sont standardisés. Mais pour le même prix de base (qui oscille tout de même entre 400 000 francs pour un coupé 210 chevaux et 600 000 francs pour un cabriolet 260 chevaux), la peinture extérieure et la décoration intérieure sont entièrement « à la carte ». Au choix : une quinzaine de teintes de peinture, ou la possibilité de se faire fabriquer « à l'import » d'autres couleurs précises ; deux quatorze de cuir en cinquante-quatre teintes différentes, du noir le plus sobre au jaune poussin ; dix bois différents pour le tableau de bord (noyer, orme, merisier, citronnier...), en mat, vernis, satiné, demi-satiné ou brillant ; une moquette (déchirée en vingt coloris) spéciale auto en synthétique, ou pure laine pour les clients qui exigent de retrouver dans leur voiture le confort douillet de leur villa.

Sans compter les petits à-côtés, comme les bagages en cuir spécifiquement adaptés à la forme des coffres avant et arrière, et, bien entendu, assortis.

MAUVAIS GOÛT • « Nous sommes parfois pris au piège de notre politique de communication. Les clients font ce qu'ils veulent, ce qui n'exclut pas toujours les combinaisons de mauvais goût, malgré nos conseils », reconnaît Jean-Pierre Lecou, directeur général de Venturi. « Pour limiter le nombre de voitures turquoises avec cuir jaune et moquette verte, nous

essons de faire comprendre aux clients qu'une telle voiture est un placement, et qu'ils risquent ensuite d'avoir du mal à la revendre ».

La tendance actuelle est pourtant à la discrétion. « Les gens ont peur d'acheter qu'ils possèdent un objet de luxe, de craindre de se faire agresser », chefs d'entreprise, médecins ou avocats, les acheteurs de Venturi ont pour la plupart entre quarante et cinquante-cinq ans. Plus jeunes, ils n'ont pas assez d'argent ou ils sont pères de famille, or la « place » n'a que deux places. Il leur faut attendre que les enfants soient grands « pour avoir le plaisir de dire que leur voiture, ils l'ont un peu faite eux-mêmes », analyse Jean-Pierre Lecou. Marcel Prot, président pour l'Afrique, l'Europe et le Moyen-Orient d'une grosse société d'emballage américaine, n'est fait réaliser une Venturi d'un bleu bien particulier : « Je voulais une peinture extérieure du même bleu que celui que l'on trouve sur les boîtes de F&M (boisson gazeuse) aux Etats-Unis ». Il poursuit : « Les voitures, c'est comme les robes. Il est toujours plus amusant de s'en faire faire une sur mesure que de l'acheter dans le commerce ».

COUSU MAIN • Tout l'art commercial des dirigeants de Venturi consiste à jouer sur cet effet d'appropriation, d'exclusivité. Les clients sont ainsi invités à l'usine de Coubron pour assister à la construction de leur voiture. Une « usine automobile », le moindre robot. Même les cuirs sont cousus à la main par trois sœurs. Une centaine de sous-traitants se chargent de la fabrication des différentes pièces, et seul le fini du véhicule et la finition intérieure se font sur place : une cinquantaine d'heures sont nécessaires pour l'aménagement intérieur, quatre cent cinquante pour la voiture dans son ensemble. A la livraison du véhicule, trois à six mois après la commande, un « livre de bord » est remis à l'acheteur, avec des photos de la voiture aux différentes étapes de fabrication.

Fondé en 1984 par deux ingénieurs (Godfrey et Claude Poiraud) qui rêvaient de construire la voiture idéale, Venturi a fait une place face aux grands constructeurs de voitures de sport : Ferrari, Porsche, Renault (Alpines), Honda, Aston Martin. « Une marque jeune se devait de trouver un plus par rapport aux marques présentes depuis longtemps sur le marché », commente Thierry Chave, chef de la région sud chez Jaguar.

Un positionnement plutôt heureux : en ces temps de crise de la voiture de luxe, les commandes massives se multi-



L'intérieur fait sur mesure d'un cabriolet Venturi.

plient). Venturi pourrait tout bien que mal son petit bonhomme de chemin. Déjà cinq cents voitures sont sorties des usines de Coubron. Mais Venturi est loin d'être en 1991, et, cette année, quelques centaines de voitures trouveront preneur. L'entreprise exporte 45 % environ de sa production, pour moitié en Europe, pour moitié au Moyen-Orient et au Japon. Avec un chiffre d'affaires de 45 millions de francs en 1991, Venturi est cependant toujours pas à l'équilibre financier.

« La voiture a un potentiel, pour l'instant inexploité, de cinq à dix fois par an. Il faudrait en produire au moins une centaine chaque année pour être vraiment rentable », admet Jean-Pierre Lecou, qui précise néanmoins : « Le marché de la voiture de sport se réduit. Il a baissé de 15 % en 1991, et de 34 % durant les deux premiers mois de 1992. Pour passer à l'industrie industrielle, Venturi a été contraint de céder en 1989, à l'occasion d'une augmentation de capital, la quasi-

totalité de son capital (92 %) à la société Primwest France (filiale d'une holding franco-suisse). Aujourd'hui elle cherche un autre partenaire pour développer « une nouvelle génération de voitures de sport ». L'idée, assure l'entreprise, est moins de procurer des fonds que de recruter un partenaire de compétences techniques afin de procéder à un « échange de savoir-faire ».

Selon Jean-Pierre Lecou, « le concept même de la voiture de sport est aujourd'hui dépassé ». Alors que la vie de famille et la responsabilité des enfants n'ont pu de l'effacer, les voitures de sport n'ont plus de raison d'être. Rapidement, elles font craquer le budget des familles, et les points. Symboles même de l'excès, elles sont en tout premier lieu de la crise économique et du pessimisme des décideurs, qui hésitent à y consacrer de l'argent.

Pascale Krémer



Les paris de Lanvin

Mannequin sur échasses et surprises à tous les étages : en cette soirée du 18 octobre, le faubourg Saint-Honoré était le théâtre pour la présentation de la collection Lanvin et l'inauguration de ses deux immeubles. Même si, en ces temps de morosité, les deux actionnaires, Henry Racamier pour Lanvin et Lindsay Owen-Jones pour L'Oréal, avaient exigé un peu de modération, le président de Lanvin et maître des lieux, Michel Pietrini, qui depuis deux ans travaillait à cet événement.

Après avoir relancé Chanel, Michel Pietrini s'est consacré à reconstruire un « univers Lanvin » adapté aux années 90. Avec un avantage pour les hommes, plus fidèles à la marque. Davantage érodée, l'image auprès des femmes devrait être lentement reconstruite à partir des deux étages qui leur sont consacrés. Des boutons de manchette ou de la petite maroquinerie à 250 francs du rez-de-chaussée, au costume

sur mesure à 2 000 francs du cinquième étage, l'offre est suffisamment large pour qu'on perçoive une exigence et capricieuse. Néanmoins, le luxe oblige : les « synergies » de Lanvin ont été soignées : le bleu, la vague, l'échelle et le godron, présents dans le logo, que l'on retrouve dans la décoration de l'intérieur britannique Terence Conran.

Dans le domaine industriel, Lanvin a fait d'utiliser les synergies. Les « synergies » de Lanvin ont été soignées : le bleu, la vague, l'échelle et le godron, présents dans le logo, que l'on retrouve dans la décoration de l'intérieur britannique Terence Conran.

F. Ch.

Ce guide est destiné à vous donner une information complète et claire sur les SICAV FCP de la BNP. Deux pages sont consacrées à chaque produit : celle de droite résume les critères financiers et celle de gauche, la notice d'information, apporte les données réglementaires. Le guide des SICAV FCP de la BNP vous permet ainsi de faire votre sélection. Dans toutes nos agences, nos conseillers sont bien entendu à votre disposition pour conforter votre choix. Ce guide est disponible dans les agences BNP ou en téléphonant au (1) 40 14 39 33. Tapez 3614 BNP et les mots-clés SIV, FCP pour tous compléments d'information.



CINQ ANS APRÈS LE KRACH

La Bourse est morte. Vive la Bourse!

Suite de la page 31

Les petites fiches qui inscrivait ces ordres étaient diligemment portées par des gardes en uniforme aux fondes de pouvoir («barreaux») à l'arrière, derrière la seconde grille concentrique percée de portillons.

Dès que les cours des «grandes» valeurs, les valeurs qui pouvaient prendre du temps en cas de nouvelles touchant la société correspondante ou d'événements importants, des préposés circulant sur une longue passerelle les inscrivait sur un registre noir qui s'étendait sur une bonne partie du petit hall du Palais.

Autour, dans de petites enceintes en bois sans décorum, mais toujours avec des panneaux, où s'inscrivaient les ordres de la crête, des représentants d'agents de change étaient installés à leurs postes. Ils étaient chargés d'un ordre de bourse et d'un élastique — les «claquettes», objet plus précieux que la vie du commis (en cas d'accident sur la chaussée, il était d'usage ramasser la carotte). Ils s'occupaient aussi de leur patron mais plus rapidement et souvent plus efficacement, en professionnels chevronnés.

Le véritable pittoresque de la Bourse était là, au contact direct du public, sous les balustrades de la corbeille, avec des figures légendaires, comme il pouvait l'être dans les étages supérieurs où se côtoient, à la crête, les obligations et, par «bottes» et registres, les valeurs moins importantes, négociées au comptant et à



«FAIRE CHARLEMAGNE» ■ Il s'agissait d'ouvrir le marché de l'Europe en grand vent de l'Europe. En 1993, la loi de l'innovation financière, dite loi de l'innovation, transformait l'essai, et la révolution commençait. Tout se passa très bien d'abord pour les agents de change, qui négocieront immédiatement la vente à des banques, françaises et étrangères, de tout ou partie de leurs charges.

Ce furent de belles opérations financières, au début du moins, car le krach du 19 octobre 1987 à la Bourse de New-York eut de fâcheuses conséquences sur le chiffre d'affaires de la Bourse et, surtout, sur les bénéfices des charges, qui servaient de base lors de la fixation des prix de vente. Les agents de change

changés. D'un côté, ces sociétés de Bourse canalisent les ordres provenant des banques, leurs actionnaires, dont elles sont les exécutants fidèles. De l'autre, elles prospectent activement la clientèle des organismes de placement institutionnels français et étrangers, d'une manière systématique, leur réservant leurs «recommandations», au prix naturellement d'une concurrence exacerbée et de rabais sauvages sur les

«techniques», les Japonais se sont livrés depuis. La présence sur le marché de quelque cent sociétés de titres, dont certaines sont des petites officines à un membre de la Bourse et évoluent dans le mouvement des plus grandes, est une raison de ce retard. Ces petites officines ignorent les analyses macro-économiques et, à plus forte raison, les instruments de gestion des risques.

Chute des cours, plus grande mobilité des opérations: les sociétés de titres japonaises ont subi une grave crise de confiance qui se traduit par des disparitions et des fusions. Elles ont dû réduire le nombre de leurs bureaux. Kokusai Securities ferme sept de ses sept représentations à l'étranger. La plupart réduisent leur personnel (y compris certains membres de leur direction).

Les nouvelles techniques de cotation électronique ont sonné le glas de la «corbeille».

révolution ■ Sur le plan technique, cela a été la révolution, mais amorcée bien avant la loi de 1987. Les nouvelles techniques de cotation électronique, ordinateurs et terminaux sur lesquels s'affichent, chaque opérateur, les cours demandés et offerts, avec conclusion des transactions par téléphone, ont sonné le glas de la «corbeille». Du coup, la corbeille a disparu dès juillet 1987 ainsi que tous les autres groupes de cotation qui l'entouraient, remplacés par le système CAC (cotation assistée en continu). Autre disparition, naturellement, celle de la séance de deux heures: désormais on commence à 10 heures et on finit à 16 heures, tandis qu'un système

de règlement et livraisons de titres (RELIT) a été mis en service récemment. Au Palais Brongniart ne subsistent que les écrans des groupes de cotation d'options (MONEP): la corbeille est vide, les acteurs sont partis et la compagnie n'existe plus.

Sa fin, néanmoins, a été sans gloire, émaillée de plusieurs scandales, dont le moindre ne fut pas une perte de 600 millions de francs due à des spéculations malheureuses. Le MATIF, le préjudice du fameux fonds commun de garantie, le scandale du Crédit Lyonnais, la Chambre syndicale des agents de change, chargée de surveiller et de contrôler les opérations, avec un pouvoir de sanctionner qu'elle ne se privait pas d'exercer au nom de la morale et du respect des règles de la déontologie, ont été confusés, en juin 1988, d'un trou béant dans ses comptes qui accablait la démission son syndic, Xavier Dupont, coupable d'avoir pas surveillé ses subordonnés. «Qui sera les gardiens?» Deux faillites de sociétés de Bourse, Baudouin et surtout Tuffier en 1991, scandales des comptes, avec blocage des titres de clients — l'abomination suprême sur un marché qui se targue d'être absolument liquide! — ont achevé de déconsidérer une corporation si sûre d'elle-même et si orgueilleuse.

Aujourd'hui, c'est le règne du banquier, dont le rôle sera d'adosser, c'est-à-dire de garantir, les sociétés de Bourse, comme il vient de le faire pour plusieurs d'entre elles en bouchant les trous. C'est aussi celui de la technique, de l'électronique et des analystes pointus. Décidément, la Bourse de papa est bien morte.

François Renard

Etats-Unis : la fée électronique

NEW-YORK ■ notre correspondant

En célébrant, au printemps dernier, les cinquante ans d'existence du New York Stock Exchange, les familiers du Big Board ont pu mesurer le chemin parcouru depuis ce 17 mai 1792 qui vit trente-quatre petits hommes se réunir sous une tente de soie pour signer une charte de syndicat (button-wood) planté dans le Lower Manhattan, à la pointe de la presqu'île de Manhattan, jeter les bases de ce qui allait devenir — en 1863 — la première Bourse américaine. Conséquences directes de ce «button-wood Agreement», selon le document signé à l'époque, Wall Street allait aujourd'hui une capitalisation boursière d'environ 3 700 milliards de dollars.

Un montant qui place la Bourse de New-York loin devant celle de Tokyo (2 100 milliards) et qui représente une fois plus que la capitalisation du NASDAQ, le marché hors cote de New-York qui n'a pas de matérialisation physique, les transactions s'effectuant sur écran, lors de sa création, il y a une vingtaine d'années, la forme que pourraient prendre les places boursières du futur grâce au développement de l'informatique qui a considérablement modifié la façon de travailler des professionnels. Avec succès, il en a jugé par les 4 000 milliards qui sont déjà négociés, le double de ceux inscrits à la cote officielle.

Bien que les autres places boursières mondiales, Wall Street a connu son «big bang». En réalité, avec un double «bang»: le premier, financier, avec l'abolition en mai 1975 du système des commissions fixes, qui allait donner le signal d'une concurrence féroce entre les brokers, ces firmes de courtage habilitées à intervenir sur la Bourse; le second, électronique, avec la modernisation complète des lieux de cotation et l'informatisation des salles de trading à l'intérieur des firmes de brokers. Tout cela n'étant que le prélude à une globalisa-

tion des marchés qui permet d'effectuer des transactions pratiquement à l'instant et à toute heure.

Sur place, dans le hall de la Bourse de New-York, le bâtiment du domicile de 1803, plus de mille personnes, parmi lesquelles les 1 370 membres du New York Stock Exchange et les 400 spécialistes qui se disputent les quatre angles du NYSE, dont la superficie équivaut à celle d'un terrain de football, sont agglutinés autour des groupes de cotation, remplacés par les Trading posts en bois et métal du début du siècle. Ceux-ci ont été remplacés en forme de «Y» à l'entrée du hall par des écrans de télévision qui donnent l'ensemble des nouvelles boursières et des progrès de la technologie totalement informatisée en 1982.

En quelques années, les transactions boursières ont dépassé 500 milliards de dollars pour équiper Wall Street (qui n'a jamais connu de «crise») au sens où on l'entendait à la Bourse de Paris avec l'effondrement de la plus avancée. C'est grâce à cela que Wall Street n'a pas explosé lorsque le 19 octobre 1987 le New York Stock Exchange a vu 900 millions d'actions changer de mains en une seule journée.

Théoriquement, la Bourse de New-York qui, depuis le krach de 1987 et 1989, a mis en place des dispositifs «coupe-circuit» destinés à limiter la «casse» lorsque l'indice Dow Jones varie de façon trop marquée, peut maintenant traiter jusqu'à 900 millions d'actions en une journée. Ce marché surdéveloppé est devenu plus efficace, plus transparent et plus sûr pour les intervenants et pour les autorités de contrôle. Mais il a aussi permis de placer la «parole des gentlemen» d'autant où la parole donnée avait valeur de signature.

Serge March

Japon : léger retard

TOKYO ■ notre correspondant

Mais qu'un quart des titres soient encore traités à la cote autour de la «corbeille», par les employés de pléthore des petites maisons de titres et des quatre grandes qui entendent y maintenir une présence physique, le Kabuto-cho n'est pas plus la fièvre d'antan. C'est, comme partout, dans les salles d'opération des courtiers que se traitent mécaniquement les transactions les plus importantes, en faisant appel aux «membres de cotation» (c'est-à-dire les courtiers) à l'entrée — les courtiers — et les courtiers à l'entrée.

Jusqu'en 1986-1987, les activités de trading (transactions spéculatives pour le propre compte des membres de cote et non pour leurs clients) étaient très importantes, mais, comme elle ont été peu de temps, c'est sur les bénéfices que se jouent les profits. Un courtier qui n'est pas étranger à l'augmentation constante du prix des actions sur la place de Tokyo jusqu'en 1989. A cette époque, le volume du marché, le «turnover», pesait plus lourd en termes de capitalisation que les Bourses de Paris et de Francfort. Mais la chute qui a débuté en 1990 a fait régresser la Bourse de Tokyo à la seconde place après New-York. Sur l'ensemble des Bourses japonaises (dont Tokyo représente 85 %), le volume des transactions a diminué de 43,1 % entre 1989 et 1990 et de 31 % l'année suivante. La cote est encore plus sensible en valeur: -45 % en 1990 et -37 % en 1991.

La modernisation du marché japonais a été liée à l'arrivée des courtiers étrangers dans le pays de 4 % en 1984 à 25 %, et qui comptent aujourd'hui parmi les dix grandes maisons de titres du marché de Tokyo. Plus expérimentés que les Japonais, les étrangers ont capté le marché des futures, devenu cinq fois plus important que le marché direct. Au départ réticents et peu préparés à opérer sur ces marchés

«techniques», les Japonais se sont livrés depuis. La présence sur le marché de quelque cent sociétés de titres, dont certaines sont des petites officines à un membre de la Bourse et évoluent dans le mouvement des plus grandes, est une raison de ce retard. Ces petites officines ignorent les analyses macro-économiques et, à plus forte raison, les instruments de gestion des risques.

Chute des cours, plus grande mobilité des opérations: les sociétés de titres japonaises ont subi une grave crise de confiance qui se traduit par des disparitions et des fusions. Elles ont dû réduire le nombre de leurs bureaux. Kokusai Securities ferme sept de ses sept représentations à l'étranger. La plupart réduisent leur personnel (y compris certains membres de leur direction).

La crise de confiance de 1991, notamment les traitements de faveur des bénéfices des clients institutionnels afin de compenser leurs pertes, a enfin ramené la profession aux yeux de l'opinion publique. «Le problème de la Bourse de Tokyo, explique Joel Jewell, directeur de Credit Lyonnais Securities (Japan). «Le marché japonais est basé depuis des mois, on assiste à une prédominance des transactions sur les «futures» et à un rôle des investisseurs individuels. Dans un marché mené par l'indice, dont beaucoup de petits porteurs ont compris à leurs dépens qu'il est manipulable, l'investisseur individuel, qui ne peut guère au Japon qu'espérer des dividendes symboliques, n'a aucun intérêt à acheter des actions. La Bourse cesse par conséquent d'être un instrument de recyclage de l'épargne vers les entreprises.»

Les autorités cherchent actuellement à remédier à cette désaffection en incitant les petits épargnants à revenir vers le marché boursier.

Philippe Pons

Grande-Bretagne : professionnalisme

LONDON ■ notre correspondant

Les photos sont la peine de week-end sacré. A l'heure du négoce des monnaies, des taux d'intérêt ou d'indices boursiers fonctionnant 24 heures sur 24, les intervenants ont rapidement pris le style et les manières de la City nouvelle vague. Celles-ci se résument en un mot: un professionnalisme de haut ton qui a fait fuir les investisseurs les plus exigeants, les produits financiers, les organisations des marchés et un système de rémunérations massives. Dans ce club de gentleman, où parviennent à se glisser de plus en plus de femmes, on arrive au bureau avant 7 h du matin et on fait facilement son travail.

La plupart des charges ont conservé la clientèle d'antan. Malgré la privatisation, les gros investisseurs institutionnels réalisent les deux tiers des transactions (en valeur) et les petits actionnaires seulement 16 %. Leur culture spécifique est totalement disparue, noyée dans le monde des affaires, souvent d'ailleurs, souvent étranger. Symbolisée par le fameux slogan «my word is my bond», la confiance par parole est rare. La prolifération des rapports d'analystes financiers et d'experts des banques, le volume des documents administratifs exigés par les nombreux organismes de supervision attestent de la primauté de l'écrit.

Quant au courtier, il manie nos jours, avec une adresse insensible, les rythmes tourmentés monétaires, son SEAO-International (Stock Exchange Automated Quotation), le système informatique de transaction disposant de 12 000 écrans et 593 valeurs diffusées en temps réel. Rapide, fiable, net d'impôt, c'est devenu l'arme de choc de la troisième Bourse mondiale, après New-York et Tokyo.

Marc Roche

PERSPECTIVES

Dure reconversion

Depuis 1988, la concurrence a fait baisser les courtages, et l'ensemble des sociétés de Bourse, pour la plupart rachetées par des banques, perdent de l'argent

JAMAIS règle du jeu n'a été aussi radicalement modifiée, avec autant de conséquences. Lorsque est intervenu le démantèlement de la Chambre syndicale des agents de change au mois de janvier 1988, trois nouvelles entités se sont substituées à l'architecture existante : la Société des Bourses françaises, le Conseil des Bourses de valeurs et l'Association française des sociétés de Bourse, nouveau syndicat professionnel des acteurs de la place. Simultanément, les agents de change perdaient leur statut d'officier ministériel, leurs charges étaient transférées aux sociétés commerciales. Paris, après Londres, était enfin « big bang ». Restructurations, fusions, modernisation, tout était en marche, pour le plus grand malheur des sociétés de Bourse et de leurs salariés, — qui, de proche en proche, sont aujourd'hui au bord de l'asphyxie.

Première réforme : les anciennes charges d'agent de change, devenant sociétés de Bourse, portaient enfin ouvrir leur capital. Non seulement aux banques et assureurs français, mais également aux banques et maisons de titres étrangères. A priori tout le monde devait y trouver son compte : les ex-charges allaient recevoir les fonds propres qui généralement leur faisaient cruellement défaut, de la rigueur dans la gestion et surtout les moyens de leurs ambitions.

Les banquiers et autres institutions financières pouvaient avoir mis la main sur une poule aux œufs d'or. La peur du krach d'octobre 1987 s'était vite dissipée : tous cherchaient désormais un siège de Bourse à acheter. Ce fut le cas notamment de la Société générale avec Delahaye Ripault ou de la Banque nationale de Paris avec la charge Du Bouzet, les prix variaient alors de 50 à 150 millions de francs, voire plus. Les agences bancaires devaient se

charger d'amener le grain à moudre dans ces nouveaux moulins. Mais les déconvenues n'allaient pas tarder. Certaines banques ont eu de mauvaises surprises. Faute d'avoir préalablement éprouvé les bilans à fond, elles se sont fait abuser. Ne serait-ce que sur les « suspens », ces fameuses transactions boursières non dénouées, qui se chiffraient en milliards de francs : il fallait apurer les comptes.

Après la précipitation, les nouveaux mots d'ordre furent donc rationalisation et restructuration. Marquées par des faillites retentissantes (Touffier-Ravivier-Py, Bandonin) et des fusions (Du Bouzet et Saint-Roulet), elles n'ont pas pu résoudre. Comme le relevait la Commission des opérations de Bourse dans son rapport sur 1991 : « En dépit de ces efforts de rationalisation, la faible rentabilité de l'intermédiation boursière peut encore menacer la solidité financière de certains établissements. » Ce qui a conduit le CBV (Conseil des Bourses de valeurs) à relever ses exigences prudentielles, en obligeant les sociétés à maintenir un certain rapport entre les capitaux propres et les fonds engagés. Ces contraintes ont encore handicapé les sociétés de Bourse, du moins celles qui n'étaient pas confortablement adossées.

GUERRE DES TARIFS • Mais ce n'est pas tout. Car, seconde conséquence du « big bang », la libéralisation des tarifs de courtage, le 1^{er} juillet 1989, a déclenché une véritable guerre à la baisse des tarifs. Le taux de courtage moyen net est passé de 0,34 % en 1986 à 0,17 % en 1990. Bien que le jeu ait été calmé à la fin de l'année dernière, le mal était déjà fait.

Enfin s'est ajoutée la crise mondiale : contraction des volumes, tant d'intérêts élevés, concurrence des

placements purement monétaires (sicav de trésorerie). Les flux d'ordres ont sensiblement baissé. Chez Delahaye Ripault (Société générale), bien que l'on reconnaisse avoir un résultat équilibré et être classé dans les dix premiers intervenants, on conviendrait que la collecte des ordres en provenance des réseaux a diminué, passant de 8 000-12 000 ordres par jour à 4 000.

Résultat de tous ces bouleversements : le nombre des intervenants indépendants se compte sur les doigts d'une main. Les autres sont adossés pour partie à des français (33 pour partie à des étrangers (16), plusieurs en sommeil ou n'ayant plus qu'une petite activité de gestion. Si l'on a du mal à se faire une idée réelle sur la situation des sociétés, on peut évaluer leur part de marché (en principe confidentielle). Une enquête d'Euro-money sur les courtiers, effectuée auprès de 135 professionnels travaillant en Europe, permet, pour le marché français, de distinguer, en matière d'analyse financière, Cheuvreux De Virieux, Bactot Allain, la Société générale, Paribas. Et sur le marché des actions : Cheuvreux de Virieux, la Société générale, Pinaud, James Capel, Fanchier.

Comme le remarquait un banquier non sans humour : « Les sociétés de Bourse, c'est comme les titres. Quand ils sont chers, tout le monde en veut ; quand ils ne valent plus rien, personne n'achète. » Et c'est ce qui arrive aujourd'hui. Les banquiers ont acheté des structures plus ou moins chères, pour avoir intervenu sur les marchés. La fin du « moment d'été », le 1^{er} janvier 1992, les dépenses aujourd'hui d'acheter une société peuvent créer une structure ex nihilo, donc ils ne se précipitent plus. Toutes ces restructurations et ces regroupements ne se sont pas faits sans dommages pour l'emploi : du point de vue social, les sociétés

de Bourse ont souffert et continueront de souffrir. Pour Joseph Thouvenel de la CFTC Bourse, « la modernisation de la place de Paris a été faite sans tenir compte du problème social. Une fois réalisé le financement des projets informatiques, peu importants que les dépenses, les entreprises subsistent pourvu qu'elles aient contribué à l'effort collectif ».

COMMIS • De source syndicale, sur les 111 salariés qui comptait la profession à la fin de l'année 1989, il ne devrait en subsister que 4 000 à la fin de cette année, avec près de 1 000 emplois perdus depuis le 31 décembre 1991. Les emplois primés sont souvent ceux de commis, ces hommes formés sur le tas à l'époque de la corbeille, ou des petites sociétés qui décomptaient les bordereaux, consacraient les transactions de grands livres... Car, malgré tout, on embauche, mais des diplômés. Les syndicats ne manquent pas de propositions pour réduire l'impact des ex-charges : pourquoi ne pas supprimer l'impôt de Bourse ou tout au moins, comme le propose la CFTC, prendre en compte la durée de détention des titres et par là même pénaliser le spéculateur ? En poussant le raisonnement, pourquoi ne pas taxer plus lourdement les OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) monétaires de façon que l'épargne s'investisse un peu plus sur les actions ?

Reste que les sociétés de Bourse dans leur ensemble continuent de perdre de l'argent (666 millions de francs en 1990 et 600 millions en 1991), et il est vraisemblable que, cette année encore, les actionnaires majoritaires devront prouver de patience avant de se diviser en tant qu'espérance de coûts investissements.

Françoise Bostnevaron

CINQ ANS APRÈS LE KRACH

Les acteurs de la place

Sociétés de Bourse majoritairement détenues par des français

- Alphabourse (GAN)
- Auboyneau, Lahouret, Olivier (Banque Paribas)
- Brac de la Ferté (Groupe BNP)
- Du Bouzet (Groupe BNP)
- Cheuvreux, De Virieux (Groupe Suze)
- CCF Elysees Bourse (CCF)
- CGM Intermediation (CGM)
- Dupont (Crédit lyonnais)
- Courcois, Bouvet (Paribas)
- Le Compitgne (Duménil)
- Delahaye Ripault (Société générale)
- Du Portzamparc (Banques populaires)
- Dupont Denant (Crédit national)
- Dynamobourse (Crédit agricole)
- EIFB (GAN et CIC à parité)
- Fauchier-Magnant (Caisse des dépôts et UAP)
- Ferri (CCF, Caisse des dépôts, UAP)
- France Compensation Bourse (Crédit lyonnais)
- Action et Dividendes (Crédit lyonnais)
- Elysees Dupont (Crédit du Nord)
- Interim (Crédit national)
- Gorgue, Perquel, Kraker (Crédit lyonnais)
- Goy Hauvette (BRED)
- Hayaux du Tilly (Crédit agricole)
- Magnin (CIC)
- Meeschaut, Rousselle (Groupe AXA)
- Meunier, De la Fourrière (Crédit lyonnais)
- Michaux (Crédit lyonnais)
- Schelcher, Prince (CPR)
- Transbourse (BGP)

- Valinter (Crédit agricole)

- VIA Bourse (Navigation mixte)
- XEOD Bourse (Banques populaires)

Sociétés de Bourse non majoritairement détenues par des français

- Dubus
- Leven
- Datta
- Pinaud
- Patrice Wargny

Sociétés de Bourse majoritairement détenues par des étrangers

- Bactot, Allain (Warburg Group, G.B.)
- Baring Securities (Baring, G.B.)
- BZW, Paget Mahé (Barclays de Zoete Wedd, G.B.)
- Didier Philippe (Bankers Trust, E.U.)
- Ducatel, Dewailly (Société de banque suisse, Suisse)
- Enskilda (Enskilda Holding, Suède)
- FIP (Dresdner Bank, AL)
- ING Bourse (NMB Postbank, P.-B.)
- James Capel (James Capel, G.B.)
- J. P. Morgan (Morgan Guaranty, E.U.)
- Kleinwort Benson France (Kleinwort Benson, G.B.)
- Massonand, Fontenay, Karvern (ABN Amro, P.-B.)
- Nomura Bourse (Nomura International, Jap.)
- Oppenheim, P. (Oppenheim, AL)
- Banque Pierson, P. B.)
- Sellier (National Westminster Bank, G.B.)
- UBS Phillips and Drew (UBS, Suisse)

Bourse!

Grande-Bretagne : professionnalisme

Le Palais Brongniart a perdu son âme

En voulant moderniser le marché, les experts ont tout simplement chassé les clients, explique Alain Boscher, agent de change, dont la société vient d'être absorbée.

EN toute matière il est pénible et irritant d'assister, impuissant, à une œuvre de destruction. Trente ans de métier m'ont fait aimer la Bourse, ses crises, ses rumeurs, ses passions et ses espoirs. J'ai la conviction que la Bourse de Paris est gravement malade et qu'elle risque de mourir, c'est-à-dire de disparaître.

En quelques années, la Bourse s'est dotée de multiples organes de tutelle ou de surveillance, et les hommes les plus intelligents, sortis des grandes écoles, ont été nommés à leur tête. Ces états-majors ont concocté des lois et des règlements à profusion. On a morcelé le marché, on a protégé le petit porteur, on a poursuivi les d'indies, on a normalisé l'information et on a dénoncé l'enrichissement sans cause.

Dans ce paradis financier où les titres sont dématérialisés, les transactions informatisées, les règlements et livraisons automatisés, il ne manque que les clients. Ils sont tous partis parce qu'ils ont vite compris que 8 % ou 10 % de plus-value annuelle sans risque et sans impôt dans les SICAV court terme valaient mieux qu'un marché où, la force de transparence, tout est devenu suspect, on comprendra que les marchés dérivés gouvernaient le marché et que la Bourse avait perdu son rôle essentiel, voire unique, d'être le lieu de rencontre de l'épargne et du financement d'entreprises.

Pente fatale

Le krach de 1987 a surpris la Bourse de Paris en pleine réforme. Les structures étaient archaïques et le Stock Exchange de Londres avait donné l'exemple de la modernisation. Après quinze ans d'hésitations et de réticences, le pouvoir politique a imposé aux agents de change la réforme de la Bourse, et le hasard a choisi cette coïncidence pour faire s'effondrer tous les marchés du monde et particulièrement le marché de Paris.

Cette sinistre conjonction de deux phénomènes a grandement facilité l'œuvre de destruction de la Bourse de Paris, destruction d'une culture probablement bourgeoise, l'excès, mais qui avait le mérite d'être bien adaptée à un monde qui précisément s'embourgeoisait.

Personne n'a compris sur le moment que la Bourse était engagée sur la pente fatale. N'avaient-ils pas assisté à la vente pour 1 milliard de francs de la Charge Meeschaut à la Compagnie du Midi ? C'était bien la preuve des espoirs qui animaient

la Bourse. Les multiples sinistres survenus n'ont atteint ni le moral ni les convictions de la Société des Bourses françaises, du Conseil des Bourses de valeurs ou même de la direction du Trésor. Tous n'ont vu dans ces drames que la preuve de l'incompétence des anciens agents de change et la justification des réformes en cours.

Le temps passe, les sociétés de Bourse, devenues filiales de grands groupes bancaires, tournent dans la roue pendant que la SBF s'installe dans un bel immeuble de la rue Cambon. La COB poursuit ses enquêtes sans s'apercevoir qu'il n'y a plus de délit parce qu'il n'y a plus de client.

Les cours ne bougent que sous l'effet des marchés des grands établissements, qui jouent les uns contre les autres. Ces salles de marchés méritent une visite.

Peuplées d'écrans d'ordinateurs et terminaux Reuter, Telerate ou autres agences économiques, leurs installations ont coûté des fortunes. Il ne suffit plus que d'y assister quelques « golden boys », leur donner le libre de construire quelques positions d'arbitrages entre les différents marchés, les gratifier d'un confortable intéressement à des primes dont la certitude était assurée par des programmes d'ordinateur et des logiciels achetés à n'importe quel prix. La récente configuration des banques de marchés n'est qu'un exemple supplémentaire tant d'espoirs déçus.

Jusqu'où faudra-t-il donc aller pour faire la preuve par l'absurde que la route tracée par nos experts en finance est une fausse route ? Pourrait-on jamais ramener la Bourse à la « veuve de Carpentras » qu'un directeur général de la Société des Bourses françaises, polytechnicien et inspecteur des finances, a chassé du Palais Brongniart ? Quel est celui des banquiers, qui contrôlent la Bourse et ses institutions, qui aura le courage de permettre aux entreprises de venir chercher des capitaux sur le marché plutôt que d'aller mendier des crédits auprès de sa banque ?

En 1987, j'ai cru que les grandes institutions financières venaient à la Bourse de Paris pour transformer l'organisation d'un marché que le vieillissement avait sclérosé, j'ai cru qu'une nouvelle dynamique entraînerait une place financière à la compétition avec les grandes places du monde, je ne m'étais pas rendu compte que les marchés de change étaient unis à un terrible marché de l'argent, les marchés de l'immobilier et les marchés de l'assurance.

Il est probablement trop tard pour réaliser que la Bourse de Paris a beaucoup de défauts : méritait beaucoup de reproches, convenons que, bon an mal an, avait traversé nombreuses crises sans faillir ni à sa mission ni à ses engagements.

On a fait la preuve par l'absurde que détruire le passé ne construisait pas l'avenir.

LE CHIFFRE D'AFFAIRES ET LA SANTÉ FINANCIÈRE DE VOTRE PROCHAIN PROSPECT, PARTENAIRE OU EMPLOYEUR.



Une commerciale coûte cher. Alors il faut bien préparer, bien savoir qui est votre prospect, quelle est sa taille, sa surface financière, son dynamisme, ses dirigeants.

Sur votre minitel, vous pouvez visualiser tous les éléments vous permettant de vous faire une idée claire sur les entreprises : extraits du Registre du Commerce et des Sociétés, nom du gérant, PDG, des membres du Conseil d'Administration, bilans et comptes annuels (SA et SARL), chiffres-clés (chiffre d'affaires, résultat net), Renseignements sur les défaillances d'entreprises notamment les déclarations de cessation des paiements. Vous pouvez aussi commander les extraits Kbis,

copies bilans, les états de privilèges, les engagements en crédit-bail, les recevoir sans vous déranger les payer par Carte Bancaire. Que votre prochain rendez-vous soit avec un prospect, un éventuel partenaire ou un futur employeur, préparez-le bien en consultant le 36.29.11.11 pour déjà découvrir les interlocuteurs. Vous gagnerez du temps et de l'argent.

36 29 11 11 INFOGREFFE

La source de l'Information sur les Entreprises
GIE INFOGREFFE TELEMATIQUE
1, quai de Corse PARIS CEDEX 11
Tél. : (1) 43.29.06.75

PERSPECTIVES

AUDIOVISUEL

Citizen Kane sur le Tage

Francisco Pinto Balsemão, journaliste, patron de presse et homme politique, vient de lancer avec succès la première télévision privée au Portugal. Mais ses ambitions ne s'arrêtent pas là...

LISBONNE
correspondance

L'ÉVÉNEMENT de la rentrée audiovisuelle au Portugal, c'était, le 6 octobre, le début des programmes de la première chaîne de télévision privée, la Sociedade Independente de Comunicação (SIC). Cette nouvelle venue dans le paysage audiovisuel portugais met fin à trente-cinq ans de monopole public.

Derrière le sigle SIC, il y a un homme bien décidé à se battre pour l'emporter dans l'audimat et faire piteux à la toute-puissante première chaîne publique : Francisco Pinto Balsemão, grand patron de presse et aussi l'un des hommes les plus en vue du monde politique et social du pays.

Agé de cinquante-cinq ans, Francisco Pinto Balsemão est né « coté ». Héritier d'une des plus grandes fortunes du Portugal, il aurait pu se contenter de mener une existence oisive et dorée. Mais si ce play-boy défraye parfois la chronique mondaine, il est aussi, au début des années 60, l'un des sept « magnifiques », autrement dit l'un des sept plus grands reporters du *Diário Popular*, le grand quotidien de l'époque au Portugal, dont le propriétaire, un certain... Francisco Balsemão, est à la fois son oncle et son parrain.

Depuis, il peut se targuer d'un parcours sans faute. Il se trouve à la tête d'un grand groupe de communication multimedia dont le plus beau fleuron est l'hebdomadaire *Expresso*, mais qui compte aussi le mensuel du monde des affaires *Exame*, le quotidien du soir *A Capital*, le journal *Autosport* et le *Eliz*, magazine du show-biz. Le groupe peut aussi compter sur ses propres journaux, et assure sa propre distribution avec la VASP. Manquant à son palmarès une chaîne de télévision. C'est aujourd'hui chose faite avec la SIC.

EMPIRE • Mais les ambitions médiatiques de ce Citizen Kane portugais ne s'arrêtent pas là. Il ne cache pas son intérêt pour la radio privée TSF, l'une des plus dynamiques et des plus « pro », dont sont d'ailleurs issus plusieurs des journalistes de la SIC, à commencer par son bras droit Emílio Rangel, directeur de l'Information et des programmes qui n'a pas d'ailleurs renoncé à ses responsabilités à TSF.

Il ne manque plus à l'empire de Francisco Pinto Balsemão qu'un grand quotidien du matin. Or *Publico*, dynamique dernier-né de la presse quotidienne, ne vient-il pas de décider de se faire imprimer chez... Imprejournal? Certains ne manquent pas d'y voir le premier pas vers une alliance plus étroite, par le biais d'une entrée dans le capital du quotidien; justement, l'un des principaux actionnaires, la SONAE, a amorcé une stratégie de désengagement en annonçant il y a quatre mois la vente de 30 % des actions qu'elle détenait à deux quotidiens européens, l'espagnol *El País* et l'italien *la Repubblica*. La SONAE reste encore l'actionnaire majoritaire de *Publico* avec 55 %, mais elle envisagerait l'abandonner définitivement la communication pour se recentrer sur la grande distribution et les hypermarchés.

Bien qu'il apprécie peu le terme de « patron de presse », lui préférant, dit-il lui-même, le qualificatif de « créatif », Francisco Pinto Balsemão est aussi un politicien. Il est l'un des trois pères fondateurs du Parti social-démocrate (PSD) actuellement au pouvoir. Il a succédé à Sa Carneiro comme président du PSD et comme premier ministre après sa mort dans un accident d'avion en 1980.

Mais il n'est pas pour autant en odeur de sainteté auprès de ses amis politiques dont les options conservatrices agacent cet homme partisan de l'ouverture et du dialogue et resté fidèle aux idéaux sociaux-démocrates, surtout après le

vingt à droite du parti au lendemain de l'arrivée de son nouveau chef, l'actuel premier ministre, António Cavaco Silva.

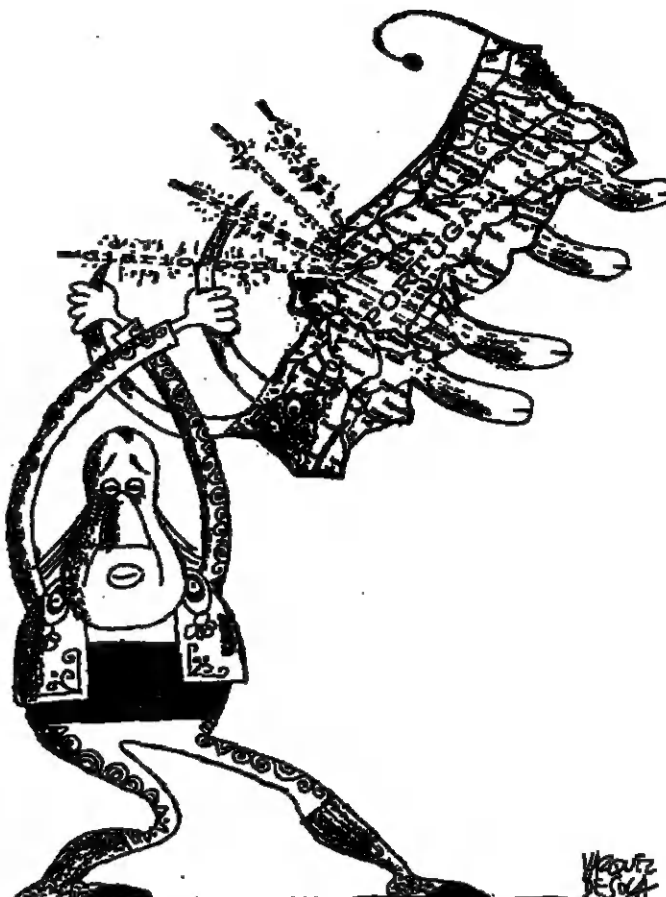
CHIFFRES • La SIC n'a pas raté son entrée en scène et ses taux d'audience se sont tout de suite situés au-dessus de la deuxième chaîne publique. Mais elle reste encore loin derrière ceux de la première, son adversaire numéro un. Francisco Pinto Balsemão a opté pour la lutte ouverte contre Canal-Úm et entend se battre sur le même terrain qu'elle. Les grilles de programmes de la SIC ressemblent comme des sœurs à celles de ses deux concurrents, avec un large recours aux jeux, aux télé-novelas, feuilletons brésiliens dont les Portugais sont très friands, et aux films grand public en prime time. Ce qui n'a pas manqué de décevoir des téléspectateurs qui espèrent voir la SIC marquer sa différence avec une tonalité plus culturelle. Mais ils pourront néanmoins la trouver sur le créneau de l'information, avec un

choix délibéré de traiter les sujets de société, pratiquement absents de Canal-Úm et d'Antena Dois.

Mais les journaux télévisés sont bâtis sur le même schéma que ceux des deux autres chaînes et restent peut-être encore un peu trop « bavards ». La SIC a encore deux mois devant elle pour transformer l'essai et se tailler une bonne place dans l'audimat. Car, dès janvier, il faudra compter avec un autre partenaire : la chaîne privée TVI, soutenue par l'Église.

Les projets de Francisco Pinto Balsemão dans le domaine de la communication n'empêchent pas les ambitions politiques. Vainc présidentielles, pour succéder à Mario Soares, qui achèvera son second et dernier mandat en 1996. Interrogé à ce sujet, il a coutume de se retrancher derrière ce qui sera alors la décision du PSD. Et d'ajouter, avec un certain sourire, que ce sera une « hypothèse à étudier ».

Alice Ilicée



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE ÉLECTRICITÉ DE FRANCE TMOR octobre 1986

Les intérêts courus du 20 octobre 1991 au 19 octobre 1992 seront payables à partir du 20 octobre 1992 à 362,58 francs par titre de 5 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 40,29 francs (montant brut : 402,87 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 20,12 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,88 francs, faisant ressortir un net de 327,58 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 14,20 % - octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1991 au 15 novembre 1992 seront payables à partir du 16 novembre 1992 à 639 francs par titre de 5 000 francs après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 71 francs (montant brut : 710 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 35,46 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 26,27 francs, faisant ressortir un net de 577,27 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE TRA octobre 1983

Les intérêts courus du 16 novembre 1991 au 15 novembre 1992 seront payables à partir du 16 novembre 1992 à 370,17 francs par titre de 5 000 francs, après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 41,13 francs (montant brut : 411,30 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 20,54 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,20 francs, faisant ressortir un net de 334,43 francs.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 9,20 % 1989

Les intérêts courus du 27 novembre 1991 au 26 novembre 1992 seront payables à partir du 27 novembre 1992 à 460 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 69 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 17,02 francs, faisant ressortir un net de 373,98 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts. Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE TMOR octobre 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1991 au 4 novembre 1992 seront payables à partir du 5 novembre 1992 à 733,50 francs par titre de 5 000 francs, après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 81,50 francs (montant brut : 815 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 40,70 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,88 francs, faisant ressortir un net de 662,63 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts. Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE 16,30 % octobre 1982

Les intérêts courus du 8 novembre 1991 au 7 novembre 1992 seront payables à partir du 8 novembre 1992 à 733,50 francs par titre de 5 000 francs, après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 81,50 francs (montant brut : 815 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 40,70 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 14,88 francs, faisant ressortir un net de 662,63 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts. Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE TAM - 0,20 octobre 1987/1988 TRANCHE B

Les intérêts courus du 25 octobre 1991 au 24 octobre 1992 seront payables à partir du 25 octobre 1992 à 530,66 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,59 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,61 francs, faisant ressortir un net de 431,46 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE TAM - 0,20 octobre 1987/1988 TRANCHE C

Les intérêts courus du 26 octobre 1991 au 25 octobre 1992 seront payables à partir du 26 octobre 1992 à 530,66 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,59 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,61 francs, faisant ressortir un net de 431,46 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE TAM - 0,15 octobre 1987/1987 TRANCHE D

Les intérêts courus du 31 octobre 1991 au 30 octobre 1992 seront payables à partir du 31 octobre 1992 à 533,16 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 79,97 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 19,71 francs, faisant ressortir un net de 433,48 francs.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE 12,50 % octobre 1984

Les intérêts courus du 5 novembre 1991 au 4 novembre 1992 seront payables à partir du 5 novembre 1992 à 562,50 francs par titre de 5 000 francs, après retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 62,50 francs (montant brut : 625 francs).

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le complément d'impôt libératoire sera de 31,21 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 23,12 francs, faisant ressortir un net de 508,17 francs.

SAPAR Obligations PIC - 0,05 octobre 1990

Les intérêts courus du 29 octobre 1991 au 28 octobre 1992 seront payables à partir du 29 octobre 1992 à 427,30 francs par titre de 4 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 64,09 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,80 francs, faisant ressortir un net de 347,41 francs.

SAPAR Juillet 1991 (TRANCHE A) à versement trimestriel fixe de capital et d'intérêt

Les intérêts courus du 5 août au 1 novembre 1992 seront payables à partir du 2 novembre 1992 à 107,30 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 16,09 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,96 francs, faisant ressortir un net de 87,25 francs.

Le montant du versement trimestriel fixe est de 190 francs dont 107,30 francs de part d'intérêt et de 82,70 francs de part d'amortissement.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, le net à verser sera de 169,95 francs.

SAPAR FINANCE Obligations P3R - 0,10 octobre 1989

Les intérêts courus du 13 août au 12 novembre 1992 seront payables à partir du 13 novembre 1992 à 129,70 francs par titre de 5 000 francs.

En cas d'option pour le prélèvement forfaitaire, l'impôt libératoire sera de 19,45 francs, auquel s'ajouteront les retenues de 3,7 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 4,77 francs, faisant ressortir un net de 105,48 francs.

Les retenues mentionnées au deuxième paragraphe ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du code général des impôts. Tous ces titres ne sont pas créés (article 94-2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

alternatives économiques

Hors-série

LES CHIFFRES DE L'ÉCONOMIE 1992

• Les derniers chiffres disponibles, les données essentielles en 80 tableaux et graphiques commentés.

FRANCE : population • emploi • revenus • salaires • patrimoine • consommation • agriculture • formation • commerce extérieur.

MONDE : développement • dette • commerce mondial • investissements • système monétaire • énergie.

30 F Chez votre marchand de journaux ou sur commande :

Alternatives Économiques
12 rue du Chagnol 21000 DIJON

Vers le Brésil et la France

pas votre PEUGEOT rendu visite!
sur 1000 voitures
VEUBAU

CHRONIQUE • Par Paul Fabra

Bill Clinton, le stratège

Il est devenu banal pour les hommes de la politique, élevés à l'école du marketing, de parler à tout bout de champ de « stratégie ». Devrait-on s'étonner que Bill Clinton et ses conseillers, pour mobiliser les électeurs au moins un jour autour de leur programme, présentent à leur tour ce dernier comme une « stratégie pour le changement » ? L'emploi de cette métaphore en forme de cliché passerait pour une simple facilité de langage, habituelle dans ce genre d'exercice, si elle ne soulevait une question redoutable. Le processus, à travers lequel l'économie du « pays le plus puissant de la terre » — une expression cultivée par le candidat démocrate — doit passer du régime de la guerre froide à l'état de paix, relève-t-il, lui aussi, de l'art militaire ?

Le propre d'une économie de guerre est de tout sacrifier à un seul objectif : la victoire. Qu'importe l'entretien et, *a fortiori*, l'extension des transports urbains si les troupes n'empruntent pas le métro ! A plus tard le souci d'équilibrer les finances publiques ! S'il faut, en attendant, les compromettre gravement pour lancer le plus ambitieux des programmes d'armement, va pour le triplement de la dette publique ! N'est-ce pas ce qu'on a constaté sous les huit ans de présidence Reagan ?

On a dit cent fois que l'ancien président des Etats-Unis, en entraînant l'ex-Union soviétique dans une ultime surenchère des dépenses militaires, avait poussé l'« empire du mal » à sa perte. Tout s'est passé en tout cas comme s'il avait eu l'intuition que le moment était venu d'engager la dernière et décisive bataille sur ce terrain. C'est un fait qu'il l'a gagnée. C'est un autre que, pour parvenir à ce résultat, il a laissé son propre pays dans un état qui, à maints égards (et toutes proportions gardées), rappelle celui où se trouve une nation qui a longtemps soutenu un combat épuisant.

L'équipement civil a été négligé : il est menacé de délabrement. La vraie priorité de leur gouvernement étant de lutter contre Moscou, les Américains en sont venus à ne plus s'occuper de l'éducation des nouvelles générations, comme s'ils étaient partis pour de bon sur le front. Plus possible de compter sur les concours de l'Etat, celui-ci a en fait perdu la maîtrise de son budget. Qu'a fait George Bush pour redresser la situation ? Rien. Il l'a laissée s'aggraver. Que propose le gouverneur de l'Arkansas qui a des chances de le remplacer à la tête de la République ? Une « stratégie » là où il faudrait une patiente remise en ordre.

Tout ne vaut-il pas mieux que l'inaction intérieure des républicains ? Bill Clinton a beau jeu de proclamer que les maux ou les insuffisances qu'il dénonce — sur quel ton ! — appellent des mesures d'urgence. Beaucoup des tâches qu'il propose tombent en effet dans cette catégorie. « Mettre les gens au premier rang » (« Putting people first ») est son programme. Cela comporte d'excellentes choses, même si la présentation en est manichéenne. La deuxième phrase du manifeste aurait pu figurer, à une expression près, dans le feu le « Programme commun » de la gauche française. Sous le règne des républicains, dit-elle, « dans les années 80, alors que les riches sont devenus plus riches, la classe moyenne oubliée — les gens qui travaillent dur et qui jouent le jeu — en a pris plein la figure ».

Pour « reconstruire l'Amérique », le candidat démocrate met l'accent sur la formation des hommes et le développement des infrastructures. Tout cela conduit à des propositions qui puissent assez largement dans les modèles européens et japonais. C'est ainsi que l'apprentissage fait son entrée dans le vocabulaire politique américain. Il est prévu une taxe à cet effet, à charge pour les entreprises de la verser directement au fisc ou de consacrer un montant équivalent de dépenses pour la formation sur place. Les équipements collectifs projetés comportent, notamment, la construction de liaisons ferroviaires à grande vitesse entre les principaux centres urbains. L'expression employée (« bullet trains ») fait tacitement référence au Shinkansen nippon, à moins que ce ne soit au TGV.

Un autre projet revient à plusieurs reprises dans la « plate-forme ». Il rappelle au lecteur français les envolées technico-futuristes à la Jean-Jacques Servan-Schreiber. Il vise à pourvoir les Etats-Unis, d'ici à l'an 2015, d'un réseau national informatique reliant entre eux « chaque foyer, chaque entreprise, chaque laboratoire, chaque salle de classe et chaque

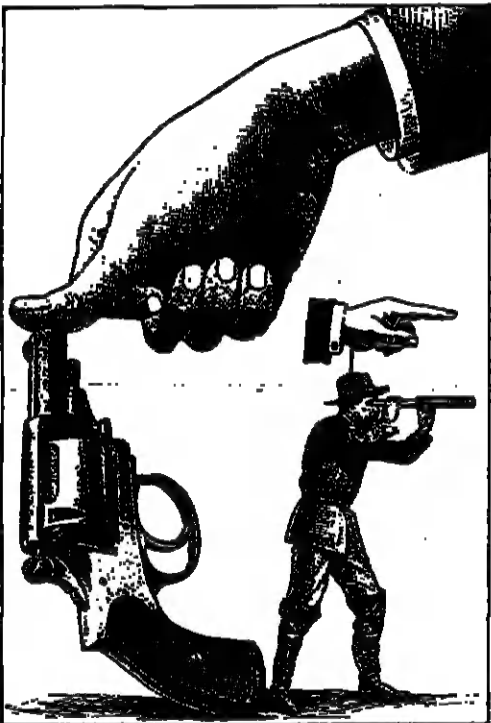
bibliothèque ». Ce Minitel universel en vaudra bien d'autres. L'activisme démocrate ne s'arrête pas en si bon chemin. L'intelligentsia américaine attendait l'anti-héros héroïque de la campagne présidentielle sur le thème hautement controversé de la « politique industrielle ». Les conservateurs « réaganien », voire les « bushistes » (un bushiste se définit exclusivement par ce qu'il n'aime pas), sont passionnément contre ; les « libéraux » (au sens américain du terme d'amis du « progrès » et d'ennemis des « tabous » traditionnels) sont tentés.

En politicien consommé, Bill Clinton évite le terme. On croirait, dans son manifeste, lire du Maastricht. D'un côté, il ne s'agit, en créant un « partenariat entre l'Etat, le monde des affaires, le travail et l'université » que de faire « ce que font nos concurrents ». L'argument qu'on pourrait appeler de la conformité dans le marché est bien connu chez nous : c'est désormais l'universel alibi pour faire n'importe quoi. D'un autre côté est réaffirmé l'attachement « aux vertus de la libre concurrence ».

Est passé par là Robert Reich, un économiste-sociologue à la mode. Le candidat démocrate à la Maison Blanche, dit-on, a lu, crayon à la main, tous les écrits de cet auteur. Reich se veut un démystificateur. Cela est parfois la manière la plus subtile de brouiller les pistes. Pour lui, la question est de savoir « comment la concurrence au sein du marché doit être organisée ». A l'Etat de fixer les « règles du jeu ». C'est ainsi, nous dit le spécialiste de la public policy (traduisible comme vous voudrez) qu'on conduit l'économie, au Japon, et non pas par le biais du MITI (Commissariat au Plan version nipponne). Jusque-là, on croirait entendre le discours libéral (au sens européen du terme) classique. Mais, selon Robert Reich, les décisions de l'Etat et les formes d'organisation du marché qu'il ne peut pas ne pas imposer « ne sont jamais neutres ». L'astuce, c'est d'« amener les entreprises, à travers le marché, à servir les objectifs publics ».

Pour préciser les termes du débat, relevons que c'est au nom du beau principe (redécouvert par Robert Reich et ses pareils que, dans les années 60 et au début des années 70, les pouvoirs publics français ont systématiquement favorisé la grande distribution aux dépens du commerce spécialisé. Concentré dans les villes d'une certaine importance, celui-ci était le support de la petite et moyenne industrie de qualité, qu'on trouvait aussi dans de petites agglomérations. Moins dense et souvent plus fragile que le *Mittelstand* allemand, cette forme d'industrie avait au moins le mérite d'exister aussi en France. Les planificateurs éclairés du marché en ont fait une hécatoombe. Ils croyaient s'en prendre aux formes archaïques de la distribution. Dans leur zèle et leur hâte, ce sont d'innombrables petites et moyennes fabricants qu'ils ont irrémédiablement éliminés — pour le plus grand profit des grandes sociétés. Ainsi agissent souvent les stratèges. Ils conduisent des opérations de grande envergure.

L'IDEE stratégique de Bill Clinton et de ses conseillers, c'est, à la faveur de la guerre froide gagnée, de réinvestir « dollar pour dollar » dans la recherche et le développement civils les sommes qui auraient été dépensées pour la recherche et le développement à finalité militaire. Ils se proposent de fonder un bureau civil pour la technique avancée (Civilian Advanced Technology Agency). Les grandes entreprises qui travaillaient, avec des marges plus que confortables (25 % au minimum) pour le Pentagone ont vu dans cette initiative un signe favorable. C'est d'elles que sont émanées les premières adhésions du business en faveur du gouverneur de l'Arkansas. Ce mouvement a jeté la panique dans les rangs républicains. Ayant baptisé « investissements » tout ce qui est effectivement utile (crédits pour l'enseignement et les infrastructures, etc.), Bill Clinton promet de dépenser à ce titre 50 milliards de dollars en plus par an. Simultanément, il s'engage à réduire le déficit de moitié en quatre ans. Inutile de chercher comment il compte s'en tirer. Les projections d'investissement chiffrées qu'il a préparées pour l'électeur qui s'y intéresserait ne sont pas plus explicables, ni expliquées, que celles, de même facture, du camp d'en face. Quand une stratégie civile succède à une stratégie de défense, on ne change pas de système.



NICOLAS GUILBERT

MARCHANDS DE DROIT
d'Yves Dezalay.
Fayard, 294 pages, 130 F.

Il y a les mœurs. Et puis vient le droit. Enfin, c'est ce que nous apprenions jadis. On s'avisait peu alors du choc en retour du juridique sur le comportement des sujets... de droit qui, à leur tour, contribueraient à modifier la loi, la jurisprudence et les règles implicites qui composent le paysage. Cette spirale est beaucoup plus visible aujourd'hui, notamment avec l'explosion du droit international des affaires. C'est à ce « big bang » et à ses conséquences qu'Yves Dezalay, sociologue au CNRS, consacre sa recherche. Un livre capital dans ce domaine peu défriché, dont la démarche s'inscrit dans une zone d'influence et parfois dans le vocabulaire de Pierre Bourdieu.

Première constatation : la transformation de la justice d'affaires se révèle moins dans la lettre des textes que dans les structures du monde professionnel. Une « multinationalisation » de l'économie ne pouvait que réagir sur l'ordre juridique. On assiste donc à une « incorporation de la logique marchande jusque dans les mécanismes de production de droit pur ». Faut-il s'en étonner ? Faut-il se demander certains gardiens du temple ? Avant de répondre à cette question, notre auteur nous invite à regarder comment les choses se passent.

Il privilégie deux pôles du marché des « professionnels en restructuration » : la faillite et les OPA (offres publiques d'achat). Dans le passé, les avocats s'intéressaient de très loin aux « règlements de comptes entre boutiquiers ». Bien peu, au reste, étaient capables de lire un bilan. La profession de syndic était assez marginale et il fallut attendre en France la loi du

LIVRES

Le « big bang » du droit des affaires

Suivant l'évolution des marchés financiers des années 80, le droit des affaires a, lui aussi, explosé en France comme en Amérique, explique Yves Dezalay

25 janvier 1985, qui fit éclater la profession de syndic en deux catégories — le mandataire-liquidateur et l'administrateur judiciaire, — pour que l'on tienne compte des vrais enjeux. Les nouveaux opérateurs, soucieux de ce droit démarqué du discrédit qui s'attache à la faillite, regardent très vite du côté des entreprises confrontées à des problèmes de croissance et se présentent comme des spécialistes du droit au service de l'entrepreneur. Sur le marché de « conseil », ils se présentent ensuite moins comme des techniciens que comme des hommes de relation. Mais, comme il faut combiner les savoir-faire, les comptables et les juristes vont entrer en concurrence, les cabinets d'audit et les juriconsultes flagrant leur réseau.

Même évolution aux Etats-Unis, où l'on assiste à ce que notre auteur appelle la « juridicisation » de la faillite, puis sa « financiarisation » grâce à une reconversion des *accountants* (comptables) en *investment bankers*, ouvrant donc une brèche dans ce qui était jusque-là le monopole incontesté des *lawyers*. Avec la vogue des OPA outre-Atlantique, les « *marchands de droit* » deviennent des acteurs économiques.

MACHINE DE GUERRE • L'activité des « M & A » (*mergers and acquisitions*) est reconnue depuis le début du siècle, mais son regain, à partir des années 80, y ajoute un élément nouveau, note Yves Dezalay : pour la première fois, l'establishment des grandes entreprises est menacé. Il ne s'agit plus d'absorptions de petites ou moyennes affaires par de grands groupes mais de transactions géantes où, à leur tour, les grandes entreprises sont devenues des proies. « Tout dirigeant se sent gibier ou chasseur, sinon les deux ». De fameux *raiders* tiennent le haut du pavé jusqu'à la multiplication des scandales bour-

siers (1). Les difficultés de la conjoncture et les procès, qui ont entraîné des licenciements massifs dans le milieu de la Bourse, conduisent aujourd'hui les professionnels américains à se tourner davantage vers l'Europe. De véritables « usines à droit » s'installent à Bruxelles, notamment pour propager la bonne parole de la concurrence et faciliter l'application de la réglementation antitrust.

Ce que notre auteur appelle le « *legal big bang* » qui a suivi le « *financial big bang* » de la dérégulation du milieu des années 80, lui apparaît comme « une machine de guerre qui s'attaque aux règles et aux habitudes au travers desquels l'establishment préservait ses positions ».

La colonisation des institutions juridiques par les intérêts marchands ? Peut-être aussi le « retour du droit ». Il ne s'agit pas seulement, en effet, d'une manipulation de la justice. Le recours aux juristes et aux tribunaux, à l'occasion des luttes financières, contribue à formaliser les règles du jeu économique : il produit du droit. Mais Yves Dezalay n'est pas naïf et il faut lui savoir gré de s'interroger dans sa conclusion sur les effets politiques à plus long terme « d'une division du travail qui réserve aux groupes dominants de l'économie l'essentiel des ressources de la compétence professionnelle pour leur permettre de faire prévaloir leur vision économiciste du monde social en lui donnant la forme légitime du nouvel ordre juridique ».

Pierre Drouin

Survivre au krach boursier

Peter Lynch, enfant chéri de la Bourse de New-York, dévoile quelques-unes des recettes qui ont fait de lui l'un des gestionnaires de fonds les plus respectés du monde

ET SI VOUS EN SAVIEZ DÉJÀ ASSEZ POUR GAGNER EN BOURSE
de Peter Lynch, traduit par Anne Poniatowski.
Ed. Payot et Courcier, 216 pages, 145 F.

LES BOURSES AMÉRICAINES
de Jean-Jacques Perquel.
Vuibert, coll. « Gestion internationale », 164 pages, 80 F.

« ASSIS derrière mon écran, j'ai assisté à quelques-unes des plus fortes glissades du Dow Jones. Pas une fois, je n'aurais pu prédire ces catastrophes, même si ma vie en avait dépendu. Au cours de l'été 1987, je n'ai averti personne, ni moi-même, de la chute vertigineuse de 1 000 points qui allait suivre... » Tenu par n'importe quel particulier, ces propos n'auraient aucune saveur, mais venant de l'Américain Peter Lynch, l'un des plus grands gestionnaires de fonds d'investissement, ils prennent tout leur sel.

Entré dans la société d'investissement Fidelity en 1974, à l'âge de trente ans, comme directeur de la recherche, Peter Lynch se vit confier trois ans plus tard la gestion d'un portefeuille, Magellan Funds. En l'espace de vingt ans, ce fonds passa de 40 actions représentant 20 millions de dollars d'actifs à 1 400 titres différents d'une valeur de 9 milliards de dollars. Ce qui permit, au passage, de multiplier les gains par vingt. Fort de ces succès et soucieux de le démystifier, Peter Lynch, surnommé par

ses collègues « l'homme qui ne renonce jamais une valeur qu'il n'aime pas », a voulu vulgariser sa méthode de travail pour qu'elle soit reprise par chacun.

Le livre, publié aux Etats-Unis en 1989, est sorti cette année en France sous le titre *Et si vous en saviez déjà assez pour gagner en Bourse*. Pour investir, souligne-t-il d'entrée de jeu, il n'est nul besoin de prédispositions ou de dons particuliers. Pour autant qu'il sache, son « père » n'a jamais quitté la salle d'attente de la maternité pour vérifier le cours de General Motors et [sa] mère ne s'est pas enquis du dividende d'ATT entre deux contractions.

PRÉCEPT • De plus, selon lui, aucune grande règle ne régit l'évolution globale de la Bourse. « Le marché n'est pas pertinent », affirme-t-il. D'ailleurs, la seule loi qu'il ait pu tirer est proche du principe de Peter : « Quand Lynch avance, le marché recule ». Chaque grande étape de sa vie (naissance, mariage, promotion) est marquée par une baisse du Dow Jones. L'idée d'écrire ce livre a précédé de peu le krach de 1987...

Partant de ce constat, et mettant en garde contre tous les gourous, le gestionnaire de Magellan Funds vulgarise alors sa méthode reposant, non sur l'évolution du marché, mais sur le choix des sociétés à acheter. « Choisissez les bonnes actions et le marché en prendra soin », tel est son précepte. Et de formuler un certain nombre de conseils. Les premiers relèvent du simple bon sens : investir dans une société dont l'activité est facile

à comprendre, ou dont chacun a pu découvrir les produits et les tester avec satisfaction. D'autres recommandations sont plus déroulantes, comme préférer une entreprise au nom compliqué, et surtout dont l'activité soit peu à la mode et même parfois routiniste. L'ouvrage initie le lecteur à la lecture d'un bilan, recense les questions que peut poser un actionnaire pour être pris au sérieux lorsqu'il téléphone à une entreprise, et lui suggère enfin d'aller visiter les sièges sociaux pour se rendre compte du train de vie de la firme dont il est propriétaire. Sans prétentions littéraires, ce *vade-mecum*, écrit avec humour, fourmille d'anecdotes, et tente de répondre à des curiosités typiquement boursières, telle la chute systématique des cours le lundi en cas de crise.

Mais une fois refermé ce livre, si la tentation vous prend de vous lancer en Bourse, mieux vaut le faire aux Etats-Unis qu'en France en raison de l'importance et de la variété des firmes cotées. La Bourse de New-York, avec 1 774 entreprises inscrites, comprend trois fois plus de sociétés cotées qu'à Paris, comme le montre le livre *Les Bourses américaines*. Cet opusculé écrit par Jean-Jacques Perquel, agent de change, présente dans le détail l'ensemble des produits et le fonctionnement des marchés américains. Il s'avère très pratique pour qui, faute de pouvoir investir, veut au moins comprendre le mécanisme de la première place boursière mondiale.

Dominique Gallois



OPINIONS

Politique industrielle

Comment choisir les filières d'avenir

Les Rencontres de l'industrie, organisées par le ministère de l'industrie et du commerce extérieur, se tiendront les 22 et 23 octobre à la Cité des sciences de La Villette. Une occasion pour tenter d'évaluer ce qui, en France, fait l'objet d'un assez large consensus : la politique industrielle. Ses quatre objectifs – l'emploi, la balance commerciale, la « souveraineté industrielle » et le leadership technologique – ne sont pas toujours compatibles. Des choix s'imposent donc.

par OLIVIER CADOT (*)

P AR-DELA les olivages politiques, il existe en France, peut-être plus qu'ailleurs, un consensus minimal sur la nécessité d'une politique industrielle. D'autre part, la théorie économique moderne admet que la spécialisation industrielle est le résultat de processus dynamiques que l'intervention publique peut affecter. Quelle forme cette intervention doit-elle alors prendre ? Faut-il, en particulier, que l'Etat contribue formellement à la détermination des filières stratégiques et à la canalisation des ressources humaines et financières dans ces filières ? La question se pose sur le double plan de la définition des objectifs et de la mise en œuvre des mesures incitatives.

L'une des principales difficultés dans la mise en œuvre d'une politique industrielle cohérente vient de la multiplicité des objectifs qui lui sont généralement assignés, implicitement ou explicitement. On peut en distinguer quatre : l'emploi, la balance commerciale – tous deux définis au niveau sectoriel – la « souveraineté industrielle », c'est-à-dire la puissance des entreprises françaises, et le leadership technologique. Les incohérences potentielles de l'action volontariste en matière industrielle n'apparaissent pas toujours clairement lorsque ces objectifs restent implicites. Il est utile de mentionner, à titre d'exemple, quelques-uns des conflits qui peuvent se manifester dans leur poursuite simultanée.

L'exemple britannique

L'emploi et le solde commercial d'un secteur dépendent de l'activité de ce secteur sur le sol national ; la souveraineté industrielle, elle, dépend de la compétitivité des entreprises nationales, quelle que soit leur localisation. Ainsi, le maintien de l'emploi sectoriel peut impliquer des abandons de souveraineté industrielle, comme l'illustre le cas – certes extrême – de l'industrie automobile britannique.

Le déclin de la compétitivité des constructeurs

britanniques, manifeste dès la fin des années 70 à travers des symptômes familiers : retard technologique, sous-qualification et rigidité des personnels, syndicalisme à outrance, qualité à la dérive, – appelait des mesures d'ajustement urgentes. La réponse du gouvernement conservateur fut d'ouvrir la porte aux investissements des constructeurs japonais en leur imposant des taux minimaux de « contenu local » ; d'abord Nissan, puis, maintenant, Toyota et Honda. L'objectif – relance de l'assemblage et de la production d'équipements automobiles sur le sol britannique – fut atteint, au prix d'une perte spectaculaire de souveraineté sur le secteur.

A l'inverse, le maintien de cette souveraineté peut exiger la délocalisation : Thomson réalise ainsi hors de France plus des trois quarts de sa valeur ajoutée dans le secteur de l'électronique grand public. La définition d'une politique industrielle cohérente suggère donc la nécessité d'un consensus sur ses objectifs légitimes et sur les arbitrages inévitables, tout arbitrage entraînant l'apparition de gagnants et de perdants.

Prendons maintenant comme hypothèse qu'un mode de spécialisation souhaitable assure une place substantielle à la France dans les industries de pointe. Nous faut-il être à tout prix les premiers dans les secteurs porteurs ? La littérature récente suggère, à cet égard, que la « préemption technologique » est rarement irréversible.

Divers travaux théoriques ont montré que lorsque les processus de recherche et de développement de nouveaux produits sont complexes et nécessitent plusieurs étapes, les positions de leadership dans la

vernement industrielle et technologique. L'argument a souvent été utilisé, aux Etats-Unis comme en Europe, à propos des semi-conducteurs. L'expérience récente montre qu'en fait, en dépit de revers considérables dans les années 80, les producteurs américains ont eu, grâce à leurs immenses ressources en capital humain, tenir tête aux assauts japonais.

Goulot d'étranglement

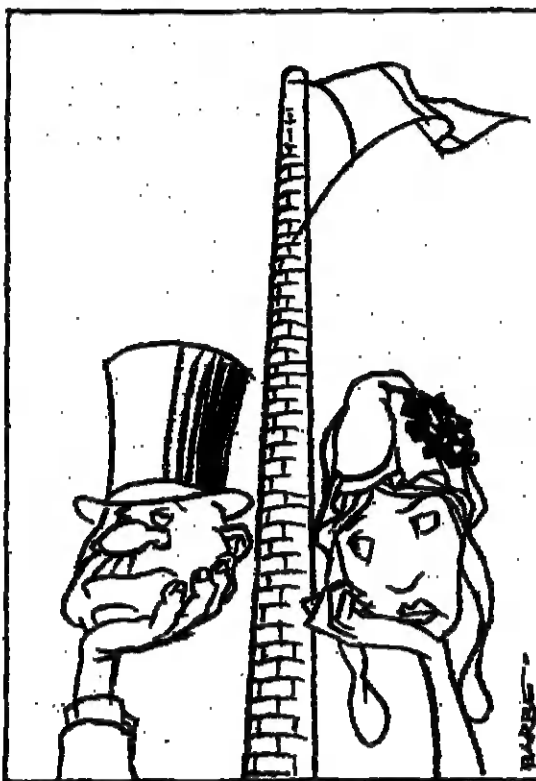
L'autre argument suggère que l'aide publique à tel ou tel grand projet garantit, par la dissuasion de la concurrence étrangère, la création d'une position dominante durable pour notre pays ou pour l'Europe. S'il est indéniable que l'initiative publique dans des domaines tels que le lancement de satellites ou le TGV semble avoir véritablement créé un avantage

comparatif, c'est plus par l'effet mécanique de déplacements massifs de ressources que par un effet stratégique de dissuasion de la concurrence étrangère.

D'autre part, le risque majeur d'une politique volontariste en matière industrielle est l'investissement de ressources coûteuses dans des filières technologiques mal choisies. Le risque est particulièrement apparent dans le débat sur le choix d'une norme de télévision à haute définition. Pour les uns, en laissant le marché « choisir » la norme, on risque de voir un léger handicap de départ se transformer en « préemption » de toute une filière par des producteurs étrangers, ce qui faillit arriver en 1988 lorsque les Japonais tentèrent d'imposer leur norme au cours d'une négociation internationale. Pour les autres, à l'inverse, en se hâtant de verrouiller le marché par l'adoption forcée d'une norme européenne, on perd l'option d'attendre que les Américains développent – ce qu'ils annoncent – une norme plus performante. On risque alors de regarder pendant des décennies une TVHD moins bonne, et de subir à notre tour ce que les téléspectateurs américains subissent depuis les années 50 avec la médiocre norme NTSC.

Il faut enfin souligner que lorsqu'un secteur d'activité est ciblé pour une action de promotion industrielle, que ce soit par voie de subventions, de protection ou autres, l'effet escompté est un accroissement de l'activité du secteur en question. Cependant, avant même que l'effet sur les quantités produites ne se fasse sentir, des tensions apparaîtront sur les marchés des facteurs spécifiques au secteur ciblé. Dans les secteurs à haute technologie, il s'agit par exemple de techniciens et d'ingénieurs. Si un goulot d'étranglement se forme à ce niveau, le prix d'équilibre de ce facteur s'accroît, entraînant l'apparition d'une rente de retard pour ses – heureux – propriétaires, et de surcoûts pour les autres secteurs utilisateurs du facteur en question. Dans les industries à haute technologie, la France est particulièrement sujette à ce type d'effet en raison de la faiblesse de ses filières de formation technique. Ainsi, à niveau de diplômes comparable, l'ex-RFA met chaque année sur le marché près de deux fois plus d'ingénieurs que la France. Une vraie politique de compétitivité dans les industries de pointe ne peut donc se concevoir qu'à long terme, en intégrant ses aspects de ciblage industriel avec ses aspects d'investissement en capital humain. L'horizon d'une telle politique est, hélas, bien long au regard des échéances électorales.

(*) Olivier Cadot est professeur assistant d'économie à l'INSEAD.



Minitel 36290059 INPI BILANS. Parce que quand une entreprise a l'air de bien marcher...

...il est parfois utile d'examiner son bilan.

MINITEL 36290059 INPI BILANS. L'ACCES DIRECT A L'ENSEMBLE DU REGISTRE NATIONAL DU COMMERCE.

L'INPI vous donne accès à la totalité des 2500000 comptes et bilans des SA et SARL publiés les cinq dernières années. Pour constituer le registre national du commerce, l'INPI collecte et regroupe tous les bilans de tous les greffes de France. Avec 36290059 INPI BILANS, vous accédez instantanément aux bilans, comptes de résultat, annexes et ratios de structure, d'endettement, de trésorerie... Possibilité de capture sur micro.



CONJONCTURE

LES conditions nécessaires à une atténuation des déséquilibres commerciaux entre les pays industrialisés ne se résument pas à des changements de parités. Ainsi, les perturbations récentes sur les marchés des changes européens, bien qu'allant a priori dans le bon sens – les monnaies des pays déficitaires s'étant dépréciées tandis que celles des pays excédentaires se sont appréciées – pourraient n'introduire que très peu de modifications sur la répartition actuelle des déséquilibres.

A court terme, les effets habituels de la « courbe en J » risquent en effet d'être d'autant plus importants que les changements de parités ont été accélérés. Le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne subissent de fait un renchérissement marqué de leurs importations qui viendra immanquablement amplifier leurs déficits extérieurs dans un bref délai. Quant aux effets positifs des dévaluations, attendus à plus longue échéance, on connaît leur versatilité :

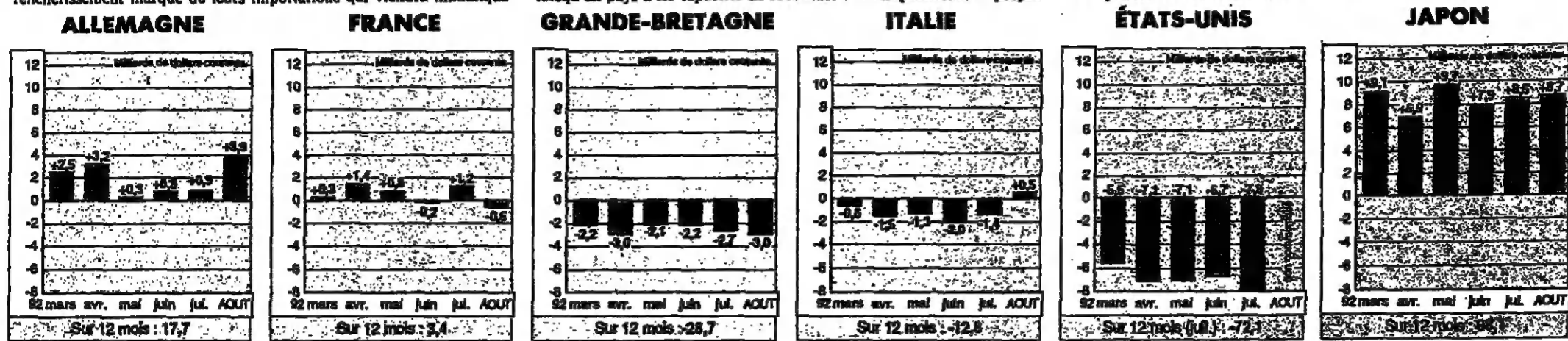
INDICATEUR • Le commerce extérieur
Dévaluations

– l'effet dissuasif sur les volumes importés, n'étant effectif que lorsqu'un pays a les capacités de substituer à ses importations sa propre

production, est forcément très variable et souvent très faible lorsque la pénétration d'une économie est importante ;

– quant aux gains de compétitivité-prix censés stimuler les exportations, on sait qu'ils ne compensent que très marginalement les insuffisances sectorielles qui souvent sont à l'origine des sous-performances extérieures d'un pays, de ceux précités notamment.

A l'inverse, les exportateurs français, allemands, néerlandais et belges, dont les devises se sont appréciées, n'ont que peu à craindre d'une perte de leur compétitivité externe face à ces partenaires, de sorte que le partage du marché européen pourrait être globalement peu perturbé par les récents bouleversements monétaires communautaires.



RÉGION • Asie du Sud

Industrie en demi-teinte

APRÈS l'euphorie et la surprise provoquées par les réformes au Pakistan et en Inde en 1991, l'heure des difficultés pratiques a sonné pour l'industrie en Asie du Sud. Si l'Inde garde son avance sur ses voisins, avec une croissance substantielle et une gamme toujours plus variée de produits, depuis les équipements lourds jusqu'aux produits de beauté en passant par l'électronique et la pétrochimie, le Pakistan dispose maintenant d'un tissu industriel relativement dense et en pleine diversification au-delà du textile. Quant au Bangladesh, il progresse beaucoup plus lentement, malgré de récents succès dans l'habillement.

Relativement simple à mettre en œuvre, la libéralisation du secteur privé, grâce à la suppression de nombreux contrôles, commence à porter ses fruits. En revanche, l'avenir du secteur public se révèle beaucoup plus complexe. Les Pakistanais ont commencé à privatiser les banques et la plupart des industries dépendant de l'État, sans trop de résistances de la part des syndicats, malgré les craintes de licenciements à terme. En Inde, le secteur public est plus étendu et les syndicats ont déjà lancé des grèves d'avertissement, ce qui incite le gouvernement à avancer par petits pas : privatisation partielle de certaines entreprises, mesures destinées à renforcer les performances d'autres usines...

Au Bangladesh, l'écart est sensible entre les intentions déclarées de privatisation et la réalité, dans un contexte de fragilité du secteur privé et de l'industrie en général. Dans les années 80-90, au Pakistan comme en Inde, les premières et timides réformes économiques avaient déjà suscité un début de progression du secteur privé avec un taux annuel de croissance pour toute l'industrie de plus de 7 % par an. Après un ralentissement sensible de 1989 à 1991, le Pakistan s'est ressaisi sous l'effet des réformes, cette fois radicales, introduites par le gouvernement de Nawaz Sharif arrivé au pouvoir à la suite des élections d'octobre 1990. La production industrielle s'est accrue de 7,7 % en 1991-1992 (juillet-juin) en même temps que les importations de biens d'équipement augmentaient de plus de 50 %.

En Inde, la très grave crise des devises, en 1991, les restrictions des importations, le resserrement du crédit ont ébranlé la croissance industrielle, tombée pratiquement à zéro en 1991-1992. Depuis ce printemps, la situation s'améliore. Le renflouement des réserves de devises (6,7 milliards de dollars en juillet) permet d'importer plus largement les biens nécessaires au fonctionnement des usines. La production repart avec 4 % pour ces derniers mois. L'inflation, autre lourd souci, tombe à 7,5 % contre 16,8 % un an plus tôt. Les

exportations remontent à 9 % après une baisse en 1991-1992. Première question à Islamabad, New-Delhi et Dacca : dans quelle mesure les turbulences politiques locales affectent-elles le développement ? A elle seule, la déréglementation du secteur privé met un large pan de l'économie à l'abri des interventions ou de l'absence de décision des hommes politiques. Une économie plus libre peut aller de l'avant même dans un contexte politique troublé, mais une aggravation des tensions finirait par léser l'économie.

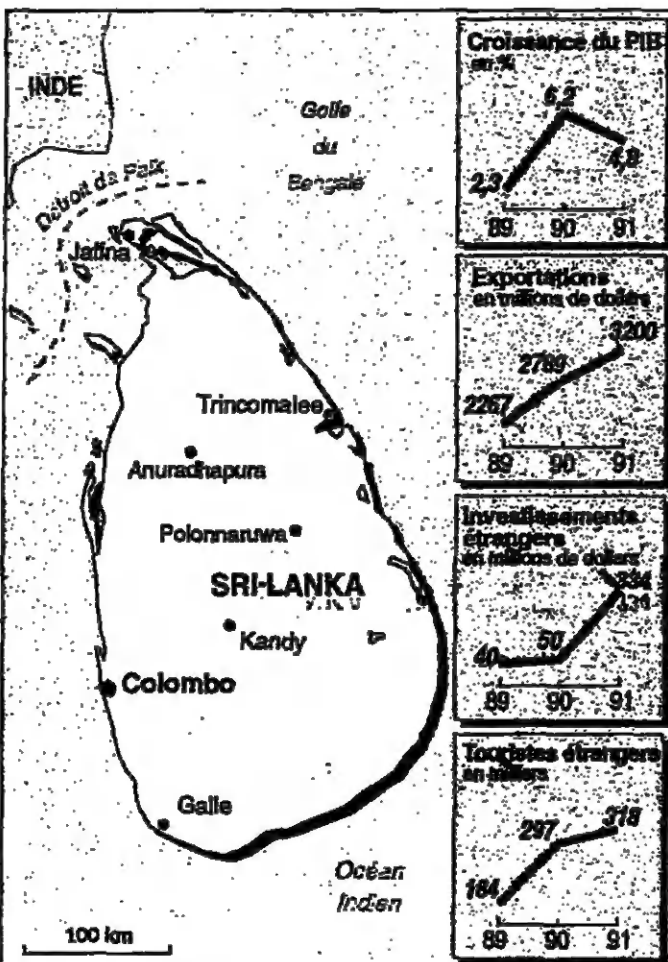
Les transferts de technologie, la modernisation du parc industriel, la hausse des exportations de produits manufacturés se traduisent par une plus profonde insertion dans l'économie mondiale et régionale. Les investissements étrangers, dont le rôle pourrait être déterminant, restent modérés, d'autant plus que les marchés d'Extrême-Orient demeurent plus attirants.

En Inde, plusieurs accords de joint-venture ont été néanmoins signés cette année malgré la persistance de pesanteurs bureaucratiques. Quant aux Bourses indiennes, elles commencent à s'ouvrir aux étrangers. Dans l'ensemble, Américains et Européens se montrent pour le moment plus confiants que les Japonais. Au Pakistan, les Coréens se mettent en vedette : gros contrats routiers, déplacements d'usines (textile, cuir) de Séoul à Karachi. De leur côté, les Japonais lancent plusieurs projets de fabrication d'automobiles. Cependant, la Cour islamique demande l'abolition du prêt à intérêt. Le gouvernement a fait appel devant la Cour suprême qui ne se presse pas de trancher : les partis islamiques exercent une certaine pression, grâce à l'agressivité de leurs militants.

L'industrie ne peut-être isolée du reste de l'économie. Le Pakistan vient de subir coup sur coup, en août et en septembre, des inondations d'une rare brutalité qui ont frappé le coton et le riz. Or, plus de 50 % des exportations sont assurées par le coton brut et les textiles. En Inde, la mousson se révèle plutôt moyenne et la croissance agricole risque de ne pas atteindre les objectifs. Or, le marché rural attire une part substantielle de la production industrielle. La Reserve Bank of India (banque nationale) prévoit dans son rapport annuel une croissance de 4 à 5 % pour 1992-1993.

En conclusion, ce second souffle des économies d'Asie du Sud n'en est qu'à ses débuts. Mais les changements sont frappants. La région est entrée dans une phase d'expansion qui pourrait s'accroître.

Gilbert Etienne
Professeur aux instituts
des hautes études
internationales et
du développement (Genève)



PAYS • Le Sri-Lanka

Redressement fragile

EN dépit des offensives militaires dans le nord-est et de la sécheresse jusqu'en avril-mai, les autorités sri-lankaises tentent de remettre le pays sur les rails du développement. La croissance devrait dépasser 4 % en 1992, un rythme insuffisant pour réduire drastiquement la pauvreté – le produit intérieur brut par habitant n'est que de 465 dollars – et le chômage, qui frappe 16 % de la population active. Toutefois, les réformes ambitieuses de 1990-1991 restent soutenues par la communauté internationale (825 millions de dollars d'aide annuelle) et le tourisme a retrouvé ses records de 1982.

Pour la troisième année consécutive, priorité est donnée à la promotion des exportations (favorisées par la lente dépréciation de la roupie), aux privatisations et à l'investissement étranger, tout en cherchant à ménager les plus déshérités dans les zones rurales. Le boom du textile et de la confection compense le recul des exportations traditionnelles (en particulier le thé).

Les importations progressent moins vite en dépit de la flambée d'achats alimentaires suite à la sécheresse. Bénéficiant de rentrées invisibles (le tourisme et l'argent des Sri-Lankais expatriés), la balance des paiements reste excédentaire (205 millions de dollars en 1991) et les réserves en devises sont à la hausse (634 millions à la mi-1992). La dette extérieure (4,8

Philippe Régnier
Centre de recherche
sur l'Asie moderne (Genève)

SECTEUR • La vente par correspondance

Encore préservée

APRÈS une croissance soutenue dans les années 70 et 80, la vente par correspondance (VPC) connaît des jours un peu moins glorieux en France. En 1991, le chiffre d'affaires de la profession s'établit à 42,8 milliards de francs, soit une progression de 4,5 %. Pour 1992, le secteur anticipe une croissance équivalente. La fidélité de la clientèle et le montant traditionnellement élevé des achats (une valeur de 400 francs en moyenne) assurent au secteur, malgré le ralentissement de la consommation, un volant minimum de croissance.

Les ventes aux entreprises, au contraire, après avoir connu un véritable boom entre 1985 et 1990, sont touchées en 1991 par le ralentissement des achats d'équipements et autres matériels de bureau. Elles n'ont atteint que 8 milliards de francs en 1991, avec une croissance de 3 % seulement en 1991 et qui sera probablement identique en 1992.

La vente par correspondance représente en France 2,5 % du commerce de détail et 5,1 % du commerce non alimentaire. Ses produits sont principalement ceux de l'industrie textile (42 %), de l'édition et du disque (12 %), de l'ameublement et de la décoration (10 %). Un foyer français sur deux a recours à ce mode d'achat et passe encore ses commandes par lettre.

Le développement des nouvelles techniques de communication devrait donner dans les prochaines années une forte impulsion au secteur. Déjà, l'utilisation du Minitel pour un ordre d'achat sur dix (une part en rapide progression depuis 1986) a entraîné des progrès qualitatifs : raccourcissement des délais de livraison de deux jours et disponibilité du produit immédiatement connue par l'acheteur.

Au sein de la Communauté européenne, les Allemands sont incontestablement les plus friands de ce mode de consommation : le secteur réalise chez eux un chiffre d'affaires de 120 milliards de francs, soit près de trois fois celui de la France. Née outre-Rhin après

la seconde guerre mondiale pour pallier le manque d'infrastructures, la VPC représente aujourd'hui 4,7 % du commerce de détail dans ce pays. En 1991, le secteur a enregistré une croissance de 22 % de son chiffre d'affaires, les entreprises ayant pu pleinement profiter de la réunification.

Après l'Allemagne et la France, la Grande-Bretagne est le troisième marché européen de la vente par correspondance, avec un chiffre d'affaires de 35,1 milliards de francs, en progression de 2,6 % en 1991. Encore modeste en Espagne, le secteur y semble promis à une expansion rapide (+26 % en chiffre d'affaires en 1991). Mais le premier marché mondial de la VPC reste de très loin les États-Unis, avec un chiffre d'affaires de 360 milliards de francs en 1991. Le Japon se situe au troisième rang avec 70 milliards de francs. Dans ces deux pays, le chiffre d'affaires du secteur continue de progresser fortement avec un taux de croissance de 13 % en 1991. Cependant ce sont les entreprises allemandes qui tiennent la tête, Otto Versand et Quelle occupant respectivement la première et la deuxième place.

Quelle, notamment, progresse très fortement sur le marché français, où elle devrait réaliser un chiffre d'affaires de 2 milliards de francs en 1992 (en hausse de 14,2 % par rapport à 1991).

Dans l'Hexagone, La Redoute demeure néanmoins le leader, avec un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs et une progression de 4,6 % sur les six premiers mois de 1992. Quatrième au niveau européen et sixième mondial, le groupe continue de renforcer ses positions sur le Vieux Continent.

Enfin, le numéro deux français, les Trois Suisses, après un recul en 1991, enregistre pour le premier semestre de 1992 une progression de 7 % de son chiffre d'affaires.

Tous les observateurs s'accordent à penser qu'en comparaison avec le reste de la distribution, la vente par correspondance tire finalement bien son épingle du jeu.

Anne-Laurence Fitère

